



HAL
open science

Approche culturelle des communautés de pêcheurs traditionnels et mise en tourisme des îles du Mozambique

Béregère Claquin

► **To cite this version:**

Béregère Claquin. Approche culturelle des communautés de pêcheurs traditionnels et mise en tourisme des îles du Mozambique. Géographie. Université de la Réunion, 2008. Français. NNT : . tel-00473291

HAL Id: tel-00473291

<https://theses.hal.science/tel-00473291>

Submitted on 15 Apr 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de la Réunion

Faculté de Géographie

Laboratoire CREGUR

**Approche culturelle des
communautés de pêcheurs
traditionnels et mise en
tourisme des îles du
Mozambique**

*Etude de cas des archipels de Bazaruto
et des Quirimbas*



Par Claquin Bérengère

Thèse de doctorat de Géographie

Dirigée par Guebourg Jean-Louis

Présentée et soutenue publiquement le 3 novembre 2008

Devant un jury composé de :

Huetz de Lemps Christian, Professeur, Université de la Sorbonne Paris IV

Sevin Olivier Professeur, Université de la Sorbonne Paris IV

Decoudras Pierre-Marie Professeur, Université de la Réunion



Avant propos

Cette thèse fait suite à un cursus géographique de 8 années de formation en géographie commencé à l'Université de Paris VII et poursuivi à l'Université de La Réunion dans sa seconde partie de réalisation plus personnelle, à savoir la maîtrise, le D.E.A et le doctorat. J'ai choisi de mener des projets d'étude dans différentes îles de l'Océan Indien comme les Seychelles et Madagascar, avant de rejoindre le continent africain pour découvrir le Mozambique. La réalisation de ce voyage d'étude n'aurait pu se faire sans l'aide financière du Conseil Régional de La Réunion à travers le service de mobilité régionale qu'il offre aux étudiants motivés par la recherche. Je souhaite remercier ici tout spécialement La Région de la Réunion qui m'a délivré une allocation de recherche pour faire ce doctorat.

A la base, ma formation était plus portée dans le domaine de la géographie physique que dans celui de la géographie humaine, mais la pratique de mon premier terrain a été l'élément déclencheur de mon intérêt pour les problématiques sociales et culturelles. Mon directeur de thèse Mr Jean-Louis Guébourg m'a permis de m'éclairer dans cette reconversion et je le remercie d'avoir soutenu mes thématiques d'étude depuis le début de notre collaboration. Je remercie également ma famille et surtout mes parents qui ont toujours été là pour m'aider et me soutenir dans mes moments de découragements.

Il est vrai qu'une année supplémentaire a été requise pour mener à bien ce projet mais je m'en justifie par le fait qu'il n'a pas été facile à mener pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le Mozambique n'est pas un pays francophone, l'ensemble de la bibliographie étant majoritairement écrite en portugais ou anglais. Il m'a donc fallu maîtriser la langue portugaise le plus rapidement possible, qui m'était alors totalement inconnue, pour être opérationnelle une fois sur place. La première année de la thèse s'est concentrée sur la recherche et la mise en place des hypothèses du projet au Mozambique suivant une pré-analyse basée sur la bibliographie déjà récoltée. La prise de contact via Internet auprès de différentes institutions de recherche a aussi été très importante. Elle n'a malheureusement pas abouti à une offre de stage ou collaboration officielle, mais m'a permis de créer un réseau de contacts à rencontrer sur place. Nous remercions ainsi Caroline Duconseille, directrice à l'époque de l'Association Française des Volontaires du Progrès, qui m'a accueilli chez elle et permis de trouver un logement dans la capitale. J'ai été touchée par la solidarité française présente au Mozambique et le soutien à l'information apporté par les différentes personnes qui se reconnaîtront. En

effet, la principale difficulté de cette thèse a été de recueillir une bibliographie assez dense et pertinente pour mener une étude de doctorat. L'accès à l'information n'est pas libre au Mozambique et il faut parfois savoir user de patience, de persévérance, voir de chance pour en obtenir.

J'ai de plus construit mon sujet moi-même, en continuité avec celui que j'avais traité dans le Sud-ouest de Madagascar, où j'avais vraiment été marquée par l'impact du tourisme dans les villages de pêcheurs où je m'étais rendue. Le désir de continuer sur le terrain s'est ensuite concrétisé avec le Mozambique qui m'est apparu comme l'aboutissement de toutes ces pérégrinations depuis Paris. Sur place, l'arrivée en Afrique a été comme un choc. L'effervescence de la vie, la multitude de situations sociales quotidiennes, le climat, la précarité des conditions de vie, bref tout se liguaient pour que la recherche soit difficile. J'ai arpenté des dunes, traversé des mers, poussé des autobus, attendu des heures sous le baobab que quelque chose arrive, bref j'ai vécu un petit bout de vie africaine, « en mode local ».

Je remercie vraiment tous les gens que j'ai pu rencontrer à travers le pays et qui m'ont aidé à réaliser cet ouvrage mais aussi à connaître une autre manière de vivre. Partager l'environnement et la vie de personnes issues d'un milieu totalement différent du mien m'a vraiment enrichi et représente pour moi toute l'expérience que j'ai acquise à travers cette thèse.

Pour revenir aux contraintes rencontrées dans ce travail, je voudrais signaler que la réalisation de ce voyage s'est déroulée sans aucune structure d'accueil officielle ayant reconnu mon travail formellement au niveau de l'Etat, ce qui a largement compliqué la durée et la facilité d'action de mon séjour sur le territoire mozambicain. La délivrance des visas a été de plus en plus difficile, finissant avec des permissions de séjour d'un mois à renouveler aux frontières (sous peine de 50\$ par jour de retard !). Les lieux choisis comme étude de cas pour mener les enquêtes se situant à plusieurs jours de bus dans des conditions d'accès vraiment difficiles, mon séjour a été rythmé de coupures incessantes qui m'ont perturbé dans ma tentative d'intégration sociale. Pourtant, il a fallu tout de même signaler ma présence aux autorités du fait que je voulais enquêter dans des parcs nationaux, l'accès y étant réglementé. L'organisation mondiale du WWF qui est l'institution en charge de la gestion des parcs a donc reconnu mon travail et apporté un soutien humain en terme de logement et d'aide à la traduction. Je remercie ainsi toutes les équipes d'éco-gardes qui m'ont accompagné sur le terrain, certains étant même devenus de bons amis, je pense notamment à Hassan de l'île de Quirimba. Je remercie également les représentants des institutions des parcs qui m'ont aidée à

obtenir une autorisation d'investigation auprès du Ministère du Tourisme et de la Direction Nationale des Aires Protégées, je pense à Mr Fundzana du parc de Bazaruto et Mr Araman du parc des Quirimbas.

Pour finir, je veux dire à tous ceux qui liront cet ouvrage de thèse, qu'il est avant tout un travail d'approche plus qu'une étude exhaustive, qu'il nous aurait fallu beaucoup plus de temps pour traiter complètement le sujet. L'intérêt de la recherche française au Mozambique est entrain de se développer et cette thèse représente un support d'information pour les futurs étudiants réunionnais ou autres qui souhaiteront investiguer là-bas.

Ci-joint une citation qui me paraît parfaitement appropriée à ma vision de la géographie :

« Il n'y a d'homme complet que celui qui a voyagé, qui a changé vingt fois la forme de sa pensée et de sa vie. Les habitudes étroites et uniformes que l'homme prend dans sa vie régulière et dans la monotonie de sa patrie sont des moules qui rapetissent tout : pensée, philosophie, religion, caractère, tout est plus grand, tout est plus juste, tout est plus vrai chez celui qui a vu la nature et la société de plusieurs points de vue. Il y a une optique pour l'univers matériel et intellectuel. Voyager pour chercher la sagesse était un grand mot des anciens ; ce mot n'est pas compris de nous ; ils ne voyageaient pas pour chercher seulement des dogmes inconnus et des leçons de philosophie, mais pour tout voir et tout juger. Pour moi, je suis constamment frappé de la façon étroite et mesquine dont nous envisageons les choses, les institutions et les peuples ; et si mon esprit s'est agrandi, si mon coup d'œil s'est étendu, si j'ai appris à tout tolérer en comprenant tout, je le dois uniquement à ce que j'ai souvent changé scène et de point de vue. Etudier les siècles dans l'histoire, les hommes dans les voyages et Dieu dans la nature, c'est la grande école ; nous étudions tout dans nos misérables livres, et nous comparons tout à nos habitudes locales. Et qui est-ce qui a fait nos habitudes et nos livres ? Des hommes aussi petits que nous. Ouvrons le livre des livres, vivons, voyons, voyageons, le monde est un livre dont chaque pas nous tourne une page : celui qui n'en a lu qu'une, que sait-il ? » Alphonse de Lamartine, cité par G. Sigaux, dans Histoire du tourisme, Genève, Edito-service S. A., 1965, p 7.



*Cette nuit, malgré les rats qui courait sous
mon hamac partout dans la case, j'ai fait
superbe rêve avec une tortue.*

*Le matin, alors que je me prépare, j'entends
les gardes du parc qui arrivent joyeux
m'annonçant qu'ils ont une surprise pour
moi. Je sors de la case et je découvre une
jeune tortue de mer dans les bras de mon
collègue. Etonnée de la coïncidence je leur
raconte mon rêve. C'est un signe me disent-ils,
ils, les esprits te parlent !!!*

*Nous allons faire une photo souvenir avant
de lui redonner sa liberté...*

*Carnet de route personnel, mémoire du 27
avril 2006, Zenguelemo (Ile de Bazaruto)*

Introduction

Situé entre les latitudes 10°20'S et 26°50'S, le territoire du Mozambique représente une superficie de 799 380 km² avec une côte s'étendant sur plus de 2700 km (MICOA, 1996). Ouvert à l'Est sur l'Océan Indien (Canal du Mozambique), il est limité au Nord par la Tanzanie, à l'Ouest par le Zimbabwe, le Malawi et la Zambie et au Sud par l'Afrique du Sud et le Swaziland. La population du Mozambique, composée de plus de 30 ethnies différentes, a été estimée à plus de 20 366 795 personnes en 2007 (INE, 2007).

Le Mozambique est marqué par une histoire coloniale portugaise intense qui s'est achevée en 1975 avec l'Indépendance Nationale. L'orientation politique socialiste qui s'ensuivit entraîna la création d'un parti d'opposition qui aboutit à un conflit armé et à une division populaire. Les accords de paix en 1992 amorcent l'ouverture du pays au marché libéral, impulsée par la proximité des investisseurs sud africains. L'adoption de politiques monétaires et fiscales fiables, ont permis la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation du marché. Les réformes ont aidé à la stabilisation des balances macroéconomiques et ont soutenu la remarquable performance de la croissance enregistrée depuis 1992; le pays a amorcé un taux annuel de croissance de 13% sur la période 1999-2003 (IFS, 2006). Le développement du pays s'appuie sur 3 principaux pôles économiques, Maputo, Beira et Nampula. Il présente un déséquilibre régional notable, la région sud où se localise la capitale Maputo bénéficiant d'une position stratégique proche de l'Afrique du Sud et ouverte sur l'exportation grâce aux ports maritimes. Plus enclavées économiquement, les provinces du nord sont les plus pauvres du pays, malgré un passé prospère lié à la navigation marchande coloniale.

Comme mesure de développement socio-économique à moyen terme, le gouvernement a adopté en 2000 le Plan d'Action pour la Réduction de la Pauvreté Absolu (PARPA) en l'incorporant dans le système de planification sociale. Le tourisme est alors choisi comme un axe prioritaire d'investissement pouvant créer des postes nécessaires à la réduction de la pauvreté. L'Etat a développé ainsi un Plan Stratégique d'Implantation du Tourisme et créé un Ministère officiel (MITUR) afin de permettre au secteur de se développer et de contribuer aux bénéfices économiques du pays.

La côte mozambicaine, qui offre une large gamme d'écosystèmes côtiers dont les plages sableuses si attractives au tourisme, représente un immense potentiel pour les investisseurs étrangers. Parallèlement, les zones côtières accueillent plus de 40% de la population

mozambicaine dont la principale source de subsistance est assurée par la pêche artisanale (IDPPE, 2002). Afin de préserver cet environnement, le gouvernement, soutenu par de nombreuses organisations internationales et des pays donateurs, met en place des politiques de développement diverses, cumulant les stratégies d'action. Des parcs nationaux et des réserves sont créés pour protéger le littoral, sous l'impulsion de l'UICN et du WWF; des centres d'étude de la pêche artisanale financés par le Ministère des Pêches (créé en 2000) s'établissent dans les différentes provinces et un plan de gestion intégrée des zones côtières est conçu selon les normes internationales.

Tous les programmes mis en place sont instaurés depuis le niveau central de l'Etat, qui tente depuis l'époque socialiste d'instaurer un Etat-Nation formé par un peuple mozambicain homogène. Hors, la population du Mozambique, à l'exception des pôles urbains, est répartie en une mosaïque de communautés qui exploitent le territoire à des fins de subsistance. Les entreprises touristiques investissant sur le littoral se retrouvent alors à devoir partager l'espace avec des communautés locales qui exploitent les ressources naturelles de façon traditionnelle et ancestrale.

Les archipels de Bazaruto (Sud) et des Quirimbas (Nord) qui présentent tous deux un passé historique colonial lié au commerce triangulaire, ont été choisis par le gouvernement comme aires prioritaires du développement touristique et instrumentalisés géographiquement par un processus de mise en protection de l'environnement (parcs nationaux). Les communautés des îles, qui sont marquées par une identité culturelle côtière unique au Mozambique, sont plongées au cœur d'un système de gestion et de développement répondant aux normes internationales, instaurées par les institutions centrales de l'Etat alors qu'elles fonctionnent sur des réseaux communautaires de gestion traditionnelle des ressources. Ces deux archipels, qui ont été pris comme objet d'étude pour l'originalité de leur peuplement et pour leur position stratégique dans le développement du pays, présentent deux types de problématique géographique.

La première concerne le rapport entre la volonté gouvernementale de développement touristique des îles et l'intégration des populations locales dans celui-ci. En effet, l'originalité socio-spatiale des études de cas se caractérise par le fait que les îles habitées sont incluses dans des zones marines protégées, ce qui induit l'introduction d'une composante institutionnelle. Comment le gouvernement a-t-il fait de ces espaces historiquement et humainement exploités, des lieux touristiques protégés? Comment l'activité de pêche traditionnelle, qui est la base de l'activité des communautés locales, survit-elle dans des zones de conservation biologique ?

Dans quelles mesures les pêcheurs ont-ils assimilé le rôle d'un parc marin et en respectent-ils les règles ?

Par ailleurs, la seconde problématique concerne une composante plus culturelle de la géographie. En effet, pour mener cette étude sur le terrain, nous sommes partis des hypothèses suivantes : les populations côtières sont marquées par une identité forte de part leur histoire, mais également de part leur rôle socio-économique (pêche) pour le pays. Déjà empreint d'un mode de vie original par rapport aux populations urbaines ou agricoles de l'intérieur, leur espace de vie s'est vu modifié par l'implantation des établissements touristiques et par la présence même des touristes au sein des villages. La mise en tourisme de leur territoire a-t-elle eu un impact sur leur genre de vie ? De quelle manière l'espace vécu des communautés locales s'est-il transformé au contact du phénomène touristique ? Les représentations de l'espace terrestre mais aussi maritime des populations locales de pêcheurs se sont-elles modifiées au cours du processus de mise en tourisme ? Le tourisme contribue-t-il à renforcer l'identité de la communauté de pêche ou au contraire assiste-t-on à une perte des valeurs culturelles ? Le tourisme favorise-t-il les conflits au sein de la communauté par son ouverture socio-économique mais aussi culturelle sur le système mondial ? Afin de répondre à l'ensemble de ces questions, nous développerons notre thèse selon 3 parties.

La première partie présentera tout d'abord les concepts clés de la réalisation d'une étude de terrain en milieu local africain. Comment aborder la pratique du terrain face aux problématiques géographiques ? Quelles sont les limites rencontrées et dans quelles mesures les surmonter ? Au regard de notre expérience géographique, nous tenterons d'apporter des informations sur la notion de terrain en milieu local. Nous poserons ensuite les bases de la réflexion géographique adaptées à l'étude du tourisme. Nous établirons une brève discussion sur les polémiques liées à la recherche en géographie du tourisme dans les Pays du Sud, car

« le tourisme dans les pays en voie de développement est l'objet de controverse entre ceux qui voient dans le tourisme un élément de développement et ceux qui l'analysent comme une nouvelle forme de domination et d'exploitation » (CAZES, 1992).

La question des effets du tourisme sur l'environnement et sur la société d'accueil, fait débat au sein de la communauté de géographes français. Certains pensent que le tourisme

« participe à l'accomplissement, bien d'avantage qu'à son avilissement, de l'Humanité sur Terre » (M.I.T, 2002) quand d'autres semblent y voir des effets potentiellement négatifs,

« ce courant de pensée s'affichant en particulier dans les synthèses dues à G. Cazes et J.M. Dewailly » (VIOLIER, 2000).

Nous tenterons de relativiser ces courants de pensée, en ramenant l'étude du tourisme dans une dimension plus locale, nécessitant une approche interdisciplinaire. La relation avec la géographie culturelle est ensuite développée dans un troisième chapitre, où la notion de culture se définit comme concept fondateur de l'analyse menée sur la relation entre les communautés de pêcheurs et le tourisme. Nous développons par l'exemple de l'étude des géosymboles qui composent l'espace culturel des communautés et celle de l'impact du tourisme sur le territoire au travers de son rôle de subversion ou d'invention des lieux. La définition de communauté sera également replacée dans le contexte des textes de lois mozambicains et analysée selon les types d'orientation choisis par le gouvernement dans sa logique de développement.

La deuxième partie replace les communautés au cœur des activités économiques liées à l'utilisation de l'espace qu'elles exploitent traditionnellement. Tout d'abord, l'état de la pêche artisanale, activité dominante des communautés côtières qui représente 70% de la production nationale, sera examiné. A travers l'histoire de la pêche artisanale au Mozambique, nous essayons de comprendre l'évolution des pratiques de pêche traditionnelles. Nous apportons des connaissances sur les pratiques culturelles liées à la pêche, comme les rites et cérémonies de protection et le type de gestion établi traditionnellement pour le partage des ressources. Le but est de mieux comprendre l'organisation sociale des communautés des pêcheurs afin que leur système culturel ne soit pas oublié dans les plans de gestion établis actuellement par le gouvernement et les associations coopératives (WWF).

Puis nous abordons l'évolution de l'activité touristique depuis son apparition sur le territoire mozambicain, en apportant quelques chiffres et perspectives actuelles. Le cadre institutionnel avec la mise en place du Plan Stratégique de Développement du tourisme est analysé, ainsi que le rôle des différents acteurs du tourisme au Mozambique, du niveau central au niveau local. Le type de mise en tourisme des îles sera analysé selon les espaces choisis comme objet d'étude. Nous verrons que la mise en tourisme des archipels est indissociable du processus de mise en conservation impulsé par les organismes internationaux.

Enfin nous verrons l'enjeu de l'exploitation pétrolière, dernière activité à entrer en vigueur dans les zones côtières du Mozambique, en rappelant les impacts pour les communautés et l'environnement. Les îles des archipels, qui sont pourtant situées dans des zones protégées, se retrouvent au cœur des zones de prospection pétrolière concédées par le gouvernement à des entreprises étrangères. Menaçant l'activité de pêche et ainsi la vie des communautés locales, comment le gouvernement compte-t-il gérer la situation ? La population a-t-elle conscience de

la situation et de ses conséquences ? En nous basant sur une enquête d'opinion, nous nous ferons la voix des communautés rencontrées.

La troisième partie est relative à nos études de cas, où nous essayons de dresser un bilan de la situation générale des communautés face au développement actuel. Nous apportons tout d'abord des connaissances en matière culturelle, sur la formation du peuplement des ethnies localisées dans les îles de Bazaruto et des Quirimbas et présenterons le niveau de développement social existant dans les îles. Puis nous tenterons d'analyser les effets de l'implantation institutionnelle des parcs marins et de leur plan de gestion dans la gestion communautaire de l'espace maritime des communautés. Parallèlement, la contribution de l'activité touristique dans l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté des communautés locales sera évaluée. Quels

avantages les populations locales reçoivent-elles en échange des contraintes liées à la mise en place du parc national (réduction des zones de pêche, des surfaces agricoles, concessions de terrain à but touristique) qu'elles ont acceptées? Nous mettrons en comparaison les analyses et les résultats apportés dans une discussion finale. La conclusion évoquera l'impasse dans laquelle se retrouve l'Etat mozambicain prêchant d'une part le développement durable aux communautés de pêcheurs et concédant d'autre part, dans les mêmes zones géographiques des droits de prospection pétrolière à des sociétés étrangères.



Fig 1-Carte de localisation du Mozambique (Nations Unies, 2004)

SOMMAIRE

PARTIE I : L'ETUDE GEOGRAPHIQUE DU TOURISME, ENTRE TERRAIN ET CULTURE : LES CONCEPTS CLES POUR UNE ANALYSE

Chapitre I: Le terrain géographique en Afrique : entre dimension pluridisciplinaire et méthodologie adaptée

- I. Le terrain en milieu tropical
- II. Les limites de la recherche en Afrique
- III. Application méthodologique au Mozambique

Chapitre II : Réflexion sur la géographie du tourisme

- I. Comment aborder l'étude de la géographie du tourisme
- II. La géographie du tourisme dans les Pays du Sud
- III. La mise en tourisme de l'espace : concepts et mécanismes

Chapitre III : Comprendre la culture des sociétés côtières du Mozambique

- I. Les fondements de la réflexion
- II. Identité des sociétés côtières
- III. Lieux touristiques et géographie culturelle

PARTIE II : LES ILES AU CŒUR DE LA PECHE, DU TOURISME ET DU PETROLE : QUEL DEVELOPPEMENT POUR LES COMMUNAUTES ?

Chapitre I : La pêche artisanale au Mozambique : état, fonctionnement et enjeux

- I. La pêche artisanale au Mozambique, une activité indispensable
- II. La gestion gouvernementale de la pêche
- III. Les pratiques traditionnelles liées à la pêche
- IV. Etude cas des communautés de pêcheurs : monographie de l'île de Quirimba

Chapitre II. Le tourisme au Mozambique, quelle politique pour quel développement ?

- I. Evolution du secteur du tourisme au Mozambique
- II. Le cadre institutionnel du tourisme
- III. Mise en tourisme du territoire mozambicain
- IV. Exemple de restructuration économique par le tourisme : le cas de Vilanculo

Chapitre III : Le tourisme et la pêche artisanale, menacés par l'exploitation pétrolière ?

- I. Le pétrole face au tourisme et à la pêche : les enjeux économiques
- II. Les richesses de Bazaruto convoitée par l'Afrique du Sud
- III. Les Quirimbas, aire de prospection pétrolière étrangère

PARTIE III. ETUDE DES COMMUNAUTES DES ILES DES ARCHIPELS DE BAZARUTO ET DES QUIRIMBAS DANS LE PROCESSUS DE MISE EN TOURISME ET DE MISE EN CONSERVATION DU TERRITOIRE

Chapitre I. Les îles de Bazaruto : une gestion des pêches difficile et un tourisme culturel peu valorisé

- I. Les îles de Bazaruto, perles de l'Océan Indien
- II. Implantation du Parc Marin de Bazaruto : enjeux et conséquences pour les communautés
- III. Le tourisme dans le parc marin de Bazaruto

Chapitre II. Les Quirimbas, joyau historique du Mozambique

- I. Un environnement insulaire convoité depuis des siècles
- II. Les îles au cœur du processus de conservation environnementale
- III. Valorisation du tourisme culturel dans le parc des Quirimbas

Chapitre III. Comparaison et discussion des études de cas

- I. La cogestion : entre conflits d'intérêts et régénération des espèces
- II. Les parcs marins : dichotomie entre les plans d'aménagement et la réalité de terrain
- III. Le tourisme, activité rentable pour les communautés ?

INTRODUCTION PARTIE I

L'étude géographique du tourisme au Mozambique, entre terrain et culture : les concepts clés pour une analyse.

La première partie de cet ouvrage expose les bases et les concepts sur lesquels la réflexion a été menée.

Tout d'abord la question du terrain géographique, dont la présente thèse est le fruit exclusif, et de ses pratiques en milieu tropical sera abordée. Nous exposerons les limites de la recherche scientifique rencontrées, puis la méthodologie adoptée sur le terrain pour réaliser les objectifs d'étude sera examinée. Nous avons tenté d'apporter un regard personnel sur le concept de « terrain » en Afrique et sur le Mozambique actuel, en utilisant l'expérience acquise lors de ces six années de formation en géographie dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien.

Puis une discussion sera développée sur les notions actuelles de géographie du tourisme spécifiques à la France, non de manière exhaustive mais en rapport avec le domaine d'étude des espaces tropicaux africains. L'étude du tourisme reste à relativiser selon le type de milieu appréhendé et nous avons voulu rappeler qu'il est difficile d'établir des théories géographiques affirmées sur ce sujet, tellement le tourisme peut se révéler différent selon les lieux. La recherche en géographie du tourisme en Afrique, voire dans les Pays du Sud en général, ne peut se mener qu'à l'aide d'une ouverture interdisciplinaire. Le terrain choisi pour cette étude n'est pas que géographique, il est ethnologique, sociologique, psychologique. Il est même philosophique car il peut amener à remettre en question notre système de valeurs, notre façon de penser, d'analyser les faits et à découvrir de nouveaux mondes insoupçonnés.

Ce dernier élément nous ramène à la culture, concept fondateur de l'analyse menée sur la relation entre les communautés de pêcheurs et le tourisme. En milieu traditionnel, où les communautés vivent d'une production vivrière de subsistance, la culture est la base élémentaire de la gestion des ressources. Le tourisme, qui se développe actuellement dans les zones côtières du Mozambique et notamment dans les îles où nous avons mené notre étude, transforme le système d'organisation socio-économique traditionnelle. L'état, à travers le concept de communauté participative et la mise en place d'institutions normatives telles que les parcs nationaux ou les réserves, tente d'imposer une gestion de l'accès et de l'utilisation des ressources entre les opérateurs touristiques et les communautés locales dans des zones protégées. Mais, la loi ne définissant pas clairement les intérêts des communautés dans ses textes, nombreux investisseurs ne respectent pas les plans d'aménagement intégrant la participation de la population locale.

Nous pensons que le problème réside dans le manque de connaissance sur la culture des communautés traditionnelles de pêcheurs qui peuplent les îles. L'état qui a décidé d'y établir des parcs nationaux afin de développer le tourisme, a oublié de prendre en compte l'aspect culturel dans ses projets de développement. De nombreuses études ont été menées sur les impacts environnementaux ou socio-économiques, mais concernant le domaine culturel la bibliographie locale reste pratiquement inexistante. Cette étude tente d'apporter une contribution à la connaissance historique et culturelle des communautés traditionnelles des îles de Bazaruto dans la province d'Inhambane (Sud) et des îles des Quirimbas dans la province de Cabo Delgado (Nord).

CHAPITRE I

LE TERRAIN GEOGRAPHIQUE EN AFRIQUE : ENTRE DIMENSION PLURIDISCIPLINAIRE ET METHODOLOGIE ADAPTEE

I. Présentation du terrain en milieu tropical

1. Notions de terrain : généralités

Le travail de terrain passe pour être l'apanage distinctif de la recherche ethnologique, cependant c'est le propre de toute science de réfléchir à partir d'observations tirées du réel (CRESSWELL, 1976). Le terrain qui peut se présenter comme une tradition scientifique en géographie ainsi que dans d'autres disciplines de sciences humaines, se définit selon trois critères qui sont : un lieu, une pratique et un objet (COPANS, 2005). En effet, le type du lieu choisi par le chercheur pour mener une étude scientifique différencie la pratique de terrain à appréhender. Les conditions physiques et socio-économiques du terrain peuvent jouer sur l'état général du chercheur (état sanitaire, état psychologique) et peuvent parfois amener à considérer tel lieu comme « à risque » pour celui-ci. En ce sens, le lieu choisi pour l'étude détermine la pratique de terrain ou expérience double vécue par les autres (la population rencontrée) et par soi-même. La méthodologie utilisée dans la pratique du terrain ne peut être adaptable à l'ensemble des lieux qui représentent des objets d'étude scientifique, tant ils présentent des caractéristiques différentes et nécessitent donc des approches relatives au type de milieu en présence. L'apprentissage du terrain reste ainsi loin d'être évident pour les jeunes chercheurs, puisque les « traditions sont extrêmement individualistes et personnelles en la matière » et que le terrain se présente avant tout comme un « état d'esprit, un feeling, un genre de vie, donc une capacité plus ou moins innée à l'assumer ». (ibid, 1999). Le terrain s'il ne peut donc s'apprendre, ne peut être enseigné, et relève donc d'une adaptabilité et d'une faculté personnelle à pratiquer les lieux en tant qu'objet d'étude.

Dans le cas de cette étude, l'analyse géographique des lieux touristiques du littoral mozambicain et plus particulièrement des îles relève d'une approche de géographie du tourisme tropical. Parallèlement, l'analyse du système culturel des communautés de pêcheurs repose sur une approche de géographie culturelle ou même d'ethnogéographie¹ qui présente plus particulièrement la géographie de telle ou telle culture (BONNEMAISON, 2004), que nous développerons plus largement dans le troisième chapitre de cette partie. Ces deux domaines d'étude géographique ne peuvent se dissocier d'une pratique empirique du terrain car l'apport des données bibliographiques ne pourrait en aucun cas suffire pour comprendre et analyser une situation socio-économique et culturelle complexe relative à un contexte local.

2. Adaptation du terrain pour les « tropicalistes »

Pour réaliser une étude de géographie en milieu tropical africain, nous pensons que le terrain est une pratique indispensable à l'analyse, dans lequel le chercheur doit s'investir, souvent à défaut d'autres sources d'informations disponibles.

En effet, dans un article récent du bulletin de l'association des géographes français, R. Pourtier reprend et développe les limites de la recherche en milieu tropical et met en lumière l'absolue nécessité du terrain. En effet, les carences en sources d'information comme : les statistiques et données socio-démographiques, les études scientifiques dans tous les domaines

¹ Le terme possède également un autre sens. Il implique la représentation de l'espace dans un système culturel : le rôle du foncier, le rapport à la terre, la façon de s'orienter, de se représenter le milieu géographique et finalement le rôle de l'espace dans la construction de l'identité culturelle.

en général, la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) et de cartes représentant le territoire national et ses diverses caractéristiques, sont rares et surtout souvent difficiles à récupérer sur place du fait d'une certaine rigidité institutionnelle et d'un manque de libre circulation des informations hérités de la période communiste.

La confrontation du chercheur avec des sociétés « exotiques » porteuses de valeurs spécifiques impliquent donc une nette compensation par des entretiens, des observations, soit tout ce qui découle de l'exercice de terrain. Faute de données à traiter parce qu'elles n'existent pas, le chercheur « africaniste » délaisse souvent son ordinateur pour un carnet de route où il recueille les informations obtenues quotidiennement. Dans ces contextes où le support statistique est déficient et où le chercheur n'a pas les moyens d'effectuer des enquêtes lourdes, à savoir un rapport exhaustif quantitatif de la situation du pays, le qualitatif doit l'emporter sur le quantitatif. Le déficit en ressources cartographiques, en général inversement proportionnel au niveau de développement du pays (plus celui-ci est bas plus le déficit est grand), limite le chercheur et le contraint à produire ses propres cartes et levées de terrain, hélas plus ou moins approximatives.

En ce sens, le chercheur doit réadapter les méthodes de terrain souvent connues (bibliographie, entretiens, enquêtes, etc) aux conditions de l'accès aux informations locales ainsi qu'à sa propre interprétation des choses. Certes, le manque d'exactitude scientifique des données de terrain pourra alors être reprochée et l'on pourra objecter que la *sensation vécue* est sujette à la subjectivité alors que la *démonstration argumentée* est du domaine de l'objectivité, mais il faut souligner que le recours à ces deux possibilités de faire constitue une approche appropriée de la recherche dans les pays du Sud (HILLALI, 2003) . On rajoutera qu'à défaut d'autre choix de support d'information, notre regard en constitue déjà un et que l'éthique du chercheur pousse normalement à être le plus objectif possible dans l'interprétation.

3. L'ouverture pluridisciplinaire est-elle nécessaire en milieu tropical ?

Pour mener cette étude sur le terrain, il nous a paru indispensable de composer avec d'autres disciplines de sciences humaines, comme l'ethnologie notamment, qui se révèle indissociable de l'approche géographique culturelle. « *L'étrangeté des choses affûte le regard, c'est une invitation à l'ethnographie* » (POURTIER, 2007). Pourquoi le milieu tropical suscite-t-il donc les rapprochements disciplinaires ?

Comme le soulignent un certain nombre d'auteurs, le terrain tropical est particulièrement favorable à l'inter-disciplinarité et aux synergies disciplinaires. Les conditions pratiques de la recherche dans ce type de pays (manque de données concrètes) amènent les rapprochements disciplinaires, notamment avec les ethnologues, les anthropologues voire les agronomes pour des études de géographie plus physique. L'émergence de problématiques récentes en géographie, comme par exemple la notion d'*impact* dont il est objet ici, nécessite l'interaction de plusieurs disciplines si l'on veut y répondre exhaustivement (enfin dans la mesure du possible) du fait qu'il se réfère à une entité globale, celle de l'Environnement.

Par ailleurs, il est clair que l'établissement d'un terrain en milieu local traditionnel, ne peut en aucun cas se restreindre à une seule dominante disciplinaire, au risque de vexer la communauté qui accueille le chercheur.

En effet, la pratique de terrain, qui représente une expérience partagée entre le chercheur et ses correspondants, est « *une création artificielle d'une situation sociale temporaire, où l'on fréquente des gens avec lesquels on n'a aucune relation préétablie et qui n'ont pas demandé qu'on vienne s'intéresser à eux et encore moins qu'on s'installe à demeure* » (COPANS, 1999).

En ce sens, nous pensons qu'il est très incorrect de se contenter d'aborder un seul objet

d'étude face à une population qui se débat au quotidien dans la pauvreté, car ce serait considérer que notre seul regard et notre seule problématique méritent de l'importance face à l'ensemble de leurs problèmes socio-économiques. La rencontre et le quotidien partagé sur le terrain avec les communautés locales qui rencontrent de nombreuses difficultés de vie et qui expriment ainsi le besoin d'en parler, nous ont amené ainsi à revoir nos centres d'intérêts et à ne pas favoriser un seul thème d'étude. Considérant à la base (avant de partir) notre objet de terrain comme l'étude de l'impact du tourisme pour les communautés de pêcheurs vivant dans les parcs marins, celui-ci a tendu en fait plus largement vers une approche monographique des îles choisies comme étude de cas. L'impact du tourisme est une problématique parmi tant d'autres pour les populations locales et il a nous a paru plus respectueux au final de prendre en compte l'ensemble des aspects socio-économiques mais aussi culturels de ces communautés qui sont au cœur d'un processus de changement global de leur système de valeurs de référence.

II. Les limites de la recherche en Afrique

1. La représentation du chercheur étranger

1.1. L'image du *branco*²

Dans les zones les plus reculées, l'image du *branco* héritée de la colonisation ne s'est pas forcément transformée avec le temps et la représentation du Blanc peut encore étonner les personnes les plus vulnérables culturellement et susciter également un fort intérêt. Aux temps coloniaux, la pratique de terrain impliquant un rapport aux autres, ne pouvait s'abstraire de la relation globale de domination qui caractérise le système colonial, le couple enquêteur/enquêté étant indissociable de l'inégalité de statut dominant/dominé. Cette relation ambiguë n'a d'ailleurs pas totalement disparu avec les indépendances, notamment en Afrique subsaharienne où, aujourd'hui encore, au moins en milieu rural, le chercheur Blanc jouit souvent d'une relation privilégiée (POURTIER, 2007). Nous reconnaissons effectivement qu'au Mozambique en milieu rural traditionnel (comme nous avons pu l'appréhender), l'image que véhicule le Blanc a certainement évolué depuis l'entrée des premiers colons blancs il y a des siècles, mais reste encore très attractive pour la grande majorité de la population et reste l'objet de toutes les attentions, particulièrement quand on est une femme blanche. En ce sens, l'intégration au sein des communautés et donc l'exercice du terrain ne sont pas sans effets dans leur vie quotidienne, ce qui biaise largement la pratique de l'observation participante. L'image de la condition d'étranger européen ne peut se transformer qu'avec le temps, ce qui implique une présence continue et relativement longue avant de se « fondre dans le décor ». On comprend mieux une fois sur place pourquoi les thèses d'état se réalisaient autrefois sur une période de 10 ans.

1.2. Perception de la femme sur le terrain en Afrique

La perception du chercheur étranger présente un impact sur l'intégration communautaire et plus largement sur la pratique de l'observation participante, du fait de l'image qu'il représente de part sa couleur de peau différente et sa provenance depuis les pays riches. Qu'en est-il alors de l'image de la femme blanche pour les populations locales? Y-a-t-il des différences à pratiquer le terrain en Afrique quand on est une femme ou un homme ? De

² Branco : Blanc en portugais

plus, la jeunesse du chercheur est-il un frein à la communication avec les personnes représentant les communautés, sachant que ce sont celles d'un certain âge qui contrôlent l'organisation socio-économique et que l'opinion des jeunes ne rentre généralement pas en compte dans le processus de décision ?

Tout d'abord, bien que la notion de risque et de sécurité personnelle relative à notre condition féminine ait pu être souvent abordée par nos partenaires locaux (à savoir les représentants des institutions qui nous ont permis d'accéder aux lieux du terrain) concernant notre pratique du terrain en milieu traditionnel isolé, le fait d'être une femme ne nous ait jamais apparu comme une contrainte, mais parfois même comme un atout.

En effet, nous avons pu observer que la représentation de l'homme blanc véhicule plus de crainte en milieu traditionnel que celle de la femme, qui semble de dimension plus universelle (la femme est mère de tous les peuples). En effet, on a pu constater que l'image de l'homme Blanc peut symboliser dans l'imaginaire collectif, la continuité de la présence étrangère entre la période de domination coloniale et la période actuelle à caractère touristique. Autrefois les acteurs de la colonisation étaient majoritairement des hommes, comme les acteurs du tourisme le sont également aujourd'hui (patrons d'hôtels notamment et touristes). En effet, « *plus de 70% des touristes sont du sexe masculin ; les femmes ne concernent que 30% et sauf des cas très rares, il ne s'agit pas de femmes seules, mais intégrées à des groupes familiaux ou à des équipes de travail* » (DA SILVA, 2007, p 51). Le traumatisme lié aux souffrances de la domination coloniale (esclavagisme, travaux forcés, guerre d'Indépendance) reste encore largement présent, certainement encore diffusé par des légendes et récits sur les colons européens.

Le fait d'être une femme reconsidère donc leur perception et facilite le dialogue. De plus, accueillir une femme blanche dans des conditions rurales très précaires reste à ce jour une originalité, mais aussi une source d'amusement pour la population locale, qui a souvent du mal à concevoir que celle-ci puisse « mettre la main à la pâte » dans les activités du quotidien. Le rapport enquêteur /enquêté se détache alors d'un rapport de dominant/dominé pour laisser place au rapport « interrogateur/ répondeur intéressé », ce qui amène à un contenu de l'entretien d'autant plus différent. S'il est vrai que notre jeunesse a souvent interpellé nos interlocuteurs locaux³, notre intérêt face à la situation locale les a amené à prendre conscience que notre présence représentait un enjeu pour leurs conditions de vie, le but étant de rapporter au gouvernement l'état actuel des choses.

Les entretiens avec les chefs locaux qui sont tous d'un certain âge et la participation aux réunions communautaires ont même poussé les jeunes à y participer, attirés par la présence d'un autre jeune venu d'ailleurs.

Par ailleurs, le fait d'être une femme nous a limité dans un seul domaine, celui de la participation aux activités de pêche, mais cela n'a pas été forcément préjudiciable pour l'étude réalisée ici puisque des études menées sur le sujet ont pu apporter les informations nécessaires. De plus, concernant la divulgation des secrets et mythes liés aux pratiques de pêche, nous avons pu constater que les données récoltées personnellement constituent un fond original puisque aucune autre étude ne les rapportent et prouve dans un sens la confiance que les autochtones ont pu nous livrer.

³ Mais que fais-tu ici toute seule ? où sont tes parents ? sont les questions systématiquement posées lors de notre passage sur le terrain...

2. Evolution de la pratique du terrain vers un rapport marchand

Par ailleurs, certains auteurs ont pu dénoter la « mercantilisation » récente des relations entre enquêteur et enquêté, surtout lorsque le terrain a déjà été parcouru en tous sens par les chercheurs. Enquêter devient alors un rapport marchand, ce qui laisse réfléchir sur la véracité des propos donnés (je te dis ce que tu veux du moment que tu payes !!). Dans un contexte pareil, il est alors facile d'obtenir les résultats attendus, mais cela laisse douter de la pertinence de l'étude !

Heureusement pour cette étude, le Mozambique est encore loin d'une telle situation et son ouverture récente à l'économie mondiale fait encore de lui un pays aux valeurs traditionnelles conservées. Malgré la pauvreté existante, il ne nous a jamais été demandé de payer pour obtenir des informations. Cela dit, la rencontre sur place avec d'autres jeunes chercheurs nous a prouvé le contraire, ce qui nous a amené à penser que la relation enquêteur/enquêté dépendait uniquement de ce que le chercheur renvoyait à son interlocuteur en terme de confiance et d'empathie. En effet, « *dans son implication, dans les contacts qu'il établit sur le terrain, interviennent de manière très explicite, comme avantage ou inconvénient, les qualités personnelles du chercheur, ses valeurs morales, ses convictions politiques, son apparence aussi et son identité ou ce que les autres en perçoivent.* » (AGIER M., 2005)⁴.

D'un point de vue personnel, nous pensons que l'obtention des informations en milieu traditionnel africain relève uniquement de la capacité du chercheur à susciter la confiance chez ses interlocuteurs, car l'impact de la colonisation reste douloureux dans la mémoire des anciens qui se sont sentis manipulés et violés par les étrangers.

3. Comment pratiquer le terrain en milieu local?

Sur le terrain, le chercheur pratique l'observation participante, « *qui procède d'un partage du quotidien, recueille les discours et pratiques en évitant l'intrusion brutale par le questionnaire directif. Elle permet d'être à l'écoute, après avoir trouvé dans la société, la place qu'elle assigne à l'enquêteur, selon les codifications. L'objectif de cet outil est que les acteurs de l'étude s'intègrent au mieux dans un premier temps, et se fondent dans la communauté* » (DECOUDRAS, 2006), ce qui le différencie largement du touriste qui de plus a généralement une présence très éphémère. Cette méthode de terrain pourtant largement reconnue, est remise en question par certains chercheurs, qui la voient comme « une notion qui a entraîné de très nombreux malentendus » et ne peut être dissociée de l'effet de distance par rapport aux sujets considérés dans une relation ethnographique. En effet, « *le mode de connaissance des ethnologues repose sur deux piliers. Celui de la proximité et familiarité avec l'objet, appelé « observation participante », formule ancienne mais largement illusoire, qu'il convient de repenser ; et celui de la distance* » (AGIER, 2005). Ainsi, M. Agier préfère parler de « recherche impliquée », de « présence participative », de « connaissance intime » plutôt que « d'observation participante ». Il insiste sur la nécessité pour un chercheur en ethnologie ou « science du lointain » de s'installer dans une position extérieure, « celle de l'étranger au monde qu'il étudie ».

Notre terrain, qui s'est déroulé en milieu local africain, représente cet enjeu d'effet de distance pour l'observation scientifique et d'intimité pour l'intégration sociale qui est l'unique moyen d'obtenir des informations. Dans le domaine du comportement général, selon nous, l'important est d'être soi-même et de ne jamais oublier qu'il s'agit d'instaurer un dialogue

⁴ Agier M, 2005 in : Bouillon F., Terrains sensibles, expériences actuelles de l'anthropologie, pp 175-184

dans lequel le chercheur doit informer sans juger et mesurer l'impact qu'il peut représenter, car il est avant tout un exemple de réussite sociale pour ses interlocuteurs.

Méthodologiquement il n'y a pas une technique mais des techniques, car chaque société détermine les formes de coopération qu'elle pratiquera avec son hôte. Echantillonner pour une étude qualitative requiert un esprit différent que pour une étude quantitative. Les facultés psychologiques et pédagogiques du chercheur entrent selon nous nettement en jeu dans le rapport à l'enquête qu'il pourra établir avec ses correspondants.

III. Application méthodologique au Mozambique : entre défi personnel et rigidité institutionnelle

1. Choix des sites d'étude : privilégier les terrains sensibles

Le territoire mozambicain présente de nombreux lieux touristiques, dont l'importance en terme de fréquentation diffère. Nous avons voulu privilégier des terrains qui paraissent sensibles par rapport à d'autres, de part leurs caractéristiques particulières et uniques au pays. Nos études menées dans les parcs nationaux marins de Bazaruto et des Quirimbas nous ont posé certaines difficultés du fait que ces espaces présentent des caractéristiques particulières : isolement et pauvreté du point de vue social, système économique d'autosuffisance lié à la pêche et contexte institutionnel lourd (zones protégées et stratégie d'implantation touristique face à l'impact de l'exploitation pétrolière). Peut-on pour autant parler de « terrain sensible » ? Comment définit-on un terrain sensible et pourquoi le cas des îles du Mozambique en constitue-t-il un ?

1.1. Définition d'un « terrain sensible »

F. Bouillon (2005) et ses collègues anthropologues définissent un terrain sensible selon 3 critères : la souffrance sociale ; la dimension méthodologique particulière à adopter ; et la présence d'enjeux socio-politiques déterminants pour le lieu.

Le terrain doit donc en premier lieu être porteur d'une souffrance sociale issue de l'injustice, de la domination, de la pauvreté ou de la violence.

Puis, la dimension méthodologique diffère d'un terrain « non sensible » par le fait qu'il faut souvent renoncer à un protocole d'enquête établi pour inventer de nouvelles manières de faire. *« Les espaces enquêtés sont souvent isolés, fermés, à la marge, et le caractère éphémère de certaines situations est susceptible de précipiter la recherche, ou de la clore »*. Par ailleurs, le chercheur peut aussi avoir à composer avec d'autres acteurs institutionnels enquêtant sur le même terrain que lui (ONG, organisations internationales).

Enfin, ces terrains se présentent comme sensibles quand ils relèvent d'enjeux socio-politiques cruciaux, en particulier vis-à-vis des institutions sociales normatives.

De plus, les institutions exigent souvent « un certain nombre de contre-dons de la part du chercheur » comme des rapports d'enquêtes ou des restitutions intermédiaires, et « tentent de limiter sa liberté de mouvement ou de parole ». La présence du chercheur sur le terrain n'est pas admise de fait, *« si des terrains sont qualifiés de sensibles, c'est en partie parce que l'observateur doit y faire sa place, négocier les termes de sa présence et trouver les termes de l'échange adéquats »*.

1.2. Application aux études de cas

En ce sens, nos espaces d'enquêtes se présentent comme des terrains sensibles. En effet, ils forment des zones géographiques fermées, en marge, où l'activité touristique demeure éphémère et représentent surtout des espaces de vie où la pauvreté règne, ce qui implique une souffrance et une injustice sociale. Nous avons dû enquêter en parallèle des actions menées par le WWF qui assure la gestion des deux parcs marins. La découverte d'hydrocarbures dans les zones marines proches des parcs et la vente de concessions d'exploitation à des compagnies étrangères ont entraîné ces espaces au cœur d'une problématique socio-politique complexe. Dans ce contexte de bi-développement par le tourisme et le pétrole et surtout de dualité par rapport à la perspective de développement

durable, les enjeux sont importants et le gouvernement reste méfiant face au rapport scientifique des chercheurs étrangers. Notre présence a du effectivement être négociée et a relevé d'une autorisation de l'autorité centrale (ministère de l'environnement). Nous avons du signer un contrat avec des termes à respecter, comme le rendu d'un rapport et d'un programme de recherche (contre-don), ainsi que de nombreuses règles à suivre au sein des parcs. Nos déplacements ont été encadrés par le WWF, nos enquêtes traduites en dialecte par les éco-gardes, et globalement nous pouvons dire que nos déplacements et nos paroles ont été limités par les institutions en place.

2. Méthodologie appliquée au terrain mozambicain

2.1. Atteindre les terrains sensibles

Dans notre cas, l'apprentissage des dialectes locaux (Xistonga, Kimwani) n'a pas été possible, il a été réduit à une connaissance de base en matière de salutations. Par contre, la connaissance de la langue portugaise, langue nationale officielle du Mozambique, a été requise et fut le premier engagement de terrain à respecter. Pour cela, nous avons tout d'abord passé plus de 3 mois dans la capitale Maputo, où nous avons pu suivre quelques cours de portugais, établir le contact avec les institutions en charge de nos thèmes d'étude (Ministère du Tourisme, de l'Environnement, des Pêches, sièges des ONG, etc) et surtout recueillir la bibliographie associée. La recherche bibliographique n'a pas été facile, les informations relatives au pays n'étant pas en libre circulation, ni libre d'accès, du fait de l'héritage communiste de l'organisation des institutions compétentes. Le travail bibliographique s'est donc précédé d'un travail d'enquête, quasi policière, afin de récupérer certains documents importants parfois détenus à domicile par les fonctionnaires de l'Etat. Nous ne cachons pas qu'il a parfois fallu faire de « beaux discours » pour pouvoir photocopier tel ou tel rapport.

Une fois la maîtrise de la langue acquise, le départ vers les zones d'étude a pu être envisagé. L'accès à ces zones n'a pas été aisé, car l'entrée à vocation scientifique dans les zones protégées est très réglementée et nous avons donc du attendre, parfois des mois, les autorisations nécessaires délivrées par le ministère du tourisme (MITUR) et la direction nationale des aires de conservation (DNAC) pour enquêter auprès des communautés résidentes. Une fois sur place, notre séjour a été fortement contrôlé par les administrateurs des parcs, bénéficiant d'une escorte régulière nous permettant de traduire le questionnaire en langue locale. Cela n'a pas favorisé l'observation participante car la présence des gardes modifie souvent le comportement des enquêtés. Parallèlement à cela, nous avons pu tout de même réaliser des visites plus discrètes et personnelles grâce à l'aide d'amis locaux qui ont favorisé un rapprochement moins formel donc sans doute plus sincère avec la population locale et l'obtention d'informations plus pertinentes. En effet, la pesanteur administrative et politique du gouvernement biaisant notre protocole méthodologique lié aux enquêtes réalisées en langue locale, nous avons construit parallèlement un réseau amical avec des membres des communautés visitées, qui nous a souvent permis d'échapper au contrôle de l'autorité étatique.

2.2 Déroulement du terrain

Au total, deux séjours de huit mois en 2006 et sept en 2007 ont été effectués pour réaliser cette thèse de doctorat de géographie. Le premier séjour s'est concentré dans le sud, entre la capitale de Maputo et la région de Vilanculo, où recherche bibliographique, prise de contact avec les partenaires locaux et apprentissage du portugais ont été menés. Le premier

travail de terrain s'est déroulé dans l'île de Bazaruto, classée dans le parc national marin de Bazaruto, où des enquêtes concernant les pratiques culturelles liées à la pêche, les impacts et la perception du tourisme ont été réalisées auprès des communautés isolées peuplant l'île. Les enquêtes détaillées se trouvent en annexe et les résultats sont interprétés dans la troisième partie de l'ouvrage.

Par ailleurs l'ensemble de la province a été visité et sa dynamique touristique analysée : séjour prolongé à Vilanculo (plus gros village de pêcheurs de la province et plus grosse ville touristique), et visites rapides des sites touristiques qui composent le littoral de la province d'Inhambane, à savoir le village d'Inhassoro, la capitale historique provinciale Inhambane (du même nom que celui de la province), et les sites balnéaires de Tofu et Bara, qui sont les fiefs du tourisme sud-africain.

La deuxième année, l'aventure s'est poursuivie au Nord dans la province de Cabo Delgado, afin d'analyser l'impact du déséquilibre régional nord/sud sur le développement touristique. Une description plus détaillée de la différenciation régionale du territoire mozambicain est à suivre dans le premier chapitre de la deuxième partie. Ce deuxième séjour s'est organisé autour de la capitale régionale de Pemba et de l'archipel des Quirimbas classé également parc national (marin et terrestre) où l'on s'est rendu afin d'enquêter auprès des communautés, selon le même type d'enquêtes que celles réalisées à Bazaruto.

Les deux expériences de terrain ont été très différentes, de part la situation géographique des zones concernées (différence de climat, végétation) mais aussi de part le peuplement (différence ethnique, religion, coutumes). En conséquence le rapport au terrain et à ses occupants s'en ait trouvé très différencié. Les résultats, la facilité à enquêter et à participer à la vie communautaire ont donc été très contrastés du Nord au Sud, avec une difficulté nettement plus marquée au Nord. En effet, l'impact de la religion musulmane s'est fait sentir sur la perception des membres des communautés des Quirimbas, du fait du rôle de la femme dans la société.

Pour l'ensemble des lieux visités, les entrevues ont été effectuées avec les communautés, les chefs traditionnels et des membres individuels, de façon à acquérir une connaissance plus profonde de leur histoire et de la structure communautaire, à identifier leurs nécessités prioritaires et évaluer leur perception et compréhension de la situation socio-économique actuelle.

Ces enquêtes n'ont pu être, de façon fréquente, réalisées individuellement, la formation d'un groupe se créant quasi automatiquement par l'attractivité induite par la présence d'un chercheur européen qui plus est féminin et jeune. En outre, Cresswell nous dit « *quant aux pêcheurs, il est préférable de ne pas privilégier un informateur, mais au contraire d'essayer de travailler avec un groupe de personnes d'âges différents, considérées comme « bons » et moins « bons » pêcheurs afin de saisir les variantes techniques essentielles pour comprendre le système technique* », ce que nous avons tenté de faire. Nous nous sommes de même organisés pour recueillir des informations personnelles en variant l'intérêt des questions posées, sachant que certains individus peuvent rencontrer des difficultés que d'autres ne connaissent pas (différence homme/femme ou vieux/jeunes par exemple). Les enquêtes se sont déroulées la majeure partie du temps sur la plage, car c'est là que se déroule la vie quotidienne des communautés de pêcheurs.

Cette thèse s'applique dans la continuité de mon travail de terrain de DEA à Madagascar sur le même thème, où l'on avait pu démontrer un fort impact du tourisme sur la vie traditionnelle, phénomène qu'on a pu retrouver au Mozambique, mais de façon différente.

2.3. Les pratiques de terrain

Nous avons abordé le terrain par une démarche ethnologique, qui se démarque « *des démarches d'investigation qui utilisent des dispositifs d'enquête évacuant la communication directe avec les sujets : les questionnaires, échantillonnages, protocoles répétitifs décidés par le chercheur, la séparation du travail du chercheur et de l'enquêteur* » (AGIER, 2005).

Au contraire, dans l'ensemble, nous avons privilégié le contact direct, le questionnaire n'étant pas requis pour les populations traditionnelles en majorité analphabète. Il s'agit donc d'entretiens ouverts basés sur plusieurs thèmes de réflexion communs mais adaptés en fonction des conditions sociales de l'interlocuteur. La durée des entretiens n'a pas de limite fixe, elle a considérablement variée d'un enquêté à l'autre, en fonction du niveau de portugais pratiqué. En effet, les entretiens en dialecte réalisés grâce à l'aide d'un traducteur, ont été généralement plus courts que ceux menés en portugais. L'effet de traduction coupe la fluidité du discours et les gens en oublient leur pensée, alors qu'en portugais l'échange d'information nous a semblé plus pertinent en terme de réflexion par rapport à nos questions. Il fut parfois difficile de sortir du schéma de réponse oui-non avec les personnes analphabètes, notamment les femmes, c'est pourquoi nous avons mené un travail avant tout social sur le terrain, en donnant aux plus timides le courage d'exprimer leurs pensées. L'organisation sociale interne à la communauté africaine donne la parole à certains éléments reconnus par l'ensemble et laissant pour compte bien d'autres. Ce sont ces autres qu'il nous a été le plus difficile d'aborder et faire parler, mais dans une certaine mesure nous y sommes relativement arrivés.

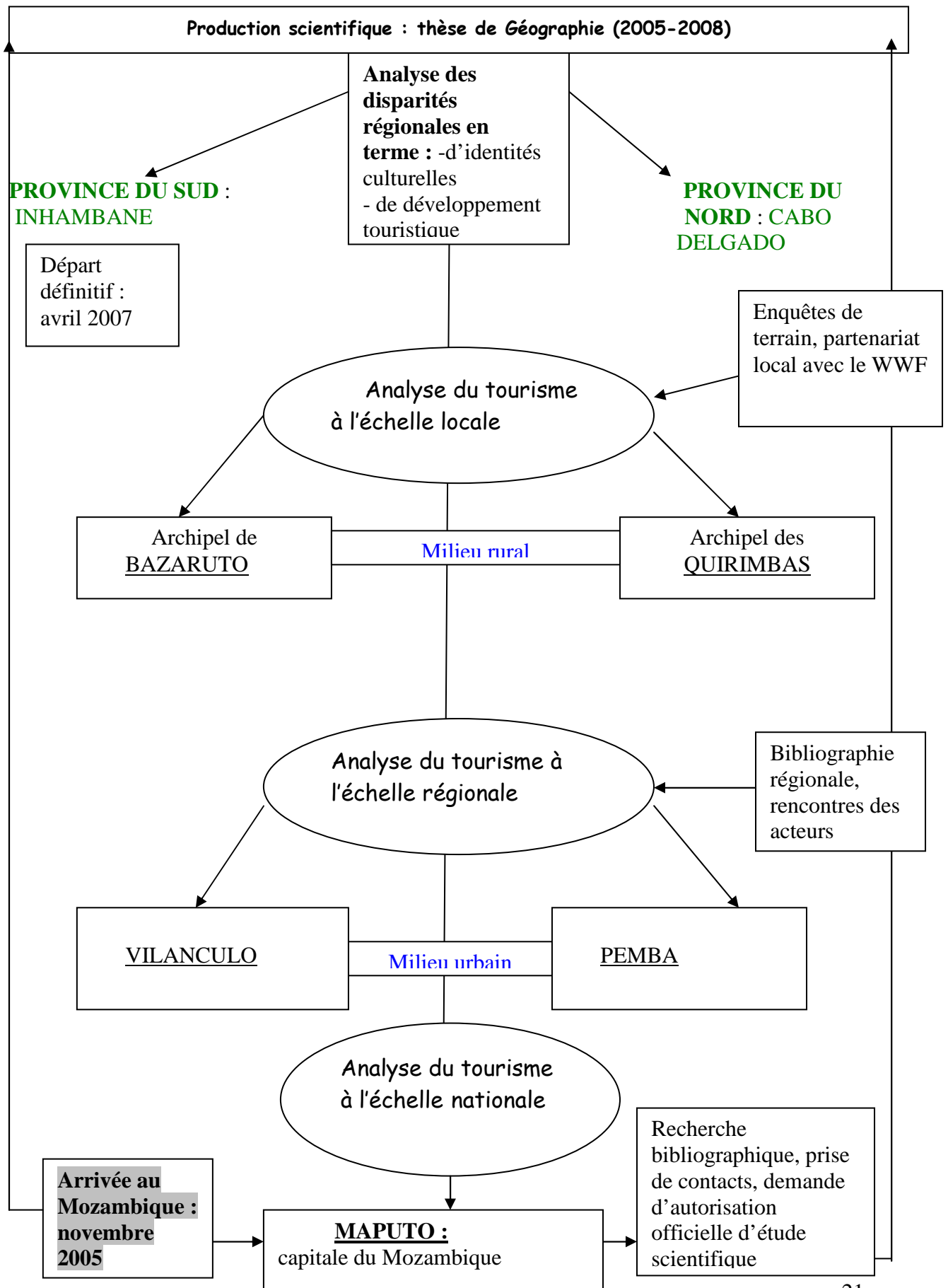
Nous avons eu l'occasion de participer à des réunions communautaires, notamment sur l'île de Bazaruto en présence du WWF, mais nous avons été déçu par le rôle politique de ces manifestations et ne nous ont pas permis au final d'y voir plus clair.

Les entretiens ont été recueillis sur papier, le matériel technologique a été évité du fait de l'impact qu'il peut induire sur la qualité de l'entretien (l'interlocuteur est alors plus intéressé par le matériel enregistreur que par le contenu des questions). Par ailleurs, nous avons manipulé avec précaution la présence de notre appareil photo lors des entretiens, car il symbolise le touriste et donc de ce fait peut biaiser la perception des locaux par rapport à notre statut d'étranger. La différence entre touriste et chercheur n'étant pas forcément bien définie pour eux, l'utilisation de l'appareil photo (numérique en plus, avec petit écran pour s'admirer !!!) peut favoriser encore plus cette confusion. De plus, certaines rumeurs locales récentes concernant la diffusion et la commercialisation des photos de voyage par les occidentaux, ont fait naître de nouveaux intérêts financiers dans la prise de cliché pour les populations locales. Et il est dorénavant de moins en moins rare de devoir payer pour pouvoir faire une photo. Certains pays sont d'ailleurs tombés dans l'excès du « business photographique », à tel point que certaines populations ne vivent plus que de cela, comme par exemple certaines régions d'Ethiopie. Conscient de cela, nous avons voulu à tout prix éviter de payer pour prendre des photos et chaque refus de prise fut respecté.

Par ailleurs, sur le terrain, le chercheur crée du lien avec ses enquêtés, ce qui constitue la relation ethnographique définie comme une « *relation interpersonnelle au sein de laquelle les enquêtés donnent quelque chose à l'ethnographe (du temps, des informations, de l'hospitalité) qui se doit donc de rendre* » (BOUILLON, 2005). Le chercheur compense l'information reçue par un contre-don, qui se présentent généralement sous 3 formes : la présence et l'écoute comme marque d'intérêt, la gratification symbolique et enfin l'aide.

Sans cet échange, le chercheur aura du mal à mener ses enquêtes : « *l'ethnologue doit rendre pour pouvoir faire* ». Dans notre cas, le contre-don s'est opéré principalement sous la forme de la gratification symbolique et de l'écoute, marquant notre intérêt pour les problèmes communautaires. De plus, nous avons pu développer d'autres formes de contre-don comme la

participation à certaines activités locales (danse, fêtes), l'échange culturel par le biais de la musique, des photographies (notamment avec les jeunes curieux de la vie en Europe).
L'ensemble de la démarche de terrain est résumé dans l'organigramme joint ci-dessous.



2.4. Les correspondants locaux

Une fois arrivée dans les espaces choisis pour l'étude de terrain, l'approche de la population traditionnelle africaine ne va pas sans règles sociales à respecter. En effet, les chefs communautaires sont les premières personnes à visiter pour établir un contact local « dans les règles de l'art ». Ces personnes sont des figures importantes auprès des populations locales, des représentants de l'ordre et de la justice communautaire. Ils peuvent être chefs traditionnels (chef coutumier) reconnus par l'ensemble de la communauté ou plus officiellement les secrétaires de *bairro* (quartier), ou bien d'anciens représentants du parti au pouvoir mis en place pendant la période d'économie planifiée et qui sont restés après les changements d'orientations politiques. Dans tous les cas, « *ils demeurent aussi bien acceptés par les membres de la communauté* » (DA SILVA, 2007).

Les leaders communautaires nous ont aidés dans les domaines : de l'histoire de la communauté, des récits et légendes de peuplement, des croyances et mythes locaux, mais également dans la prise de contact et rendez-vous auprès des résidents et des figures locales importantes (comme les anciens par exemple). Tout travail de terrain en milieu local au Mozambique passe par l'acceptation de votre présence au sein de la communauté, fait possible uniquement sous réserve du bon respect des règles d'usage. Puis, au fil des rencontres, ils nous aiguillent vers telle ou telle personne pouvant contribuer à notre étude. L'accent a été mis sur les rencontres d'anciens pêcheurs, les seuls à encore détenir les vestiges oraux d'une époque environnementale (prolifération des ressources de pêche) et sociale (croyances et mythes liés à la pratique de la pêche) révolue. En effet, les enquêtes auprès des jeunes pêcheurs ont montré le fossé culturel entre les générations de pêcheurs et les différences de perception au niveau du tourisme, de la mondialisation, bref du changement en général. Nous avons également enquêtés de façon aléatoire au grès des rencontres quotidiennes, auprès des habitants, femmes et enfants y compris, pour nous imprégner de la mentalité et des perceptions locales.

La notion de communauté et son organisation sera par ailleurs plus largement détaillée dans la troisième chapitre de cette première partie.

Par ailleurs, la coopération et la communication avec les opérateurs touristiques a été très difficile, du fait de la méfiance qu'ils suscitent pour les chercheurs scientifiques. En effet, l'implantation des structures hôtelières n'a pas forcément été aisée pour ces investisseurs, du fait des contraintes institutionnelles qui sont liées à l'activité touristique (taxes au gouvernement, nécessité d'Evaluation d'Impact Environnemental, etc). De plus, la présence d'autres chercheurs ou experts ayant précédé la notre, influence également l'accueil réservé à ceux-ci, du fait que plusieurs rapports ont dénoncé certains comportements négatifs de la part des opérateurs touristiques étrangers envers les communautés (ENOSSE, 2001 ; RICARDO, 2004).

En ce sens, les gestionnaires des hôtels craignent pour leur réputation, ce qui les pousse à garder leurs données statistiques (nombre de touristes, origine des flux, rendements annuels, etc) secrètes. Toutes les tentatives de récupérer des informations de la part des structures touristiques ont échoué et parfois même les entretiens avec les représentants du tourisme se sont mal passés.

3. Le terrain au Mozambique : contraintes institutionnelles et recherche-action

3. 1. Les contraintes rencontrées

Notre travail fut largement limité par les présences des autorités locales compétentes, à savoir le WWF et ses écogardes qui gèrent les parcs marins, la réticence des hôtels étrangers à livrer des informations sur leurs activités et bien sûr la lenteur de l'administration gouvernementale dans l'obtention d'autorisation à étudier et séjourner dans les îles des archipels protégés. De plus, le manque de connaissance des langues locales nous a cantonné à enquêter avec un interprète, le plus souvent délivré par les institutions en place (WWF), ce qui biaise largement les comportements des personnes interrogées. « L'effet de l'uniforme » doublé de la présence d'une blanche inconnue n'est pas sans susciter une certaine méfiance voire crainte auprès des populations rurales traditionnelles, heureusement largement compensée par la curiosité naturelle des autochtones envers notre égard. Nous avons pu par ailleurs nous déplacer sans la présence d'écogardes à nos côtés, mais accompagné par des jeunes parlant portugais ayant déjà été scolarisé sur le continent et possédant un regard sur le monde nettement plus large que ceux qui n'ont jamais quitté les îles (réseau amical développé sur place). Nos discussions et notre échange culturel nous ont permis souvent d'y voir plus clair sur les comportements locaux perçus pendant notre séjour, les jeunes se détachant largement de la superstition des croyances locales et livrant donc beaucoup plus d'informations sur les tabous et non-dits.

3.2. La recherche-action face à la vulnérabilité des acteurs du terrain

La connaissance des conditions de vie locales peut parfois faire basculer le chercheur dans l'action, notamment dans les espaces pauvres et isolés, où sa présence représente parfois un espoir pour les populations.

Ainsi plus qu'à la pluridisciplinarité, le terrain peut amener à l'action, les géographes se découvrant une vocation de « développeur » face à la confrontation des conditions de terrain. La place qu'ils occupent à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) en témoigne. Plus qu'à l'inter-disciplinarité, le terrain en géographie tropicale peut amener alors à la recherche-action, celle-ci étant souvent soutenue par les travaux des ONG locales.

En effet, à un certain degré, nous avons pu sentir que nos recherches « dérapaient » parfois vers des volontés d'agir concrètement, la réalité du terrain étant trop lourde à supporter.

La problématique de l'exploitation pétrolière des fonds sous-marins bordant les îles de la côte mozambicaine et l'éventuelle fermeture des plages et donc de l'activité de pêche, nous ait apparu comme un drame pour la population locale. L'envie d'agir pour la défense de ces populations vulnérables et surtout ignorantes des intentions du gouvernement, s'est révélée plus forte encore que l'envie de savoir, prenant le dessus sur la recherche pure et nous poussant à faire prendre conscience à nos interlocuteurs de la « réalité » actuelle de leur terrain (et du notre de surcroît!).

Cette situation, il est vrai, aurait pu nous causer de nombreux tords, vu l'ampleur économique des projets pétroliers et la volonté manifeste du gouvernement à cacher les enjeux qu'ils suscitent pour les populations côtières locales. La présence des représentants du gouvernement (gardes des parcs) à nos côtés nous a largement empêché de « passer à l'action » concrètement, au risque de se faire expulser des parcs nationaux et ainsi de condamner nos objets d'étude, nous limitant alors au recueillement des opinions de la population locale face à l'exploitation pétrolière (voir chapitre 3, partie II).

I. Aborder l'étude de la géographie du tourisme

1. Le tourisme selon les géographes

Le tourisme, en tant qu'objet scientifique, n'est abordé que tardivement par les géographes du fait d'une rigidité des limites d'étude de la géographie. C'est à partir des années 1950 que certains tentent d'intégrer le tourisme à leur étude (VIOLIER, 2000) mais son intrusion en tant qu'objet d'étude propre reste discrète. Dans les années 1960, les études de géographie liées au tourisme régional commencent à voir le jour. En 1964, K. Krapf, initiateur de la recherche touristique moderne souligne une dualité du concept, à la fois activité humaine et appareil technico-économique lié à son exploitation et son développement et en 1969, F. Cribier centre sa recherche sur le tourisme « comme un phénomène de masse et comme un phénomène de géographie urbaine ». Le pas de la géographie du tourisme est alors franchi et la construction de celle-ci aboutit en France à la rédaction de traités de synthèse et à sa reconnaissance au sein des composantes de la discipline.

Depuis lors, de nombreux débats autour de l'étude et l'analyse géographique du tourisme animent le cercle des géographes français. Les principales discussions sur le tourisme peuvent se regrouper actuellement autour de 3 thèmes : la définition même du tourisme et des concepts de base ; la question de l'émergence du tourisme en certains lieux ; et l'évaluation en terme d'impacts des effets du tourisme sur l'environnement et sur la société d'accueil.

Les deux derniers thèmes seront traités et appliqués aux études de cas du contexte touristique mozambicain dans les seconde et troisième parties de la thèse. Une réflexion sur les notions du tourisme mises en avant par la communauté française de géographes est développée dans cette partie, afin de replacer notre travail dans le contexte d'étude du tourisme actuel. Comme définition du tourisme, nous retiendrons celle de l'équipe du M.I.T.⁵, le définissant comme « un système d'acteurs, de pratiques et de lieux qui a pour finalité de permettre aux individus de se déplacer pour leur récréation hors de leurs lieux de vie habituels afin d'aller habiter temporairement d'autres lieux » (KNAFOU et al., 2002).

Par ailleurs, l'étude approfondie des problématiques liées à la géographie du tourisme, notamment en milieu tropical et local, ne peut s'envisager qu'en intégrant d'autres disciplines de sciences humaines et sociales, puisque « *tout le monde semble s'accorder sur le caractère interdisciplinaire du tourisme* » (DEWAILLY, 2006, p 34). En effet, les études touristiques ne reconnaissent pas de limites disciplinaires, « *quiconque s'intéresse au tourisme ne peut s'enfermer dans sa stricte discipline* » (ibid.), ce fait ayant été reconnu depuis longtemps parmi les chercheurs français de différentes disciplines, où les études de sociologues comme J.Dumazedier (1962), d'économistes comme J.Fourastié (1970), d'historiens comme M.Boyer (1972, 2000, 2005), de géographes comme F.Cribier (1969), ont fait la différence dans les années 1960-70⁶. » L'approche pluridisciplinaire de l'étude du tourisme en géographie est donc en corrélation avec celle de la pratique du terrain en milieu tropical, ce qui confirme l'intérêt d'une ouverture vers d'autres disciplines de sciences humaines dans la réalisation d'une thèse en géographie tropicale du tourisme.

⁵ Equipe MIT, "Mobilité, itinéraires, tourisimes", Université Paris 7-Denis Diderot

⁶ Dumazedier J., 1962, Vers une civilisation du loisir ?, Paris, Ed du Seuil, 318 p.

Fourastié J., 1970, Des loisirs, pour quoi faire ?, Paris, Casterman, 144 p.

Boyer M., 1972, Le tourisme. Paris, Seuil, coll Peuple et culture, 261 p.

Cribier F., 1969, La grande migration d'été des citadins en France, Thèse, Paris, CNRS, 400 p.

2. Débats au sein de la géographie française

2.1. L'étude du tourisme « confinée à une désespérante simplicité » ?

Il semble que la manière d'étudier la géographie du tourisme fasse débat dans la communauté française de géographes, amenant certains à dévaloriser les analyses effectuées jusqu'à maintenant et n'hésitant pas à affirmer dans un traité de synthèse récent sur le tourisme que « *les touristes et les pratiques touristiques sont bien plus complexes que ne le suggèrent les analyses jusque là proposées qui confinaient à une désespérante simplicité* » (M.I.T., 2002, p155). Pourtant, en réponse à cette critique, d'autres répliquent : « *les géographes ont été parmi ceux qui ont investi les plus nombreux et le plus anciennement, depuis plus de cinq décennies, et avec une intensité croissante, le champ du tourisme, aussi bien en France qu'à l'étranger, ce qui donne à leur discipline un certain poids dans ces études* » (DEWAILLY, 2006, p 31). Certes, le secteur du tourisme représente une composante importante de la géographie en France et dans le monde compte tenu du nombre d'études réalisées sur le sujet, mais il est vrai que les tentatives de théoriser les pratiques touristiques jusqu'à maintenant connaissent des critiques. Nous pensons qu'il est difficile d'établir des affirmations concernant le phénomène touristique tant il est justement complexe et relatif aux lieux de son implantation. Pourquoi ne pas approcher le tourisme tout simplement d'un point de vue local, c'est-à-dire en rapport au lieu, et évitant ainsi les modèles qui capotent ? De plus comment arriver à une cohérence dans l'analyse du tourisme si les chercheurs ne s'entendent pas ?

Malgré la difficulté de se placer dans une démarche reconnue par l'ensemble des chercheurs en France, nous espérons, par l'écriture de ce document, apporter des connaissances supplémentaires dans le domaine de la géographie du tourisme en milieu local, qui reste dans l'ensemble encore peu étudiée.

2.2. La géographie du tourisme : « le flou » pour les étudiants-chercheurs

En tant qu'étudiant-chercheur soit débutant en géographie, il est normal de s'intéresser à ce que nos prédécesseurs ont réussi à mettre en lumière avant nous pour réaliser une thèse. Quelle surprise de découvrir que la plupart des auteurs en France ne s'accordent pas entre eux et pire se mènent une « petite » guerre d'opinion à travers la publication d'ouvrages et articles scientifiques dédicacés subtilement.

J.M. Dewailly introduit la notion de « flou » dans les limites d'étude du tourisme, « *le flou qui puisse l'entourer et dont on n'est pas sûr de pouvoir sortir* » et il ne sait pas si bien dire car quel « flou » pour nous jeunes chercheurs!! A en lire certains écrits, les définitions relatives au tourisme ne sont pas reconnues par l'ensemble de la communauté de géographes, et certains termes (ressource, matière notamment) auparavant couramment employés deviennent « tabou », sous peine de se faire classer dans le courant « fasciste déterministe »⁷. De plus, les définitions de l'organisme mondial du tourisme sont apparemment limitées et contestées, puisque « les définitions de l'O.M.T. sont d'avantage un plus petit dénominateur commun qu'une définition scientifique et universelle du tourisme », celle-ci qui « *risque encore de se faire attendre longtemps, compliquant la tâche des chercheurs qui avancent à tâtons sur un objet plus ou moins défini (et définissable)* » (DEWAILLY, 2006) et donc nous laissant encore dans ce flou inextricable. Les auteurs dont nous parlons contestent dans l'ensemble les définitions de l'OMT, qui sont trop généralistes également à notre goût.

⁷Les notions de ressource ou matière « ne semblent pas convaincantes » (Gay J.C., 2001, « Un nouveau manuel sur le tourisme », Annales de Géographie, p.326) pour certains, qui y voient même « la base de l'écologie fondamentaliste voire fasciste » (Deprest F., 1997, p 151)

A quoi donc s'en tenir puisque aucun chemin ne semble montrer la voie ?

La confusion semble telle que certains auteurs veulent même créer une nouvelle discipline d'étude du tourisme, à l'image d'Hoerner (2002) qui soutient l'idée de créer une nouvelle science, « la tourismologie », qui étudierait tout ce qui est lié au voyage.

Certains parlent d'industrie touristique, mais nombreux réfutent cette appellation et affirment que « le tourisme n'est pas une industrie », comme c'est le cas de Dewailly (2006).

Par ailleurs, nous voulons préciser que l'étude du tourisme est dans cet ouvrage prise en compte sous sa forme récente, à savoir l'expansion du voyage depuis l'Occident dans le reste du monde amorcée dans la seconde partie du Xxème siècle. Nous accordons le fait que le tourisme n'est pas un phénomène récent et que la « révolution touristique » (Boyer, 2005) n'est pas « l'invention du tourisme », mais celle du tourisme moderne dont il est objet ici. Le tourisme ne serait que l'appellation moderne, avec les pratiques évolutives qui l'accompagnent, d'une pérégrinité (ou condition d'étranger) existentielle (DEWAILLY, 2006).

2.3. Notion de « touristophobie »

L'équipe MIT s'interroge sur « *les raisons pour lesquelles nos sociétés secrètent et tolèrent un discours anti-touristique, qui est fondamentalement un discours de rejet de l'autre* » (MIT 2002, 4eme de couverture). Nous répondons que tout d'abord parce que « *les sociétés occidentales visées en l'occurrence tolèrent la liberté d'expression* » (DEWAILLY, 2006) et de plus nous pensons qu'un discours qui semblerait pour certains anti-touristique sur une étude de cas de lieux spécifique (et c'est bien l'objet d'étude de la géographie !!) n'entraîne pas un discours définitif global ni une prise de position dans un débat éventuel de « pour » ou « contre » le tourisme, car l'analyse géographique « normalement » ne porte pas de jugement de valeur. Par ailleurs un discours peut être à connotation anti-touristique mais ne représente pas forcément « un discours de rejet de l'autre ». Au contraire en défendant les populations réceptrices du tourisme contre ses effets négatifs éventuels et déjà recensés, ce n'est en aucun cas un discours contre l'autre mais bien à l'inverse une recherche « d'altérité ». Car pour dénoncer les pratiques parfois dérivantes du tourisme notamment à l'échelle locale, il faut déjà avoir « pratiquer », c'est-à-dire « avoir habiter le lieu », être donc aller au contact de l'autre. En quoi donc pourrait-on juger qu'une analyse soi-disant anti-touristique soit fondée sur le « rejet de l'autre » alors que c'est pour l'autre qu'elle a été réalisée ? Cet autre qui n'a pas de pouvoir de paroles, l'autre qui ne sait pas ce que le mot « tourisme » veut dire, l'autre qui « habite ce lieu » et qui y restera certainement toute sa vie.

3. La recherche en géographie du tourisme

La recherche en géographie du tourisme s'articule actuellement autour de trois thèmes de discussions fondamentaux qui représentent la base de la réflexion dans ce domaine.

Tout d'abord la recherche de définition même du tourisme et de ces concepts liés est importante, le phénomène étant évolutif et diversifié selon l'espace considéré et la période de son commencement. Il faut donc régulièrement le requalifier et le classifier selon une typologie réfléchie (en présence de quel type de tourisme est-on ?), réadapter la définition selon les différents objectifs visés par le tourisme (quel est le pas entre tourisme communautaire, tourisme solidaire, tourisme humanitaire ?) .

Le deuxième thème concerne la compréhension de l'émergence du tourisme en certains lieux (« touristification »). Qu'est ce qui rend un site touristique dans l'espace et dans le temps ?

Le dernier thème porte enfin sur les effets de l'activité touristique sur l'environnement et la société réceptrice, considérant la notion d'impact au cœur de l'analyse. Quels sont les impacts

de l'activité touristique pour les populations qui accueillent les touristes ? En quoi le tourisme peut-il influencer la culture et les valeurs locales ?

Ces thèmes de réflexion ci-dessus énoncés sont ici appliqués au cas du Mozambique objet d'un développement du tourisme récent et seront analysés plus particulièrement dans le second chapitre de la deuxième partie portant sur la stratégie touristique adoptée par le gouvernement.

Tout d'abord, l'activité touristique est recadrée dans le contexte politique des acteurs du développement mozambicain. Quels sont les buts visés par les investisseurs, comment les institutions opèrent-elles pour y parvenir ? Les stratégies de mise en tourisme des lieux seront alors analysées, l'accent étant porté sur le processus de protection de zones spécifiques choisies à vocation touristique (certains sites ayant fait l'objet de travaux d'enquête de terrain). Enfin nous verrons comment la « touristification » des sites amène parfois à une intégration de la population locale au développement économique ou alors comment l'impact du tourisme peut amener à un changement des valeurs et du mode de vie en place.

3.1. « Territoire de touriste » et « territoire de scientifique »

A l'instar d'autres géographes, on peut se poser la question de savoir si les motivations scientifiques sont à ranger ou non dans le tourisme. D'un côté, l'on oppose « territoires de touristes » contre « territoires de scientifiques » (M.I.T., 2002, p 188), ce qui indique clairement que les individus concernés ne sont pas rangés dans la même catégorie.

Un scientifique en mission est-il donc un touriste ?

Nous répondrons que si l'on reprend les deux éléments principaux qui caractérisent un touriste selon l'équipe du MIT, soit donc « un déplacement hors du quotidien » et « la recherche de l'altérité », je dirais que sous cet angle un scientifique en mission est bien un touriste puisque le scientifique « en mission » se déplace de fait (puisqu'il part en mission) et qu'il recherchera forcément l'altérité si ce n'est déjà au travers de l'acquisition d'information (son objectif premier).

3.2. Réflexion sur l'étude du tourisme et des touristes au Mozambique

Définissant la géographie comme étant « *la science qui traite de la manière dont les hommes habitent les lieux géographiques du Monde* » (STOCK et al, 2003), certains auteurs placent les touristes, les lieux touristiques ainsi que les rapports aux lieux des touristes au centre des problématiques. Si globalement, mettre le touriste au cœur de l'étude du tourisme est une idée largement partagée par la communauté française de géographes, ce n'est pas le cas de cette étude qui au contraire se veut placer le tourisme du côté récepteur, à savoir ici les communautés littorales de pêcheurs. Nous accordons le fait qu'il ne conviendrait pas de « considérer le touriste « idéal » ou « angélique » dont la seule préoccupation serait d'attendre à l'accomplissement de « son projet existentiel » mais bien au contraire qu'il représente aussi « *un fauteur de troubles et de dégâts, qui se donne plus d'une fois bonne conscience de compenser en payant* » ((DEWAILLY, 2006, p 195). Car de quel « projet existentiel » s'agit-il lorsque les sud-africains envahissent les plages mozambicaines avec leur pick-up et leur pique-nique le temps d'un week-end, ne laissant derrière eux ni poubelles mais seulement quelques déchets ? Quelle recherche d'altérité existe-t-il quand on fait du tourisme pour oublier l'autre, pour se retrouver tout seul sans personne qui parle sa langue ni ne pratiquent les mêmes coutumes ? Car la barrière linguistique peut-être (pour celui qui veut apprendre) un moteur de recherche d'altérité mais peut à l'inverse cloisonner le touriste dans un rejet de l'autre (celui qui parle une langue qu'on ne comprend pas) puisque « *ce rejet d'une vraie*

altérité s'exprime aussi dans le refus de principe de parler les langues étrangères » (ibid,p104). En ce sens le tourisme sud-africain au Mozambique traduit bien un rejet d'altérité par la langue, l'ensemble des infrastructures touristiques présentant des affiches en langue anglaise, pratique très courante au Mozambique et pouvant même être considéré comme un « symptôme de la domination sud-africaine ! »(Da Silva, 2007). De plus, « même si elle est indiscutable, cette recherche de l'altérité ne va pas le plus souvent, jusqu'à faire accepter au voyageur de sacrifier son confort pour rencontrer vraiment « l'autre » ». (DEWAILLY, 2006, p 104)

II. La géographie du tourisme dans les Pays du Sud

1. Le tourisme dans les Pays du Sud

1.1. Réflexion sur la notion de *Pays du Sud*

A l'exemple de G. Cazes (1998), nous considérons la notion de Tiers Monde comme « fuyante et ambiguë, terriblement contestée et contestable », c'est pourquoi nous préférons utiliser le terme de Pays du Sud ou Pays Tropicaux. Nous emploierons également la notion de pays en voie de développement, car c'est l'appellation contemporaine et conventionnelle, mais ce n'est pas le terme, selon nous, qui reflète le mieux la situation socio-économique de ces pays, et notamment des pays africains comme le Mozambique. En effet, après une phase de réel développement industriel, les pays africains connaissent actuellement un contre-coup lié à la mondialisation, ce qui nous amène à penser que l'Afrique subit une « perte » de développement. Le terme de « pays en voie de développement », plus applicable aux pays asiatiques selon notre avis, ne représentent pas la situation des pays africains qui s'enlise chaque jour de plus en plus suivant la fluctuation des cours du marché économique mondial.

1. 2. Distribution spatiale du tourisme international

La distribution spatiale du tourisme à l'échelle mondiale n'est pas le fruit d'un hasard géographique. Au contraire, les raisons et les principes inhérents à la production des lieux touristiques se sont élaborés dans un contexte historique extrêmement précis, et spatialement très localisé dans les premières périodes. Parti d'Europe occidentale, le mouvement touristique s'est ensuite diffusé dans le Monde, selon une dynamique et une chronologie voisines de la diffusion de l'industrialisation et de la colonisation avant de connaître d'autres logiques (MIT, 2002).

La propagation du tourisme international se traduit par « des fronts pionniers progressant par vagues et par bonds successifs à partir des foyers émetteurs, des centres vers les périphéries » (CAZES, 1998). Les formes géographiques résultant du tourisme sont décrites comme des « instruments efficaces et mode d'intervention des technologies étrangères », particulièrement dans les pays du Sud où le tourisme s'implante dans des zones d'usage du sol à caractère traditionnel, comme c'est la cas dans les espaces touristiques étudiés au Mozambique. L'implantation de structures touristiques devient alors une source de nouvelle technologie, reflet de la manière de vivre occidentale, et permet également aux populations locales de développer de nouvelles opportunités économiques.

1.3. Perception du tourisme dans les Pays du Sud

Pour la population locale des pays du Sud, le tourisme est d'autant plus un phénomène réservé aux étrangers qu'il est perçu comme un luxe, comme une activité qui reste inaccessible pour la plupart d'entre eux. Da Silva (2007) souligne grâce à ses études de terrain que le « tourisme est identifié aux populations blanches » et qu'il « s'agit d'une activité qui ne les concerne pas », citant les propos d'une personne enquêtée : « *le tourisme c'est la poussière qui s'élève lorsque les voitures de blancs passent* », jolie métaphore révélatrice de l'apport du tourisme perçu par cet individu (la poussière en l'occurrence).

Pour les communautés locales et notamment rurales, le tourisme se traduit par un choc culturel et sociologique. En effet, rares sont les cas de synergie des deux populations locales et touristiques. L'on assiste plus souvent à une juxtaposition des activités au sein du même espace, ce qui entraîne un dualisme social : le luxe côtoie la misère (HILLALI, 2003). Au Mozambique, certaines études ont montré que dans certains lieux où les contraintes institutionnelles sont fortes et les communautés isolées géographiquement, (comme c'est le cas dans les îles comprises dans les parcs nationaux) la population locale ne comprend pas toujours ce qu'est le tourisme en tant que pratique sociale, le confondant souvent avec l'aide humanitaire ou internationale. A l'inverse, sur le continent et dans les villes de plus grande importance démographique, la population peut percevoir le tourisme comme une néocolonisation étrangère, exprimant un sentiment de frustration par rapport à l'activité, ce que traduit les propos d'une résidente du village d'Inhassoro au sujet de la pêche récréative (qui est une pratique touristique) : « *nous voyons beaucoup de blancs avec des bateaux à moteur qui pêchent à la plage, nous ne savons pas où ils emmènent les poissons qu'ils capturent, par contre nous savons qu'ils les vendent très chers dans leurs pays, alors que nous ici nous sommes entraînés de souffrir* ». Le sentiment d'incompréhension et le manque de connaissance sur le tourisme et ses pratiques sont ici flagrants, puisque l'individu interrogé semble ne pas savoir que les poissons capturés lors des séances de pêche récréative sont ensuite relâchés et en aucun cas revendus puisque c'est interdit par la loi. Son sentiment de frustration lié à sa condition de pauvreté repose donc uniquement sur sa perception de ce qu'est le tourisme et non sur ce qu'est le tourisme en réalité. Le rôle de l'Etat dans la diffusion des informations sur le tourisme est donc primordiale dans les Pays du Sud, où les populations locales qui résident dans les espaces touristiques possèdent un niveau de culture général sur le monde extérieur plutôt faible.

1.4. Le tourisme international, au cœur des débats

Sur la scène internationale, le tourisme est l'objet de représentations opposées. Bénéfique pour les uns, néfaste pour d'autres, le tourisme s'est même vu qualifié de « néocolonialiste » (GIBLIN, 2007). Certes, si le discours scandalisé contre le néocolonialisme sert d'abord à éviter les problèmes que pose le comportement politique des responsables nationaux, il y a dans les conséquences du développement de l'activité touristique certains faits qui rappellent l'histoire coloniale. C'est particulièrement le cas dans les pays africains, où l'histoire de la colonisation a été très forte et parfois très longue. Au Mozambique, l'invasion touristique sud-africaine localisée dans certains secteurs du littoral et le comportement des touristes en provenance de ce pays à l'encontre de la population mozambicaine nous a malheureusement fait penser à une nouvelle forme de colonialisme. Par ailleurs, certains géographes défendent le tourisme et ses pratiques contre tout, au point de porter des jugements de valeurs que nous considérons comme déplacés au regard de la situation mondiale actuelle, n'hésitant pas à affirmer que « *la touristophobie à l'égard du*

tourisme international dans les pays en développement est une forme de catharsis⁸ sociale sur fond de culpabilité de l'homme blanc. Toute une série d'expressions récentes trahit ce sentiment, comme « tourisme équitable », « tourisme responsable » ou « tourisme soutenable » (M.I.T., 2002, p68). Pourquoi considérer le fait que les bénéfices du tourisme pourraient être équitables relève d'un sentiment de culpabilité et non de solidarité ou même d'humanité par exemple ? De plus, pourquoi et sur quelles valeurs culturelles juger que porter une réflexion sur les conséquences du tourisme dans les pays pauvres s'appelle de la « touristophobie » ?

A l'instar de Dewailly (2006), nous pensons que de « telles incantations pourraient bien s'accompagner d'un peu de retenue vis-à-vis des ¾ de sa population (qui, loin des querelles d'experts, ne savent même pas sans doute, que le mot « tourisme » existe), en ne considérant pas avec autant d'ironie « d'intellectuel » les perspectives de développement et de tourisme « durables » qui mettent en jeu leur vie, voire leur survie» (p42).

2. Etudier le phénomène touristique dans les pays du Sud : l'enjeu du terrain face aux contraintes locales

L'expérience touristique des pays en développement est un champ d'étude très intéressant, car elle est, par sa nature et l'incertitude de ses données, la variété et la multiplicité de ses systèmes, complètement différente de celle des pays développés.

En effet, Hillali (2003) nous expose la complexité des facteurs qui rentrent en compte dans l'étude du phénomène touristique dans les pays du Sud, lesquels nous avons pu appréhender pleinement au Mozambique lors de nos travaux géographiques de terrain. Les facteurs relatifs aux difficultés d'opérer une étude scientifique en milieu local traditionnel sont ici présentés.

Tout d'abord, la pesanteur de nombreux facteurs sociologiques et culturels, comme notamment le tribalisme, l'analphabétisme, les superstitions voire le fétichisme existant en milieu traditionnel, ne facilite pas la tâche du chercheur en proie à de nouvelles formes d'explication des phénomènes géographiques. Comment prendre alors en compte la dimension magico-spirituelle de la culture locale dans notre étude scientifique, sachant que la véracité des propos pourra être contestée par les septiques ?

La dualité existante des réseaux socioéconomiques (traditionnels et informels, face aux secteurs modernes) qui se développent dans le milieu touristique représente une contrainte dans la volonté d'étudier exhaustivement un secteur d'activité (en l'occurrence dans notre étude nous faisons référence à la pêche).

La pauvreté sociale et environnementale est également un frein à la recherche. La dégradation des espaces (naturels et humanisés) sous la double pression de la pauvreté et de la démographie ne milite pas en faveur du tourisme durable, les populations n'hésitant plus à recourir à toutes les pratiques qui peuvent les aider à survivre. Comment alors enquêter sur les notions de durabilité touristique, de préservation de l'environnement quand la population possède à peine de quoi manger quotidiennement ?

Par ailleurs, les problèmes de corruption et de rigidité administrative viennent compliquer la tâche du chercheur. L'inexpérience et la voracité des acteurs de la scène sociale, économique et politique (élite moderne, bourgeoisie traditionnelle, junte militaire) qui

⁸ Catharsis : d'après le petit Larousse 2003, se dit en psychanalyse d'une « décharge émotionnelle libératrice, liée à l'extériorisation du souvenir d'évènements traumatisants et refoulés »

s'accrochent au pouvoir par tous les moyens sous couvert de « sécurité nationale », expliquent en général le tâtonnement permanent des orientations politiques et des gestions socioéconomiques qui en découlent et ne facilitent ainsi pas la recherche locale.

3. Le tourisme durable vu par les pays du Sud

Résultant du concept de développement durable, la notion de tourisme durable émerge dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle. Défini tout d'abord par des caractéristiques du type : production de masse, commercialisation spécialisée et atomisée, matérialisme et rationalisme (GNYA, 1995)⁹, le tourisme vise comme priorité le développement économique à court terme sans vraiment porter attention aux conséquences culturelles et écologiques à moyen et long terme. Cela dit, quand la notion de développement durable est mise en lumière et approuvée par l'ensemble des disciplines de recherche scientifique, une nouvelle optique temporelle est associée à la production d'espaces, celle du long terme et des générations futures. La prise en compte des populations et leur intervention directe deviennent alors deux contraintes inéluctables, ce qui apporte une reconsidération du phénomène touristique, notamment en milieu rural, où le tourisme en tant qu'activité économique se base sur des ressources naturelles (environnement) et culturelles (héritage, patrimoine).

Par ailleurs, ces principes étant très généraux et émanant de réflexions de chercheurs diverses, l'enjeu du XXI^{ème} siècle devient alors l'application et la planification de ces concepts en fonction des conditions spatiales et socio-économiques de chaque cas spécifique et donc l'adaptation aux dimensions locales.

3.1. Le tourisme, stimulus de la croissance

Le tourisme serait capable de stimuler la production nationale à tous les niveaux grâce à son puissant effet multiplicateur sur la croissance. Dans le cas de l'Afrique, les Etats ayant porté tôt leur choix sur ce secteur sont, généralement, ceux qui n'avaient pas d'autres secteurs à exploiter pour obtenir des devises, comme l'exploitation des ressources minières ou agricoles par exemple. En effet, la presque totalité des pays indépendants s'est retrouvé, au lendemain des indépendances, secouée par des crises sociales et économiques importantes. Le tourisme apparaît alors pour les pays en voie de reconstruction comme une source autonome de devises et un générateur d'emplois à moindre coût, ne nécessitant que peu de formation. De plus, le tourisme véhicule l'image de modernité, de nouvelles infrastructures, qui contribuerait à développer rapidement les espaces, ce qui séduit de nombreux dirigeants politiques. Au Mozambique, l'orientation politique communiste adoptée après l'indépendance et la période de guerre qui s'en suivit, mirent partiellement un frein au développement du tourisme commencé à la période coloniale, qui reprit par la suite de l'ampleur grâce à la signature des accords de paix en 1992 et la chute du régime communiste. Le tourisme est actuellement un moteur de la croissance économique mozambicaine.

3.2. Les effets culturels du tourisme sur la société d'accueil

Avant d'accuser le tourisme d'être le moteur de l'acculturation des sociétés traditionnelles locales des pays du Sud notamment, il est important de rappeler que la colonisation fut porteuse d'une « modernisation brutale », ayant sa part de responsabilité en tant que moteur de mutations ou d'acculturations des sociétés en Afrique (HILLALI, 2003). De plus, il ne faut pas négliger le rôle plus récent de l'école, de l'audiovisuel et des médias, de l'émigration, qui

⁹ In : L'impact socio-culturel du tourisme à Bali

apparaissent aussi comme les promoteurs de transformations « sociétales » profondes et de métamorphoses culturelles récentes. Au Mozambique, il nous est apparu clairement que le détachement aux traditions et au mode de vie local est récent et impulsé par les dernières générations, entraînant d'ailleurs un conflit générationnel entre les anciens non « impactés » et les jeunes « mondialisés ». Le tourisme, qui est un phénomène socio-culturel parti d'Occident, reste encore à un stade de développement peu avancé au Mozambique et apparaît donc pour le moment secondaire en tant que cause de changements sociaux. Le poids de la colonisation portugaise tout d'abord, puis celui de l'adoption d'une politique économique socialiste et enfin celui de la mondialisation actuelle, ont certainement joué un rôle plus important que le tourisme dans le processus de transformation culturelle que l'on peut observer actuellement dans le pays et plus généralement en Afrique.

Afin d'éclairer les lecteurs sur les types d'impacts, reconnus par la communauté scientifique internationale, du tourisme sur la société d'accueil, nous présentons un tableau résumant l'évolution des résultats apportés par différents auteurs anglophones.

Auteurs	Les Impacts
MATHIESON&WALL (1982)	Le tourisme modifie la structure interne de la communauté, la séparant entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas de relation avec les touristes
KRIPPENDORF (1987)	Le tourisme présente un caractère colonialiste en dérobant le pouvoir décisionnel d'autonomie des populations locales
ALLEN&AL (1988)	Un faible ou moyen niveau de développement touristique est plus probablement bénéfique pour la population locale
COMPTON&SANDERSON (1990)	L'emploi dans le tourisme demande des modèles de travail flexible, ce qui peut amener à des genres de ségrégation
URRY (1990)	Il y a plus d'opportunités pour les femmes dans le tourisme, qui profitent alors d'un meilleur niveau d'indépendance économique
HARRISON (1992)	Le tourisme amène de nouvelles opportunités et est à l'origine de changements sociaux
SHARPLEY (1994)	Les opportunités d'emploi et la présence des visiteurs attirent les jeunes vers les aires touristiques. Conversion dans le secteur du détail associé aux points de vente de souvenir. Le tourisme améliore la qualité de vie par l'amélioration des infrastructures.
BURNS&HOLDEN (1995)	Le tourisme apporte des bénéfices socioéconomiques d'un côté, et une dépendance et renforcement des décalages sociaux d'un autre. La pression pour le changement est politiquement et intra culturellement initié par les entrepreneurs et les politiciens en réponse aux tensions communautaires

Fig 2- Tableau des impacts du tourisme, (d'après Brunt&Courtney, 1999)

Par ailleurs, il est résumé, ci-dessous dans un deuxième tableau, les types d'interaction entre les touristes et les personnes locales qui ont pu être mis en lumière par les études de certains auteurs. Nous avons repris uniquement les types d'impacts que nous avons pu rencontrer au Mozambique.

Auteurs	Types d'interaction entre touristes et locaux
DE KADT (1979)	La nature du contact avec les touristes peut influencer les attitudes/comportement/valeurs envers le tourisme
PIZAM&AL (1982)	Le tourisme est potentiellement un moteur du crime
MURPHY (1985)	Les jeunes locaux sont plus facilement influencés par les impacts du tourisme. Les langues étrangères sont apprises par le biais du contact touristique
RYAN (1991)	Perte du dialecte/langue locale
MC KERCHER (1993)	Il est toujours probable qu'il existe un certain degré de conflit du à la demande incompatible entre touristes et locaux. Le tourisme est à l'origine d'interaction sociale au sein de la communauté d'accueil. Le tourisme contribue à la préservation des monuments historiques et religieux. Les locaux adoptent les langues étrangères par nécessité. Les locaux développent des attitudes stéréotypées envers les touristes.
BURNS&HOLDEN (1995)	Les locaux développent des comportements copiés et évitent les touristes quand ils le peuvent.
MC INTOSH&AL (1995)	Le mélange social est la situation la plus favorable. Le ressentiment est généré par les fossés économiques naissant entre touristes et locaux. La frustration des locaux est générée par l'inflation des prix.

Fig 3-Tableau des impacts sociaux clés de l'interaction touristes/locaux, (d'après Brunt&Courtney, 1999)

Ces tableaux viennent résumer l'ensemble des impacts du tourisme local et des types d'interaction rencontrés entre les touristes et la population réceptrice au Mozambique. Ils n'apportent pas d'étude exhaustive des impacts du tourisme mais représentent les éléments de réflexion sur le sujet les plus courants.

III. La mise en tourisme de l'espace : concepts et mécanismes

1. L'espace touristique

Un espace touristique est un lieu capable de stimuler la mémoire (patrimoine culturel), le regard (panoramas ou autres beautés), le corps (sport ou repos), et peut être aussi un espace capable d'offrir d'autres types de dépaysement à sensation spirituelle (pèlerinage). Un espace ne répondant pas à ces critères peut-il alors être d'intérêt touristique ? Le voyageur impose aux lieux « un regard paysagé ». Car c'est l'œil, à travers son hublot culturel et une masse de frustrations et d'aspirations, qui apprécie, juge et évalue le paysage. En fait « *l'accueillant et l'accueilli se regardent, s'observent et s'apprécient ou se méprisent à travers des visions socioculturellement « paysagées » brutes ou amendées avec une distinction de taille : l'une est originelle et l'autre est déjà de dimension universelle* » (HILLALI, 2003).

Le tourisme est un phénomène géographique d'une exceptionnelle complexité et d'un intérêt majeur dans la mesure où il recouvre à la fois des phénomènes de *délocalisation* (déplacement de la clientèle) et de *relocalisation* (mouvement vers les régions réceptrices) (CAZES, 1998). De plus, malgré son apparition récente, il participe activement à l'aménagement du territoire et également à la modification du paysage, ce qui peut contrarier certains partisans du conservatisme sachant que « *le tourisme est un puissant agent de transformation et il est dans l'ordre des choses que ce qui transforme dérange d'autant plus que les modifications d'un lieu mis en tourisme sont fortes voire irréversible* » (MIT, 2002, p 266). De plus, il induit un brassage des individus, provoquant des mouvements de populations en quête de nouvelles opportunités, ce qui transforme l'espace, notamment urbain, où se localise les infrastructures touristiques.

Pour éviter une modification spatiale irréversible et définitive, la notion de capacité de charge a été appliquée aux études touristiques, particulièrement dans les îles qui sont des espaces vulnérables écologiquement et socialement, mais la quantification du phénomène touristique reste discutable pour certains, F. Deprest (1997) ayant démenti « *l'affirmation selon laquelle le tourisme de masse détruit alors que le tourisme rare n'affecterait pas le lieu, et donc qu'il y aurait un seuil en deçà duquel le tourisme serait indolore* ».

Au Mozambique, le tourisme participe à la modification spatiale du territoire des communautés de pêcheurs. Les phénomènes de délocalisation et relocalisation sont très importants dans ce pays où les populations locales sont en permanence à la recherche d'opportunités économiques. Le tourisme apparaît comme une activité attractive pour ces demandeurs d'emplois et représente alors le moteur de transformation spatiale des lieux occupés par les infrastructures touristiques et les communautés locales.

Par ailleurs, aucune étude de capacité de charge n'a été encore réalisée au Mozambique. Pour le moment la fréquentation touristique est faible, mais certains lieux écologiquement sensibles présentent tout de même des limites à cette activité. Les dunes de Bazaruto qui sont sujettes aux activités sportives (ski sur dune) ont déjà montré des signes d'érosion notables. Le contrôle de l'activité et du nombre de participants est donc requis par les autorités du parc.

2. La production d'espace : Qu'est ce qui rend touristique un lieu ?

Les notions de ressource ou matière touristique n'aident en rien à comprendre comment et pourquoi un lieu devient touristique et « semblent même peu convaincantes » pour certains auteurs (DEPREST, 1997), et préfèrent « privilégier ce dont le touriste est lui-même porteur,

autrement dit ce que le touriste va aller chercher dans les lieux touristiques, de lui-même et pour lui-même » (MIT, 2002). Pourtant, il est tout de même reconnu que « l'existence des lieux touristiques est souvent associée à des qualités d'un patrimoine naturel ou historique » (KNAFOU, 1997).

La production d'espaces touristiques ne pourrait donc se résumer à la présence de certaines conditions ou ressources sur le territoire. Le terme de « ressource » fait d'ailleurs l'objet de controverse au sein des problématiques liées à la mise en tourisme des lieux car c'est « *une notion relative, elle n'est vue que par un groupe social, elle est niée par d'autres et souvent son émergence est liée à des événements et un contexte particulier* » (MIT, 2002).

Au Mozambique, nous avons porté une étude sur la production d'espace touristique menée par le gouvernement sous l'impulsion d'organismes internationaux comme le WWF. Nous avons établi le parallèle entre l'histoire de l'implantation coloniale dans les îles du Mozambique associée à la formation d'une identité spécifique des communautés locales et la mise en tourisme des îles associée à l'implantation des institutions de protection de ressources naturelles telles que les parcs marins. La production d'espace touristique sur la côte mozambicaine n'est pas, à notre avis, uniquement liée à la présence de ressources attractives pour l'activité touristique, mais bien à la présence de certaines conditions socio-historiques qui ont facilité son implantation.

3. Les pouvoirs du tourisme

3.1. Le tourisme : entre invention et subversion des lieux

Le tourisme ne produit donc pas d'espace touristique sans la réunion de certains facteurs nécessaires à son émergence autre que les ressources. En effet, « *le tourisme n'a pas d'existence propre et sa dynamique tient aux jeux des acteurs, à ceux qui l'inventent en un lieu, comme à ceux qui, constatant son pouvoir abandonnent une activité traditionnelle de faible rapport pour se l'approprier et en tirer profit* » (MIT, 2002). Avant d'être une activité économique, le tourisme est donc une activité sociale résultant de la combinaison des acteurs territoriaux.

Par ailleurs, le tourisme a le pouvoir de se réapproprier ou d'inventer un lieu. « *Soit un lieu est inventé, soit un lieu préexistant est modifié : ce sont les deux pouvoirs du tourisme, c'est la base du processus. Et dans le cas du tourisme, l'invention l'emporte sans doute sur la subversion* » (M.I.T., 2002). A l'image des espaces touristiques littoraux que nous avons pu étudié au Mozambique, le pouvoir de subversion est prédominant, notamment dans les îles au passé historique reconnu, comme c'est le cas des archipels de Bazaruto et Quirimbas.

Rappelant en citant Michel Colardelle que le tourisme est une économie de la réutilisation, Jean Viard (2000)¹⁰ introduit la notion de « déjà-là » afin de rendre compte de la supériorité de la valorisation du patrimoine sur les productions dites artificielles.

En effet, dans de nombreux sites anciennement exploités par les gouvernements coloniaux, le tourisme s'est déployé dans ou aux abords du bâti existant, le transformant et le réadaptant aux conditions de vie contemporaine. De plus, le tourisme, en créant des lieux, a logiquement le pouvoir de les nommer.

Centralité des lieux touristiques

Le tourisme, en inventant des lieux touristiques, leur confère une centralité dont ils étaient dépourvus. « *Les lieux touristiques ne sont pas pour autant des lieux centraux, mais ce sont*

¹⁰ in : MIT, 2002

des lieux qui bénéficient de la centralité, qui en sont des relais et, de ce fait, contribuent à arrimer la périphérie au centre ». (MIT, 2002, p237). Au regard du développement touristique, leur centralité s'est affirmée tôt mais pas de manière pionnière : ce ne sont pas les lieux touristiques qui ont inventé l'électricité, la diffusion d'eau potable, le téléphone, etc.

Dans les pays du Sud, en Afrique notamment et plus particulièrement au Mozambique, la centralité des lieux touristiques peut s'avérer pionnière en matière de développement dans le sens où la mise en tourisme des espaces occupés à la base traditionnellement, se traduit pas l'implantation des équipements modernes de développement tel l'électricité, le réseau d'eau potable distribué par la commune, le téléphone, internet, etc.. Plus qu'ailleurs, le tourisme dans les pays économiquement pauvres apporte aux lieux de la centralité grâce à son apport d'énergies et de technologies nouvelles. Sur l'île d'Ibo dans l'archipel des Quirimbas, suite à la décolonisation, l'île fut plongée dans l'oubli et le réseau d'alimentation énergétique installé par l'administration portugaise devint hors d'usage. La mise en tourisme de l'île avec la construction d'un hôtel de luxe et la rénovation du patrimoine historique a redonné de la centralité au lieu en réinstallant les équipements du développement moderne alors tombés en désuétude.

Sur les îles de Bazaruto, la situation est différente, le tourisme n'ayant pas conféré plus de centralité au lieu. En effet, l'île étant profondément rurale à la base, le tourisme n'a pu arrimer ses équipements sur l'ensemble de l'espace.

Ailleurs, dans les villes, le tourisme a créé de la centralité au sein de l'espace urbain. A Vilankulo comme à Pemba, la territorialisation touristique de certains secteurs de la ville a entraîné l'apparition d'autres pôles de centralité. Du pôle socio-économique traditionnel symbolisé par le marché, la centralité de l'espace urbain s'est déplacée vers les secteurs touristiques de la ville, à la base situés en périphérie géographique de la ville, mais aujourd'hui centraux du fait de l'activité sociale et économique qu'ils génèrent. Dans ce cas, le tourisme opère alors un transfert de centralité au sein de l'espace urbain qui « *se manifeste par un accès plus rapide qu'ailleurs à la modernité, car le touriste, en se déplaçant, transfère de la centralité dont lui-même, issu des grandes villes, est porteur* » (Ibid, p238).

3.3. Revalorisation du lieu par le tourisme

Dans les pays en développement et en Afrique notamment, la population locale, qui se débat généralement dans le besoin au quotidien, apprécie surtout les marques d'attention que le visiteur témoigne à la vie locale. Ces intentions de valorisation et de reconnaissance sont d'un ultime réconfort pour les peuples en mal d'identité (HILLALI, 2003). Elles encouragent de plus les individus à reconsidérer leur opinion et à porter un nouveau regard sur eux-mêmes puis sur autrui. Certaines minorités valorisées par le tourisme ont eu le courage de réclamer à leur gouvernant une reconnaissance concrète et un statut officiel de leur communauté et identité, comme cela peut être le cas au Mozambique dans les zones de conservation à but touristique, où les communautés se regroupent en association afin de défendre leurs droits.

En voyant le touriste originaire des nations riches s'intéresser à tout ce qui est traditionnel, une large frange de la population du tiers-monde s'en trouve réconciliée avec son environnement et du coup avec elle-même. Elle y trouve des raisons de consolation ou de reconnaissance qui lui servent de repères et d'arguments pour se remettre en question ou pour mieux s'accepter. Vu comme cela, « *le tourisme est plus qu'un canal de dialogue entre les cultures, il devient alors un précieux restaurateur de confiance et de conscience* » (ibid, p56). De plus, dans certaines régions, notamment africaines, le tourisme contribue à alimenter la représentation d'une identité régionale intangible qui devient un véritable produit touristique (GIBLIN, 2007), comme c'est le cas de la culture massai en Tanzanie par exemple.

En investissant dans certains espaces, le tourisme devient alors un élément dynamique du lieu et participe souvent au maintien voire au redéploiement des activités préexistantes. « *En effet la demande touristique favorise la mutation d'un secteur en difficulté et lui ouvre de nouvelles perspectives* » (Duhamel, 2003). Sur l'île d'Ibo située dans les Quirimbas, la reprise du secteur artisanal d'argenterie en est le parfait exemple. Les travaux tels que des bijoux, réalisés à partir de métal recueilli de pièces de monnaie sont l'œuvre d'artisans locaux selon des techniques transmises de génération en génération. Les touristes, à la recherche de souvenirs locaux ont commencé à s'intéresser à la production de bijoux d'inspiration arabe de l'époque coloniale et le commerce s'est vu peu à peu s'intensifier à mesure que les entrées touristiques dans l'île augmentaient. Aujourd'hui, certains artisans ont fait « fortune » et plusieurs boutiques et ateliers ont vu le jour dans l'île et font partie du circuit des visites du guide touristique.



Fig 4-Photo de l'atelier traditionnel de fonte de l'argent et bronze avec ses artisans (Claquin, Ibo, 2007)

Les artisans se sont regroupés en coopération et ont fondé un local ouvert aux touristes pour assister à la fonte des métaux et aux travaux de joaillerie. Sur la photographie de gauche on peut voir les bracelets en argent d'inspiration arabe, qui se vendent en moyenne 10 euros sur place. A droite, une statue coulée en bronze et vendue au fort St Jean-Baptiste.

L'engouement touristique pour l'artisanat mozambicain semble se confirmer à l'échelle du pays puisque « *la prolifération des ateliers de production et des magasins de vente d'objets d'art, la multiplication du nombre de vendeurs ambulants qui peuplent les halls ou les abords des grands hôtels du pays, ou qui circulent dans les rues environnantes [...], traduisent « le coup de fouet » du tourisme à ce secteur* »(DA SILVA, 2007).

Conclusion

Le but de notre travail n'est en aucun cas de porter des jugements de valeurs sur les effets du tourisme dans les pays en développement comme le Mozambique ou l'Afrique en général.

Mais, au regard de nos lectures bibliographiques, il nous a paru important de reprendre quelques éléments de réflexion pour y ajouter notre propre analyse géographique.

Quand on lit que « la destruction irréversible de certaines ressources, comme les coraux sont du reste d'avantage victimes de la pêche et du commerce du corail que du mouvement touristique proprement dit » (MIT, 2002, p 280), nous sommes tentés de répliquer que ce sont les touristes qui participent au développement du commerce du corail et des coquillages, ressources naturelles à la base non récoltées par les communautés côtières. De plus, si il est vrai que la pêche détruit les coraux, on peut également supposer que le tourisme qui nécessite des produits marins pour la restauration des touristes contribue à sa mesure à favoriser l'excès de pêche.

Par ailleurs, le fait de proclamer que « le tourisme participe à l'accomplissement, bien d'avantage qu'à son avilissement, de l'Humanité sur Terre et donc, à la construction du monde » (Ibid, p 291), nous paraît à relativiser selon les types d'espaces touristiques considérés.

Pour citer des propos critiques, nous reprendrons ceux de Dewailly qui se demande

« comment tant de personnes peuvent cosigner, c'est-à-dire assumer collectivement tant de propos contestables ou, ayant individualisé leur collaboration, comment la publication qui en résulte peut afficher tant d'incohérences dans un cadre conceptuel qui se veut pourtant commun ? »

Nous pensons de plus, que l'approche scientifique du tourisme pour la plupart des chercheurs en géographie est marquée par ce qu'on appellera un « occidentalocentrisme » notable, et citerons que toutes ces conquêtes d'espaces touristiques *« nous montrent que le voyage est en fait une recherche de données et une interprétation du monde du point de vue de l'homme européen, de la science et de la technique qu'il a développés, de ses normes esthétiques et idéologiques. La vision ethnocentrique du monde ne peut être séparée de notre idée de tourisme »* (AISNER&PLUSS, 1983, p 19).

Comment donc éviter notre regard ethnocentrique lorsqu'on étudie la géographie du tourisme sur le terrain en Afrique ? C'est là qu'à reposer la principale difficulté de notre travail..

I. Les fondements de la réflexion

La recherche en géographie culturelle se base sur plusieurs axes de réflexion, qui sont : l'organisation du territoire des sociétés traditionnelles et sa relation avec les mythes fondateurs de celle-ci, la correspondance entre le système social et le système spatial ; la structuration de la société par le territoire. Ces thèmes seront appliqués à nos études de cas, à savoir des communautés de pêcheurs traditionnels localisées dans des espaces touristiques. Afin de comprendre le comportement et la perception des communautés de pêcheurs face aux logiques spatiales du tourisme au Mozambique, il faut commencer par la base de leur système de valeurs et de représentations à savoir la culture. En effet, « *les représentations que les sociétés ou individus se font d'une réalité précise, d'un être géographique est plus importante que la réalité elle-même* » (BONNEMAISON, 2004, p 51)

1. Notion de culture traditionnelle

Selon Bonnemaïson (2004), « *la culture est une vue du monde, située quelque part dans le monde* », mais c'est également « *ce qui reste quand on a tout oublié* ». Ces deux définitions s'appliquent parfaitement à la culture des pêcheurs, dont l'expression reste particulière et atypique par rapport aux sociétés continentales. En effet, la culture de pêche liée à un système de référence maritime représente bien une certaine vue du monde, celui du monde de la mer. De plus, l'évolution accélérée des pratiques de pêches au cours du XX^{ème} siècle a favorisé la perte de connaissances liées aux techniques traditionnelles ancestrales, la plupart des jeunes pêcheurs ayant « oublié » les traditions, mais la culture n'a pas disparu pour autant.

Souvent employé dans cette étude géographique, le terme de culture traditionnelle ou communauté traditionnelle, fait référence à un mode de vie qui repose sur des valeurs ancestrales, transmises de générations en générations, comme c'est le cas des pratiques de pêche. Dans les sociétés traditionnelles, la vie du groupe est régie par une panoplie de coutumes et de rites codés selon à un système de symboles, souvent frappés de sacralité pour imposer leur respect (BONNEMAISON, 2004). La coutume représente « une continuité normative » de la cohésion sociale, un recours au passé pour tenter d'appriivoiser le présent. Les symboles réglementent les relations et les croyances en leur servant de repères géographiques et sociologiques, comme nous le verrons plus loin avec les géosymboles.

« *La coutume et ce qu'on a appelé l'authenticité en Afrique, sont ainsi des phénomènes politico-culturels qui affirment non pas la primauté du passé sur le présent, ou de la tradition sur la modernité, mais le lien entre l'un et l'autre* » (ibid, p 80).

Au Mozambique, la coutume et la pratique des rites traditionnels sont encore très présentes dans les milieux ruraux. Dans les communautés de pêcheurs, l'importance du recours au rite est primordiale pour les anciens. Ils permettent avant tout de rassurer les pêcheurs et leurs familles face au danger de l'activité en mer. L'évolution de la culture locale actuelle menace l'organisation coutumière des communautés, car les jeunes pêcheurs ne veulent plus avoir recours aux rites. Ce sujet sera largement plus développé dans la seconde partie de la thèse relative aux pratiques traditionnelles liées à la pêche.

Pour P. Claval (2003)¹¹, « *les problèmes culturels n'ont jamais tenu autant de place dans les inquiétudes des hommes* », la modernisation s'étant immiscée si vite au cours de 30 dernières années que les réadaptations psychologiques qu'elle appelle, n'ont pas encore eu lieu. Au Mozambique, la construction de l'Etat-Nation consécutive à l'indépendance a amené le gouvernement à vouloir uniformiser les groupes ethniques afin de favoriser une identité nationale. Les sociétés côtières mozambicaines, qui ont toujours eu une position identitaire marginale de part leur histoire comme nous le verrons dans la seconde partie de ce chapitre, se sont retrouvées au cœur de transformations sociétales et institutionnelles profondes ainsi qu'au centre du développement touristique récent. Sachant également que « *la mise en tourisme du territoire est inséparable de la construction de l'Etat-Nation* » (MIT, 2002, p 195) et que la politique de développement du gouvernement s'appuie actuellement sur la croissance du secteur touristique, on peut craindre que les différences culturelles des communautés de pêche au Mozambique ne s'effacent rapidement.

Comment donc éviter de minimiser l'approche culturelle dans les problématiques de développement socio-économique ? L'approfondissement des connaissances culturelles sur les différentes ethnies qui composent le pays du Mozambique, serait tout d'abord à privilégier pour établir des stratégies de développement que ce soit touristique ou autre, ce qui n'est pas du tout le cas pour le moment.

2. La communauté : base de la structure sociale traditionnelle

Partout en Afrique, l'organisation sociale du territoire se traduit en communauté. C'est le lien fondamental d'appartenance qui unit tous les individus qui la composent. Il en est de même au Mozambique.

Cependant, dans sa volonté de forger une identité nationale après l'Indépendance, l'Etat n'a pas voulu reconnaître la valeur et la pertinence de l'esprit communautaire comme fondement de l'organisation de la société locale.

Comment développer alors le territoire national si la base même de l'organisation sociale n'est pas prise en compte ?

Concernant les communautés de pêcheurs particulièrement, le concept clé de la monographie ethnique élaborée est celui de la communauté villageoise.

L'organisation de l'espace chez les différentes ethnies de pêcheurs rencontrées a une nature dispersée. En effet, l'habitat le long de la côte n'est pas toujours sous forme d'agglomération d'habitations, mais peut être au contraire être dispersé et éloigné de la mer, la plage étant l'élément d'unification de la communauté. C'est sur la mer et la plage que se réalisent et s'organisent les solidarités collectives. A chaque segment de la côte correspond l'existence d'une vie communautaire liée à l'activité maritime : organisation de la pêche des hommes (construction et réparation des filets, bateaux, pirogues...), la pêche de subsistance réalisée par les femmes et les enfants, la vente du poisson aux intermédiaires. Le noyau de la vie quotidienne n'est donc pas le village mais la plage, lieu de réalisation des échanges collectifs et de la reproduction économique de la communauté.

Selon Claval (2003), « *la communauté sert de modèle à toute une série d'unités sociales et culturelles : un petit groupe soudé, dont les membres sont liés par des relations de confiance mutuelle, peut se multiplier par essaimage ou s'étendre pour englober un très grand nombre de personnes liées par certains traits de culture fondamentaux* ». Ainsi parle-t-on ici de communautés de pêcheurs, l'ensemble des personnes pratiquant la pêche étant

¹¹ in : Géographie culturelle, une nouvelle approche des sociétés et des milieux (voir bibliographie)

fédérée culturellement par cette activité. En effet, la pêche est alors l'élément moteur de la culture et du genre de vie qui en découle.

Au Mozambique, la Loi de la Terre (1997), la Loi sur la Forêt et la Faune Sauvage (1999) et autres lois (Loi sur l'Environnement, Loi du Tourisme) définissent la communauté comme : « *le groupement de familles et individus, vivant dans une circonscription territoriale de niveau local ou inférieur, qui cherche à sauvegarder des intérêts communs à travers la protection des zones habitées, agricoles et de chasse, forestières, sites d'importance culturelle, pâturages, puits d'eau* ».

La majeure partie de la population mozambicaine est fédérée en communautés, sauf dans certaines zones urbaines où l'individualisme social supprime l'effet communautaire. La vie sociale en communauté est marquée par un sentiment de solidarité, de correspondance à l'ensemble : unité de vie, unité d'intérêts et de responsabilités.

Le développement communautaire s'implique alors dans un processus participatif qui englobe des personnes et entités dans une action conjointe de promotion communautaire, en partant d'une connaissance de la réalité et d'une recherche objective des solutions aux problèmes communs.

L'intention de concilier les deux dimensions sociale et territoriale représente déjà un effort patent dans la Loi bien que la manière dont elles y sont transcrites, laisse une marge d'interprétation douteuse, qui peut porter préjudice aux communautés existantes. A rechercher des compromis entre les facteurs (économiques) de mobilité sociale, les libertés du citoyen, les restrictions territoriales et les intérêts supérieurs de l'unité nationale, le législateur « dépouille » complètement les communautés qui se retrouvent ainsi sans identité propre (FILMAO, 1999). Ces facteurs ou symboles de cohésion (langue, origine, valeurs partagées, institutions, etc) ne peuvent pas être reconstitués juste dans l'intérêt commun de protection des ressources, sans en même temps affirmer clairement la nécessité économique et de subsistance qu'une communauté donnée met en place pour utiliser les ressources de manière rationnelle. Mais la Loi apporte une définition des communautés uniquement basée sur la notion de protection et ne s'attarde pas à analyser les autres intérêts communs, afin de fédérer divers compromis de nature historique sans compromettre pas l'unité et la construction idéologique de la nation. La dimension temporelle est également absente de la définition, ce qui permet d'assurer une stabilité et une durabilité au type d'organisation sociale décrite dans la loi, ce qui est factice au regard de l'évolution accélérée des structures humaines et économiques constatées ces vingt dernières années. Le terme de « groupement » (de familles ou d'individus) ne permet pas de voir le degré ou le type de relations que telles « familles » maintiennent entre elles et comment ces « individus » s'insèrent dans l'organisation sociale de la communauté. Cette imprécision permet peut être d'intégrer divers autres intérêts non clairement formulés.

Le terme de « groupement de familles » est de plus trop générique pour localiser les sociétés africaines, vu l'importance de l'exode rural dans le pays et les facteurs de mobilité sociale, comme la guerre en fut un par exemple. En ce sens, il n'est pas pensable qu'une famille élargie puisse vivre dans la même circonscription ou localité territoriale, même en temps de paix.

La communauté locale est définie également selon la Loi par des critères territoriaux et administratifs, alors que la notion de circonscription de niveau de localité ou inférieure change constamment au Mozambique. La figure du leader communautaire (ou *regulo*) ou d'un quelconque symbole de cohésion communautaire est absente, malgré les diverses histoires existantes à propos des chefs locaux, dont certains ont été élevés au rang de héros national. Mais les expériences de projet communautaire pilote établis au Mozambique ont

montré que selon les localités considérées, le pouvoir en matière d'autorité locale du chef communautaire est important ou non. En effet, par exemple, le poids du *regulo* de Vilanculo est plutôt faible du fait de l'ampleur du développement touristique et démographique, quand on le compare à celui d'une localité comme Bazuruto où la cohésion sociale est beaucoup plus forte du fait d'un territoire fermé (île) et fédéré par l'activité de pêche.

Dans cette phase de transition de prise de pouvoir par les communautés à travers la formation de comités ou conseils de gestion communautaires, il nous paraît important de ne pas ignorer les *regulos* ou personnes bénéficiant d'un prestige équivalent, alors que la loi fait le contraire. Car continuer d'ignorer ces entités sociales en tant qu'élément fédérateur et modérateur pour l'ensemble, est clairement vulnérabiliser les communautés en les rendant perméables à la globalisation et aux capitaux externes, sans aucun avantage comme des éléments financiers en retour.

De plus, le problème de la Loi existante réside également dans le fait que les limites territoriales de la circonscription ou de la localité ne coïncident pas toujours avec les limites des ressources à gérer ni même avec les communautés concernées. Par exemple, c'est le cas de l'archipel de Bazaruto où les habitants des îles qui forment une communauté globale de pêcheurs sont séparés dans deux districts distincts : les îles de Benguerra, Magaruque et Banque faisant partie du district de Vilanculo et les îles de Bazaruto et Santa Carolina de celui d'Inhassoro. Cela complique terriblement le processus de gestion participative de la communauté puisque l'administration en question n'est pas la même. Comme conséquence, on assiste à une séparation institutionnelle dans la résolution des problèmes et conflits, ainsi que dans les rapports d'enquêtes, alors que ce sont les intérêts communs d'une même communauté.

Peut-on pousser le raisonnement en pensant que c'est un choix délibéré de l'Etat pour briser la cohésion communautaire?

Par ailleurs, les objectifs ou intérêts communs sont juste énoncés dans la Loi, mais ne sont pas repris ou détaillés dans la définition de la communauté locale, certainement pour arranger les intérêts supérieurs de la nation. Le résultat de cette omission entraîne une espèce de dilution du concept de communauté locale. La communauté locale correspond-elle à l'identité du pays entier ou est-elle l'affirmation d'une originalité et d'une différence, élément d'une mosaïque composant la Nation?

Une communauté est définie surtout par la notion de protection des ressources (et non d'utilisation), alors que la majeure partie des conflits entre concessionnaires et résidents locaux se situe dans le domaine de l'accès à l'utilisation des ressources. Cette définition ne permet pas de comprendre les dynamiques qui expliquent les luttes actuelles pour la possession et l'usage de la terre, ainsi que pour la subsistance quotidienne. L'unique notion de protection définie par la loi se limite juste aux ressources des sols énumérés (habitats, agriculture, forêts, etc...). Rien n'est dit sur l'usage du sous-sol, qui est pourtant également un fond très important de ressources potentiel qui peut intéresser la communauté locale, non en terme de protection mais comme arme de lutte contre la pauvreté.

Concernant la structure politique des communautés au Mozambique, la base politique d'une communauté s'établit à l'échelle du Poste Administratif et plus précisément du *bairro* (*quartier*). En terme de structure politique locale, il existe des institutions formelles et informelles. Dans la structure formelle, existent le chef du poste, le chef du secrétariat du poste, le chef de village, le secrétaire du *bairro*. Le chef communautaire (*regulo*), le chef religieux, les vieux influents qui participent à la prise de décision au niveau local composent la structure informelle.

3. Discussion sur la protection légale des communautés

Pour conclure, nous pourrions retenir les réflexions suivantes sur la pertinence de la définition légale de la notion de communauté locale, qui ne permet pas selon nous d'établir une protection efficace des membres qui la constituent. Il semble clair, que le gouvernement, sous couvert de ses lois, tente de biaiser le concept de communauté afin de préserver ses intérêts plus centraux comme le partenariat avec les investisseurs économiques tels que les opérateurs touristiques.

A vouloir renforcer la définition des communautés locales mais en multipliant les omissions substantielles sur ce qu'elles sont en réalité, dans le but de favoriser les intérêts supérieurs de la nation, l'état dévalorise ceux des communautés et diminue les opportunités pour que celles-ci se prennent en main.

A la simple lecture des dispositions légales, il n'est pas possible d'identifier la pluralité des acteurs qui interviennent au niveau de la communauté locale ce qui la rend très statique et homogène alors que l'objectif est précisément de mettre en place et faire vivre des processus de responsabilisation décentralisée pour créer la diversité et la richesse pour tous. De la même façon, les partenariats entre ces composantes ne sont pas encouragés ce qui entraîne un immobilisme doctrinaire motivé surtout par des intérêts nationaux divergents.

De plus, les intérêts communs de la communauté ne sont pas clairement formulés. A la lumière de la Loi, la communauté doit pouvoir exercer son mandat à travers la « protection ». Mais cela est fictif et est contredit par les conflits fréquents rencontrés sur le terrain (disputes de pouvoir entre institutions, ONG, concessionnaires, communautés pour la possession et l'usage de la terre)

Il est clair que les communautés qui se mobilisent exclusivement pour un objectif de protection sont inexistantes dans le pays et sur le terrain visité parce que la lutte contre la pauvreté, la malnutrition et même pour la survie exigent comme première condition l'usufruit raisonné des ressources par le groupe en question. Mais, cette rationalité ne peut être durable si les intérêts de chaque groupe opérant dans les espaces exploités par les communautés ne sont pas pris en compte et reconnus au même niveau d'importance. Certes l'activité touristique revêt une fonction économique notable pour le pays, mais il est de la responsabilité de l'Etat de protéger la population en contact avec les effets du tourisme.

Ainsi, nous pensons qu'il serait impératif d'inclure dans la définition de la communauté locale la notion de subsistance par rapport à l'exploitation des ressources afin d'obliger légalement les concessionnaires implantés sur les territoires communautaires à reverser quelque chose à la population résidente dont les ressources ont été consommées.

II. IDENTITE DES SOCIETES COTIERES

1. La notion d'identité au Mozambique

1.1. L'identité côtière en marge de l'unité nationale

« D'un point de vue anthropologique, l'identité est un rapport et non pas une qualification individuelle comme l'entend le langage commun. Ainsi la question de l'identité est non pas « qui suis-je ? », mais « qui suis-je par rapport aux autres, que sont les autres par rapport à moi ? Le concept d'identité ne peut se séparer du concept d'altérité » (M.I.T, 2002).

L'évocation du concept d'identité au Mozambique impose tout d'abord une explication. En effet, dans le contexte du processus de construction de l'Etat-Nation apparu durant la période post-indépendance, la prise en compte des différences culturelles demeure un sujet sensible, tant l'Etat a lutté contre l'ethnicité et le régionalisme. Les documents relatifs à la recherche ethnologique sont rares, car le gouvernement a voulu créer une unité ethnique pour souder le pays après le départ des portugais.

Mais la réalité du terrain mozambicain nous a amené à prendre en considération l'existence d'une identité côtière et à reconnaître ses spécificités par rapport au reste du peuplement.

Qu'est-ce qui différencie les populations côtières du reste du pays ? Entretiennent-elles toujours un système de relations commerciales et culturelles ?

2.2. Définition des sociétés côtières et de l'économie maritime

« Pour tous l'Océan devient une référence commune, une aire de réalisation économique, sociale, culturelle, religieuse, qui n'appartient pas qu'aux gens de la mer avec ses codes, ses coutumes, ses croyances. Il provoque donc une coupure avec le reste de la société qui le perçoit ainsi. De ce fait, vus de l'extérieur, ces mondes maritimes présentent une unité certaine et pour bien des observateurs il y a le monde de ceux-qui-naviguent et les autres, les ripuaires¹². Par les liens distendus qu'ils entretiennent avec l'ensemble de la société, avec les Etats, les Eglises, les gens de la mer n'apparaissent-ils pas comme ceux qui édifient une culture autonome, qui possèdent leur propre système de valeurs parce qu'ils obéissent d'abord aux règles particulières et exigeantes que leur imposent la mer et la navigation ? »¹³

L'économie maritime se présente comme un vaste réseau de relations économiques et sociales que seule la présence de la mer rend possibles et viables. Les différentes catégories sociales liées à ce type d'économie forment une société fortement dépendante des ressources marines et des aléas de la mer. Il y a un rapport profond entre le fait que les côtiers possèdent une entité culturelle spécifique et que cette « culture maritime » soit soutenue par une économie tout aussi spécifique. Cabantous considère « *la relation à la mer comme un élément fondamental de différenciation* ». En effet, les communautés maritimes sont formées par des individus qui vivent les mêmes impératifs économiques et qui sont soumis aux mêmes contraintes d'ordre social et culturel. L'existence de différentes catégories sociales (pêcheurs, marins, maîtres de navires) nous indique le caractère hétérogène de ces sociétés côtières qui intègrent les gens de la mer mais également les populations littorales.

¹² ceux des rives

¹³ [CABANTOUS, 1990, *Le ciel dans la mer : christianisme et civilisation maritime, XVIe-XIXe* : in CONCEICAO, 1993]

2.Histoire commune des peuples de la côte : des îles Quirimbas(nord) aux îles Bazaruto (sud)

Les îles de Bazaruto et des Quirimbas présentent plusieurs traits historiques communs. Tout d'abord exploitées par des marchands navigateurs arabes, les portugais s'y sont ensuite installés, avec l'aide des *prazos da coroa* ou concessions de la Couronne qui étaient données aux colons portugais afin de les inciter à s'installer au Mozambique. Cela favorisa l'émergence d'une classe métisse afro-portugaise qui s'imposa rapidement dans le commerce d'exportation et « à la fin du 16^{ème} siècle, cette classe de métisse était bien établie depuis les îles des Quirimbas au nord jusqu'aux îles de Bazaruto au sud » (NEWITT, 1995, p127).

Les prazos s'étendaient depuis les îles de Bazaruto jusqu'au sud de Cabo Delgado. Ces fiefs concédés par les autorités portugaises devinrent des royaumes esclavagistes (ENDERS, 1994).

L'histoire commune de deux archipels repose donc sur les vagues de colonisation qui se sont succédées, mêlées à une population côtière de pêcheurs africains, et l'établissement de comptoirs commerciaux d'exportation. La déportation d'esclaves a toutefois été bien plus marquée dans les îles des Quirimbas, partie intégrante du triangle de navigation Madagascar-Comores-Iles de l'Océan Indien (Réunion, Maurice, Seychelles).

Par ailleurs, l'influence de la culture musulmane a été plus forte au Nord, proche du sultanat de Zanzibar, et les îles Quirimbas ont jusqu'à aujourd'hui conservé la religion islamique. Le dialecte kimwani parlé dans les Quirimbas est de plus apparenté au swahili, langue dominante de la Tanzanie, ce qui montre leur rapprochement culturel.

Les îles de Bazaruto, qui ont pourtant accueilli des cheikhs musulmans, ont plus tard été influencées par la présence portugaise et la majorité des habitants s'est peu à peu convertie au catholicisme. Aujourd'hui de nombreuses églises sont présentes dans les îles.

Enfin, les communautés côtières du Mozambique sont depuis longtemps au cœur des relations internationales grâce au commerce qui prospéra notamment dans les îles.

Les européens ne furent pas sans effet sur le monde commercial du canal du Mozambique, et « leur rivalité permit aux sociétés côtières de se rapprocher du centre de ce système commercial, qui évolua rapidement sous l'influence des allemands, des anglais et des indiens ». (NEWITT, 1995, p 172)

3.Construction de l'identité des sociétés côtières dans la province de Cabo Delgado

3.1. L'Islam fédérateur

Les différentes sources historiques montrent que l'aire swahili (zone d'influence des marchands arabo-swahili) s'étendant le long de la côte mozambicaine, rétrécit progressivement à partir du XVIème siècle de sorte qu'au XIXème siècle, seules les communautés du nord de Cabo Delgado continuaient à entretenir des relations avec les marchands arabes. La fin des sultanats en tant que puissances marchandes inaugure le processus de regroupement des différentes populations, qui jusqu'alors, fonctionnaient de façon autonome, voir indépendante (Da CONCEICAO, 1993).

Les sociétés côtières, fonctionnant sur la base d'une économie maritime, se sont historiquement mises en rapport avec les différents pôles du commerce de l'Océan Indien, créant l'extériorité nécessaire au fonctionnement du commerce et des réseaux commerciaux établis sur la côte. Cela entraîna au final une extériorisation des sociétés côtières aux dynamiques continentales. Dans ce contexte, l'Islam s'impose comme référent idéologique, ayant pour rôle principal de structurer les relations mercantiles et agissant comme élément unificateur pour les échanges généralisés à longue distance, entre l'Afrique, l'Inde et le Sud

de l'Arabie. « *La dynamique de ces échanges a fini par mettre en décalage les sociétés côtières par rapport aux sociétés continentales où le référent culturel est animiste* »(ibid, 1993). Au XVème siècle, les Portugais s'intègrent dans le commerce de l'Océan Indien et des rapports de concurrence entre les différentes puissances se développent alors. « *Partout il fallait combattre l'influence des Maures, qui accaparaient tout le commerce* », selon l'opinion coloniale portugaise (De ALMADA NEIGREROS, 1904). Les Portugais ne cherchent nullement à intégrer les sociétés côtières, mais plutôt à détruire les bases de la domination arabe et indienne, sachant que « *l'élément indien implantait des racines profondes dans la colonie* » (id, 1904). La religion musulmane est prise comme ennemi car elle représente le fondement idéologique de cette puissance commerciale maritime.



Fig 5-photo du vestige d'un crématorium pour les indiens musulmans sur l'île d'Ibo datant de 1905. (CLAQUIN, Ibo, 2007).

Au premier plan on peut voir la coque d'un bateau (dhow) en construction, ce qui témoigne que le site a été réinvesti par la communauté. Au second plan, la ruine de la porte du crématorium des indiens présente encore des gravures réalisées dans la pierre.

3.2. Singularité de l'identité des communautés des Quirimbas

« De mémoire d'anciens, le nom de Quirimba vient du mwani et veut dire « qui coûte beaucoup pour entrer ». A l'époque, il y avait des luttes tribales dans la région des Quirimbas. Les Ngoni venus du continent, lançaient des tentatives d'invasion des îles contre les Mwani, qui étaient eux arrivés précédemment sur les îles avec les arabes. L'appellation de Quirimba serait donc due aux tentatives d'offensive qui ont toutes échouées du fait d'un accès aux îles par voie terrestre et maritime très difficile. »¹⁴

Les îles constituent les premières zones privilégiées de l'occupation étrangère, or d'après Cahen (2000), « l'oppression est productrice d'identité », ce qui nous permet de penser que l'identité côtière des communautés littorales s'est avant tout créée par réaction à la présence culturelle étrangère puis ensuite par fusion de genres de vie entre occupants et occupés.

¹⁴ tiré du récit de vie du leader communautaire Amissé Tuaibo de l'île de Quirimba, recueilli par B. Claquin en 2007 et à consulter en annexe p 262.

Abrillant d'abord les Arabes et les Ma-Swahili et ensuite les Européens, les îles de Cabo Delgado ont été constamment la proie de groupuscules constitués d'individus issus de populations voisines, qui y cherchaient soit à assurer leur propre protection contre les invasions étrangères, soit à mener des actions visant à dépouiller les autres communautés qui s'y étaient installées précédemment. L'histoire antérieure au premier passage des Portugais (vers le XV^{ème} siècle) et leur occupation sont mal connues (CONCEICAO, 1993). « *On peut dire que les îles sont devenues le premier lieu d'un séculaire mélange inter-ethnique et inter-racial* ». Les exemples les plus connus de cette dynamique socio-économique spécifiquement insulaire sont ceux des îles Quirimba, Ibo, Kisiwi et Mwamizi. L'île de Quirimba fut la première à être occupée en 1522 et devient ainsi la première capitale portugaise de toute la région de Cabo Delgado. En 1760, le centre se déplace sur Ibo, les autres îles habitées ayant une importance secondaire. Vers la fin des années trente, l'ensemble des îles abrite une population très composite. On y trouve des Noirs africains (près de 5000 juste pour Ibo), des asiatiques (au nombre de 47), des Européens (26) et 388 classés « métisses » ou « assimilés »¹⁵.

Composés de pêcheurs, de commerçants et de marchands d'une tradition très ancienne, ils composent pour l'essentiel, une population atypique, marginale et minoritaire. Fortement influencés par l'Islam, leur territoire est maritime, vivant dans des espaces complètement clos, à l'image des îles et îlots des Quirimbas. Ils s'organisent ainsi en fonction de réalités sociales, économiques, culturelles et politiques spécifiques.

La nature des rapports entre les sociétés côtières de Cabo Delgado et l'ensemble mozambicain, ainsi que les problèmes que pose l'intégration de celles-ci dans la gestion de l'état s'explique par certains fondements : les référents d'ordre historique, les fondements économiques, et les référents religieux et culturels. « *L'originalité des sociétés côtières de Cabo Delgado nous amène à parler d'une identité spécifique : l'identité Mwani* » (ibid, 1993).

4. Perception actuelle de l'intégration des sociétés côtières

Les problèmes qui se posent actuellement dans les rapports entre l'Etat et les communautés littorales sont le reflet d'une situation de double appartenance. En effet, les sociétés établies sur la côte nord du Mozambique s'insèrent depuis longtemps dans les échanges culturels et commerciaux de l'Océan Indien Occidental, et s'intègrent plus récemment dans le processus d'identité nationale impulsé par la création de l'Etat-Nation¹⁶. Aujourd'hui, les auteurs s'accordent sur le fait que l'Etat indépendant pas plus que l'Etat colonial n'a réussi à intégrer ces sociétés. L'explication réside dans le processus même de constitution de l'Etat, qui ne permet pas d'intégrer totalement les côtiers qui ne sentent pas plus concernés par les objectifs de l'Etat qu'ils ne se sont jamais sentis Portugais. Rappelons d'ailleurs que les côtiers, les commerçants, les religieux et les marins/pêcheurs n'ont pas fait partie de la base sociale de la Lutte Armée (DA CONCEICAO, 1993).

Le tourisme, dernière activité à se développer dans les zones côtières et secteur phare de l'Etat dans sa politique de développement représente un enjeu visant l'intégration de ces communautés qui peuplent et exploitent le littoral pour survivre.

L'établissement récent des parcs et réserves et l'émission de lois reconnaissant la nécessité d'intégrer les populations au processus de gestion des ressources sont des mesures expérimentées par le gouvernement sous l'impulsion d'organismes internationaux pour tenter de valoriser ces populations côtières dans la production nationale et ainsi les reconnaître.

¹⁵ IAOC, Relatorios Sumarios, 1944 in : Conceição, 1993

¹⁶ même si d'après CAHEN, 1991, « il n'y a aucune unité nationale au Mozambique »

III. Lieux touristiques et géographie culturelle

1. Les sociétés de pêcheurs et l'espace géographique

Comme il a été vu précédemment, Bonnemaïson (2004) défend la géographie culturelle selon plusieurs axes de recherche : l'organisation du territoire des sociétés traditionnelles, sa liaison avec les mythes fondateurs, la correspondance entre le système social et le système spatial, la structuration de la société par le territoire. Il met en avant le caractère culturel d'une société, qui selon lui, serait producteur d'espace. En effet, « l'espace est sans doute produit par la société, mais la société se crée dans un espace culturel ».

Dans le cas des sociétés côtières traditionnelles que nous avons appréhendées, l'analyse des lieux relève de la géographie culturelle. Les sociétés de pêcheurs, ont cours du temps et de l'histoire ont façonné l'espace géographique à travers un réseau de valeurs et de signification : certaines îles deviennent des « temples aux esprits », tandis que certaines zones marines correspondent aux habitations de créatures non humaines. L'espace est ainsi utilisé dans un but physique (pêcher) mais résulte de valeurs culturelles. Si on va pêcher dans certaines zones plutôt que d'autres c'est parce que la culture prédomine sur l'espace en interdisant l'accès aux lieux par un système de symboles et de représentations.

L'intérêt de la géographie culturelle réside dans le fait que toute société tire ses explications vitales de la vision du monde qu'elle adopte. Cette vision du monde est une explication de celui-ci, une façon de voir, de l'appréhender. C'est ce qu'on appelle une représentation et toute culture est un système de représentations. Celles-ci se traduisent dans les actes, les discours, mais s'expriment surtout dans les mythologies et plus encore dans les mythes fondateurs, ces récits plus ou moins magnifiés où se lisent les valeurs fondamentales d'une culture et dans lesquels la majorité sociale se reconnaît.

2. Notions de géographie culturelle

2.1. Les géosymboles, marqueurs spatiaux

Au regard de notre interprétation ethnographique de la culture des pêcheurs, la notion de géosymboles est à considérer dans l'étude et la compréhension de l'organisation spatiale des sociétés traditionnelles côtières au Mozambique. Le géosymbole donne sens au monde, il est éthique et métaphysique. C'est la spiritualité d'un lieu ou ce qu'on appelle également l'esprit d'un lieu (BONNEMAISON, 2004).

C'est également un marqueur spatial, un signe dans l'espace qui reflète et qui forge l'identité. Les géosymboles marquent le territoire par des signes qui enracinent les iconologies dans des lieux. Symbole et valeur, le géosymbole produit et construit le territoire. Le mariage icones/géosymboles crée le territoire culturel et donc, à un niveau supérieur, les espaces culturels. « *Un géosymbole est l'empreinte dans un lieu d'une écriture chargée de mémoire* ». *Peuvent être considérés comme géosymboles tout lieu, site, espace, accident naturel, construction humaine, etc, qui donne sens au paysage et par là exprime et conforte l'identité des peuples ou des ethnies* ». (ibid., 2004, p55)

Dans les Quirimbas, la représentation culturelle induit une « géographie sacrée », tissée par une trame de géosymboles qui marquent l'espace et reflètent l'identité territoriale.

2.2. Les îles, des espaces culturels

L'espace culturel est un espace géosymbolique chargé d'affectivité et de significations. Dans son expression la plus forte, il devient territoire sanctuaire, c'est-à-dire un espace de communion avec un ensemble de signes et de valeurs. Lorsqu'il y a correspondance entre une culture spécifique et un territoire particulier, on peut parler d'un espace culturel, ce qui est donc le cas des régions étudiées (îles) qui sont traditionnellement occupées par des communautés de pêcheurs (culture spécifique).

Un espace touristique est-il un espace culturel ? Pas forcément, puisque l'espace culturel ne dépend pas de l'échelle de l'espace vécu, (qui résulte de la somme des lieux fréquentés et familiers (genre de vie), mais aussi des lieux connus, aimés (ou détestés), perçus et représentés) ni de l'ampleur des déplacements. En effet, l'espace vécu des sociétés modernes semble uniformiser et appauvrir l'espace culturel, la modernité tendant à banaliser les lieux et à uniformiser les espaces : aéroports, hôtels, circuits touristiques.

2.3. Mode de vie dans les régions côtières

Nos études de cas font référence aux territoires maritimes formés par les archipels d'îles qui bordent la côte du Mozambique. Nous pensons que géographiquement, ces îles composent une région, qui comme on l'a vu précédemment, est fédérée par une culture identitaire liée à la pratique ancestrale de la pêche et à une histoire de colonisation et de commerce de navigation parallèle.

Il nous semble donc important de resituer ce que sont les entités régionales en géographie. Les régions sont de véritables entités géographiques issues d'une combinaison de lois physiques, biologiques et de réalités humaines. Les régions relèvent parfois comme c'est le cas ici, d'une réalité historique, ce qu'illustre le concept d'identité des sociétés côtières et plus particulièrement des îles au Mozambique.

Des différences régionales découlent un mode de vie, c'est-à-dire le choix opéré par un groupe au sein des éléments naturels pour créer un milieu de vie favorable et au delà construire sa culture (Vidal de la Blache, 1995). Les archipels forment des régions côtières insulaires où l'activité de pêche représente le genre de vie des communautés résidentes.

2.4. Le territoire marqué par le rite

En géographie culturelle, ce qui caractérise au bout du compte le territoire, c'est la présence du rite (BONNEMAISON, 2004). L'humanité traditionnelle, moderne ou post moderne, vit au moyen de rites qui révèlent ses hiérarchies, expriment ses valeurs et confortent ses croyances, même lorsqu'elle se pense en dehors du religieux. Or le rite a besoin de lieux sacrés et inversement les lieux ont besoin de rites : le territoire réunit, dans un réseau de hauts-lieux, les géosymboles identitaires et politiques qui agrègent les communautés humaines. Ainsi peut-on parler de territoire maritime pour les communautés de pêcheurs au Mozambique. En effet, le territoire maritime est formé par une toponymie spécifique des lieux marins et composé par des géosymboles reconnus par l'ensemble des pêcheurs qui l'exploitent. De plus, la pratique de rites et de coutumes liées aux pratiques de pêche est une forme de cohésion et de gestion territoriale. J.P. Raison (1977)¹⁷ parle de « sociétés géographiques » pour les groupes qui n'arrivent pas à se penser sans référence au territoire sur

¹⁷ Raison J.P., 1997, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », Annales, E.S.C., n°3, pp412-432

lequel ils vivent. Cela traduit la logique profonde de leur identité et la manière dont elle est intimement et indissolublement liée à des espaces spécifiques. En ce sens, les communautés de pêcheurs qui peuplent les archipels considérés forment des sociétés géographiques.

En bref, l'idée de territoire réunit plusieurs directions de recherche. Le territoire est au confluent de l'anthropologie et de la géographie. C'est bien un nouveau paradigme qui répond à un certain nombre de fonctions géographiques, sociales et politiques, mais dont les raisons vont au delà : elles s'inscrivent dans l'univers de la mémoire, des représentations et des valeurs.

3. La géographie culturelle appliquée aux études de cas : Exemple de la région Nord des Quirimbas ou l'étude des géosymboles

Les études de géographie culturelle sont rares au Mozambique et inexistantes concernant nos études de cas. Nous avons voulu ici apporter une contribution à l'étude de l'espace culturel des communautés d'Ibo et de Quirimba. Nous avons fait appel aux connaissances et à la mémoire des habitants, notamment celles du Chef communautaire du *bairro Cimento* d'Ibo, afin de recueillir des informations qui n'ont jamais été écrites jusqu'à maintenant et qui pourraient rapidement disparaître sous l'influence du processus de changement culturel lié à la mondialisation. L'activité touristique, plus particulièrement, peut amener à transformer, faire disparaître ou au contraire revaloriser les géosymboles qui composent le paysage culturel de communautés. Il serait important que ces informations soient reportées dans le plan d'aménagement du parc national des Quirimbas, car elles font partie de la connaissance de l'Environnement des communautés.

3.1. Le banc Saint Lazare (Banco Sao Lazaro)

Ce banc de sable se situe à 100 km au large environ de l'île d'Ibo. Ce site est considéré comme sacré pour la population locale car de nombreuses légendes existent à son sujet. Etant aujourd'hui visé par le tourisme comme un haut spot de pêche récréative, nous avons voulu en savoir plus concernant les croyances locales.

D'après un pêcheur renommé que l'on a pu questionner, il existe là-bas des poissons de grande taille (au minimum 50-100 kg) qui peuvent être capturés, mais le site reste très dangereux à naviguer. Les anciens de la communauté racontent que ce banc était auparavant une île habitée, où il y avait des maisons, puis elle aurait mystérieusement disparu, les habitations ayant sombré au fond de la mer. Depuis, on dit qu'il existe un animal à sept têtes, nommé localement *Anass*. On trouve aussi de l'Ambre sur le site en profondeur, qui d'après la légende, serait en fait les excréments de la bête...

Beaucoup de pêcheurs ont déjà trépassé sur ce site, c'est pourquoi il est autant respecté par les communautés. Pour les locaux, ces dires ne sont pas des histoires mythifiées, car certains en sont revenus pour témoigner. Quand nous demandons à ce pêcheur expérimenté ce qu'il pense des touristes qui vont là-bas pour pêcher, il me dit qu'il a peur pour eux, « *qu'ils ne savent rien* ».

3.2. La petite île N'Nawe

N'Nawe est le nom donné localement à la petite île proche de Matemo. C'est une île à vocation spirituelle puisqu'elle correspond au refuge des esprits. Les gens de l'archipel s'y rendent en pèlerinage pour demander des choses aux esprits génies appelés *magins*, cette pratique faisant partie du système culturel des communautés locales. Ils doivent pour cela

promettre de revenir pour payer ou donner une récompense en guise de gratitude aux esprits. « *Mais si tu ne reviens pas une fois que ton vœux est exaucé, tu auras la malchance sur toi* ». Cette pratique spirituelle est très répandue dans les communautés d'Ibo, Quirimba et Matemo.

3.3. La pierre magique *Mwenhe* (île d'Ibo)

En enquêtant sur les marqueurs spatiaux de la culture locale de l'île d'Ibo, nous avons été conduit au site marqué par la présence d'une pierre magique nommée *Mwenhe*, qui veut dire « mon mari » en kimwani, la langue locale. Il se situe dans le nord de l'île à travers les cultures de manioc. Quand on emprunte ce chemin et qu'on passe près de la pierre, on doit jeter une feuille dessus ou à proximité pour ne pas se perdre. En effet, si on oublie de le faire, un esprit appelé *Guira* nous possède et nous fait perdre la tête. Cela peut être très dangereux, plusieurs personnes en sont d'ailleurs mortes, perdant conscience des lieux et des choses. Mais cela n'est pas fréquent, ça arrive parfois. Le chef communautaire nommé Salimo nous dit que jusqu'à maintenant ce petit rituel de passage est respecté par la population. Poussé par la curiosité de l'histoire, nous avons donc voulu savoir si ce lieu existait vraiment et surtout si ce site faisait toujours partie du système culturel de la communauté au point d'en respecter la coutume. Nous avons donc enquêté pour retrouver ce lieu perdu dans la brousse et effectivement à côté de la pierre se trouvait un gros tas de feuilles sèches mais aussi fraîches, ce qui prouve bien que cette croyance est toujours d'actualité. Nous avons bien sûr laissé une feuille aussi et pris une photo, exposée ci-dessous.



Figure 6-Photo de la pierre *Mwenhe* d'Ibo (CLAQUIN, 2007)

*Au premier plan on peut voir le tas de feuilles, comportant des végétaux secs et d'autres encore verts, ce qui traduit une pratique du rite fréquente et régulière. Au second plan se situe la pierre *Mwenhe* marquée par une flèche.*

L'intérêt de connaître l'existence de tels lieux est pour nous primordial dans un contexte de développement touristique où les étrangers rachètent de nombreuses parcelles de terrain. En effet, l'usage des sols n'est pas recensé partout dans l'île et la cartographie reste très pauvre encore à l'heure actuelle. Le but est donc de compléter les cartes existantes par des apports personnels d'information culturelle, afin d'éviter si possible des situations conflictuelles entre tous les acteurs du développement. Dans de nombreuses îles où le tourisme s'est développé, l'espace touristique vient se superposer à l'espace culturel originel,

laissant peu à peu oublier par imposition foncière les géosymboles qui construisaient autrefois le territoire.

3.4. Le baobab « *lamba Odi* »

Certains indicateurs ou personnes ressources nous ont livré de nombreuses informations sur la culture, le mode de vie, la façon de pensée des gens de l'île d'Ibo.

On nous a également aidé à localiser les sites sacrés notamment le *lamba odi* (en kimawani : *lamba/baobab et odi/s'il vous plait*). Comme le montre la photo ci-dessous, c'est un baobab majestueux, qui est vénéré comme un dieu. Autrefois c'était un lieu de réunion, puis au cours du temps les gens ont fini par s'y rendre pour faire des invocations quand ils manquaient de quelque chose. Par exemple, on y réalisait la cérémonie d'invocation de la pluie. Tous les gens habillés de blanc tournaient autour du baobab avec des encens en jetant du mapira (genre de riz). Seuls les gens liés à la magie (féticheurs ou/et *currandeiros*) pratiquaient ce rituel, pas la communauté entière. Aujourd'hui, la pratique tend à s'essouffler, mais il semblerait quand même que le site soit encore fréquenté par des gens de magie.



Fig 7-Photo du baobab « *Lamba Odi* » d'Ibo (CLAQUIN, 2007)

A proximité du baobab sacré, des restes d'encens, des grains de riz, des bouteilles d'alcool vide ont été identifiés ce qui montre que le site est encore fréquenté et qu'il fait l'objet de rites.

Une des raisons du relatif abandon des pratiques culturelles de ce site est la proximité du terrain de l'aéroport, représenté comme un espace moderne et étranger par la population locale. Le fait de traverser la piste d'aéroport pour se rendre au site sacré implique un changement de valeurs de l'espace vécu qui se traduit par une baisse de croyance du pouvoir du géosymbole (ici l'arbre baobab). En effet, pour la population locale, la présence des étrangers (les blancs entre autres) dénature la sacralité du site et de surcroît transforme la perception que les locaux se faisaient du lieu. Les valeurs que véhiculent la modernité ainsi que ses aspects physiques, en l'occurrence ici l'avion, vu comme une machine de fer volante, font fuir les valeurs spirituelles des entités géosymboliques préexistantes, d'où un délaissement à terme du site et de ses pratiques. C'est de nouveau l'exemple d'une surimposition d'un espace touristique (piste d'aéroport) sur un espace culturel plus ancien. Cependant, même si les pratiques rituelles sont de moins en moins fréquentes, l'occasion souvent annuelle ou cérémonial d'honorer leurs croyances en est d'autant plus marquée, car le rite symbolise le lien entre la coutume ancestrale et la modernité contemporaine.

3.5. La tombe de Sharifo sur l'île de Quirimba

Lors de notre séjour sur l'île de Quirimba, nous avons également enquêté sur les croyances culturelles locales. On nous a indiqué l'emplacement d'une tombe (celle de Sharifo) qui représente un lieu de culte. En effet, Sharifo qui était un chef local respecté avait le pouvoir de divination de son vivant et à sa mort les gens ont commencé à se rendre sur sa tombe pour effectuer des demandes personnelles. Autrefois, le site était très fréquenté, mais aujourd'hui les jeunes n'y croient plus et la pratique se fait de plus en plus rare. De plus, un projet de développement touristique d'un sentier à travers la mangrove menacerait l'emplacement de la tombe.



Fig 8-Photo de la tombe de Sharifo, île de Quirimba (CLAQUIN, 2007)

Le tracé d'une voie de passage qui n'existait pas auparavant à proximité de la tombe a, dans ce cas de configuration géographique, modifié peu à peu la valeur de la représentation de ce géosymbole. En effet, la circulation et la fréquentation quotidienne (espace vécu) du lieu ont peu à peu désacralisé l'espace culturel préalable.

L'espace vécu est alors un « espace-mouvement », selon les termes d'A. Frémont, formé par la somme des lieux et trajets qui sont usuels à un groupe. Il s'agit donc d'un espace de reconnaissance et de familiarité lié à la vie quotidienne, ne correspondant pas nécessairement à un « espace de culture ». En effet, on voit par l'exemple de ce géosymbole que l'espace vécu peut dénaturer la valeur d'un marqueur spatial par la répétition de gestes quotidiens et familiers.

3.6. Les ruines coloniales d'Ibo

Les ruines qui jonchent l'île d'Ibo sont des marqueurs spatiaux emprunts de mémoire, qui symbolisent le colonialisme et les activités honteuses du passé. En effet, de nombreuses ruines de maisons portugaises coloniales sont les vestiges d'événements dramatiques relatifs à l'histoire de l'île. La forteresse et la maison voisine du gouverneur « La Vila Ruben » sont des vestiges de cette histoire esclavagiste très dure qui a sévi dans les Quirimbas durant des siècles.



Fig 9- Photo d'une ruine de maison coloniale, Ibo Fig 10-Photo des canons du fort St Jean-Baptiste d'Ibo,(Claquin, 2007)

La photographie de gauche montre les ruines d'une case coloniale située dans le Bairro Cimento comme la plupart des cases portugaises de l'époque. Les ruines sont parfois investies par des familles très pauvres, qui n'ont pas les moyens de s'installer ailleurs. A droite, on peut voir les canons du fort Jean Baptiste d'Ibo qui symbolise la déportation des esclaves depuis les Quirimbas.

Pour la population locale, ces sites en ruine correspondent à des géosymboles, puisqu'ils sont l'empreinte de la mémoire de leur passé dans l'espace qu'ils occupent. On a pu constater d'ailleurs, que l'espace de vie des communautés résidentes ou le lieu de déroulement des activités quotidiennes, ne correspond pas du tout à la partie de l'île où sont situées ces ruines. Au contraire, la partie de l'île comprenant la majeure partie des vestiges du fort est largement dépeuplée et les locaux ne font qu'y passer pour accéder à d'autres sites de l'île (de pêche notamment). On peut traduire cela par un refus d'humaniser le lieu du fait de la représentation symbolique trop forte qu'il connote (leur passé d'esclave en l'occurrence). Par ailleurs, depuis la classification de l'archipel en zone de protection, la majeure partie des ruines d'Ibo a fait ou fait l'objet de travaux de rénovation à vocation touristique. Des investisseurs étrangers (français, espagnols, suisse) ont racheté les vieilles maisons coloniales pour en faire des petits hôtels ou des pensions touristiques. L'édifice du fort, dont le plan des remparts a une forme d'étoile, est aujourd'hui un musée abritant des souvenirs historiques, qui accueille les touristes pour une visite guidée payante dont les bénéfices sont redistribués à la communauté.

Ainsi, le tourisme en modifiant le sens de ces lieux chargés de valeurs négatives réconcilie la population avec son environnement, effaçant le traumatisme visuel de la mémoire collective. Le tourisme peut avoir dans ce type de cas un pouvoir régénérant sur l'espace en créant de nouveaux lieux. Le tourisme investit des lieux existants et en produit de nouveaux, adaptés à ses besoins (M.I.T., 2002).

A Quirimba, où le pouvoir colonial n'a au final pas perduré longtemps, quelques ruines subsistent encore et symbolisent le passé de souffrance des ancêtres des habitants.



Fig 11- Photo d'un géosymbole témoignant du passé colonial de l'île de Quirimba
(CLAQUIN, 2007)

A l'intérieur de la ruine, des traces de sang témoignent des sévices de tortures infligés aux esclaves. Comme à Ibo, l'espace où se situe la ruine est totalement désert, ni habitation, ni activité humaine. Chargé de mémoire lourde et déshonorante culturellement, l'espace est ainsi déconsidéré volontairement par la population, vidé de valeurs et de fonctions.

INTRODUCTION PARTIE II :

Les îles au cœur de la pêche, du tourisme et du pétrole : quel développement pour les communautés ?

Le premier chapitre s'intéressera à l'état de la pêche artisanale, activité dominante des communautés côtières. La pêche artisanale représente la première source alimentaire pour les communautés rurales mais aussi urbaines et représente 70% de la production nationale.

La pratique de la pêche est de plus l'élément de conflit actuel entre les opérateurs touristiques, les institutions avec les plans d'aménagement des parcs nationaux et les communautés locales. Nous retracerons l'histoire de la pêche artisanale au Mozambique pour comprendre l'évolution des pratiques de pêche traditionnelles et apporterons des connaissances sur les pratiques culturelles liées à la pêche, comme les rites et cérémonies de protection et le type de gestion établi traditionnellement dans le partage des ressources. Le but est de mieux comprendre l'organisation sociale des communautés des pêcheurs pour que leur système culturel ne soit pas oublié dans les plans de gestion actuels établis par le gouvernement et les associations coopératrices (WWF). A l'exemple d'une monographie d'une communauté de pêcheurs (île de Quirimba), nous exposerons l'organisation socio-économique traditionnelle.

Le second chapitre retracera l'évolution de l'activité touristique depuis son apparition sur le territoire mozambicain, en apportant quelques chiffres et perspectives actuelles, même si les statistiques fiables sont loin d'être faciles à trouver.

Le cadre institutionnel avec la mise en place du Plan Stratégique de Développement du tourisme sera analysé. Nous replacerons le rôle des différents acteurs du tourisme au Mozambique, du niveau central au niveau local.

Puis la mise en tourisme des îles sera qualifiée selon le type d'espace touristique qu'elles présentent. Nous verrons que la mise en tourisme des archipels s'est faite grâce au processus de mise en conservation impulsé par les organismes internationaux.

A l'exemple de Vilanculo, nous montrerons un cas de restructuration économique spatiale par le tourisme.

Le troisième chapitre apportera une réflexion sur l'enjeu d'une exploitation pétrolière dans les zones côtières du Mozambique, en rappelant les impacts pour l'environnement. Les îles des archipels, qui sont pourtant situées dans des îles protégées, se retrouvent au cœur des zones de prospection pétrolière concédées par le gouvernement à des entreprises étrangères. Menaçant l'activité de pêche et ainsi la vie des communautés locales, comment le gouvernement compte-t-il gérer la situation ? La population a-t-elle conscience de la situation et de ses conséquences ? En nous basant sur une enquête d'opinion, nous tenterons de porter la voix des communautés rencontrées.

CHAPITRE I

Le secteur de la pêche artisanale au Mozambique : état, fonctionnement et enjeux

Le Mozambique présente un contexte géographique propice au développement du secteur de la pêche, les zones côtières s'étendant sur plus de 2700 km depuis le fleuve Rovuma (frontière septentrionale avec la Tanzanie) jusqu'à la Pounta do Ouro (frontière méridionale avec l'Afrique du Sud) et forment une Zone Economique Exclusive (ZEE) de 562 000 km² (FAO, 2003). Avec plus de 40% de la population implantée sur le littoral, la pêche artisanale constitue la première activité économique des communautés côtières qui en tirent principalement une subsistance alimentaire.

Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à l'étude de la pêche artisanale et de ses pêcheurs car elle représente l'activité principale des communautés qui sont l'objet de notre étude de terrain.

L'état des ressources de pêche a été reconnu en baisse par l'ensemble des institutions en charge de l'étude du secteur, ainsi que par l'ensemble des pêcheurs interrogés dans différentes études sur le sujet, dont la notre. Quelles sont raisons du déclin de la production artisanale au Mozambique ? Comment le gouvernement opère-t-il pour revaloriser le secteur face à l'ampleur de la pêche industrielle dominée largement par des compagnies étrangères ?

I. La pêche artisanale au Mozambique, une activité indispensable

1. Les types de pêche

Il existe 3 types d'activité de pêche au Mozambique : la pêche industrielle, la pêche semi-industriel et la pêche artisanale ou traditionnelle.

La pêche commerciale représente la grande industrie, composée d'entreprises étrangères utilisant des techniques de pêche de pointe et de petites entreprises dominées par des capitaux mozambicains (IDPPE, 2002). Leur production est destinée à l'exportation et leurs activités se basent principalement sur l'exploitation des ressources de fortes valeurs comme les fruits de mer et les poissons de fond. Les principaux marchés pour l'exportation sont l'Europe (62%), le marché régional (Afrique du Sud, Zimbabwe, Malawi-25%) et l'Asie (Japon-12%).

La pêche artisanale constitue le secteur de pêche le plus important au Mozambique, avec plus de 70% de la production halieutique (INE, 2007) et de nombreux emplois générés. Elle n'offre que peu de production pour l'exportation, mais représente l'approvisionnement pour le marché national.

La pêche artisanale présente une structure strictement horizontale, ce qui veut dire que chacun se spécialise dans une activité particulière. De ce fait elle englobe la participation de nombreuses personnes et génère ainsi de nombreux emplois et revenus pour la population locale.

Par ailleurs, le Mozambique n'a aucune tradition de pisciculture mais cette activité commence à se développer. Après beaucoup d'années de recherche et de formation dans ce domaine, le marché de l'élevage de crevettes commence à prendre de l'ampleur. De plus les algues sont également cultivées à des fins commerciales d'exportation vers les marchés asiatiques. Cette activité est par ailleurs proposée aux pêcheurs dans certaines régions comme alternative à la pêche artisanale et présente donc un potentiel de reconversion économique notable (Ministère des Pêches, 2006).

2. La production de pêche artisanale

	QUANTITES (TONNES)			
	2003	2004	2005	2006
Total	67 074	60 379	57 747	63 968
Crabes	356	202	161	175
Poissons	57 759	51 908	50 024	57 457
Crevettes	5835	3783	4555	1367
Céphalopodes	389	255	239	247
Requins	429	268	893	776

Fig 12- Tableau d' estimation de la pêche artisanale (2003-2006) d'après le Ministère des Pêches et la Direction Nationale de l'Economie

Le tableau montre une baisse de la production sur la période considérée à part en 2006 où certaines régions (Pebane) ont enregistré un record au niveau de la quantité des captures (INE, 2007). On peut voir qu'en globalité les ressources de haute valeur comme les crustacés sont en baisse. La diminution des ressources peut être imputé à différents facteurs. Tout d'abord, d'une manière générale, elle est liée à l'impact de la pêche industrielle d'exportation qui exerce une forte pression de pêche dans le Canal du Mozambique. Les types de produits comme les fruits de mer sont destinés aux marchés occidentaux et asiatiques. Le développement récent des relations politiques entre le Mozambique et la Chine traduit l'intérêt pour de nouvelles espèces comme le requin qui n'étaient pas pêchées auparavant par les pêcheurs traditionnels. L'installation de négociants chinois au Mozambique a ouvert un nouveau marché, au détriment de la conservation des populations de requins et plus généralement de la biodiversité marine.

Par ailleurs, concernant les espèces de poissons de grande taille, bien que les flottilles nationales ne soient pas directement engagées dans l'exploitation de la pêche au thon, le Mozambique a accordé des licences à des compagnies de pêche étrangères pratiquant la pêche hauturière sur la base d'accords commerciaux. Les recettes tirées des licences constituent les bénéfices économiques de cette pêche.

3. Gestion de la pêche artisanale : le principe de co-gestion

Au Mozambique, la gestion de la pêche est centralisée et hiérarchique alors que la capacité du gouvernement en terme de ressources humaines pour le secteur est très faible. En effet, seulement 40 inspecteurs de pêche sont délégués à la tâche, il n'y a pas de bateaux qui patrouillent alors que la côte s'étend sur plus de 2700 km, il n'y a pas de formation au métier d'inspection et les salaires des fonctionnaires sont très bas (JOHNSTONE 2004). Actuellement, le contrôle se fait par un système de licences délivrées par le Ministère des Pêches qui est représenté au niveau local par la Direction Provinciale des Pêches.

Dans le cas du Mozambique où les communautés agricoles et pêcheuses sont majoritaires de l'ensemble de la population, le principe de co-gestion fournit des instruments pour le développement d'initiatives locales pour l'exploitation durable des ressources, ce qui peut faciliter : le partage du pouvoir de gestion et de conservation des ressources naturelles, la participation de la communauté locale, la légitimité et l'opportunité d'introduire des initiatives basées sur le partenariat avec le secteur privé (DANIEL, 2005). Dans ce contexte, les partenariats sont vus comme une stratégie pour la réduction des conflits qui existent entre les différents intervenants dans le processus de gestion des ressources.

En 2003, un projet de développement de la pêche traditionnelle d'un montant de 25 millions de dollars US financé par la Banque de Développement Africain fut approuvé. Le projet comprend l'archipel entier des Quirimbas et est géré par l'IDPPE. Son objectif est notamment d'encourager le principe de cogestion dans le contrôle des ressources, mais les arrangements établis se concentrent essentiellement sur le développement des aires protégées (sanctuaires) et de l'activité touristique. Les pêcheurs traditionnels qui ne sont pas impliqués dans les projets touristiques et de conservation et qui vivent dans les zones des Parcs Nationaux sont mécontents car le zonage du parc perturbe le circuit commercial des ressources de pêche établi jusqu'à lors.

4. Les types de pêcheurs existants dans la pêche artisanale

Dans les provinces de Cabo Delgado et d'Inhambane, 4 type d'artisans pêcheurs ont pu être identifiés (IDPPE, 2001) naviguant avec 3 types d'embarcation:

- les pêcheurs solitaires, individuels, sans bateau ;
- les pêcheurs disposant d'un monoxyle pêchant soit à la ligne soit à l'aide d'autres engins ;
- les pêcheurs disposant d'un grand bateau et qui emploient un ou deux membres de leur famille, des amis ou voisins ;
- les pêcheurs qui, ayant un grand bateau, utilisent des filets et emploient une main d'œuvre salariée ou semi-salariée.

Ces différents types de pêcheurs sont regroupés en 3 grandes catégories :

- les petits pêcheurs à pied,
- les pêcheurs individuels et les pêcheurs artisans,
- les patrons de pêche.

Une carte de recensement des pêcheurs par province et des types de pêche est présentée en annexe de la thèse.

4.1. Les petits pêcheurs à pied

Pour ces pêcheurs, l'activité de pêche a un caractère occasionnel, dépendant du cycle des marées car elle se pratique à marée basse. Les captures concernent essentiellement les coquillages comestibles du type palourde, crabes et huîtres notamment. A Bazaruto la récolte d'huîtres présente un caractère historique et fournit aujourd'hui un support alimentaire à de nombreuses familles. La production reste par ailleurs difficile à évaluer (IDPPE, 2004).

Nous avons eu l'occasion de visiter une famille productrice d'huîtres et d'évaluer le processus commercial local établi. Elles sont séchées au soleil et mises en sac, puis sont vendues sur le continent dans les marchés de la côte. Ce produit est très recherché par les mozambicains mais restes difficiles à trouver sur les marchés de grandes villes du fait de sa faible production.

Les pêcheurs qui n'ont pas d'embarcation et qui récoltent à pied sont souvent les femmes, les enfants, les anciens pêcheurs fatigués. La production est destinée à l'autoconsommation, les éventuels surplus étant vendus dans les circuits de commercialisation (le plus souvent informel).

4.2. Les pêcheurs individuels

Ce groupe représente la majorité des pêcheurs rencontrés sur le terrain. Leur embarcation permet d'assurer une pêche quotidienne fournissant à la cellule familiale le principal support alimentaire et financier par la revente de quelques poissons.

La production étant faible, les pêcheurs n'arrivent pas à économiser l'argent gagné par la vente du poisson pour réinvestir et se cantonnent alors (souvent toute une vie) dans une situation économique immuable.

4.3. Les patrons

Devenir « patron », comprenons par là « être propriétaire », est le but de tous pêcheurs. En effet, « ceux qui détiennent un ou plusieurs bateaux sont considérés comme des personnes de statut supérieur » pouvant employer directement et indirectement une vingtaine de personnes. Les patrons de pêche des communautés côtières sont de véritables entrepreneurs, des commerçants. Le rôle et l'importance sociale qui tient dans la communauté dépendent du niveau d'investissement dans l'activité de pêche, puisque « plus l'investissement est important et plus le revenu procuré au propriétaire permet de monter dans la hiérarchie sociale »¹⁸

4.4. Les embarcations et les instruments de pêche

Le parc d'embarcations est caractérisé par une certaine diversité de types d'embarcations, bien que des différences semblent exister suivant les régions.

Les principaux types recensés sont : les pirogues monoxyles (*canoas*), les embarcations à coque bordée (*chata*) et les embarcations à fond plat (*lancha*).

A bord d'un voilier de pêche, on trouve habituellement un équipage type composé au minimum de 3 personnes : le capitaine (*naôda*), son adjoint (*sarangue*) et un marin.

Le partage des bénéfices de pêche est la forme dominante de rémunération. Le salaire fixe étant aléatoire et peu connu, deux formes principales de rétribution du travail se distinguent généralement (IDPPE, 2002).

Tout d'abord, la première forme de distribution correspond au partage en tiers. Une partie revient aux pêcheurs qui ont participé à la pêche, une autre au propriétaire du bateau et la troisième au propriétaire des filets.

La seconde forme correspond au partage par moitié de la production, le propriétaire des moyens de production ayant droit à 50% des captures même s'il ne participe pas à la pêche.

Les méthodes de pêche utilisées par les communautés sont artisanales dans l'ensemble bien qu'elles aient beaucoup évoluées depuis l'entrée de la maille de nylon.

Elles incluent des filets de traîne, des filets encerclant, la pêche à la ligne, les pièges et les harpons. Les techniques de pêche utilisées par les pêcheurs au Mozambique sont détaillées plus largement et illustrées par des photographies en annexe de la thèse.

5. Les migrations de pêche

Dans le milieu de la pêche traditionnelle, le processus de migrations des pêcheurs est très important pour conserver l'état des ressources marines et permettent aux espèces de se régénérer. On avait pu analyser l'impact de la sédentarité sur les communautés de pêcheurs Vezo à Madagascar, qui a entraîné peu à peu un épuisement des stocks de pêche. Le trait culturel du nomadisme des pêcheurs est particulièrement marqué chez les communautés traditionnelles qui utilisent des techniques de pêche ancestrales et exploitent les ressources proches de la côte comme celles des lagons notamment. Le déplacement des camps de pêche

¹⁸ [CEASM, 1988 : in CONCEICAO, 1993]

est alors le seul moyen de contrôler l'état des ressources dans les secteurs exploités. Que ce soit au Mozambique ou à Madagascar, la gestion des ressources de pêche est traditionnellement associée au processus de migration saisonnière des pêcheurs.

Mais, la pression démographique croissante dans les zones côtières a entraîné la sédentarisation des communautés de pêche et fait naître une concurrence de productivité entre les zones de pêche. Les migrations saisonnières ont commencé à provoquer des conflits d'usage des ressources dans certains secteurs. Nous développerons plus tard le cas avec l'exemple de la situation présente dans l'archipel des Quirimbas.

Par ailleurs, deux types de migrations peuvent être ainsi pris en compte dans l'analyse des flux de pêcheurs le long des côtes du Mozambique (IRD, 1999) : les migrations d'unité de pêche le long du littoral et les migrations de populations des régions de l'intérieur vers le littoral par reconversion saisonnière pour fournir de la main d'œuvre dans le secteur de la pêche artisanale. Malgré la prise en compte des phénomènes migratoires des unités de pêche par les autorités, les études qui les quantifient et les qualifient sont pratiquement inexistantes. Pourtant le problème des pêcheurs migrants se fait largement ressentir dans certaines régions, notamment le nord dans l'archipel des Quirimbas, comme nous le verrons dans la troisième partie.

La connaissance des phénomènes migratoires et des pratiques qui leur sont associées est très utile car toute intervention dans le secteur tend à susciter des phénomènes de polarisation économique et spatiale qui ne peuvent qu'être amplifiés par la mobilité des pêcheurs.

Celle-ci apparaît comme un recours traditionnel à la variabilité saisonnière des ressources marines, mais également à certaines mesures de gestions locales, comme la fermeture temporaire des sites de pêche (comme cela se pratique pour la pêche à la senne de plage dans la région d'Inhassoro).

Par ailleurs, les migrations des unités de pêche peuvent entraîner certains conflits au sein des communautés qui occupent l'espace côtier entre pêcheurs locaux résidents et pêcheurs migrants. Diverses études ont montré que les pêcheurs migrants sont parfois considérés comme des pêcheurs opportunistes, voire des prédateurs qui ne sont pas concernés par la conservation des ressources, comme c'est le cas dans le parc national des Quirimbas. Les situations de surpêche ou de concurrence pour l'accès au marché peuvent alors provoquer des conflits ouverts entre les différents groupes de pêcheurs considérés. Les migrations doivent donc être prises en compte dans les mises en place actuelles de dispositifs de cogestion. Une des voies à exploiter semble être l'intégration des migrants dans les systèmes de cogestion (PNQ, 2002). L'analyse des modalités des migrations permet aussi d'obtenir des informations sur les systèmes locaux d'accès aux espaces de pêche et aux ressources.

Avant d'entreprendre une étude quantitative, il est nécessaire de disposer d'une typologie des mouvements migratoires. D'après la bibliographie sur le sujet en Afrique, plusieurs critères sont à prendre en compte pour établir une typologie des migrations de pêche (IRD, 1999).

Tout d'abord, la durée et la périodicité des déplacements est importante. Il existe différents types de déplacements selon la durée, pouvant aller de quelques jours jusqu'à une saison de pêche entière avec installation dans des centres de pêche.

La nature individuelle ou collective de la migration est également à prendre en compte car les migrations peuvent être le fait de pêcheurs individuels cherchant des opportunités économiques parfois sans équipement propre ou d'unités de pêche (équipage et équipement de pêche).

Le mode de résidence des pêcheurs dans les zones d'accueil est également à connaître.

Il peut s'agir de simples campements de fortune non permanents (cas des îles non habitées des îles du nord des Quirimbas) ou alors d'implantation de quartiers de pêcheurs migrants qui tendent à être occupés d'année en année et témoignent parfois d'une volonté d'emprise dans la région de destination, voire d'intégration au sein des villages côtiers (cas des pêcheurs migrants installés sur l'île de Quirimba).

Comme dans d'autres régions du monde, les migrations de pêche mettent en relation des formes d'organisation économiques et des stratégies différentes pour répondre à l'équilibre de leur environnement. Le gouvernement, en ne se préoccupant pas de l'approche traditionnelle de la gestion de l'environnement établi par les communautés de pêcheurs, a imposé des modèles de gestion venus de pays étrangers inadéquates. L'exemple des parcs marins illustre cette volonté de créer une gestion calée sur un modèle importé.

La gestion des parcs marins et de la pêche artisanale faisant partie plus largement de la gestion intégrée des zones côtières, nous exposerons ensuite l'état de celle-ci au Mozambique, afin de resituer plus largement la gestion de l'environnement marin.

II. Gestion gouvernementale de la pêche

Le secteur de la pêche a subi un long processus de réformes institutionnelles depuis l'indépendance. L'état ayant reconnu l'importance de la pêche dans le développement économique national, il porte actuellement l'accent sur l'organisation de l'administration des pêches en vue d'assurer la gestion et la croissance du secteur. C'est ainsi que plusieurs structures institutionnelles ont été créées pour appliquer les réformes administratives du secteur. Le Ministère des Pêches a été établi en 2000, après séparation avec le secteur de l'agriculture. L'efficacité du secteur repose actuellement sur une politique de décentralisation et de création de capacités régionales (Centre Communautaire de Pêche : CCP).

1. Cadre institutionnel, politique et législatif

La base juridique de la pêche est fournie par la Loi sur la Pêche de 1990 et les règlements successifs. La loi établit que les ressources halieutiques sont la propriété de l'Etat qui est responsable de la viabilité des activités de pêche et de la gestion des ressources. Le régime de gestion de la pêche est fondé sur la délivrance de licences, l'allocation de total admissible des captures (ATC) et la régulation de l'accès moyennant les périodes de fermeture de la pêche et des restrictions sur la grandeur des mailles des filets pour les pêcheries d'une importance économique. Un autre régime de gestion pour la petite pêche notamment tend à se renforcer actuellement, celui de la cogestion. Nous reviendrons sur la pratique de la cogestion dans la troisième partie concernant les études de cas.

Par ailleurs, l'aide financière internationale a permis de mobiliser d'autres fonds à investir dans le domaine de la pêche et de l'appui institutionnel. De ce fait, le secteur a été fortement tributaire de l'aide extérieure pour la mise en place du plan stratégique (FAO, 2003).

L'approbation de la loi sur la pêche en 1990 a changé le contexte politique et institutionnel car il était alors impératif que l'exploitation des stocks de poisson existant dans les eaux territoriales du Mozambique soit réservée aux flottilles nationales. Depuis que le gouvernement mozambicain a révoqué ses accords de pêche avec l'ex-URSS et la CE en 1992

et 1993 respectivement, des négociations ont actuellement été établies avec l'Union Européenne et sur le plan régional avec l'Afrique du Sud, la Namibie et l'Ile Maurice.

En dernier lieu, des mesures très sévères ont été prises par le gouvernement sur la base de son engagement à adapter la législation nationale de la pêche aux conventions internationales.

2. Evolution de la pêche artisanale au Mozambique

La pêche de petite échelle au Mozambique et particulièrement la pêche artisanale est marquée par de longues et anciennes traditions et reste profondément insérée dans la culture et les pratiques sociales des populations côtières (LOPES, 1993).

A la période coloniale, la pêche artisanale est caractérisée par l'absence d'une politique de développement du secteur, se maintenant basiquement comme activité de subsistance.

L'histoire du secteur de pêche au Mozambique peut d'ailleurs être divisée en deux phases successives.

L'impact de l'indépendance nationale sur l'activité de pêche

La première phase se situe avant l'indépendance, où la pêche de subsistance prédominait car la pêche industrielle était interdite, les produits étant importés depuis l'Angola ou le Portugal du fait de la politique économique du gouvernement coloniale.

La deuxième phase commence après l'indépendance nationale en 1975, où plusieurs mesures tendant à développer les activités du secteur se mettent en place, comme la formation d'une administration au sein du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et du Commerce. La politique du gouvernement du FRELIMO, dans une première phase de socialisme scientifique va donner priorité à la formation de coopératives de pêcheurs comme moyen de développer plus efficacement cette activité.

Entre 1975 et 1980, on assiste à une baisse de la production dans le secteur de la pêche en générale et plus spécifiquement dans la pêche artisanale qui, avec l'abandon des colons, perdit sa capacité d'importation des matériels de pêche, de l'exportation des crevettes, de reprise des équipements et capitaux, etc. Dans la perspective de modifier cette situation, l'Unité de Direction de la Pêche de Petite Echelle (UDPPE) est créée en 1980, avec la mise en place des centres de pêche (CP) qui favorisent le soutien économique des pêcheurs. A partir des années 80, le système de pêche de petite échelle qui a déjà couvert plus de 100 000 pêcheurs dans tout le pays et 6850 dans la province d'Inhambane (LOPES, 1993), commence à ressentir fortement la conjoncture sociale, politique et économique du pays qui est aggravée par un manque apparent de définition des priorités de développement. En 1987, un Programme de Réhabilitation Economique (PRE) est introduit, provoquant des altérations radicales dans tous les secteurs économiques du pays. L'incompatibilité de la politique du secteur des pêches en relation avec le nouveau cadre économique émergent, aggravée d'une certaine manière par la recrudescence de la guerre, va provoquer la disparition de l'UDPPE et créer l'Institut pour le Développement des Pêches de Petites Echelles (IDPPE). Parmi de nombreuses autres fonctions, l'IDPPE a sous sa responsabilité des projets et actions de planification et de développement, des recensements et des études socio-économiques, visant à tirer plus de bénéfices pour les communautés de pêcheurs menacées par la situation de l'économie de marché en vigueur.

2.2. Histoire de l'évolution de la pêche dans la région Sud

L'évolution du développement de l'activité de pêche dans la région d'Inhassoro peut être divisée en 3 périodes, selon les études de Lopes (1993).

2.2.1. Première période : pêche de type familiale (de la période coloniale jusqu'à fin des années 50)

Cette période est caractérisée principalement par une production destinée à la consommation familiale. Comme les communautés de pêcheurs avaient besoin de varier leur alimentation, ils pratiquaient une petite production complémentaire destinée aux échanges commerciaux sous forme de troc. Ce type de procédé de troc existe encore aujourd'hui dans le secteur de la pêche traditionnelle, où les pêcheurs commercialisent leurs produits contre d'autres, notamment des vêtements et du matériel de pêche.

Durant cette période, la pêche à la ligne de main, à pied ou en canoë, et la pêche à la senne de plage faite manuellement constituaient les pratiques de pêche prédominantes. Les relations familiales (pères, fils et frères) étaient dominantes dans la constitution des équipages des embarcations qui étaient fabriquées alors essentiellement de façon artisanale. Des informations datant des années 50 rapportent également la présence d'embarcations de fibre synthétique appartenant à quelques étrangers.

2.2.2. deuxième période : la période transitoire (de 1950 à 1975)

Cette période est caractérisée par l'arrivée massive d'individus d'origine étrangères, notamment des chinois. Ils possédaient une stabilité sociale et financière supérieure au niveau de vie local, ce qui leur permit de monter un système de réseau de transport de charge pour écouler les stocks de poissons frais et séchés achetés aux pêcheurs locaux et destinés aux centres urbains comme Beira, Chimoio et Maputo. La plupart de ces chinois venaient de Macau et voyaient dans leur installation au Mozambique une alternative pour se libérer du système communiste de leur pays. Par ailleurs, au début des années 60, un anglais nommé Max suivi d'un portugais connu sous le nom de Vasconcelos, introduirent la technique de traîne de plage (senne) mécanique avec tracteur, qui fut rapidement assimilée par les chinois. Cette technique permit l'utilisation de filets de plus grande dimension et de meilleure capacité, qui se refléta dans l'accroissement de productivité et de bénéfices. Avec cette technique mécanique, les chinois acquirent rapidement un statut social et économique qui leur permettaient de contrôler l'activité de pêche dans la région. En 1975, il existaient environ une douzaine de tracteurs utilisés sur la plage d'Inhassoro. Par contre, la majeure partie des pêcheurs africains ne s'adaptèrent pas à cette nouvelle technique, non pas à cause d'une résistance culturelle mais parce qu'elle nécessitait de grands investissements financiers. De plus, les chinois introduirent une nouvelle technique de construction de bateaux, dont le modèle était plus adapté aux caractéristiques maritimes de la région et qui permit un accroissement de la productivité.

Cette dynamique de pêche coïncide avec l'abolition de l'interdiction de pêche de traîne industrielle au Mozambique et permit la formation d'une élite de pêcheurs nationaux, qui comme les chinois, apprirent à investir leur rendement et à s'ouvrir culturellement vers d'autres horizons. Cette ascension de groupes de pêcheurs locaux puissants économiquement fut favorisée par des mariages avec les descendants des chinois.

Par ailleurs, cette période de développement de l'activité de pêche est marquée par l'installation de chambres froides pour la conservation des produits et des réseaux de transport pour leur distribution, ainsi que par l'implantation d'établissements commerciaux, qui garantissent une meilleure possibilité d'acquisition de produits diversifiés pour la communauté. Ce qui entraîna une diminution du rapport de troc au sein des groupes locaux.

2.2.3. troisième période : intérêt pour la pêche artisanale

L'avènement de l'Indépendance Nationale en 1975 fut à l'origine d'une fuite massive du pays des propriétaires privés (surtout étrangers) dans tous les secteurs économiques, du principalement aux discours politiques qui préconisaient l'installation d'une économie socialiste. Cette tendance politique fut confirmée en 1977 où le gouvernement introduit une politique de socialisation et coopérativisation de manière à créer un équilibre économique dans la société et le bien-être pour tous. Les chinois, qui étaient des propriétaires privés qui s'identifiaient aux règles du capitalisme, n'échappèrent pas à ce processus et ne supportèrent pas la nouvelle politique économique du Frelimo qui préconisait la nationalisation des biens privés. La résistance à cette politique de coopératives est due au fait qu'elle émanait de Maputo et non d'initiatives locales. La mauvaise gestion des infrastructures et des fonds résultants de la production collective entraînée par un manque d'expérience d'un coté et par la situation de guerre aggravée à partir de 1981, a mené la politique économique socialiste à l'échec.

Suite à l'Indépendance en 1975, la politique du premier gouvernement mozambicain a consisté dans une première phase à mobiliser les pêcheurs à s'organiser en coopérative de production et à promouvoir la constitution de nouvelles entreprises soit étatiques, soit privées. Avec la création du Secrétariat de l'Etat des Pêches (SEP) à la fin des années 70, le réajustement se trouve complet, étant ainsi possible d'initier une réflexion sur la politique de développement des pêches en général, incluant la pêche artisanale. Au début des années 80, surgit le concept de pêche de petite échelle, de manière à agréger dans une unique stratégie de développement des formes de production comprenant la pêche de subsistance, la pêche artisanale et la semi-industrielle.

Cela prétend donner une perspective de progrès, principalement pour la pêche artisanale, laquelle continue à occuper une position importante pour l'ensemble de la population côtière au Mozambique. Dans l'initiative de promouvoir le développement de la pêche artisanale, des centres d'appui nommés « Combinados Pesqueiros » (CP's), furent créés. Cette dénomination traduit l'idée qu'ils devraient être des entités avec une structure flexible qui se définit en réponse aux nécessités et perspectives de développement local. C'est dans ce contexte qu'au début des années 80 est mise en place l'Unité de Direction de Pêche de Petite Echelle (UDPPE), premier organisme du sous-secteur, qui s'occupe de la gestion des CP's.

L'adoption du Programme de Réhabilitation Economique (PRE), à partir 1987, introduit de profondes modifications dans le cadre du fonctionnement de la pêche de petite échelle. A partir 1989, le SEP a procédé à un premier équilibre des conséquences de la nouvelle situation économique, les premiers ajustements étant introduits notamment : une autonomie croissante des entreprises étatiques dans le respect de la gestion financière, la constitution de sociétés gestionnaires et autres sociétés de capitaux publiques. Ces ajustements se suivirent au fil des années, avec la création de nouvelles institutions et une meilleure précision des attributions déjà existantes. De nouvelles institutions sont créées, notamment l'Institut de Développement de la Pêche de Petite Echelle (IDPPE), la Société de Fond de Pêche (SFP), et le Fond de alimentaire de Pêche (FFP).

Dans les années 90, avec le réflexe des changements conjoncturels vérifiés dans le pays qui coïncident avec la signature de l'accord général de paix en 1992, on assiste dans le secteur de pêche, à de nouveaux changements qui aboutissent à l'extinction du SEP en 1994. En conséquence, la Direction Nationale des Pêches est créée, portant une partie des attributions de l'ex-SEP et parallèlement le Ministère de l'Agriculture et des Pêches voit le jour, subordonnant toutes les institutions du sous-secteur.

A la lumière des secondes élections multi-partistes de 1999, un ministère unique des pêches est mis en place en 2000 afin de matérialiser la politique de pêche et sa stratégie d'implantation.

3. Mesures prises par le gouvernement pour soutenir le secteur de la pêche artisanale

Depuis quelques années, le gouvernement s'efforce de créer des mesures qui viennent en aide aux communautés de pêcheurs traditionnels, notamment avec la mise en place du Plan Stratégique du Sous-secteur de la Pêche artisanale (PESPA).



Fig 13-Carte de localisation des appuis institutionnels à la pêche artisanale en 2007 (d'après le Ministère des Pêches)

L'objectif premier du PESPA a d'abord été d'étendre le réseau de la pêche et de fournir un appui régulier et permanent aux centres de pêche du pays. La figure ci-dessus nous renseigne sur l'implantation des mesures et des institutions actuelles existantes au Mozambique. On peut voir que les provinces du nord qui sont les plus productives en terme de pêche ont vu s'implanter de nouveaux postes d'appui aux secteurs.

En terme de soutien financier, plusieurs tentatives de regroupement des pêcheurs ont été lancées

3.1. Les Conseils Communautaires de Pêche (CCP)

Ils ont été créés afin d'assister les pêcheurs dans l'utilisation et la gestion des ressources de pêche de forme durable. Ils permettent d'établir un cadre réglementaire de la gestion participative dans le secteur de la pêche. Au total en 2007, sont établis 109 conseils communautaires de pêche dans 35 districts. L'augmentation du nombre de CCP dans les provinces de Cabo Delgado et Inhambane peut être mise en parallèle avec la volonté de contrôler les pêches dans les secteurs visés pour le développer touristique.

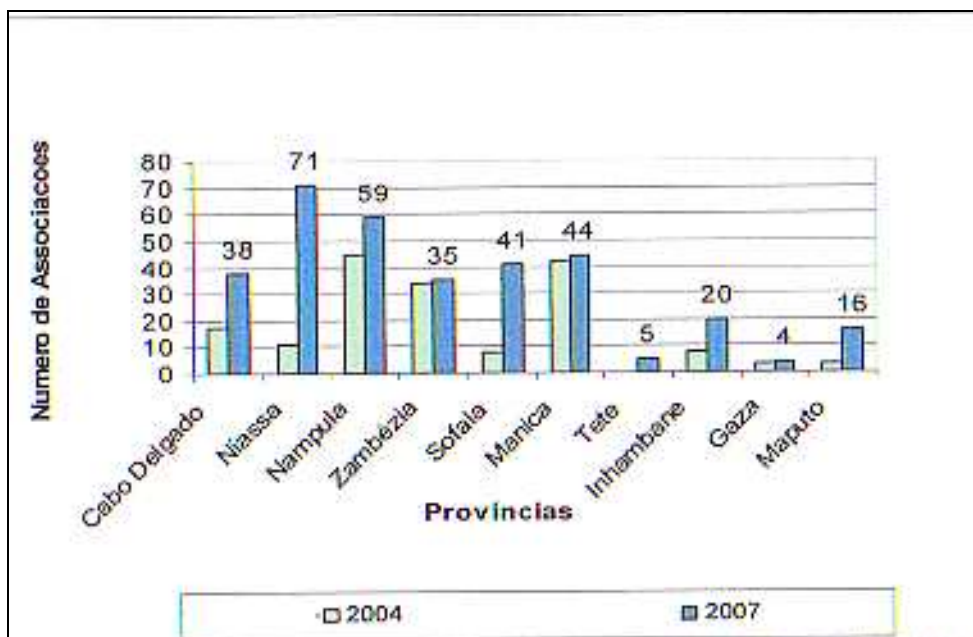


Fig 14-Graphique de l'évolution des Centres Communautaires de Pêche de 2004 à 2007 (d'après le Ministère des Pêches, 2007)

3.2. Les groupes associatifs (CB's)

L'établissement des groupes associatifs vise à créer des formes d'organisation collective des membres des communautés de pêche afin d'améliorer la production, la commercialisation du poisson et la prestation des services. L'évolution du nombre de groupes sur une période de 3 ans montre les résultats positifs et la volonté des communautés à vouloir développer leur opportunité économique par la mise en place d'action collective. Il est clair que ce type d'intervention reste à privilégier dans l'aide au développement et à la réduction de la pauvreté des communautés traditionnelles.

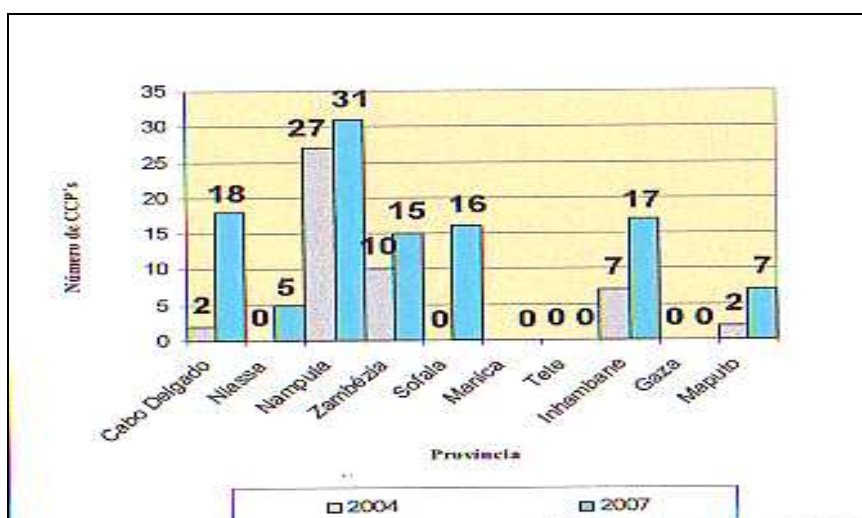


Fig 15-Graphique de l'évolution du nombre de groupes associatifs de 2004 à 2007 (d'après Ministère des Pêches, 2007)

3.3. Les groupes d'Épargne et de Crédit Rotatif (PCR)

Les PCR sont des interventions financières qui visent à développer des alternatives économiques des pêcheurs traditionnels et des membres communautaires. Ils sont très

intéressant pour les populations qui ont du mal à capitaliser pour investir. Ils permettent ainsi de mener à bien des projets, tels que l'établissement d'un petit commerce ou une opération de négociation. De nombreuses femmes de pêcheurs ont ainsi pu profiter de ce type de crédit, leur permettant de s'émanciper financièrement afin de réaliser une micro-entreprise.

	2004	2007
Groupes	97	562
Membres	746	10 856
Femmes	24%	39%
Epargne (1000mtc)	192	7058
Crédito (1000 mtc)	408	8901

Fig 16-Tableau de l'évolution des PCR entre 2004 et 2007 (d'après le Ministère des Pêches)

La contribution du gouvernement dans l'amélioration des conditions financières des pêcheurs est tout de même notable au regard de l'évolution du nombre de groupes sur la période et du montant investi.

Les bénéficiaires ont permis d'investir à la fois dans la pêche avec l'acquisition de bateaux et de filets, et dans les activités de rendement telles que l'élevage de bétail, la fabrication de pain et autres. Ils ont également permis l'amélioration des conditions de vie des communautés.

4. La gestion intégrée des zones côtières

Les programmes de développement de la pêche artisanale font partie plus globalement de la politique de gestion intégrée des zones côtières.

Durant longtemps, la gestion environnementale au Mozambique, dans la perspective des actions de développement, ne présentait pas d'importance aux yeux du gouvernement, se restreignant juste à quelques mesures dispersées sur la conservation des forêts et de la faune sauvage, ainsi que sur la protection du littoral.

La préoccupation de la baisse des ressources de pêche et la question de la protection de l'environnement commencèrent à se faire sentir dans les années 80, avec la création de la Commission Nationale de l'Environnement (CNA) et plus récemment avec la mise en place du Ministère pour la Coordination de l'Action Environnementale (MICOA) qui fut chargé de mettre en place le Programme National de Gestion Environnementale.

Depuis la création du MICOA en 1994, la révision et la reformulation des politiques et lois réglementent la gestion des ressources naturelles en différents secteurs, comme l'agriculture, les forêts, la faune sauvage, la pêche, le tourisme, de façon à assurer un développement soutenable.

Entre temps, il a été observé que les modèles de développement appliqués au pays considérés en voie de développement sont partiels et normalisés, servant les intérêts des pays industriels et de petites élites nationales (MICOA, 2001).

Ces modèles viennent altérer brusquement les diverses formes d'organisation de base de la productivité, provoquant une exploitation rapide et non contrôlée des ressources naturelles et compromettent les potentiels les plus basiques du pays, incluant la production alimentaire et le rendant plus dépendant économiquement et culturellement.

Dans le cas spécifique du Mozambique, encore très dépendant des donateurs internationaux, l'application de tels modèles ont causé des préjudices sociaux, économiques et environnementaux. Quelques exemples peuvent illustrer cette affirmation, comme la délivrance de concessions d'exploitation forestières ou de pêche et plus récemment

pétrolières, qui sont un risque à la régénération de ces ressources naturelles de haute valeur. De grandes concessions localisées sur la zone côtière sont ainsi concédées pour des objectifs parfois non bien définis, et qui correspondent à des espaces humainement occupés et traditionnellement utilisés par des communautés.

Le gouvernement du Mozambique identifia, dans son Programme et Politique nationale de Gestion Environnementale, la gestion côtière comme une aire de priorité d'intervention, prenant conscience que plus de 40% de la population y est installée et que le tourisme s'y développe rapidement.

Le plan de gestion côtière prévoit donc à travers la réalisation d'études, de consultations à la population, d'évaluations spéciales, d'implanter des propositions qui permettent le développement durable du littoral, optimisant la production, conservant la diversité biologique et culturelle et minimisant les conflits entre les diverses activités économiques.

Divers secteurs gouvernementaux sont impliqués dans la gestion des aspects du littoral et de ses ressources. Dans ce cadre, les administrateurs des districts qui représentent la structure du gouvernement implantée au niveau local, jouent un rôle prépondérant coordonnant les différents secteurs avec les communautés locales. Le problème réside dans le fait qu'aucun secteur réellement n'a en charge la gestion côtière uniquement et que l'articulation entre tous ceux qui y sont en relation reste encore très complexe.

En général, les divers secteurs du gouvernement reconnaissent l'Unité de Gestion Côtière du MICOA comme institution coordinatrice de la gestion côtière du pays. Dans l'ensemble, cette institution ne possède pas de pouvoirs législatives.

Au niveau provincial, il n'existe aucune structure gouvernementale qui soit responsable de la gestion côtière. Actuellement, le Ministère de l'Environnement(MICOA) est engagé dans la création de structures provinciales pour la coordination environnementale au sein desquels la gestion côtière sera incorporée. Parallèlement le défi repose dans l'établissement au niveau provincial et local, de comités inter-institutionnels qui incluent tous les secteurs intéressés et affectés.

L'ambiguïté actuelle se réfère au rôle des autorités traditionnelles qui est un aspect important pour la gestion côtière, particulièrement dans les zones lointaines et isolées. C'est d'ailleurs dans ces zones que des agents économiques sans scrupules sont entrain d'ignorer les procédés existants et manipulent les chefs traditionnels au sujet de l'obtention de concessions à forte valeur paysagère (avec vue sur mer par exemple). La préoccupation repose dans la capacité limitée des gouvernements locaux à tenir ses responsabilités. Il est très peu probable que les gouvernements locaux puissent respecter les recommandations dénotées dans la politique de gestion côtière. L'encouragement de l'intégration de la société civile et des organisations communautaire pourrait augmenter les capacités des gouvernements locaux.

Pour le moment, aucun gouvernement provincial n'a chargé de technicien pour être en relation avec les aspects de la gestion côtière. La majorité des autorités locales ne séparent pas les fonctions de gestion côtière avec celle de la gestion environnementale en général. Dans de nombreux cas, incluant les grandes villes, la capacité de gestion est totalement inadéquate. Les autorités sont plus préoccupés avec l'aménagement des villes, le développement économique et assurer les services pour les populations, qu'aux aspects de conservation des ressources, oubliant que l'environnement et le développement sont intrinsèquement liés.

III. Les pratiques culturelles traditionnelles liées à la pêche

Si le gouvernement colonial favorisa la collecte d'informations socio-culturelles sur les différentes régions du pays afin d'entretenir la conscience tribale et ethnique pour mieux dominer, le FRELIMO mis à mal les pratiques traditionnelles locales après l'indépendance, prétendant que l'impérialisme pourrait s'en servir pour déstabiliser le pays.

L'état colonial profita des spécificités culturelles du pays pour consolider sa domination sur le peuple mozambicain à travers le renforcement de la conscience tribale et le maintien des personnes « à tradition », évitant ainsi la prise de conscience patriotique dangereuse pour ses objectifs. A l'inverse, dès que l'indépendance fut proclamée en 1975, le gouvernement marginalisa les spécificités culturelles de chaque région et chaque groupe social dans l'élaboration de ses programmes de développement économique du pays sur la base des fondements du socialisme scientifique (LOPES, 1993). Le gouvernement du FRELIMO, dans son projet de formation de la « nation mozambicaine », fit un effort considérable pour renverser la tendance coloniale, brutalisant les praticiens des traditions ancestrales, ce qui créa par la suite un climat de conflit continu entre les acteurs de la pêche et l'état.

Avec l'avènement de l'indépendance nationale en 1975, les pratiques traditionnelles liées à la pêche, sous forme de rites et cérémonies, commencèrent à être vues comme une attitude d'ignorance, fruit d'un obscurantisme alimenté par le colonialisme portugais. De fait, le Frelimo et son leader rentrèrent dans une lutte contre : « le vieux et ses valeurs négatives qui constituent un poids mortel, les idées traditionalistes, tribalistes, régionalistes, racistes ». Pour le peuple mozambicain, le problème n'est pas de rompre avec « la culture bourgeoise et impérialiste, mais de rompre avec les valeurs rétrogrades de la culture traditionnelle féodale et de l'obscurantisme religieux » (MACHEL in LOPES, p 64,1993).

Ce type de discours provoqua un conflit latent entre les pêcheurs surtout les plus âgés et l'Etat, au point que le non respect des pratiques magico-religieuses après 1975 créa une instabilité qui s'est vérifiée dans tous les secteurs socio-économiques du pays, incluant la pêche.

Un des regulo de la région affirme même que « *l'instauration des groupes dynamisants (GD) en substitution des vrais et légitimes représentants des populations, des terres et des eaux, fut à l'origine du départ des esprits de leurs ancêtres qui entraîna sécheresse et absence de poissons dans la mer* ».

1. Le rite comme moyen de gestion environnementale

Le directeur actuel de l'IDPPE a mené sa thèse en anthropologie sur les pratiques magico-religieuses des communautés de pêcheurs d'Inhassoro (province d'Inhambane)(LOPES, 1993). En relation à l'activité de pêche, le district d'Inhassoro constitue un des centres les plus importants de production, contribuant à l'alimentation du marché de Maputo, Manica et Sofala. De plus, c'est l'unique district de la province qui pratique la pêche semi-industrielle mécanique avec tracteur. Par ailleurs, ce district qui fut affecté par la guerre provoquant la concentration de la population sur la zone côtière à la recherche de sécurité et de nourriture (pêche), présente aujourd'hui de bonnes conditions pour le développement du tourisme.

Il semble clair que le développement du Mozambique passe nécessairement par la reconnaissance des spécificités culturelles de chaque groupe social, région ou communauté, de façon à être prise en compte dans l'élaboration des plans et programmes de développement socio-économique du pays. En effet, concernant la pêche, il existe des habitudes et croyances

séculaires, sous forme de rites et mythes liés à la pratique de cette activité, dont la majeure partie des pêcheurs ont le respect. Certaines communautés de pêcheurs conservent encore des traces d'organisation de sociétés anciennes qui, à côté d'une économie de marché maintiennent des formes non marchandes de concurrence et de troc.

Ainsi il nous paraît important de rappeler certaines connaissances dans un souci d'amélioration de la connaissance culturelle locale.

Lopès (1993) émet l'hypothèse que les croyances magico-religieuses des pêcheurs constituent une préoccupation de donner une interprétation aux phénomènes et établir un certain ordre dans le profit aux ressources naturelles qui sont la base de leur existence. Les rites et les croyances liés à la pêche traditionnelle sont dus au sentiment d'insécurité en haute mer renforcé par la condition précaire des embarcations. Il note qu'au sein des communautés de pêcheurs on rencontre une pensée cosmogonique, où dans de nombreux cas le rite est associé à une interprétation sur l'origine et l'existence des choses, où l'on procède selon ce que les dieux simultanément leurs ancêtres (*tinguluvi*) ont préconisé.

La notion de communauté de pêcheurs dans la région sud du Mozambique doit s'entendre comme un groupe de familles ou non de pêcheurs avec des intérêts communs qui coopèrent de façon plus ou moins organisée, avec des méthodes socialement acceptées par tous. La communauté ne doit pas être vue comme une unité fermée sur l'extérieur, mais comme une unité qui à partir de l'influence culturelle qu'elle reçoit de l'extérieur fait face aux nécessités de subsistance au milieu.

La population du district est Matswa appartenant au groupe Tsonga, peuple de lignage patrilinéaire qui s'occupe traditionnellement de la pêche.

La région d'Inhassoro est peuplée par des familles descendantes des *Vatsonga* qui arrivèrent dans cette région les premiers et dont l'activité principale était la pêche. Ces familles autorisaient traditionnellement, à travers les cérémonies d'évocation des ancêtres, l'exploitation des zones maritimes sous l'influence de leurs esprits à d'autres pêcheurs immigrés. Aujourd'hui encore, les familles des *Vatsonga* viennent en aide aux pêcheurs malchanceux, en vénérant sous forme de culte les esprits de leurs ancêtres pêcheurs pionniers de la région.

Par ailleurs, les églises Méthodiste, Méthodiste Libre, Assemblée de Dieu, 12 apôtres, Dangué, Zione, Catholique et Musulmane sont les congrégations religieuses existantes dans le district. Après 1975, la pratique de la religion locale basée sur le culte des anciens est connotée de superstition et découragée voir même persécutée et la population trouve alors refuge dans les églises. Le Frelimo a favorisé l'adoption d'une culture universelle au détriment de celle régionale, communautaire ou familiale, considérée comme « en retard » et emprunt de superstition.

2 .Principales croyances et pratiques magico-religieuses

2.1. La femme et la pêche traditionnelle

Dans l'ensemble, les femmes au Mozambique n'ont pas un rôle très significatif dans l'activité de pêche, ni dans d'autres activités qui y sont liées (réparation, commercialisation, etc), leur fonction étant principalement agricole. Leur rôle varie selon les régions, résultant d'une dynamique interne à la société ou à la communauté, dans un contexte de passage d'une économie de subsistance à une économie de marché. Pour le cas d'Inhassoro, l'absence de la femme dans l'activité de pêche est due à des croyances et des habitudes séculaires et à la division sexuelle du travail. De ce fait, la majeure partie des pêcheurs d'Inhassoro refuse la

participation active de la femme dans cette activité, affirmant que cette situation constitue le legs des leurs ancêtres et que « s'ils l'ignoraient ils risqueraient leur vie en mer ». « *La femme est destinée à s'occuper du foyer et à pratiquer l'agriculture du fait de sa propre nature, liée au cycle menstruel, qui ne s'accorde pas avec les esprits de la mer* ». ¹⁹

On raconte d'ailleurs que dans les années 50, un pêcheur immigré venu d'Inde s'installa dans la région pour pêcher à l'aide de ses quatre femmes, et repartit de là plus pauvre qu'à son arrivée, ce qui conforta les pêcheurs locaux à penser « *que les femmes apportent malchance dans la pêche* ». D'autres pêcheurs quand à eux affirment que la femme ne peut pratiquer cette activité car elle est très fatigante et dangereuse, et en même temps s'occuper du foyer et des enfants. Quand à nous, la position de la femme dans cette région peut s'expliquer par le fait que les eaux qui baignent la côte à cet endroit sont très violentes et profondes, et que l'activité se révèle donc trop dangereuse pour les femmes. En effet, dans d'autres régions du Mozambique, la participation de la femme reste moins tabou, notamment dans les îles où elles collectent à marée basse. De plus, le type de pêche pratiquée à Inhassoro (senne de plage tirée à la main) ne favoriserait pas non plus leur participation du fait de la force dont elle nécessite. Au final, le problème ne serait en fait pas culturel mais plutôt physique, lié à la nature même du travail. Un vieux pêcheur met d'ailleurs en avant le fait que les embarcations de pêche ne sont pas adaptées au corps des femmes, qui ne peuvent y rester pendant de longues heures, ce que l'activité exige.

2.2. La mort et la pêche traditionnelle

Dans cette communauté, la mort est difficilement vue comme un événement naturel, étant quasiment toujours attribuée aux forces transcendantes du mal c'est-à-dire les féticheurs ou *valoyi*. En cas de mort d'un pêcheur, un rameau de l'arbre appelé *lhambandzaka* est arraché pour purifier l'embarcation et les filets appartenant à la famille directe du défunt. Durant cette cérémonie, on sollicite des esprits protecteurs de la famille pour que le reste de la famille et les ustensiles de pêche ne sont pas atteints par les maléfices envoyés par les *valoyi*. De nombreux pêcheurs ont affirmés que quand la famille n'observe pas ce rituel, les embarcations sont mystérieusement emportées par des vagues ou même détruites par le feu. Quand une mort survient dans la communauté, seuls les relatifs à la famille doivent s'arrêter de pêcher pendant 30 jours, les autres pouvant continuer leur activité. A l'inverse, dans l'activité agricole, tous les individus doivent interrompre leur activité suite à la mort de quelqu'un durant une période 3 jours. On peut expliquer ce rituel par le fait que la terre est le lieu final de repos du défunt.

2.3. Autres mythes liés à la pêche

La plupart des pêcheurs de la région d'Inhassoro pensent qu'après une bonne pêche, il ne faut pas rejeter à la mer les poissons considérés de mauvaise qualité car ce geste pourrait entraîner l'impossibilité de subvenir au besoin de la communauté. Les pêcheurs les plus vieux affirment que la nouvelle vague de pêcheurs qui empêchent les pêcheurs locaux d'exercer leur activité comme ils le veulent exaspèrent les esprits des ancêtres, ce qui rend difficile le fait de vivre de la pêche aujourd'hui.

Les pêcheurs croient également en l'existence de dieux ou esprits de la mer qui obligent le respect de certaines normes. Le plus connu est le *Njongi*, esprit de la mer appartenant aux *Vatsonga* de Bazaruto, qui n'admet pas entre autre des disputes ou des colères parmi les

¹⁹ Propos d'un pêcheur réputé d'Inhassoro, cité par Lopes, 1993

équipages en haute mer, sous peine de risquer de chavirer l'embarcation ou de rentrer sans rien. Lopes (1993) pense qu'à travers cette croyance très ancienne, se manifeste la préoccupation de maintenir une certaine discipline et le respect hiérarchique durant l'activité de pêche en haute mer, de forme à garantir une certaine productivité et aussi d'éviter certaines situations difficiles.

Pour éviter le fureur des esprits *Njongi* ou *Nwamunhame*, autre esprit de la mer respecté par les pêcheurs d'Inhassoro, les équipages emportent toujours quelque chose à jeter en mer, comme un peu de nourriture (*upswa*) ou de boisson (*nipa*), de forme à vénérer les esprits.

Ci-joint le récit de nos enquêtes personnelles récoltées sur l'île de Bazaruto en 2006 :

Les habitants de Bazaruto parlent de l'existence de sirènes ou *njonji*, entités spirituelles qui se manifesteraient sous plusieurs formes. Leur présence à la Punta Manuel est signalée par la levée d'une tempête au dessus de la pointe, provoquant des tourbillons et emportant des bateaux.

On raconte que si quelqu'un a un esprit de currendeiro, il est dangereux quand les sirènes se manifestent car elles peuvent l'emporter en haute mer et le faire devenir currendeiro. Les locaux témoignent d'un homme qui aurait disparu deux ans suite à la manifestation des esprits des sirènes et qui serait revenu ensuite avec de longs cheveux et des pouvoirs spirituels reconnus par la communauté. Il aurait affirmé ensuite avoir tout appris avec les sirènes, notamment leur langage.

Ce qui est frappant, c'est la description des témoins de l'existence des sirènes. En effet, ils parlent de femmes aux cheveux longs à queue de poisson pouvant se transformer en différentes apparences..

Propos recueillis dans la communauté de Sitone sur l'île de Bazaruto, en avril 2006

Il est également rapporté l'existence d'un oiseau, connu localement sous le nom de *cibwere* ou capitaine de la mer (du à son goût pour dormir dans les embarcations), qui apparaît en sautillant d'une seule patte de façon comique. Selon la mythologie locale, il est interdit de se moquer ou de rire de l'aspect comique de cet oiseau, et si cela arrivait, l'embarcation serait emmené au large par les esprits, ou la personne aurait la bouche déformée pour toute la vie. Lopes explique cette croyance par une nécessité locale de protéger cet oiseau qui serait depuis tous temps le meilleur indicateur des fluctuations de la mer, annonçant grâce à ses chants le changement de marée.

Par ailleurs, dans la localité de Ngovane et Lingamo (au nord du district) , il est interdit d'uriner face au nord dans certaines zones de pêche, les esprits locaux pouvant détruire par la suite le campement de pêche par une invasion des eaux ou de macaques.

La récolte des holothuries (*magajojo*) ne peut être faite sans demander l'autorisation aux chefs traditionnels, qui accueillent dans leur corps l'esprit des ancêtres qui lui confère des pouvoirs surnaturels pour avorter tout objectif de celui qui n'a pas respecté les normes traditionnelles établies.

La zone de Molingane est considérée par les pêcheurs locaux comme la zone la plus traditionnelles de la région, où on peut exercer la pêche uniquement dans des zones très restreintes imposées par les chefs et où il est interdit d'insulter quelqu'un.

Lopes explique cela comme le résultat d'une nécessité de préserver les ressources maritimes et les valeurs morales. Les capitaines des embarcations, dans leur qualité de responsable du succès ou de l'échec des activités de pêche, « connaissent la morale traditionnelle » et sont instruits par les curandeiros²⁰ à emporter avec eux des boissons spirituelles (comme *nipa*)

²⁰ les curandeiros sont les sorciers guérisseurs, pratiquant la magie blanche alors que les feticeiros (féticheur) pratiquent la magie noire.

dans une petite bouteille qu'ils déposent toujours sur la proue afin qu'elle fonctionne comme un œil directif et un appât pour les poissons.

Pour finir, on peut dire, que les croyances et les pratiques de ces rites ou coutumes traditionnelles varient selon la tranche d'âge des pêcheurs considérés, les plus anciens étant des fervents adeptes de ces pratiques. Les jeunes pêcheurs quand à eux sont de plus en plus réticent à ce type de croyances, étant largement influencés par les cultures venues de l'extérieur et la religion de l'église.

3. Types de cultes liées à la pêche traditionnelle

Plusieurs rites ou cérémonies ont été recensés dans la région d'Inhambane et on peut certainement penser qu'il existe des types similaires dans d'autres provinces. Par contre, dans les provinces du nord où nous avons enquêté, la religion musulmane a établi d'autres croyances et ce type de pratiques reste largement moins manifesté.

3.1. Muchengue

C'est un culte employé lors d'une demande de licence de pêche dans une aire inconnue, de façon à éviter des problèmes avec les défunts/esprits respectifs du lieu, afin de bénir l'activité du pêcheur qui reconnaît la présence et le contrôle des esprits de la zone. Selon Lopes, cette pratique est encore observée aujourd'hui, consistant à lancer des semences de mil, de mexoeira (*Pennisetum glaucum*), de cacahuètes et d'haricots dans la forêt faisant face à la zone de pêche en question.

3.2. Kupalha

C'est une cérémonie d'évocation périodique des esprits des chefs de site de pêche où se localisent des campements assaillis par la malchance. Dans cette cérémonie, les *Vatsonga*, offrent des aliments à leurs *tinguluvi* (esprits protecteurs) pour obtenir leur bénédiction et ainsi augmenter leur production de pêche. Ces cérémonies sont dans l'ensemble sollicitées par les capitaines d'embarcation et les responsables des campements. Pour la réaliser, les pêcheurs vont tout d'abord se munir de boissons traditionnelles, comme le *nipa*, le *sura* ou le vin qu'ils lanceront en mer lors d'une première pêche. Le lendemain, ils font une seconde cérémonie où ils introduisent des produits alimentaires comme de la viande de chèvre, des poules, du poisson et *upswa* (mil), le tout sans sel et râpé pour que les esprits puissent mâcher. Ils pensent que la viande de ces animaux, les plantes et les graines possèdent des pouvoirs occultes, dirigeables et supérieurs aux êtres humains, c'est pourquoi ils sont donnés aux esprits des ancêtres.

Les chefs traditionnels et les responsables spirituels des zones de pêche sont en général les dirigeants de ces cérémonies orientées par les curandeiros ou *tinyanga* (médecin traditionnel) qui ont des capacités en terme de connaissance ésotérique pour entrer en contact avec les défunts et savoir ce que les descendants doivent ou non faire durant cette cérémonie pour le bien des pêcheurs.

3.3. Mhamba

C'est une cérémonie d'invocation des esprits de la famille du propriétaire de l'embarcation et des filets de pêche. D'après Lopes, cette cérémonie n'est réalisé qu'en cas d'extrême nécessité, quand il y a une maladie constante ou une absence continue de productivité de pêche

3.4. Mpalho ya ti hossi

C'est une *mhamba* pour la reconnaissance et la mise en place d'un nouveau *regulo* ou *hossi* (chef de village), de façon à qu'il obtienne des pouvoirs suffisants pour le bien de la population sous son influence. Cette cérémonie est très sporadique mais revêt une grande importance sociale pour les communautés.

3.5. Mpalho wa mb'imbe

C'est une *mhamba* dirigée spécifiquement pour les embarcations et le matériel de pêche, liée exclusivement à l'activité de pêche. Cette cérémonie n'est pas de caractère individuel, elle se veut donner chance aux bateaux, matériels et pêcheurs en présence. Elle traite des problèmes de *matsoho*, qui est un type de magie utilisée par les pêcheurs entre eux par vengeance ou jalousie, et tente de convaincre les esprits de ne pas abandonner « leurs fils ». Cette cérémonie est typique de la période de réouverture de la pêche, qui est interdite pendant une durée de 4 mois de mai à août chaque année. Le plus âgé de la famille Manga ou Dzivane est le dirigeant de cette cérémonie dans sa zone d'influence, faisant une *kupalha* dans des lieux spécifiques dénommés *magandzeline* (généralement au pied d'un arbre nommé *nkwakwa*), en la présence de tous les pêcheurs qui opèrent dans la zone et grâce à l'aide d'un curandero qui est le porte parole entre les deux mondes, celui des morts et celui des vivants. Durant cette cérémonie, une racine nommée *cipico* est accrochée aux bouées des filets de pêche, servant à attirer les poissons jusqu'au filet en grande quantité.

4. Comment intégrer la culture des pêcheurs dans la gestion gouvernementale ?

Selon les curandeiros enquêtés, même les pêcheurs riches vont les trouver pour réaliser ces types de cérémonies, malgré une non reconnaissance publique de ces faits. L'auteur pense que ce refus d'avouer le recours aux pratiques traditionnelles par les pêcheurs de classe sociale plus aisée est du aux discours de dévalorisation, découragement voir répression de la culture locale mené par le gouvernement après l'indépendance.

Pour comparer les différences de mentalité entre les groupes de pêcheurs présents dans la région d'Inhassoro, Lopes a enquêté auprès des pêcheurs semi-industriels pour connaître leur état de penser sur les pratiques traditionnelles. Ils affirment que la plupart des pêcheurs de faible condition croient et ont recours en ce type de pratiques magico-religieuses qui peuvent donner des bons résultats selon eux, mais cependant que pour leur part ils n'y croient pas. Selon leur point de vue, « suivre la tradition fait que l'homme maintient un retard au monde et aux choses ». Cette interprétation peut s'expliquer par la différence de génération, les nouveaux pêcheurs ne suivant pas la « tradition africaine » et pensant que la magie n'existe pas.

Par ailleurs, cette position des pêcheurs semi-industriels a été fortement contestée par les curandeiros interrogés qui affirment que la majeure partie de ces pêcheurs ont recours à leur service et sont même les meilleurs adeptes de ces pratiques. Cette attitude de mensonge à l'interlocuteur peut être due à la honte d'avouer le recours à ces pratiques du fait que le gouvernement a tout fait pour imposer d'autres références culturelles. Les pêcheurs semi-industriels, qui sont issus des nouvelles générations bénéficiant d'un accès à l'éducation de type occidentale, jonglent entre deux cultures, celle de leur ancêtre et celle que le gouvernement leur a permis de connaître.

Concernant les limites d'une étude sur les pratiques de pêche traditionnelles, on peut dire que malgré de nombreuses informations récoltés par Lopes et par nous même, il est vrai que les locaux ont souvent des réticences à livrer ce type d'informations, ce qui nous laisse penser que la plupart de celles données lors des entretiens ne sont pas totalement exhaustives. En effet, certains individus pensent que ces informations « sont et doivent continuer à rester un secret particulier de chacun, et que si elles étaient divulgués aux étrangers, ils pourraient en profiter à d'autres fins ».

Par ailleurs, l'Etat et ses institutions ne se préoccupent pas du rôle de la culture dans le développement socio-économique du pays. Cette passivité du gouvernement est aggravée par le manque de fonds suffisants pour le financement d'études socio-anthropologiques qui pourraient contribuer à la planification du développement durable des régions et de leurs habitants. Le gouvernement a favorisé le secteur économique au détriment du secteur social et culturel, qui est mis à l'écart de la plupart des programmes. Afin d'éviter les conflits déjà cités auparavant entre l'état et les communautés de pêcheurs, il serait important que le gouvernement commence à comprendre les diversités culturelles de ces communautés grâce à des investigations anthropologiques, qui leur permettraient de savoir entre autre quel est le type d'organisation sociale qui existe dans les différentes communautés côtières.

Comme on a pu le voir précédemment, le recours aux pratiques magico-religieuses par les pêcheurs traditionnels peut être expliqué dans une mesure plus rationnelle comme un soucis de protection et de conservation de leur environnement physique mais aussi sociale. La pratique des rites liées à la pêche permet le respect des normes imposées par la communauté depuis des siècles et symbolise en fait la gestion de l'environnement par les pêcheurs.

On peut penser que ces cultes se développèrent dans un souci de contrôle de l'accès aux ressources marines. Ainsi, l'ouverture sur le développement économique mondial et plus particulièrement sur le tourisme a amené les pêcheurs à transformé leur perception de la mer. Alors qu'elle avait toujours été perçue comme un bien public pour tous, la privatisation des plages et de leur accès a représenté un impact culturel très fort pour les communautés de pêcheurs. Le parc national de Bazaruto, qui fut le premier créé au Mozambique, symbolise le bouleversement culturel des pêcheurs la région d'Inhassoro où il se situe. Le plan de zonage leur a été plus ou moins imposé (malgré une légère contribution) alors que les pêcheurs respectaient le zonage des esprits marins de leurs ancêtres pêcheurs depuis toujours. La situation alarmante des ressources de pêche à l'heure actuelle sont évidemment imposables à effort de pêche important, mais résultent également d'une mauvaise gestion des zones côtières depuis les années 50. Avant cette période comme on a pu le voir, le gouvernement colonial portugais ne s'intéressait pas aux ressources côtières et laissait les communautés de pêcheurs s'organiser selon leurs principes. Après 1950, l'introduction de nouvelles techniques de pêche beaucoup plus destructrices mais également beaucoup plus productrices, ainsi que l'implantation de nombreux étrangers bouleversèrent totalement l'organisation traditionnelle des communautés implantées originellement. Cette période intensive de pêche fut à l'origine de la raréfaction des ressources que l'on connaît aujourd'hui.

Le tourisme, qui s'implanta par la suite, favorise certes la conservation des ressources grâce à la mise en place du parc national et d'un plan de gestion, mais ne réussit pas à prendre en compte le savoir ancestral des pêcheurs. Aujourd'hui 15 ans après l'étude anthropologique de Lopes, nous avons tenté d'enquêter également sur le thème des pratiques traditionnelles liées à la pêche dans l'archipel de Bazaruto. Les résultats nous montrent un désintérêt de plus en plus fort par rapport à la culture de leurs ancêtres, l'ancienne génération (celle qui pêchait dans les années 50) ayant pratiquement déjà disparue. La nouvelle génération formée par les jeunes pêcheurs avoue de pas suivre ces traditions ni même y voir un quelconque intérêt.

Seules les personnes au savoir traditionnel comme les chefs communautaires, regulos ou currendeiros ont pu nous délivrer des informations sur le sujet. Certaines cérémonies les plus importantes sont encore aujourd'hui pratiquées, voici quelques propos sur le sujet récoltés sur le terrain en 2006 :

- *Quand il y a un nouveau filet de pêche entre dans la communauté, ce n'est pas possible de vendre les poissons capturés mais on va les distribuer à tout le monde. Par contre on ne peut ajouter de piment à la nourriture cuisinée.*
- *Une fois par an, lors de la cérémonie d'ouverture de pêche, si l'on pêche des poissons non connus, on ne peut les manger. Ils sont alors conservés comme témoin.*
- *L'argent est le fruit du travail de tous. La mer selon les pêcheurs offre un don, qu'ils reçoivent. En échange, ils gratifient les ancêtres par le biais de cérémonies où tout le monde contribue en donnant quelque chose comme de l'argent, de la nourriture, des boissons alcoolisées. Ils invoquent les anciens pour remercier et demander que la pêche soit bonne.*
- *Le chef communautaire vient en aide à ceux qui sont les plus démunis pour participer aux cérémonies en apportant des produits du mato (bush) ou autres.*
- *Depuis 2 à 3 ans a commencé « stop season », une fermeture de 2 mois des zones de pêche qui sert à favoriser la régénération des poissons. Du coup ils travaillent dans d'autres secteurs et pratiquent alors les cérémonies de protection de la pêche.*
- *Aujourd'hui, la communauté pratique de moins en moins ces cérémonies. Ils commencent à ne plus le faire tous les ans. La majeure partie des membres de la communauté pense que désormais « ils sont civilisés et qu'ils ne veulent plus faire ça ». L'introduction des églises dans l'île a bouleversé leur pratique religieuse et ils préfèrent maintenant aller à l'église plutôt que de pratiquer ces cérémonies. « **Dieu a changé d'aspect** ». Mais les anciens n'adhèrent pas à ce changement religieux, ils luttent pour conserver la tradition alors que les jeunes pêcheurs n'y croient plus. Or si la cérémonie n'est pas pratiquée par tous, l'effet désiré n'a pas d'ampleur.*

Pour finir, nous voulons rappeler les éléments importants à prendre en compte pour une meilleure connaissance des communautés de pêcheurs traditionnels. Ces conclusions et recommandations se fondent sur les connaissances et les compétences accumulées par un grand nombre de personnes et résumées par un document de la F.A.O sur le secteur de la pêche artisanale dans le monde. Les expériences de ceux, qui se sont efforcés de garantir la gestion équitable dans les communautés vivant de la pêche artisanale et qui ont noté une série de caractéristiques culturelles communes à de nombreuses autres communautés de petits pêcheurs, sont fondamentales et présentent un intérêt particulier pour les responsables des pêches.

Il a été démontré qu'en général, les membres des communautés vivant de la pêche artisanale développent ces caractéristiques culturelles pour pouvoir continuer à en vivre et répondre à leurs besoins. La gestion des pêches pourrait gagner en efficacité si elle exploitait certaines de ces caractéristiques.

Les principales caractéristiques culturelles communes à la plupart des communautés de pêcheurs sont donc les suivantes.

Ces communautés prennent des engagements à capital limité et ont des volumes de production et un pouvoir politique de ce fait limités. Cela les rend extrêmement vulnérables aux menaces externes, en particulier à la concurrence du secteur de la pêche industrielle.

Ces communautés sont dispersées le long des côtes et, comme elles dépendent principalement des écosystèmes marins proches, elles sont particulièrement vulnérables à l'épuisement des ressources naturelles.

Les membres des communautés, et plus particulièrement ceux qui sont des producteurs primaires, doivent en grande partie leur identité personnelle à leur profession de pêcheurs, à laquelle ils sont attachés culturellement comme on a pu le voir précédemment.

La nature des écosystèmes et des espèces particulières qui sont exploitées a une influence déterminante sur bon nombre de caractéristiques culturelles, notamment l'organisation économique et sociale et les engins et techniques de pêche utilisés. Les différentes activités halieutiques des membres de la communauté s'imbriquent et forment l'ensemble de son tissu culturel.

Les artisans-pêcheurs développent une connaissance approfondie, détaillée et pratique des écosystèmes marins et des espèces qu'ils exploitent. En ce sens, ils ont une grande connaissance en matière d'environnement marin, ce qui devrait être la principale raison de leur intégration dans le processus de gestion des zones côtières.

Il existe une division systématique du travail suivant le sexe et l'âge et, par conséquent, des rôles que sont censés remplir les hommes, les femmes, les enfants, les adultes et les personnes âgées. La pêche est l'activité qui fédère l'organisation sociale des communautés qui la pratiquent, c'est pourquoi une reconversion d'activité reste complexe à envisager.

Les équipes de pêche et les autres personnes travaillant dans le secteur de la pêche sont souvent recrutées en fonction d'importants liens sociaux dans la communauté plutôt que sur la base de leurs compétences, de leur expérience ou du coût de la main-d'œuvre, ce qui prouve que la pêche est avant tout une activité sociale avant d'être économique et représente un élément prédominant de la cohésion sociale.

Les communautés de pêcheurs traditionnels élaborent des mécanismes d'adaptation aux risques et aux incertitudes associés aux activités de pêche. Ils se protègent notamment en adoptant une approche prudente de la pêche, en maintenant le pluralisme de l'emploi, en établissant des systèmes d'indemnisation avec partage des paiements, et en développant des croyances, des comportements rituels et des tabous qui servent de soutien psychologique et de moyens de gestion et de contrôle des ressources naturelles.

La plupart des communautés de pêcheurs ont des problèmes d'accès au crédit et aux assurances qui limitent l'effort de pêche et la production. En ce sens,

le gouvernement se doit d'implanter des mesures d'aide au soutien financier de ces communautés.

Presque toutes les communautés de petits pêcheurs développent des systèmes de gestion communautaire différents de ceux qui sont institués par les autorités gouvernementales, ce qui entraînent des conflits d'usage par la suite avec les autres utilisateurs des ressources marines comme les opérateurs touristiques notamment. Il serait important que les autorités institutionnelles reconnaissent les principes de gestion traditionnelle des ressources mise en place depuis des générations par les pêcheurs, avant d'établir des plans stratégiques.

La plupart des systèmes de gestion communautaire prévoit l'attribution de droits à des zones de pêche et tentent d'interdire ces espaces aux pêcheurs qui ne sont pas membres de la communauté. Mais la pression démographique favorisant les effets migratoires dans les communautés de pêcheurs, il est de plus en plus difficile pour les pêcheurs de rester dans leur territoire de pêche. Les plans de gestion des zones côtières devraient s'attarder plus profondément sur les principes de migration établis par les pêcheurs pour conserver les stocks de pêche.

Les communautés contemporaines d'artisans-pêcheurs sont de plus en plus pénalisées par des problèmes externes, comme la pollution marine et dans quelques régions, l'expansion du tourisme côtier. En établissant des plans de gestion plus concentrés sur le rôle des communautés locales dans l'aménagement des zones côtières, l'impact des activités externes pourrait être réduit.

Pour sauvegarder l'importante fonction économique et sociale du secteur des pêches artisanales comme source d'emplois, de revenus et de nourriture, en particulier dans les zones rurales des pays en développement, des efforts particuliers doivent être faits pour protéger le secteur. Les conclusions de l'étude laissent penser que les résultats économiques du secteur ont déjà pâti de la surexploitation des ressources halieutiques côtières et de la concurrence avec des navires de pêche industrielle dont les techniques de capture sont plus efficaces mais plus destructrices, comme les senneurs et les chalutiers.

IV. Etude de cas des communautés de pêcheurs : monographie de l'île de Quirimba

Malgré des efforts effectués ces dernières années pour mieux étudier la pêche artisanale au Mozambique, du fait de son ampleur, sa nature relativement dispersée et les limites humaines et financières rencontrées, celle-ci reste encore peu connue. Selon les études connues sur le secteur de la pêche (IDPPE, NORAD) les données disponibles au niveau national relatives aux rendements des pêcheurs n'existent pas, mais l'on sait que dans l'ensemble les communautés de pêcheurs traditionnels restent très pauvres. Dans le contexte d'approfondissement des connaissances culturelles des populations côtières au Mozambique, nous présentons ici une description socio-économique de plusieurs communautés résidants dans les îles classées en parc national marin, notamment celles de Bazaruto, Ibo et Quirimba. Une étude socio-économique de la pêche menée par Rousselot (2005) sur l'île de Quirimba a permis d'apporter de nombreuses connaissances sur les pratiques de pêche les plus utilisées dans le secteur de la pêche traditionnelle. De plus, il s'est intéressé à la perception des problèmes liés à l'activité de pêche au sein de la communauté et apporte ainsi un regard ethnologique sur son étude.

1. Quirimba, une île convoitée pour l'agriculture depuis la colonisation

Quirimba est une île s'étendant sur plus de 6 km du nord au sud et 3 km d'est en ouest, dont le point culminant s'élève à 13 m au dessus du niveau marin. Concernant la végétation, l'île est recouverte par des graminées, cactus, arbustes et par des plantations de cocotiers (dont la plus grande représente 700 ha et 50 000 cocotiers). Trois zones de mangrove se sont développées autour de l'île : une zone majeure à l'ouest de la pointe nord, une autre à l'extrémité nord et la dernière au sud-ouest (voir carte).

La grande majorité de la population vit dans la ville de Quirimba située au nord de l'île, localement désignée *Kuguereza*. Quelques familles (environ 60) résident à la pointe surf, dans le village de *Kumilamba*. Un chemin traversant une propriété privée de plantations de cocotiers rejoint les deux parties habitées de l'île. La zone la plus importante pour l'agriculture est la partie sud de l'île où les sols riches en argile sont les plus fertiles.

Avant l'arrivée des portugais au 16^{ème} siècle, les îles furent des postes de commerce d'ivoire et d'esclaves gouvernés par les arabes très prospères. Au 17^{ème} siècle, la population locale souffrit des guerres entre les Portugais et les arabes Omani, et au début du 19^{ème} les îles furent dévastées par des mercenaires de Madagascar (BENTO, 2000).

Le peuple de commerçants et de pêcheurs établis sur la côte de Cabo Delgado est le peuple Mwani (qui veut dire peuple de la plage) parlant le dialecte *Kimwani*. Les Mwani sont principalement de religion musulmane, mais il existe encore un système de croyances traditionnelles pré-islamiques. L'église catholique de la ville de Quirimba date de 1894 et présente un état de dégradation avancée. Une autre église datant de 1580 existe encore sous forme de ruine dans la partie ville de l'île. La population est estimée à 3315 habitants (JOHNSTONE, 2004).

Concernant les infrastructures actuelles, l'île de Quirimba est dépourvue de lumière électrique du réseau national. Seules quelques familles possèdent un générateur à carburant. Il n'y a pas de réseau d'assainissement public, la majeure partie de la population se rend donc sur la plage pour déféquer ce qui entraîne des problèmes sanitaires importants puisque la plage reste le lieu de vie principal des pêcheurs.

Le parc marin a d'ailleurs tenté de résoudre le problème grâce à la prévention sur les risques sanitaires encourus, qui s'est traduit plus concrètement par des panneaux d'information assez démonstratifs comme le montre la photo ci-dessous. Pourtant, à la différence d'autres îles de l'archipel, il existe tout de même un système de contrôle hygiénique à travers l'application de contravention, qui oblige les personnes à creuser un trou dans le sable pour faire leurs besoins. L'eau destinée à la consommation domestique est disponible dans divers points d'eau (fontaine) dispersés dans la ville.

Le seul moyen de communication est le téléphone portable, dont le réseau est accessible dans quelques endroits de l'île.

Le poste administratif est composé d'un administrateur, quatre secrétaires de bairro qui constituent la hiérarchie locale représentant le gouvernement. Il y a de plus un poste de police avec trois agents qui sont responsables, en association avec le chef communautaire et le chef religieux, de résoudre les conflits et délits.

La communauté a accès à une école primaire construite récemment (2004) qui fournit des conditions d'éducation jusqu'en 7^{ème} (ou CM2). Elle compte actuellement 702 élèves inscrits (ROUSSELOT, 2005). Les principaux problèmes liés à l'éducation sont : l'impossibilité de poursuivre les études dans le district après l'école primaire, l'absence d'électricité pour les cours du soir dispensés aux jeunes pêcheurs et adultes.

Concernant la santé, un poste est actif comprenant un infirmier. Les installations ont été réhabilités en 2002 et sont équipées d'une radio, d'un congélateur, d'une pharmacie. La mortalité infantile est apparemment assez réduite. Les maladies les plus courantes sur l'île sont la malaria et la diarrhée ainsi que les maladies sexuellement transmissibles.

La majorité des familles habitent dans des cases de bois revêtues de pierre, au toit de palmes de cocotiers. La structure sociale de cette communauté est complexe, du fait d'un vaste réseau de relations familiales. Les hommes les plus riches, comme les propriétaires de filets de pêche, peuvent avoir jusqu'à trois épouses. La culture polygamique a ainsi dessiné une toile de relations familiales qui s'étend aux îles voisines et à des localités plus distantes (Pemba, Mocomia). Avec la pêche, l'exploitation des cocotiers, l'élevage des bœufs et des chèvres, le commerce sont les principales activités économiques des familles de Quirimba. L'agriculture, principalement de subsistance, produit manioc, mil, patates douces et autres fruits.

2. Les pratiques de pêche traditionnelle à Quirimba

A Quirimba, trois types d'embarcations sont utilisés par les pêcheurs : le canoë, la pirogue et le bateau à voile (voir photo annexe). Le canoë (*cangaya* en kimwani) est creusé dans un seul tronc et n'est navigable qu'avec des rames du fait de son instabilité. La pirogue (*ntumbui*) est une embarcation pourvue de stabilisateurs latéraux qui permettent aux pêcheurs d'entrer et sortir de l'eau sans déstabiliser l'embarcation. De la même façon ils permettent ainsi que la pirogue soit navigable à voile. C'est d'ailleurs une embarcation polyvalente, le mat et la voile pouvant être monté et démonté selon les conditions climatiques. Les voiles sont généralement réalisées à partir de sacs de riz ou d'autres matériels improvisés (plastic). L'embarcation de plus grande portée utilisée dans les Quirimbas est le bateau à voile. Fabriqué artisanalement par des constructeurs navals à partir de bois existant dans la région (umbila, jambir e canhoeiro). Les bateaux diffèrent principalement selon la forme de la coque, la position du mat et le système pour hisser la voile. Les pêcheurs distinguent 3 types de bateaux : dhow, machua et ntcho. Le premier est l'embarcation typique utilisée par les Mwanis. Il existe également des bateaux de grand tonnage utilisé pour le transport des

marchandises et personnes, qui peuvent atteindre 13 mètres de long avec une capacité de 7 tonnes. Ces bateaux nécessitent des attentions régulières d'entretien, notamment l'imperméabilisation de la coque et la réparation des voiles.

Les embarcations limitent en grande mesure le rayon d'action des pêcheurs de Quirimba. Malgré cela, parfois, les patrons envoient leur équipage pêcher un certain temps dans d'autres sites en dehors de la baie de Montepuez (par exemple au nord d'Ibo). La pêche se déroule normalement dans un rayon de 6 km (3, 7 miles) autour de l'île. La richesse des fonds environnants de l'île et la topographie sous marine peuvent expliquer ce type de pêche. En effet, le déclin abrupt de la plate-forme continentale à l'est des récifs, avec une bathymétrie de 200 m à 1000 m de profondeur, décourage les pêcheurs à explorer cette zone (MICOA, 1996). Le sentiment d'insécurité et les risques encourus en haute mer expliquent également la pêche de proximité.

De plus, les fonds d'herbiers marins, la mangrove et les récifs coralliens garantissent actuellement à la population une production de pêche suffisante. Les pêcheurs de Quirimba ont identifié une quantité de sites de pêche, traduits de façon cartographique par Rousselot sur le document suivant. Le travail réalisé par Rousselot est remarquable car « *les toponymes et les repères des fonds de pêche sont parfois assez difficiles à recueillir par les ethnologues, car ils font partie du domaine des secrets professionnels* » (CRESSWELL&GODELIER, 1976). Nous avons tenté de réaliser le même type d'étude dans l'archipel de Bazaruto, mais notre condition de femme certainement nous a empêchée de recueillir ce type d'informations. Ces sites de pêche se divisent globalement en deux groupes : les zones d'herbiers s'étendant du sud-ouest de l'île jusqu'à la mangrove d'Ibo et les zones récifales s'étendant depuis le sud d'Ibo jusqu'à l'île de Sencar. On peut constater que les pêcheurs ont donné une toponymie à chaque site de pêche, ce qui participe la culture maritime des communautés traditionnelles des îles.

Par ailleurs, il existe 3 centres de débarquement de la pêche à Quirimba : Kugereza à l'extrémité nord ; Kumilamba à la pointe sud ; et Quiwandala au sud de la mangrove (voir carte ci-dessous)



Fig 17-Carte de localisation des principaux sites et instruments de pêche utilisés par la communauté de Quirimba (d'après ROUSSELOT, 2005).

En jaune, le tracé correspondant à la limite du sanctuaire de Quilaléa.

Le filet *cavogo*, comme il est dénommé localement, est l'instrument de pêche qui mobilise directement et indirectement le plus d'habitants de l'île, sachant que 216 personnes environ sont enrôlées dans cette activité régulièrement. Ce nombre ne comptabilise pas les propriétaires des filets puisqu'ils ne participent pas à l'activité. Rousselot a identifié 26 propriétaires de filet *cavogo*. Pour plus de détails concernant le fonctionnement du filet, se référer à l'annexe II. La pêche au *cavogo* dépend en grande mesure du cycle des marées et s'observe ainsi de 18 à 20 jours par mois lunaire (28 jours). Les jours restants sont dédiés aux réparations des bateaux, filets, voiles, etc.

La sortie en mer commence durant la marée vasante de façon à pouvoir pêcher à marée basse sur les fonds d'herbiers marins et les chenaux de marée. Dans certains cas, la pêche se déroule la nuit. Les pêcheurs préfèrent se rendre dans des zones d'herbes à feuilles longues, nommées Panlanzi, Lucino et Kassuco (voir carte).

Les captures sont débarquées sur la plage de Quiwandala, elles sont pesées et divisées entre les intervenants. Chaque pêcheur a le droit d'emporter une petite quantité pour lui (moins de 1 kg) ou pour échanger avec des gâteaux ou autre nourriture disponible sur la plage. Le propriétaire du filet ou un de ses représentants assiste à tout le processus de partage. Le tiers de la moitié des captures lui appartient (ROUSSELOT, 2005). Les gâteaux et aliments directement disponibles sur la plage de Quiwandala constituent une particularité qui s'observe rarement dans d'autres centres de pêche. En moyenne, 25 femmes viennent accueillir les pêcheurs qui reviennent de la mer tous les jours. Ces femmes viennent troquer leurs produits contre une certaine quantité de poisson. Pour un gâteau, une femme reçoit 5 poissons de taille moyenne (+ ou + 8 cm). Le poisson qu'elles réussissent à obtenir par ce système de troc est séché et revendu aux commerçants.

La pêche au *cavogo* présente une autre particularité. Quand le patron n'accompagne pas les pêcheurs en mer, il est commun que ceux-ci prélèvent clandestinement une part des captures pour eux. Cette part, localement désignée *duelo* est généralement de meilleure qualité. Quand les captures sont abondantes, chaque pêcheur peut faire 1 à 2 kg de *duelo* et le capitaine jusqu'à 3 kg. Ce poisson est destiné à la vente, mais à d'autres acheteurs que le patron du bateau, à un prix normal de première vente (10 mtc/kg soit 0,3 E).

L'équipe de Gell et Whittington (2002) a identifié 249 espèces de poissons dans les Quirimbas. Pourtant, seules 5 espèces contribuent à plus de 60% du poids des captures de *cavogo* : *Siganus sutor*, *Lethrinus lentjan*, *Leptoscarus vaigiensis*, *Lethrinus variegatus*, *Gerres oyena*. Les calamars et les crevettes font également partie des captures, mais en très faible quantité. Divers facteurs peuvent influencer la quantité et la qualité des captures. En plus de nombre de pêcheurs, les dimensions du filet, les conditions climatiques et le site de pêche peuvent affectés le volume des captures. Ainsi, grâce aux relevés de terrain de Rousselot, le site de Panlanzi a été identifié comme la zone de pêche la plus productrice.

Les études réalisées entre 1996 et 1997 par l'ONG Darwin Frontier et celles menées par Rousselot en 2005 ont permis de faire une analyse comparative de l'évolution des captures.

Apparemment il y avait un plus grand nombre de pêcheurs qui pratiquaient le *cavogo* en 1996 (300 en 1996, 216 en 2005). Cela peut s'expliquer par le départ des pêcheurs venus de la province de Nampula en 2002. En 1997, Gell fait référence à plus de 50 familles de pêcheurs de Nampula sur Quirimba. Actuellement, quelques familles y résident encore, mais elles ne pratiquent pas la pêche au *cavogo*. La diminution du nombre de pêcheurs peut être du également au manque de succès des compagnies de *cavogo* qui opéraient dans l'île et qui se sont délocalisées sur la côte nord de Cabo Delgado.

Les instruments de pêche les plus utilisés à Quirimba sont : le *marema* ; les filets maillants. L'utilisation des filets maillants est particulièrement entrain de se développer du fait du faible coût des fibres synthétiques fabriquées industriellement et du fait de la nécessité d'alterner les pratiques existantes (*cavogo*). Il existe plusieurs types de filets : *nhavo*, *zakwinica*, *codobui*, *derea* et *jarifa* (voir en annexe pour plus de détails).

Les autres pratiques de pêche fréquentes sont : le *gamboa*, la chasse sous-marine et la pêche à la ligne et la capture à pied (poulpes, crabes, coquillages).

L'utilisation des moustiquaires comme instrument de pêche est difficile à quantifier car c'est une pratique illégale. A Quirimba, on appelle ces filets les *quinias*, qui peuvent prendre la forme d'un *cavogo*. Au nord de l'île, 10 personnes utilisant les filets moustiquaires en temps que pratique principale ont été identifiées. Au sud à Kumilamba, des groupes de femmes se réunissent occasionnellement pour pêcher durant la marée basse. Selon les pêcheurs enquêtés, cette activité sert principalement comme fond alimentaire supplémentaire. Ces filets récoltent une grande variété de petits poissons et aussi de crevettes, notamment à proximité des mangroves. Son utilisation est interdite et illégale au Mozambique. Les écogardes du PNQ ont menées des actions de sensibilisation à l'abandon de cette pratique. Une autre méthode illégale consiste en un empoisonnement à la sève *euphorbia*. Le venin est appliqué à marée basse dans une lagune temporaire, tuant tous les animaux présents y compris les coraux.

3. Evolution des captures : la perception des pêcheurs

Les résultats des enquêtes liées à l'évolution des captures de pêche depuis 10 ans révèlent que 81% des pêcheurs mentionnent une baisse des captures, 3% une augmentation et 16% qui ne savent pas évaluer certainement du fait de leur jeune âge (ROUSSELOT, 2005). Concernant l'évolution de la taille des espèces capturées, 72% parlent d'une réduction de taille quand 11% n'ont rien observé, 1% mentionne une augmentation et 16% n'ont pas répondu.

Les pêcheurs qui ont constaté une baisse des captures accusent l'excès de pêche au *cavogo* (30, 8%) et la réduction de la taille des mailles du filet (18, 7%). Ils mentionnent les mêmes raisons concernant la réduction de la taille des captures. D'autres réponses ont été données, comme : le changement climatique, le refuge des poissons dans le sanctuaire de Quilaléa, la réduction de la zone de pêche et l'utilisation des filets moustiquaires. Certains pêcheurs (14%) ignorent totalement quelles pourraient être les raisons de cette baisse.

La baisse des captures a entraîné l'affaiblissement du réseau commercial et de l'approvisionnement vers le continent.

Une grande partie des captures de *cavogo*, *marema*, filets maillants et pêche à la ligne, est conditionnée pour le marché externe et transformée en production sèche. En général, les familles propriétaires des filets et des embarcations sont les principaux commerçants et transformateurs de la production. Le procédé de séchage du poisson est assez simple et s'observe dans les cases et rues de la ville de Quirimba, comme on peut le voir sur la photo suivante.



Fig 18- Photo des opérations de transformations des produits de la pêche à Quirimba (CLAQUIN, 2007)

Après avoir retiré les viscères et les écailles, le poisson est lavé et légèrement salé. Après il est exposé au soleil sur le même type de bambou utilisé dans la fabrication des maremas. Par temps sec, le poisson le plus petit a besoin de 3 jours d'exposition au soleil alors qu'un poisson plus grand et le poulpe peuvent nécessiter 5 à 7 jours. 3 kg de petits poissons servent à faire 1 kg de poisson sec, du à la perte de l'eau dans les chairs et au poids des viscères retirées. Le poisson salé et séché est conditionné en volume de 50 à 100 kg. Certains commerçants ou membres des familles de pêcheurs voyagent avec ces sacs de poissons secs jusqu'à des localités situées à plus de 400 km de distance. Ceux qui n'ont pas l'opportunité de voyager vendent leur production à Quirimba aux commerçants locaux et itinérants.

De 1969 au début de la guerre en 1975, le *Combinado Pesqueiro de Quirimba* était l'unique entreprise qui s'occupait du processus de congélation du poisson. Actuellement, les installations de l'entreprise portugaise Moscepa Lda possèdent deux conteneurs isothermiques pour conditionner les produits tels que le poulpe, calamar, crevettes, crabes et langouste. Ces produits sont postérieurement soumis à la congélation dans un navire établi dans la baie, débarquant par la suite sur les marchés d'Afrique du Sud ou d'Europe. A part cette entreprise, il existe deux commerçants qui achètent les calamars et poissons de première qualité (ex : garoupas, pargos, barracudas, serras). De façon à maintenir les poissons frais, ceux-ci sont réfrigérés avec de la glace dans des conteneurs frigorifiques. Depuis peu, une entreprise siégeant à Ibo s'initie à la congélation des poissons de première qualité destinés aux marchés internationaux.

Pour pratiquer son activité, un pêcheur doit fournir un effort personnel et financier dépendant du type d'instrument qu'il utilise. Dans certains cas, notamment l'héritage familial, il n'y a pas besoin d'investissement. Les pratiques de pêche ne nécessitant pas d'embarcation ni d'instruments particuliers ont les coûts d'investissement les plus bas, notamment les gamboas.

La chasse sous-marine, la pêche au *marema* et la pêche à la ligne font partie de la catégorie de coût d'investissement moyen. Les pratiques faisant appel aux plus gros coûts sont le *cavogo* et les filets maillants, comme le montre le tableau ci-dessous.

techniques de pêche	matériel	prix (milhares MZM)	investissement (milhares MZM)
<i>Cavogo</i>	- Rede 100 m por 3 metros de altura	7 000	12 000
	- Lancha de 5 m de comprimento	5 000	(€363.63)
<i>Zakwinica</i>	- Rede 800 m por 1 metro de altura	5 500	10 500
	- Lancha de 5 m de comprimento	5 000	(€318.18)
<i>Marema</i>	- 40 <i>maremas</i>	400	1 200 - 2 900
	- Casquinha	800 - 2 500	(€36.36 - €87.88)
Anzol	- 4 carretos de linha de nylon	120	950 - 2 650
	- 20 anzóis de tamanhos diferentes	30	(€28.79 - €80.30)
	- Casquinha ou canou	800 - 2 500	
Caça-submarina	- Arma de caça-submarina artesanal	250	300 - 2 800
	- Máscara de mergulho artesanal	50	(€9.09 - €84.85)
	- Casquinha	800 - 2 500	
Gamboa	- Cerca de troncos de arbusto	-	-
Apanha	- Material diverso (ganchos, facas, etc.)	-	-

Fig 19-Tableau des coûts d'investissements selon le type de matériel de pêche considéré (d'après Rousselot, 2005)

Dans la communauté de Quirimba, les propriétaires des filets *cavogo*, *zakwinica* et *jarifa* sont les personnes qui bénéficient du meilleur salaire mensuel. Généralement, ils possèdent le plus de commodités comme une moto ou un générateur. Pourtant la pêche reste une activité de subsistance à Quirimba. Les pêcheurs aux rendements mensuels les plus bas sont les pêcheurs de *cavogo*, excluant les capitaines de bateau qui sont payés plus. En effet, la plupart de ces pêcheurs sont jeunes, avec peu de responsabilités familiales. Le rendement du propriétaire du *cavogo* dépend du succès de son équipe et de la commercialisation du poisson sec en résultant.

Concernant la perception des pêcheurs sur l'évolution des rendements depuis 1997, les opinions divergent plus que sur l'évolution de la taille des captures. Considérant l'opinion de tous les pêcheurs et propriétaires de filet interrogés, 41% affirment noter une augmentation des bénéfices et 92% d'entre eux expliquent cela par la montée du prix du poisson. En effet, en 1997 le prix à la première vente était de 5 mtc (0, 15 E) soit la moitié du prix actuel (0, 3 E). Certains suggèrent (4,8%) que la pratique du *duelo* par les pêcheurs de *cavogo* et l'augmentation du nombre de capture (2,4%) sont à l'origine de l'augmentation du rendement de production (ROUSSELOT, 2005). Il faut noter de plus que sur les 41% ayant constaté une hausse de rendement, 67% sont des patrons pêcheurs (propriétaires de filet). Les pêcheurs enquêtés qui observent une baisse des rendements mettent en cause principalement la baisse des captures (92%), alors que 5, 3% se sont référés au manque de pêcheurs dans l'activité *cavogo* et 2, 6% aux coûts élevés de manutention.

4. Problèmes liés à l'activité de pêche

Les principaux problèmes énoncés par les pêcheurs interrogés par Rousselot et par nous même sont : le manque de matériel de pêche, coûts surélevés, manque de marché, absence d'alternative d'emploi, rendement faible.

Le manque d'opportunités pour investir est du à la difficulté d'obtenir des crédits. Seuls trois propriétaires de filets ayant eu recours à un crédit auprès d'une agence bancaire ou ONG ont été enregistrés. Le manque de matériel est en relation avec le manque de capital pour investir sachant que les pêcheurs ont besoin de matériel varié pour améliorer leur pratique de pêche.

Le manque d'existence d'un marché a été mentionné par 95% des pêcheurs interrogés, certains évoquant le manque d'acheteurs ou la difficulté d'écouler les stocks en provenance de Quirimba.

A part cela, d'autres ont évoqué que le secteur de la pêche à Quirimba est affecté par la déficience du réseau routier sur le continent et le manque de moyens de transport plus efficaces. En effet, un voyage de Quirimba à Pemba commence par un transport en bateau à voile suivi d'un transport public sur voie terrestre qui peut durer 16 heures selon les conditions du vent et de la route. La limitation de l'accès au marché, associé à la faible infrastructure routière est un des principaux obstacles au développement de la pêche traditionnelle au Mozambique (NORAD, 2002).

La famille est actuellement la structure basique qui influence l'organisation des pêcheurs. Les compagnies de *cavogo* ou de filet maillant sont fréquemment des entreprises familiales qui se succèdent de génération en génération. Ainsi cette structure ne naît pas d'une nécessité de répondre aux questions qui affectent un groupe en particulier et pour cela ne fonctionne généralement pas comme un organe représentatif.

L'organisation sociale des communautés de pêcheurs est un problème du secteur de la pêche au Mozambique (IDPPE, 1998 ; NORAD 2002). L'inexistence de groupes de pêcheurs organisés résulte dans ce cas d'une culture orale qui ne connaît pas le pouvoir associatif. L'organisation de groupes de personnes aux intérêts communs dans une structure légalement reconnue permet que le fossé entre les institutions gouvernementales et non gouvernementales et les communautés soit plus facilement dépassé (MICOA, 2004).

Conscient de la nécessité de responsabiliser les pêcheurs à la défense de leurs intérêts communs, l'IDPPE entreprit des efforts dans le sens de créer des associations de pêcheurs et des conseils communautaires des pêches (CCP). En plus de servir d'organes représentatifs reconnus légalement, les associations peuvent faciliter par exemple l'attribution de fonds de l'Etat pour le développement du secteur. Après la responsabilisation, le CCP sera capable de résoudre des conflits entre pêcheurs locaux et migrants et servir de base pour la coordination entre les gestionnaires du parc et les pêcheurs du parc.

Nous avons mené des enquêtes visant à connaître le niveau de satisfaction personnelle des pêcheurs de Quirimba. La majorité des personnes (75 %) ont répondu qu'ils étaient satisfaits de leur vie actuelle. La justification principale réside principalement dans le fait qu'ils arrivent à pourvoir aux besoins de leurs familles. « Dieu est grand » selon les réponses apportées. Un des aspects de la mentalité des pêcheurs consiste par la non préoccupation générale qu'ils montrent face au succès ou non de la pêche. Les observations de terrain ont montré que la pratique de la pêche n'est pas motivée par un souhait lucratif. Gell (2002) appuie cette hypothèse quand il remarque que le nombre de lancé de filet n'est pas déterminé

ou fixe et que les pêcheurs peuvent prendre la décision de rentrer à terre après 2 ou 3 lancés seulement sans que cela ne dépende de la quantité récoltée.

La préoccupation de chaque pêcheur réside uniquement dans le fait de rapporter une quantité suffisante de nourriture pour sa famille.

Par ailleurs, ce type d'attitude peut être un risque dans un contexte d'ouverture aux biens matériels venus d'ailleurs et au contact avec d'autres cultures.

A Quirimba, on peut noter une croissante insatisfaction liée au souhait d'acquérir des nouveaux biens de consommation. Ce phénomène est plus fort chez les jeunes qui ont été rapidement séduits par les nouvelles technologies telles que le téléphone portable. Cette nécessité d'obtenir des biens de consommation de luxe peut éventuellement avoir des répercussions sur l'attitude des pêcheurs qui chercheraient alors à maximiser les profits. Ce scénario est déjà présent chez les jeunes pêcheurs de *cavogo*.

I. Evolution du secteur du tourisme au Mozambique

1. Le tourisme au Mozambique avant la guerre

Malgré l'émergence actuelle du tourisme au Mozambique, il faut savoir qu'il fut un pays récepteur de touristes avant les crises politiques qui s'y sont succédées. En effet, « *une activité touristique plus ou moins intense a marqué le passé mozambicain, plus précisément la période coloniale* » (NEWITT, 1995). La figure ci-dessous nous montre les espaces concernés par le tourisme à cette époque. La région sud, de Maputo à Beira est largement fréquentée par les touristes issus des pays avoisinants comme l'Afrique du Sud et l'ex-Rhodésie (Zimbabwe) notamment, constituant une aire d'influence touristique régionale importante.

Au Nord, la situation est différente, la région accueillant des touristes d'origine portugaise, constituant une aire de tourisme domestique. A cette époque, le tourisme mozambicain ne présente pas encore une attraction internationale. Les voyageurs, qui se déplacent surtout dans les grandes villes formant des pôles économiques centraux, sont en majeure partie des colons implantés dans toute l'Afrique australe. Politiquement, le secteur touristique suscite déjà de l'intérêt. En 1907, la colonie est gérée par un gouverneur général assigné par le conseil du gouvernement formant les membres officiels, la plupart étant les chefs des services de l'administration et de l'armée. Le conseil avait des fonctions délibératives et de consultation seulement. Des départements administratifs furent organisés pour traiter de l'éducation, des travaux publics, des pêches, du tourisme et de l'agriculture. Par la création précoce de ces institutions de gestion par le gouvernement colonial, on peut voir que le tourisme est déjà un secteur potentiel de croissance économique pour le pays.

En 1959, un département du gouvernement pour le tourisme est établi, afin de promouvoir, faciliter et développer les aspects touristiques au Mozambique (SPENCE, 1963)²¹.

A partir de 1960, l'économie se diversifie donc dans le tourisme. Beira et Lourenço Marques (Maputo), qui ont longtemps fourni des services commerciaux grâce aux ports maritimes et aux chemins de fer desservant la Rhodésie et l'Afrique du Sud, commencent à jouer un nouveau rôle de service lié au développement des infrastructures touristiques et se distinguent comme les deux principaux pôles d'attraction du pays.

En effet, pour la population blanche de l'Afrique centrale britannique, Beira se présente comme un lieu de villégiature marin offrant la pratique des sports de mer et un élément de culture latine par la présence de familles portugaises. Située à moins d'un week-end de route des villes coloniales blanches de Rhodésie, Beira voit rapidement fleurir des entreprises touristiques tels que des hôtels, des restaurants et des yachts clubs.

Lourenço Marques (Maputo) connaît un développement similaire, mais pour des raisons légèrement différentes. Les blancs sud-africains voyageaient de plus en plus vers Lourenço Marques à la recherche de prostituées noires, ce genre de vie nocturne étant reniée par les rigidités puritaines de l'apartheid. (NEWITT, 1995). Entre ces deux villes, le littoral présentait « *des lieux touristiques connus avec un équipement au service de la demande touristique de l'époque* » tels que Vilanculo, Tofo, Santa Carolina, Inhassoro, Bazaruto (Da Silva, p 147).

²¹ SPENCE CF, 1963. Moçambique (East African Province of Portugal). Cape Town : Howard Timmins, 170p.

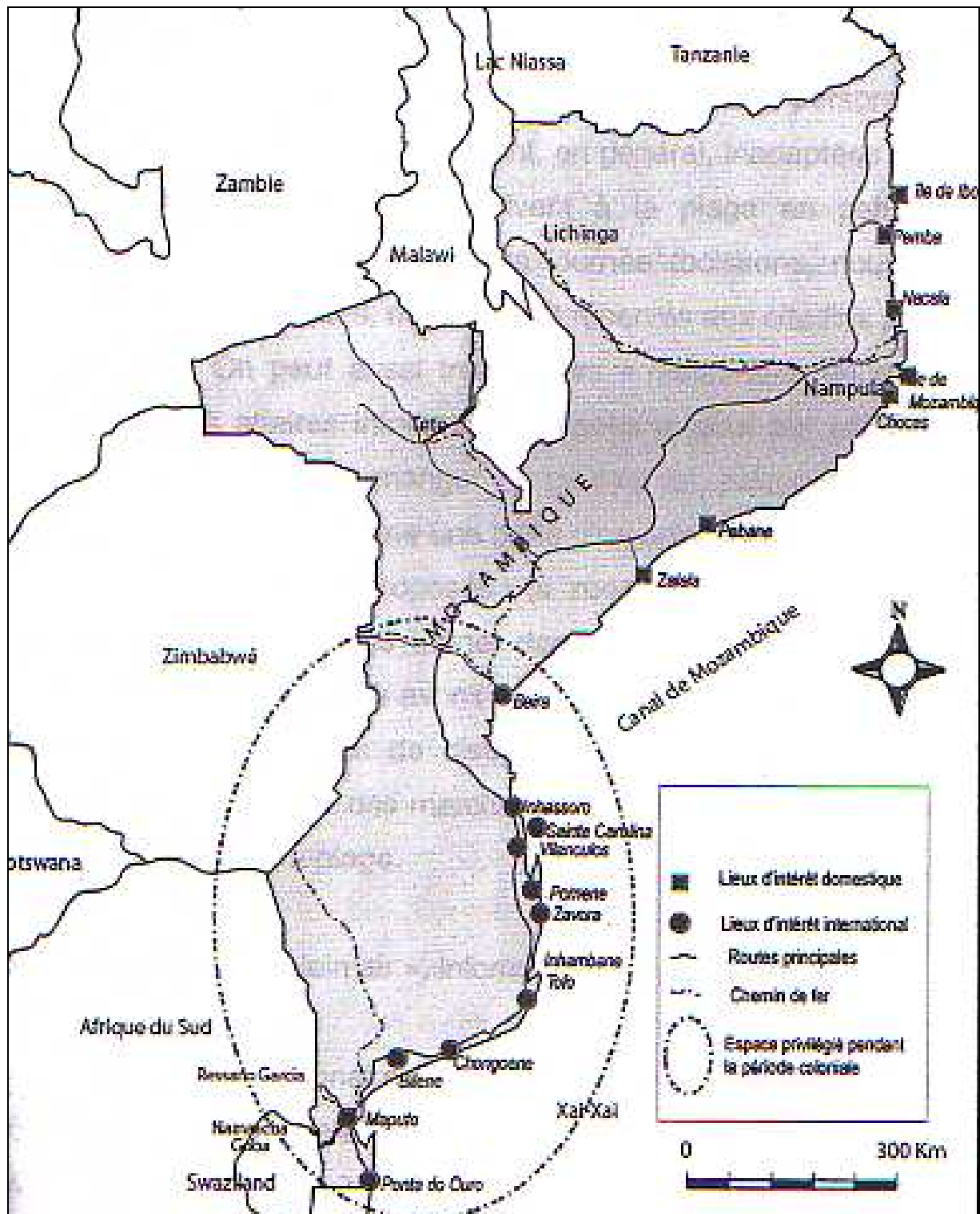


Fig 20-Carte de l'activité touristique à l'époque coloniale (DA SILVA, 2007)

Ces sites accueillent un tourisme régional, faisant partie d'un circuit intégrant l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Au Nord, d'autres sites de la côte attiraient un tourisme national et majoritairement portugais, comme la ville de Pemba, l'île d'Ibo, l'île du Mozambique, Nacala, du fait des liens familiaux hérités de la colonisation du territoire. Entre 1962 et 1971, les données statistiques montrent un flux moyen annuel de 200 000 entrées provenant surtout des pays voisins, notamment l'Afrique du Sud, l'ex Rhodésie (devenu Zimbabwe) et aussi le

Portugal. En 1975, le parc hôtelier offre plus de 12 000 lits pour 300 unités d'hébergement (DA SILVA, 2007).

Alors que le secteur touristique est en pleine croissance au Mozambique en 1975 avec plus de 400 000 entrées annuelles (MITIR 2004), le tournant de la décolonisation va amorcer un nouveau regard sur cette activité majoritairement pratiquée par des Blancs.

L'orientation politique nationale communiste empruntée après l'indépendance nationale a largement fait régresser le tourisme qui « *était vu comme une activité d'élite qui s'opposait aux principes idéologiques de l'économie socialiste* » et qui « *représentait un risque de pollution capitaliste* » (MITUR, 2004). Par ailleurs, la guerre civile amorcée suite à l'indépendance provoqua la dégradation et la destruction de nombreuses infrastructures nécessaires au développement touristique comme les routes, les aéroports, les ports et aussi les hôtels. Seules, les îles au large du continent sont alors vues comme des refuges pour la population du continent et restèrent des zones sécurisées pendant la période de guerre. C'est pourquoi malgré les perturbations liées à la guerre, certaines destinations continuèrent d'accueillir des touristes, notamment l'archipel de Bazaruto (RICARDO, 2004).

Au début des années 90 suite aux ravages de la guerre, le parc hôtelier du Mozambique n'offre plus que 1500 lits.

2. Les années 90 : le développement spontané du tourisme

Le gouvernement et le parti politique en opposition (RENAMO) ont signé un accord de paix en 1992 qui mit fin aux hostilités et entama un processus de réconciliation.

Pourtant, des signes d'ouverture du gouvernement avaient déjà été donnés bien avant la signature de ces accords puisqu'au cours des années 80, on assista à une transition de l'économie centralement planifiée vers une économie de marché ouverte, transition renforcée dans les années 90 grâce à l'introduction d'une constitution pluraliste et l'émergence d'un processus de décentralisation politique et administratif.

A chacune de ces étapes de l'histoire correspond une certaine « touristification » du Mozambique. » (DA SILVA, 2007)

Nous expliquons la notion de touristification comme « *le processus, et l'état qui en résulte, de développement spontané, non planifié du tourisme, s'appliquant à un espace, une société, une économie.. Les acteurs en sont plus isolés, moins institutionnels* » (DEWAILLY, 2006).

Au début des années 90, la fin de la guerre et les nouvelles orientations politiques du gouvernement font du Mozambique un pays émergeant aux yeux du monde en terme de développement et d'investissement. Les sud-africains, mais aussi des portugais exilés en Afrique du Sud commencent alors rentrer au Mozambique, à la recherche de nouvelles opportunités économiques comme l'agriculture, le commerce, mais également le tourisme. Cette activité paraît économiquement sûre pour ces investisseurs étrangers de part son implantation avant la guerre, et l'on voit rapidement des petits hôtels, bars, restaurants s'installer sur les plages des provinces du Sud. A cette époque de reconstruction nationale, l'implantation des structures touristiques est désordonnée, sans contrôle et sans conditions de norme ou de sécurité minimale. « *Le titre foncier est généralement accordé non pas par une autorité compétente mais par une chaîne de fonctionnaires, chacun d'entre eux donnant un « petit coup de main » pour faire obtenir la concession du terrain* » (Da Silva, 2007, p 19). Par là, l'auteur veut nous dire que durant cette période l'implantation touristique est due uniquement à la corruption des chefs des postes administratifs et des chefs communautaires,

qui au sortir de la guerre sont affaiblis de leur pouvoir et acceptent alors volonté la part de devises étrangères proposées, sans se soucier de l'appartenance nationale et locale de la terre. Dans cette période de « touristification » du littoral, c'est-à-dire de développement spontané de l'activité touristique non contrôlé ni planifié par les autorités, les bénéfices liés à l'activité reviennent uniquement aux investisseurs et la protection de l'environnement n'est pas encore au cœur de l'aménagement des zones côtières. Des conflits d'utilisation de l'espace émergent alors entre populations locales, touristes et développeurs du tourisme locaux, notamment au niveau de la plage, lieu central de la vie des communautés de pêcheurs. Les structures hôtelières ne respectent aucune lois ni normes sanitaires et sont construits directement sur la plage, sans prendre en compte la ligne de construction à moins de 100 m comprise dans la Loi du littoral.

Dans les années 1990, le tourisme s'intensifie ainsi rapidement. De 1995 à 2001, le nombre annuel de touristes a plus que doublé passant de 160 000 visiteurs à 400 000 (MITUR, 2002) et la capacité d'hébergement a augmenté de 52% pour la même période. A cette époque, l'intérêt de la participation des communautés au secteur du tourisme n'est pas palpable dans la stratégie politique gouvernementale. En moins d'une décennie, la population côtière qui dans l'ensemble s'était intensifiée pendant la crise politique liée à la guerre a subi de grands bouleversements humains. Tout d'abord, les populations côtières ont accueilli les populations rurales de l'intérieur des terres, fuyant le conflit armé et cherchant un moyen de subsistance grâce à la pêche. Celles-ci sont ensuite en majorité réparties sur leur terre afin de reprendre leur activité agricole traditionnelle, mais une partie est tout de même restée, ce qui a de plus contribué à l'intensification de l'effort de pêche dans certaines régions notamment. Puis, en même temps, les communautés littorales ont vu débarquer des immigrants blancs venus d'Afrique du Sud et du Portugal principalement, dans le but de développer des activités balnéaires. Ces populations n'ont au final pas eu de temps de récupérer leur terre d'exploitation originelle que les gouverneurs des districts les avaient déjà vendues à des étrangers. A l'instar de Da Silva, « *il est légitime de se demander si la population locale a eu le temps de s'adapter et le tourisme, de s'insérer dans la société locale* », sachant le contexte politique antécédent douloureux et la rapidité du phénomène.

L'ampleur du développement des activités touristiques notamment dans le Sud du pays va susciter rapidement l'intérêt de l'Etat, qui voit dans l'aménagement et la mise en tourisme du territoire qui s'oppose au processus de touristification non organisé, la possibilité de mieux contrôler ces activités étrangères et d'en tirer profit également. La stratégie touristique s'oriente vers l'investissement étranger extérieur, le gouvernement n'ayant pas confiance en ses compétences locales. En effet, « *le gouvernement mozambicain ne croit pas aux entreprises nationales comme investisseurs touristiques, mais comme il ne peut pas le dire ouvertement, il se réfugie dans les mailles de la bureaucratie, engrossant illicitement le coût du silence complice des étrangers* »²². L'implantation du tourisme dans les années 90 s'est faite sous complicité d'investisseurs étrangers au détriment d'entreprises nationales existantes. Car le but était d'obtenir des devises à fin de développer les autres secteurs du pays notamment l'investissement industriel dans des méga-projets.

²² Extrait du reportage de Fernando Manuel, dans la revue mozambicaine Savanna du 11/03/94 page 5

3. Les années 2000 : le tourisme comme stratégie gouvernementale

Suite à l'ouverture du pays au marché global, l'Etat mozambicain s'est lancé dans un programme de réajustement structurel englobant privatisations et réformes du secteur public. L'image du pays s'est transformée, il est maintenant considéré comme une des « grandes réussites africaines », le taux de croissance national étant l'un des plus forts du continent. Le taux d'investissement est également considérablement élevé et le pays est soutenu par les principales institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale). Le gouvernement affirme sa volonté de développer le pays et profite de la proximité de l'Afrique du Sud, pôle économique régional notable, qui investit dans différents secteurs d'activités notamment le tourisme.

L'Etat nécessite des devises pour le financement des projets de développement économique et social et c'est pourquoi il voit désormais dans le contrôle des activités touristiques un bon moyen d'en obtenir. C'est dans ce cadre que le Ministère du Tourisme (MITUR) voit le jour en 2000. Les qualités du tourisme sont mis en avant politiquement : il génère des emplois et donc des revenus ce qui contribue à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la réduction de la pauvreté ; il aide à l'amélioration des conditions de vie de la population en réduisant les inégalités spatiales ; il participe à la conservation de l'environnement. Le Mozambique veut faire de l'activité touristique un élément primordial de sa politique de développement qui lui permettrait de favoriser son intégration dans la région d'Afrique Australe et plus largement dans le système monde grâce au caractère international du secteur.

L'accent est ainsi porté particulièrement sur l'ouverture au marché international, pour cela il faut d'abord réhabiliter les routes, mettre en fonction des aéroports internationaux. Il faut de plus accorder des facilités aux investissements étrangers, avec la privatisation des établissements hôteliers, la diffusion de publicité sur le pays et la revalorisation de l'image nationale suite à la guerre. Le développement durable du pays paraît pour le moment encore loin, car il faut encore s'en remettre aux compétences étrangères et aux financements extérieurs.

De plus, le gouvernement voit dans le tourisme un bon moyen de réduire les inégalités régionales creusées par le développement économique de Maputo dans la région sud. Les villes côtières comme Pemba ou Vilanculo deviennent alors de plus en plus attractives grâce au développement du secteur. A l'inverse, une ville comme Beira qui était autrefois le premier pôle touristique du pays, connaît une perte d'intérêt de la part des visiteurs certainement soutenue par une stratégie politique d'enlisement économique. En effet, Beira est aujourd'hui le bastion de l'opposition du parti politique de la Renamo, ce qui ne laisse pas indifférent les fonctionnaires du gouvernement de Maputo dans le développement de la ville, qui passe alors au second plan.

4. Le tourisme, moteur de développement durable : utopie ou réalité

Malgré les efforts amorcés depuis les accords de paix en 1992 en terme de développement global, on peut se demander si un développement durable reste possible pour un pays assisté par les institutions financières internationales et si le tourisme, avec l'économie qu'il génère, peut-il y contribuer ? En effet, si le tourisme attire surtout les touristes étrangers et notamment sud-africains, n'accroît-il pas la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et de l'Afrique de Sud également, ainsi que les inégalités régionales ? De plus,

certaines études comme celle de Bjerner (2001)²³ ont montré que pour un espace touristique donné (Pouto do Ouro en l'occurrence), quand 15% de la dépense moyenne d'un touriste sud-africain est reçue par des entreprises mozambicaines, 49 % est absorbé par des entreprises sud-africaines. Dans ce cas, on peut se demander quelle est réellement la contribution économique du tourisme sud-africain pour le Mozambique et dans quelles mesures celui-ci permet-il au final de développer le pays ? Certains sites de la côte sud sont devenus des « ghettos de blancs sud-africains », d'ailleurs largement critiqués par la communauté touristique internationale. Il ne fut pas rare de rencontrer des touristes, majoritairement européens d'ailleurs, revenus déçus de certains sites de réputation touristique, comme Tofu ou Barra notamment. L'usage de l'anglais par les enfants et les jeunes dans certains sites est une preuve de la présence intensive des sud-africains, au point même que pour eux « l'anglais est la langue du blanc » et donc plus généralement celle des touristes. Il est rare dans ces sites d'établir un contact avec un local en portugais.

Nous tenterons d'évaluer la durabilité du tourisme dans les espaces considérés au travers de la synergie des acteurs en place, de la perception et l'opinion de la population locale sur les activités touristiques et enfin de la politique gouvernementale dans la dernière partie du document.

²³ In : Da Silva, 2007, p 249

II. Le cadre institutionnel du tourisme

1. Le cadre législatif du tourisme

1.1. Mise en place d'une législation

Le gouvernement du Mozambique approuva et adopta récemment un ensemble de politiques et législations pour une meilleure gestion des ressources naturelles et pour les autres aires relevant du tourisme. Le tableau ci-dessous renseigne sur le panel des lois en vigueur concernant le secteur du tourisme.

Types de politiques et lois	Année de mise en application
Politique et Stratégie Nationale pour les Forêts et la Faune Sauvage	1995
Loi sur les Forêts et Faune Sauvage	1999
Loi de la Terre	1997
Programme National de Gestion de l'Environnement	1995
Loi du Cadre Environnemental	1997
Loi de l'Investissement	
Politique du Tourisme et Stratégie d'Implantation	2003
Loi du Tourisme	2004

Fig 21- Tableau des lois concernant le tourisme (CLAQUIN, 2008)

En 2000, le Ministère pour la Coordination des Actions Environnementales (MICOA) créa la Direction Nationale pour l'Evaluation de l'Impact Environnemental (DNAIA). La législation pour l'Evaluation de l'Impact Environnemental stipule que tous les programmes ou projets qui pourraient affecter, directement ou indirectement les zones sensibles, seront sujets à une évaluation d'impact. Sont incluses ici les aires de conservation et les zones de valeurs archéologiques, historiques et culturelles qui devront être préservées.

Le secteur privé est tenu comme principal moteur de la croissance économique, de l'augmentation des postes de travail et de la réduction de la pauvreté absolue au Mozambique. Une législation adéquate et une bonne application sont les facteurs clés pour la promotion de l'investissement dans l'industrie du tourisme. Les lois sur l'Investissement et la législation relative aux recettes fiscales, au rapatriement des bénéficiaires et au recrutement des fonctionnaires étrangers sont aussi considérées comme essentiels dans le contexte du cadre légal du tourisme.

1.2. Le rôle des acteurs

La question du pouvoir des acteurs dans le processus de mise en tourisme ayant déjà été traitée de façon approfondie (cf Da Silva, 2007), nous reprendrons ici le rôle des acteurs institutionnels (acteurs publics) particulièrement car les lieux touristiques choisis pour nos études de cas correspondent à des zones de conservation (parcs marins). L'activité touristique au sein des parcs dépend alors d'une gestion gouvernementale, ce qui limite de fait la multitude d'acteurs privés. Nous nous intéresserons plus largement à la synergie entre les acteurs institutionnels et locaux (population locale exclusivement), soit la qualité des liens qu'ils entretiennent pour produire du tourisme dans un certain type d'espace, ici des zones marines protégées.

Nous ne nous intéresserons pas au rôle ni à la typologie des touristes ni également aux acteurs privés, puisque cela a déjà été fait à plusieurs reprises et ce qui permet de nous appuyer sur une bibliographie. De plus, nous avons porté l'accent sur les populations réceptrices du tourisme et non l'inverse.

2. Les acteurs publics du tourisme : l'Etat et les collectivités locales

Au cours de l'histoire récente du Mozambique, l'Etat a adopté des orientations politiques très différentes au sujet du tourisme. Pendant la période coloniale, on assiste à une ouverture touristique avec la création des Centres d'Information Touristique (CIT) dans les années 50 et la définition des zones à développer. Puis, après l'indépendance, l'orientation politique freine l'activité touristique considérée comme le fruit de l'économie capitaliste. Toutes les infrastructures touristiques qui étaient avant l'indépendance des propriétés privées, ont été nationalisées et l'Etat se les a appropriées. Seule une partie des installations touristiques a été maintenue plus ou moins intacte, pour accueillir les membres des délégations étrangères provenant des pays socialistes. On peut tout de même signaler une tentative de développement du tourisme intérieur à cette époque avec la création des maisons de vacances pour les meilleurs étudiants, meilleurs travailleurs dans le cadre de la politique de valorisation du travail. Enfin, l'ouverture du pays au marché global suite à la fin de la guerre, entraîne l'arrivée de nombreux touristes, notamment sud-africains en quête de nouveaux horizons. A cette période, le développement du tourisme est « sauvage », l'Etat ne le contrôle pas et sous l'impulsion des médias et ONG, il prend vite conscience de l'impact négatif provoqué sur l'environnement et met en place une politique de gestion et d'aménagement des sites touristiques. Un cadre légal du tourisme se met en place à partir de 1994 avec la création de différentes lois et politiques²⁴ vues précédemment. Par ailleurs, les structures institutionnelles chargées du tourisme se sont modifiées au cours du temps. De 1975 à 1986, le tourisme était sous la charge du Secrétaire d'Etat du Ministère du Commerce Intérieur. De 1986 à 2000, le tourisme faisait partie du Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

A partir de 2000, un ministère unique est créé pour le tourisme, le MITUR, ce qui est révélateur de l'importance du secteur pour le pays et ce qui marque le départ d'un plan stratégique de développement du tourisme. Le MITUR est responsable de la direction, la planification et l'exécution des politiques dans les domaines des activités touristiques, de l'industrie hôtelière et des zones de conservation à vocation touristique.

Pour exercer ses compétences, le ministère regroupe : la Direction Nationale du Tourisme (DNT), la Direction Nationale des Aires de Conservation (DNAC)²⁵, le Département de Promotion du Tourisme (DPT), le Département de la Planification et de la Coopération (DPC) et l'Inspection Générale du Tourisme (IGT). On trouve également sous la tutelle du MITUR, le Fonds National du Tourisme (FUTUR) et l'école hôtelière Andalucia qui assure la formation des ressources humaines pour le secteur. Avant l'année 2000, la gestion des zones de conservation était gérée par le Ministère de l'Agriculture et du développement rural. Son intégration au Ministère du Tourisme montre l'intérêt de l'état à associer la conservation au tourisme. Globalement, au niveau central, il est géré le processus de planification, fiscalisation, développement et promotion, et l'accord pour les projets touristiques de grande envergure (financièrement parlant).

²⁴ Loi et Politique du Tourisme, Loi de la Terre, Loi de la Pêche, Loi sur l'investissement, etc...

²⁵ Auprès de laquelle nous avons obtenu notre autorisation pour enquêter dans les zones de conservation des archipels de Bazaruto et des Quirimbas.

Le Ministère est représentée par des autorités régionales au niveau des provinces, qui relèvent à la fois de celui-ci et du Gouverneur de la province. Cette double subordination est problématique et entraîne souvent des situations complexes. Le niveau provincial intervient sur des actions précises comme l'implantation des bars et restaurants et dans certaines limites pour l'usage et le profit de terrains.

Au niveau local, c'est-à-dire du district, le gouvernement envisage d'établir des directions locales dans les secteurs les plus touchés par l'activité touristique. Les concessions de terrain sont accordées au niveau local du poste administratif : le processus d'attribution du titre foncier englobe l'avis des autorités locales, suite à une consultation aux communautés respectives.

Dans la pratique, les limites de compétences et de responsabilités de ces différents niveaux institutionnels restent flous, probablement car leur formulation reste définie de façon générale, ce qui amène à des situations de compétition et favorise les pratiques de corruption.

L'état en tant qu'acteur du tourisme définit la Politique Nationale du Tourisme (PNT) et élabore un plan stratégique de développement national du tourisme regroupant les principes généraux, les objectifs et les zones prioritaires d'intervention et d'action. Un accent est porté sur l'engagement des autorités au niveau local et l'intégration des communautés.

Depuis l'ouverture du pays au tourisme, deux stratégies politiques se sont succédées pour le secteur : la première de 1995 à 1999 et la seconde de 2003 à 2007.

Les objectifs visés sont d'ordre économique, social et environnemental : valorisation de l'image nationale sur le marché touristique international ; contribution à la création d'emplois, à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté ; conservation et protection de la biodiversité ; préservation des valeurs culturelles et de la fierté nationale ; amélioration de la qualité de vie. Pour cela, l'Etat a encouragé les investissements à but lucratif en réduisant les contraintes de l'acquisition des biens fonciers pour les étrangers, de l'implantation et de l'exploitation des entreprises étrangères. Le gouvernement a avant tout visé un développement économique, qui selon lui, amorcera par la suite une base pour d'autres types de développement. Le but est d'accroître les recettes en devises étrangères, ce que le tourisme permet largement par rapport à d'autres activités économiques.

Mais, pour le moment, le gouvernement n'a pas redistribué les revenus du tourisme selon les objectifs qu'il s'était visé à savoir l'implication des communautés locales. La défense des intérêts des communautés locales dans le tourisme n'est pas défendue par le gouvernement, qui laisse aux autorités locales le soin de le faire. Or, ces autorités locales manquent de savoir-faire dans le dialogue entre les développeurs du tourisme et le gouvernement et les revendications de la communauté sont ainsi laissés pour compte. D'autres acteurs locaux se saisissent alors du problème des intérêts de la communauté dans le développement touristique, ce sont les ONG.

3. Les acteurs locaux : la population locale et l'impact des ONG

Nous considérons dans cette étude la population locale comme celle qui habite les espaces touristiques littoraux choisis pour l'analyse. La population locale fait normalement partie de l'ensemble des acteurs du tourisme, si l'on en croit les plans d'aménagement et de gestion du tourisme délivrés par les ministères (Mitur, Micoa). Mais, les visites et enquêtes de terrain permettent de se rendre compte d'une réalité tout autre, comme nous l'avions démontré pour certaines communautés de la région de Tuléar à Madagascar (CLAQUIN, 2004). La grande majorité de la population locale « n'a pas choisi d'accueillir les touristes », et n'a pratiquement aucun pouvoir de décision par rapport aux projets touristiques.

En ce sens, Da Silva considère la population résidente « comme un acteur occasionnel du tourisme », ce qui est certes vrai, mais ce qui ne nous empêche pas d'y voir un intérêt d'analyse dans l'étude du phénomène touristique, à l'inverse des autres (rapports d'experts) qui ont préféré laisser de côté l'étude de la population locale. Pourtant, certains individus de la communauté résidente réussissent à faire partie de l'activité touristique. Nous avons pu distinguer 2 types principaux de catégories socioprofessionnelles faisant part du tourisme : les artisans et les pêcheurs.

La production artisanale est de plus en plus destinée à la commercialisation dans les établissements touristiques avec la création de boutiques d'objets locaux, notamment les objets d'art Makondé (ethnie du nord du Mozambique, réputée pour son art de sculpture). Les marchands d'artisanat se regroupent parfois en association, comme l'on a pu le voir à Vilanculo par exemple, ce qui permet d'importer les objets en grande quantité et de réduire la concurrence entre les vendeurs.

Les pêcheurs et propriétaires de bateaux : la production de pêche est vendue aux hôtels pour la restauration, notamment les espèces nobles, les crevettes et calamars. Par ailleurs, la location d'un bateau et de son équipage est fréquente pour des ballades en mer et nombreux pêcheurs se sont reconvertis en guide touristique informel. Ils assurent généralement les deux activités en fonction de la saisonnalité touristique.

Il convient de préciser que la plupart des locaux enrôlés dans des activités touristiques sont jeunes (entre 20 et 30 ans) et pratiquent les langues étrangères. Au niveau des pêcheurs-guide, on a pu remarquer qu'ils sont souvent les fils de pêcheurs propriétaires de bateaux et filets donc généralement riches et reconnus par la communauté, pouvant se permettre de prêter leur embarcation pour des visites touristiques. Ce qui induit une corrélation entre le statut social local et l'intégration aux activités touristiques. Nous voulons dire par là que ce sont souvent les plus riches et les plus éduqués (connaissance et pratique des langues étrangères) qui réussissent à intégrer le monde du tourisme et à en tirer profit, ce qui dans le fond traduit que le secteur touristique ne permet pas de réduire les inégalités sociales au sein des communautés, mais au contraire de les renforcer. Nous verrons d'ailleurs à l'exemple des études de cas développées dans la troisième partie que l'activité touristique n'intègre pas l'ensemble des catégories sociales formant une communauté mais au contraire qu'elle n'en privilégie qu'une petite partie.

Par ailleurs, la présence des ONG internationales au Mozambique est récente. Elle fait suite à la l'ouverture économique du pays et a permis la formation d'ONG locales soutenues par des fonds extérieurs. Leur présence sur le terrain fait d'elles des intermédiaires entre les communautés et le gouvernement, voire même avec l'opinion publique internationale, grâce au pouvoir de pression qu'elles peuvent jouer sur l'Etat et les acteurs du développement. L'ONG internationale qui participe le plus en matière de tourisme est le WWF, qui soutient les projets de conservation et de protection de l'environnement. Elle mène des actions dans des zones protégées à vocation touristique, comme les archipels de Bazaruto et des Quirimbas, où nous avons choisi de mener nos études de terrain. Le WWF s'intéresse également à l'éducation à l'environnement, à l'engagement communautaire, à la protection des espèces menacées et appuie les projets de gestion des ressources naturelles par les communautés. Il a joué un rôle important dans la création du parc des Quirimbas en 2002 en sollicitant la participation des communautés résidentes des îles de l'archipel et en soulignant le caractère unique de cette aire qui devrait être classé par la suite patrimoine naturel de l'humanité par l'UNESCO.

III. Mise en tourisme du territoire mozambicain

Le ministère du tourisme (MITUR) est encore en voie de développement et les statistiques disponibles restent encore minimales pour une étude approfondie des flux touristiques. Dans un récent rapport du MITUR (2005), le gouvernement reconnaît que « *les données sur le tourisme au Mozambique sont d'une manière générale chargées de grandes marges d'erreurs* ». Les hôtels sont tenus de faire remplir des questionnaires d'identité aux touristes et de les renvoyer au ministère qui traite les données. Malheureusement, toutes les structures hôtelières ne respectent pas ces engagements, et les statistiques sont encore loin d'être exhaustives, c'est pourquoi il nous a paru peu pertinent d'articuler notre thèse autour de ces éléments. A part les entreprises touristiques, concernant les flux il est encore « *très difficile d'obtenir les informations établies directement dans les postes frontières, pour des raisons de sécurité* ». Da Silva, qui s'est intéressé à l'importance et origine des flux touristiques dans sa thèse reconnaît que « *le Mozambique n'a pas d'expérience d'évaluation systématique des fréquentations touristiques* », ce qui laisse les chercheurs sans « matière première » d'analyse.

Une étude quantitative du tourisme et de ses effets n'est donc pas forcément pertinente de part le risque de porter des interprétations d'analyse à partir de résultats statistiques faux. Nous avons préféré ainsi privilégier une approche plus qualitative, en plaçant les communautés réceptrices au cœur du sujet, comme nous le verrons dans la troisième partie de cet ouvrage.

Par ailleurs, afin de situer l'activité touristique au Mozambique dans un contexte concret, nous avons tenté d'apporter dans ce chapitre sur la mise en tourisme du territoire, quelques chiffres et statistiques retraçant l'évolution du secteur.

1. La clientèle touristique du Mozambique : origine des flux et fréquentation

1.1. Un tourisme prospère à l'époque coloniale

A l'époque coloniale, les flux touristiques sont originaires d'Afrique du Sud majoritairement, de Rhodésie, Swaziland, Malawi, soit les pays frontaliers mais aussi du Portugal et des U.S.A.

« L'importance et l'origine des flux touristiques varient en fonction de l'activité touristique des espaces d'accueil, de la proximité des foyers régionaux émetteurs et des liens historiques et culturels » (Da Silva, 2007, p 46)

Pays d'origine	1968	1971
Allemagne	4246	5804
Belgique	5976	583
Brésil	891	4569
Canada	185	591
Spain	708	2783
E.U.A	6067	6169
France	2264	4737
Grece	660	1334
hollande	1197	1668
Italie	2691	3192
Japon	978	1985
Malawi	5976	4588
Royaume Uni	15778	15483
R.S.A	489215	624550

Rhodésie	226834	255426
Swaziland	14186	16083
Suède	141	80
Suisse	1148	1799
Zambie	15069	7410
Autre pays	26656	28567
total	815813	971318

Fig 22-Tableau du nombre de nuitées selon les lieux d'origine des touristes (source : Rapport du III Plano do Fomento, 1972, MITUR 2004)

A l'époque coloniale, la majorité des touristes vient d'Afrique du Sud et des pays frontaliers où la population blanche est conséquente, comme la Rhodésie, le Swaziland. La région Sud et la ville de Maputo sont les lieux les plus fréquentés par les touristes sud-africains, ainsi que la ville de Beira qui bénéficie de sa position proche de la Rhodésie. Au Nord, la province de Cabo Delgado accueille un tourisme portugais en majorité. A cette époque, le tourisme servait d'instrument d'intégration des populations blanches dans les centres économiques urbains. Cette question de l'instrumentalisation soulevée à propos de la colonisation, « *pour laquelle le développement du tourisme constituerait un facteur d'intégration supplémentaire* » (M.I.T., 2002, p 206), s'applique largement au contexte colonial mozambicain. Et l'on a pu constater que « *les héritages issus de cette colonisation induisent encore maintenant des rapports touristiques privilégiés entre les métropoles et leurs anciennes colonies* » (Cazes, 1992), puisque les touristes portugais constituent encore aujourd'hui une partie importante des flux de visiteurs.

1.2. Le « come-back » actuel des sud-africains

	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de visiteurs par an	404000	444400	488840	537734	591496

Fig 23- Tableau du nombre de visiteurs annuels de 2002 à 2006, d'après le plan de développement du tourisme (2003-2008)

L'évolution du nombre de touristes est croissante sur la période 2002-2006, avec un taux de croissance de 46 % entre les deux années.

Le problème de quantification du phénomène touristique est ici récurrent car en 2001, l'INE (Institut National des Statistiques) indique qu'en 2002, 404 000 individus sont entrés dans le pays alors que la direction nationale du tourisme annonce 248 818 hôtes, ce qui fait une différence considérable. On peut estimer que cet écart est dû au nombre très important de visiteurs sud-africains qui arrivent en voitures 4x4 équipées de matériel pour se loger et se nourrir et ne participent ainsi pas dans la comptabilisation des nuitées.

PAIS DE RESIÊNCIA PERMANENTE	ANOS		
	2002	2003	2004
África do Sul	133.122	139761	228.104
Malawi	76.011	50528	74.933
Zimbabwe	60.450	47890	65.896
Suazilândia	13.275	8341	17.773
Outros	7.542	7034	11.213
Total de África	290.400	253.554	397.919
Estados Unidos	3.486	2098	5.647
Brasil	957	560	2.001
Outros	1.088	0	1.367
Total América	5.511	2.658	9.015
China	1.011	542	1.597
Outros	711	0	590
Total do Leste da Ásia	1.722	542	2.187
Índia	1.392	1190	2.208
Paquistão	870	997	1.703
Total do Sul da Ásia	2.262	2.187	3.911
Portugal	10.035	10580	11.898
Reino Unido	5.022	2416	6.700
Alemanha	2.403	2434	2.885
Holanda	1.494	2361	2.867
França	1.887	788	2.759
Itália	1.641	1699	2.574
Dinamarca	738	373	1.586
Espanha	1.179	564	1.284
Outros	2.559	1510	3.234
Total Europa	26.958	22.725	35.787
Outros N. E.	16.080	19.721	25.688
Total Geral	342.933	301.387	474.507

Fig 24-Tableau du nombre de visiteurs selon le pays d'origine de 2002 à 2004(INE, 2007)

A la différence des autres pays africains, la majeure partie des entrées de visiteurs au Mozambique sont régionales, avec 84% des touristes en provenance d'un pays voisins en 2004. Le taux de visiteurs venus d'autres continents représente donc seulement 16% alors qu'il est de 60% pour le reste de l'Afrique (IFC, 2006). L'Afrique du Sud participe en majorité au trafic régional, avec un taux de 48% du total des visiteurs entrant dans le pays en 2004. L'unique marché international relativement important est le Portugal, avec 11 898 visiteurs en 2004 soit 2, 5% du total des visiteurs. L'Europe constitue le second marché après celui régional, représentant 7, 5%.

Depuis la réouverture du pays au marché global, on assiste donc à la même configuration des flux touristiques que pendant la période coloniale. Le tourisme régional comprenant les pays voisins du Mozambique fournit la majorité des visiteurs. Le deuxième groupe de visiteurs est formé par les voyageurs européens, dont la majorité étant des portugais et des anglais. On peut rappeler que la présence de ces derniers à la période coloniale était conséquence au fait qu'ils possédaient des résidences secondaires en Afrique du Sud, ce qui peut expliquer d'ailleurs leur engouement actuel pour ce pays malgré la distance.

Les américains constituent un troisième groupe de touristes, dont le nombre tend à augmenter, représentant presque 2% de la totalité des visiteurs en 2004.

Même si les touristes sud-africains furent et sont encore les principaux clients du tourisme mozambicain, on voit entrer en scène de nouveaux types de clientèle, comme les européens et les nationaux, mais également des touristes venus du Moyen Orient. En effet, la liaison directe Maputo-Dubai, la présence d'investisseurs hôteliers comme le groupe Rani et l'importance de la communauté musulmane ont permis l'ouverture vers le marché oriental. La figure qui suit nous renseigne sur l'ouverture des lignes aériennes depuis le Mozambique vers les destinations nationales et internationales. Au total, le pays comprend 4 aéroports internationaux, correspondant aux 3 plus grandes villes régionales : Maputo, Beira et Pemba. La présence d'un aéroport international à Vilanculo montre l'essor du tourisme et un niveau de fréquentation touristique élevé dans cette région.

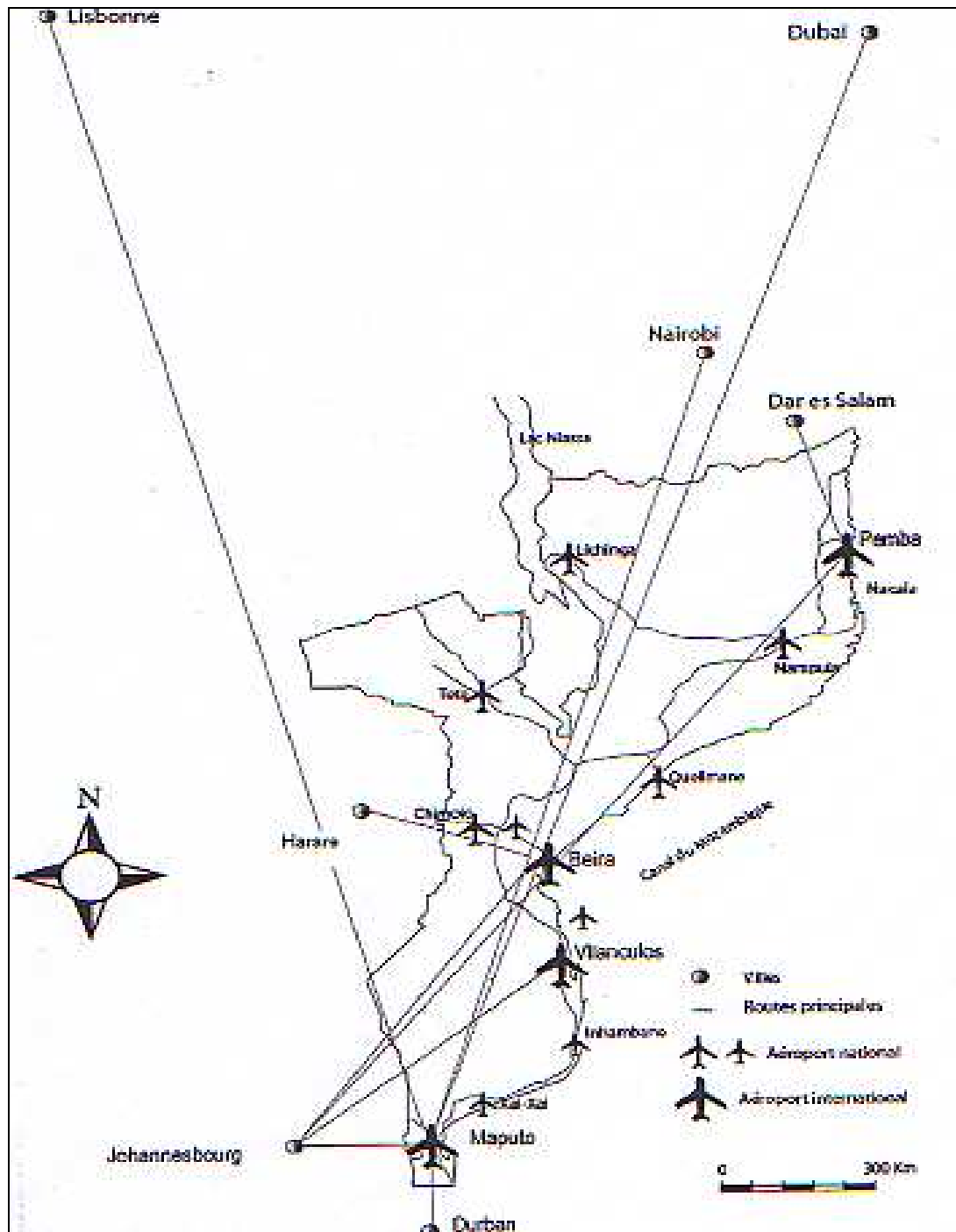


Fig 25-Carte des liaisons aériennes nationales et internationales au Mozambique (DA SILVA, 2007)

Selon les chiffres du Ministère du tourisme recensés par l'INE en 2007, la majorité des entrées furent liées au tourisme de loisir avec 20 % de la part des visiteurs et au transit (21%). Le tourisme d'affaires représente le deuxième groupe de touristes avec 18,5% du total des visiteurs. Le tourisme de visites est également important, représentant 13% des visiteurs. Le tourisme de loisirs, pourtant largement développé dans les pays africains voisins (70% environ des touristes), ne représente donc au Mozambique que 20%, ce qui montre que le marché du loisir est encore peu exploité. De plus, ce secteur est dominé par les touristes sud-

africains qui représentent 90% des touristes venus pour le loisir alors que les touristes intercontinentaux prédominent dans le tourisme d'affaire et domestique.

MOTIVO DA VIAGEM	ANOS		
	2002	2003	2004
Negocios	70.731	69.015	88.152
Oficial	12.198	9.035	18.914
Turismo	73.038	58.790	96.803
Transito	98.787	40.837	98.360
Visita	29.814	47.062	62.387
Trabalho	20.901	18.585	32.052
Mineiro	348	4.737	7.120
Outros	18.683	30.059	53.282
Não Especificados	18.453	23.267	17.433
TOTAL	342.933	301.387	474.507

Fig 26-Tableau des motifs de voyage au Mozambique pour la période 2002-2004, INE (2007)

A l'exception du Malawi qui possèdent des ressources touristiques relativement réduites par rapport au Mozambique, tous les autres pays frontaliers du Mozambique correspondent aux 10 destinations les plus prisées d'Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe, Botswana, Kenya, Zambia, Tanzania), ce qui peut être un avantage pour la proximité mais aussi un inconvénient au point de vue de la concurrence (IFC, 2006). Cela prouve également que le Mozambique sous-exploite largement ses capacités touristiques par rapport aux états voisins. De plus, le Mozambique est en concurrence avec les îles de l'Océan Indien (Seychelles, Maurice et Maldives) qui proposent le même type de produit touristique (les trois S), ce qui divise largement les flux touristiques pour la zone sud-ouest de l'Océan Indien. Il semble donc que le Mozambique soit en proie à une concurrence solide avec les pays de la zone qui ont misés sur le tourisme depuis longtemps. L'attractivité du tourisme au Mozambique repose donc sur la capacité des acteurs du tourisme à promouvoir cette destination au niveau international.

Par ailleurs, le développement économique récent de certaines villes du Mozambique à favoriser l'émergence d'une classe de touristes mozambicains, mais il est difficile de quantifier le phénomène. En effet, les principales villes, Maputo, Beira et Nampula, qui sont aussi les centres économiques du pays émergent comme des « espaces de nouveauté » de culture et de mode et attirent les jeunes des familles aisées des régions proches qui viennent y faire des achats. Pourtant, le tourisme domestique mozambicain ne rentre pas en compte dans les statistiques du fait « que ces visiteurs ne se logent pas dans les hôtels, mais plutôt auprès de leurs parents et amis » ou bien « en louant des maisons ou des chambres dans le secteur informel » (DA SILVA, 2007). Par ailleurs, les périodes de fêtes comme Noël et le nouvel an sont aussi l'occasion de faire du tourisme, notamment pour les jeunes riches issus du milieu urbain, qui se rencontrent alors dans les lieux touristiques de la côte et notamment sur les plages d'Inhambane ou de Pemba pour faire la fête. Si l'on ne peut encore parler de véritables saisons touristiques au Mozambique, les données statistiques indiquent quand même des pointes de concentration en juillet/août et décembre/janvier, ce qui correspond aux périodes de vacances scolaires des européens et des sud-africains et des touristes nationaux.

De plus, le tourisme d'affaire prend de plus en plus d'importance dans les centres urbains du pays. Sinon, les vrais touristes mozambicains, qui voyagent et se logent dans des hôtels pour la détente, sont encore une minorité, constituée par les plus aisés : les membres du gouvernement et les dirigeants des grandes entreprises.

2. L'espace touristique mozambicain

Les ressources et potentialités touristiques qu'offre le territoire Mozambique ont déjà été largement recensées et étudiées, que ce soit au travers de rapports environnementaux ou bien même de thèses, c'est pourquoi nous ne traiterons pas de ce sujet une fois de plus. Bien sûr, l'émergence des espaces touristiques au Mozambique peut être imputée à la qualité des « ressources » touristiques. Mais, bien que « *les ressources touristiques, sa distribution géographique et ses formes de valorisation semblent être fondamentales pour comprendre le processus d'émergence des espaces touristiques mozambicains* » (Da Silva, 2007), nous pensons que la dimension culturelle et historique des peuples occupant les espaces littoraux aujourd'hui touristiques prédétermine dans l'analyse du processus de mise en tourisme. En ce sens, nous avons privilégié l'approche culturelle de la géographie du tourisme plus qu'une approche physique, puisque la découverte du pays nous a prouvé que la « beauté » et la qualité environnementale d'un lieu ne fait pas forcément de celui-ci un lieu touristique. On pourrait même rajouter (en exagérant un peu !) que l'ensemble du Mozambique serait alors une multitude de lieux touristiques tant les paysages peuvent sembler attractifs et beaux pour les visiteurs. Or, la situation est bien différente, seuls quelques lieux peuvent se vanter d'être touristiques au Mozambique, et pour nous cela ne relève pas du « hasard » environnemental, mais bien d'une composante culturelle et historique, que nous nous efforcerons de mettre en lumière au fil de cette étude. Cette orientation culturelle de l'analyse du tourisme au Mozambique est novatrice, puisque l'ensemble de la bibliographie récoltée sur le sujet n'aborde que les problématiques environnementales. Par ailleurs, les études ethnographiques et anthropologiques sont rares, ce qui est regrettable sachant le nombre d'ethnies différenciées au Mozambique, et ce qui de plus ne nous a pas aidé dans nos recherches sur les cultures et pratiques traditionnelles locales. En ce sens, nos recherches effectuées et les informations obtenues sur le sujet nous placent dans le domaine de l'ethnogéographie associée à la géographie du tourisme.

Par ailleurs, d'une manière générale, le tourisme au Mozambique est avant tout urbain, car ce sont ces types d'espaces qui ont profité le plus au développement du tourisme, suscitant l'attraction des investisseurs plus facilement que les espaces ruraux. Le tourisme à Maputo représente plus de 50% des structures hôtelières de l'ensemble du pays et attire largement le plus de touristes. L'analyse du tourisme urbain au Mozambique n'est pas l'objet d'étude de notre thèse, du fait qu'il soit plus difficile à qualifier sans données statistiques et que de plus il ne prend pas en compte l'enjeu de la participation des communautés locales.

Ainsi le tourisme urbain n'utilise pas forcément les ressources de la population, au contraire comme on pourra le voir à l'échelle de petites villes côtières comme celle de Vilanculo, où il favorise l'apport de centralité pour le lieu et contribue ainsi au développement socio-économique. Da Silva qui a centré sa thèse principalement sur le tourisme à l'échelle nationale traduit ce fait en confirmant que « *dans une autre catégorie de territoires (urbains), les flux générés par le tourisme sont importants, ils s'ajoutent à d'autres activités économiques sources d'emplois, bien que ces derniers soient généralement précaires. Les exemples les plus significatifs sont ceux de Vilanculos et Bilene dans la région sud et de la ville de Pemba au nord où le tourisme se présente en forte croissance.* » (DA SILVA, 2007)

Parallèlement au tourisme urbain, des nombreux villages côtiers à caractère rural ont été l'objet d'une mise en tourisme à vocation balnéaire et nous avons choisi d'y porter une attention d'analyse particulière. En effet, de nombreuses études descriptives relatent déjà du tourisme dans les grandes villes du Mozambique ainsi que dans certains sites naturels comme les parcs nationaux tels que celui du Gorongosa.

Certes les flux touristiques vers les destinations plus rurales et isolées des grandes villes ne sont pas encore forcément importants, ce que confirme Da Silva, « *des apports diffus et d'importance mineure touchent plusieurs petits espaces dispersés sur le reste du pays, surtout sur la côte, avec des niveaux de fréquentations extrêmement variables* » en donnant l'exemple des Quirimbas qui représente un de nos terrains d'étude, mais n'entraîne pas le fait qu'ils doivent être marginalisés des études touristiques. Au contraire étudier le processus d'implantation du tourisme dans un lieu au moment où il est réalisé permet ainsi de pouvoir s'appuyer sur d'autres exemples nationaux ou même internationaux et d'en tirer des recommandations.

Ainsi, le tourisme côtier qui est l'atout premier de la stratégie gouvernementale et le plus valorisé dans les brochures touristiques, n'est que très peu étudié scientifiquement, du fait certainement des enjeux économiques et de la pression sociale forte, provoqués par la croissance démographique dans les régions littorales et par la baisse des ressources de pêche qui constitue leur principale activité. En effet, la relation entre activité touristique et densité de population littorale est importante et suscite donc des conflits d'utilisation de l'espace, sans parler du problème foncier. La liberté d'expression nous permet, nous chercheurs européens, de replacer l'analyse des effets du tourisme dans une approche géographique objective et non corrompue, ce qui n'est pas forcément le cas pour les étudiants-chercheurs locaux ou les experts environnementaux engagés par les infrastructures touristiques pour réaliser des études d'impacts environnementaux.

3. Mise en tourisme des espaces étudiés

A la différence du processus de touristification, « *la mise en tourisme pourrait désigner le processus, et l'état qui en résulte, d'un développement planifié, plus volontariste, contrôlé, sinon maîtrisé, s'appliquant aux mêmes objets.* » (DEWAILLY, 2006, p 132)

La mise en tourisme du territoire induit une différenciation des espaces touristiques qui pourraient se classer selon une typologie de lieux touristiques. L'équipe du M.I.T s'est efforcée de fonder une classification des types de lieux touristiques, que nous avons repris pour définir les espaces touristiques étudiés lors de notre séjour sur le terrain.

3.1. Province d'Inhambane : le Sud

3.1.1. La ville de Vilanculo

Le type de mise en tourisme définit l'espace touristique de Vilanculo comme un couple ville-station puisque Vilanculo était une ville préalablement à l'implantation de l'activité touristique. La mise en tourisme a entraîné une juxtaposition d'un quartier touristique de type station (créé par et pour le tourisme) au noyau ancien aggloméré. Dans le fonctionnement de l'espace, il y a persistance d'une polyfonctionnalité au sein d'une même entité et la fonction d'hébergement est essentielle et concentrée dans la partie station de la ville.

3.1.2. Les îles de l'archipel de Bazaruto

Pouvant être considérées de prime abord comme des comptoirs touristiques, les îles se présentent aussi comme des stations puisque elles accueillent des populations résidentes.

Le comptoir se caractérise en effet par « *l'isolement, la fermeture relative et la simplicité du jeu des acteurs et fait appel à l'application d'un règlement spécifique, de l'exercice d'un droit de police intérieure, l'existence d'une clôture physique visible et manifeste* » (M.I.T, 2002). En

ce sens, à l'exception d'une clôture visible et clairement définie (bien que les limites maritimes du parc soient réelles et délimitées par des bouées), les îles correspondent spatialement à des comptoirs. L'existence des limites du parc et de son règlement, la géographie des îles situées au large de la côte favorisent l'isolement et la simplicité du rôle des acteurs. Par ailleurs, le comptoir se définit également par la maîtrise de l'espace par un acteur promoteur en général et une fonction d'hébergement essentielle. C'est effectivement le cas sur les îles de l'archipel puisque différents promoteurs se partagent les îles et les hôtels qui y sont implantés. Ces hôtels sont des inventions ex nihilo et leur fonction touristique est uniquement destinée à l'hébergement (aucune structure touristique à part l'hôtel). Une création ex nihilo peut se définir par exemple comme « un lieu bâti au milieu d'un espace vierge, à distance d'un endroit déjà habité ou exploité d'une façon relativement intensive » (DEWAILLY, 2006). Les deux hôtels de luxe à Bazaruto se définissent donc comme des créations ex nihilo, puisqu'ils ont été construits chacun près d'un village de pêcheurs, sur des terres à l'origine exploitées par les habitants. Pour autant, d'après la classification du M.I.T., ces lieux ne peuvent correspondre à des comptoirs touristiques, puisque l'existence d'une population résidente en contrarie le sens. La notion de station est alors requise pour expliquer la présence de population. En effet, « *la station touristique se définit par la primauté de l'activité touristique dans le lieu. Elle est créatrice du lieu et toujours dominante. La station se caractérise par la présence d'une population résidente, ce qui en fait également un lieu de vie. Il s'agit donc d'un lieu urbain.* » (KNAFOU et al, 1997). Il est clair que les îles de Bazaruto ne sont pas de lieux urbains, bien qu'elles soient peuplées et touristiques, mais des lieux ruraux où la population traditionnelle évolue en parallèle de l'activité touristique, ce qui recoupe également la définition du M.I.T. qui précise que « *la station s'insère dans une discontinuité spatiale et socio-économique avec l'environnement* ».

L'espace touristique formé par les îles de l'archipel de Bazaruto semble donc complexe à définir selon les critères déjà établis. Selon nous, la classification voulant regrouper le plus de lieux qualifiables touristiquement dans le monde, les définitions ne peuvent donc pas s'adapter à des sites locaux particuliers, comme ceux que nous mettons en lumière. Nous définirons donc au final les lieux touristiques des îles de Bazaruto comme des stations, même si les deux définitions à quelques critères près s'y adaptent. D'autres auteurs comme Da Silva (2007) relativisent moins sur le sujet et affirment une typologie claire : « l'archipel de Bazaruto compte 5 stations touristiques ».

3.1.3. La ville d' Inhassoro

Selon les critères de classification du M.I.T., elle se définit comme une ville-étape, correspondant à une ville de petite dimension qui présente une fonction d'hébergement hypertrophiée mais qui n'est peu ou pas visitée par les touristes. La ville-étape doit beaucoup à sa position relative au sein du système de circulation. En effet, Inhassoro correspond à la dernière ville du circuit touristique de la province d'Inhambane débutant avec la capitale provinciale Inhambane (même nomenclature pour la province et la ville) et s'achevant aux limites du parc de Bazaruto. Situé à 50 km au nord de Vilankulo, la ville d'Inhassoro est victime de la réputation et de la fréquentation touristique de cette dernière. Tous les touristes s'arrêtent à Vilankulo pour séjourner alors qu'ils ne font que passer par la ville d'Inhassoro pour se rendre sur l'île de Bazaruto. En effet, elle correspond au point de départ du voyage pour les îles et manque donc au final d'intérêt pour les touristes. Par ailleurs, l'activité de pêche à Inhassoro étant la plus importante de la région, la fonction d'hébergement est également destinée aux marchands de produits de la mer venus d'autres régions qui y résident quelques temps dans un but commercial. Inhassoro se présente donc bien comme une ville-

étape, que ce soit pour les touristes internationaux qui y passent seulement mais aussi pour les négociateurs nationaux considérés alors comme touristes qui s’y arrêtent quelques temps avant de reprendre leur circuit marchand. En ce sens, Inhassoro présente un manque notable de stratégie touristique impliquant la population locale, alors que les résidents y voient pourtant une source d’enrichissement. On a pu lire dans la revue mozambicaine *Savanna* que « *le tourisme est le facteur fondamental du développement d’Inhassoro, mais nous avons un tourisme de merde (sic). Il n’y a pas de stratégie du tourisme ici, tout ce qu’il y a ce sont des lodges sud-africains qui ne savent rien faire avec leur terre, et quelques mozambicains qui mangent leurs miettes* »²⁶. Par ces propos, on ressent toute l’amertume des habitants locaux par rapport au type de tourisme qui s’est implanté dans leur ville. Ils ont conscience de ne pas faire partie du développement alors que dans d’autres lieux la situation est différente. Effectivement, un séjour sur le terrain à Inhassoro nous a permis de constater de la réalité des faits et de la comparer avec celle de Vilanculo, localisé seulement à 50 km au sud. La frustration des locaux de ne pas recevoir de bénéfices liés à l’activité touristique et d’être oublié de la stratégie touristique gouvernementale a favorisé un climat négatif à l’encontre des touristes, voir dangereux. En effet, Inhassoro est victime d’une mauvaise réputation touristique, malgré un site géographique favorable au développement de cette activité. La mentalité des locaux rentre donc largement en compte dans un processus durable d’implantation touristique, puisque l’investissement étranger n’implique pas forcément une fréquentation touristique systématique. Si les touristes ont perçu un climat défavorable à leur présence, ils ne reviendront pas et contribueront à la mauvaise réputation du lieu.

3.1.4. Le marché touristique de Vilanculo/ Bazaruto

Le tourisme contribue de forme marginale à l’économie de la province avec près de 1% du PIB provincial et 700 postes de travail pour l’année 2003. Avec environ 30 000 touristes par an, la région de Vilanculo/ Bazaruto répond à 7% des recettes annuelles du tourisme (MITUR, 2006). Les potentialités et ressources touristiques mises en avant par le plan stratégique du gouvernement sont reprises dans le tableau ci-dessous.

<u>Ressources de la région Bazaruto-Vilanculo</u>
Plages étendues et récifs protégés de l’archipel de Bazaruto qui permettent la pratique des activités récréatives du tourisme comme la plongée, la pêche, la natation, le sand boarding
Le parc marin de Bazaruto (lacs, faune et flore riches des zones marines : baleines, oiseaux, dauphins, tortues, dugongs, raies, requins baleines)
Les villages ruraux avec forêts et plantations locales (coco, cajou, tamarins, mangrove)
Arts et métiers, traditions locales, musique/danse, nourriture locale
Ruines et sites archéologiques
Dunes de sable uniques qui permettent la pratique de sports de sable
Faune terrestre : singe Simango, singe nocturne, chèvre rouge, Imbabala et autres

Concernant le parc marin de Bazaruto, la gestion du développement de la zone est défini par un cadre légal institutionnel formé par :

- une agence publique comprenant les services du Parque National de Bazaruto et un Poste Administratif, qui assure la fonction de conservation des ressources terrestres ;
- une communauté locale et des membres élus du comité et des autorités traditionnelles ;

²⁶ Extrait de l’entrevue avec José Cardoso, publié dans la revue mozambicaine *Savanna*, le 5/1/98 page 28.

- les médiateurs des services du tourisme et de l'hôtellerie localisés dans l'archipel.

Cependant la capacité à respecter les règles et normes du parc est faible, spécialement du point de vue de : l'accès et l'usage de la terre, du zonage (division de l'espace en zone spécifique), des menaces en terme d'environnement, la transparence relative aux taxes du parc marin²⁷, et le maintien des activités touristiques communes²⁸.

Une étude plus poussée de la gestion du Parc National Marin de Bazaruto sera développée dans la troisième partie de la thèse en rapport avec les études de cas.

3.2. La province de Cabo Delgado : le Nord

3.2.2. La ville de Pemba

Elle se définit comme une ville touristique, puisque la fonction touristique s'est insérée sans modification fondamentale de la structure urbaine d'ensemble et la mise en tourisme s'est traduite par une territorialisation touristique de certains secteurs de la ville. En effet, la ville étant construite en deux parties, la *baixa* (partie basse) et la *villa* (partie haute), le tourisme s'est implanté exclusivement dans la partie basse localisée sur le littoral et bénéficiant d'une brise marine favorable. La partie haute, qui représente le principal pôle économique de la région puisque Pemba en est la capitale, accueille l'ensemble des directions gouvernementales. A l'exception de quelques pensions tenues par des mozambicains destinées principalement au tourisme d'affaire, les touristes internationaux résident tous dans la partie basse. L'implantation récente de l'hôtel 5 étoiles Pemba Beach Hotel montre l'engouement des investisseurs étrangers pour la région de Cabo Delgado, ce qui permet à cette région la plus pauvre du Mozambique de développer des opportunités économiques telles que les emplois notamment.

3.2.3. L'île d' Ibo

L'île d'Ibo présente une partie urbaine (Vila do Ibo) construite par les Portugais à l'époque coloniale où l'île était la capitale régionale de Cabo Delgado, avant qu'elle ne soit transférée à Pemba.

Considérée entre ville (+ 2000hab) à fonction touristique et ville touristifiée, la situation touristique de l'île d'Ibo reste complexe à définir. En effet, certaines activités anciennes disparues ont été réintégrées à la production touristique mais la structure urbaine d'ensemble n'a pas été modifiée. Par contre, la structure spatiale originelle a été patrimonialisée et subvertie par le tourisme, comme nous avons pu le montrer dans le second chapitre de la première partie.

²⁷ L'entrée du parc est taxée au touriste de 5\$ par les hôtels installés dans l'archipel, les recettes devant être redistribuées pour appuyer l'aide au développement des communautés résidentes des îles. Néanmoins, cela ne fonctionne pas très bien du fait des relations difficiles entre les lodges et la communauté.

²⁸ Certains monuments historiques (phare, ruines) nécessitent une restauration pour les transformer en sites archéologiques relatant de l'histoire du lieu.

3.2.4. L'île de Quirimba

L'île se présente actuellement comme un site touristique car il n'y a pas encore de fonction d'hébergement à proprement parlé. Les touristes venus en bateau depuis d'autres îles de l'archipel s'y rendent pour quelques heures afin de s'imprégner du climat de la vie traditionnelle locale. C'est un site qui présente un fort potentiel de mise en tourisme.

2.3.4. Les autres îles de l'archipel des Quirimbas

Elles fonctionnent toutes comme des comptoirs, puisque ce sont des espaces fermés géographiquement et dominés par un promoteur unique touristique. Elles se présentent comme des îles-hôtels, accueillant uniquement des touristes. Les populations locales ont été déplacées lors du processus de mise en tourisme de ces îles et relocalisées dans d'autres îles comme celle d'Ibo ou de Quirimba qui ne présente qu'une fonction touristique relative voir inexistante. Nous verrons plus particulièrement le cas de l'île de Quilaléa dans la troisième partie du document.

4. Processus de conservation ou mise en tourisme des aires protégées

Quand on analyse le processus de mise en tourisme du territoire mozambicain, on ne peut le dissocier du processus de conservation par la mise en place des zones protégées à but touristique.

L'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) créée en 1948 institua des critères de classification des aires de conservation en accord avec les objectifs de gestion visés. Les gouvernements des Pays du Sud ont été encouragés à établir des zones de conservation selon les critères reconnus internationalement.

Le Mozambique est membre de l'UICN et ses aires de conservation se distinguent en 3 catégories répertoriées par cet organisme : Les Parcs Nationaux (catégorie II), les Réserves Nationales (Catégorie IV) et les Aires Protégées (Catégorie VI).

Le but des zones de conservation est d'établir une gestion durable des ressources naturelles en présence, avec le tourisme comme mécanisme préférentiel d'utilisation de ces ressources.

Le gouvernement peut ainsi allier deux causes de développement : la gestion de l'environnement et le développement d'un secteur économique rentable.

Au Mozambique, le processus de mise en conservation du territoire est très important, avec l'établissement de 6 parcs nationaux, 6 réserves naturelles, 12 aires protégées, 8 zones de chasse et 3 aires de conservation transfrontalières.

Nos terrains d'étude sont compris tous deux dans des parcs nationaux, le parc des Quirimbas étant le parc le plus récent établi au Mozambique.

Ces deux régions font partie du processus de développement touristique prioritaire au Mozambique et représentent des destinations touristiques attractives.

Par ailleurs, le processus de mise en conservation de certaines zones, notamment les parcs marins, tend à avoir des limites. En effet, les superpositions de compétences entre les ministères de tutelle, leurs objectifs et leurs capacités d'action respectifs sont un frein au bon fonctionnement des aires protégées et des parcs nationaux au Mozambique.

Un travail d'analyse a mis en lumière les contraintes législatives et opérationnelles comparées de création d'aires protégées sous couvert de la « Loi de la Pêche » et de la « Loi sur les Forêts et la Faune Sauvage ». Il apparaît un a priori de gestion des parcs et réserves nationaux à fin touristique potentiellement générateur de conflit. On peut retenir que les parcs et réserves nationaux prévus par la loi permettent une plus grande souplesse de mise en œuvre et surtout

autorisent des recettes principalement liées aux activités touristiques, ce qui peut laisser en marge les autres activités prises en compte dans les limites des parcs telle que la pêche.

5. Les contraintes au développement du tourisme au Mozambique

Le Mozambique possède des potentialités touristiques notables, ce qui est confirmé par l'intérêt croissant pour le pays de la part des investisseurs de l'Afrique du Sud, du Portugal et autres.

Pourtant, le pays est dans une situation de carrefour, ne sachant pas quelle route prendre. Des contraintes spécifiques : comme une accessibilité difficile, une position en marge sur le marché international, son absence des réseaux internationaux de distribution ; devraient être résolues de façon à permettre la croissance réelle du secteur.

D'une forme plus générale, le faible niveau d'investissement étranger augmente le coût du financement local et des éventuels produits fabriqués sur le territoire et représente une barrière à l'innovation d'entrepreneurs. Un développement dynamique du secteur touristique au Mozambique est réprimé par la somme des ces obstacles.

Les priorités maximales à envisager pour un réel développement du secteur contribuant à la croissance économique nationale sont :

- Ebaucher les responsabilités et les documents associés pour les droits d'usage de la terre entre les niveaux locaux et centraux du gouvernement ;
- Proposer aux investisseurs un fond unique où ils pourraient avoir des informations et des indications précises sur les approches et les mécanismes de l'obtention des droits sur la terre. Il pourrait être envisagé également de promouvoir aussi un système de préparation de la terre aux investissements et aux activités touristiques en collaboration avec les communautés locales, qui devrait traiter toutes les questions liées à l'usage de la terre avant l'arrivée des investisseurs.
- Encourager l'industrie hôtelière à travailler en collaboration avec les opérateurs touristiques, les compagnies aériennes et les agences publiques pour augmenter les taxes d'occupation et allonger l'époque touristique (qui n'est que 3 mois seulement actuellement) à travers la diversification du produit touristique.
- Développer un cadre légal pour la résolution des disputes contractuelles entre les communautés et les investisseurs, relatives à l'interruption des accords de partage des rendements liés à l'usage de la terre.
- Augmenter la fiscalisation, la transparence et le contrôle régulier des mécanismes de compensation et des accords entre communautés et investisseurs.
- Revoir le code d'investissement pour garantir un champ d'action équilibré entre les établissements de petites et moyennes dimensions et ceux de grande envergure ; et revoir la structure des impôts, tarifs, et droits sur l'équipement et la machinerie importés.

IV. Exemple de restructuration économique par le tourisme : le cas de Vilanculo

Vilanculo ou Vilankulos se localise sur la côte sud du Mozambique, à 200 km au nord de la capitale provinciale Inhambane. C'est une des villes les plus anciennes en termes d'accueil touristique du fait de sa position géographique proche de Maputo, de l'Afrique du Sud et de la présence de l'archipel de Bazaruto au large du continent. L'évolution de la configuration spatiale de la ville et son développement économique marquent l'impact du tourisme dans cette région du pays. A ce titre, nous l'avons choisie comme exemple d'analyse des effets de la restructuration économique induite par le tourisme. De quel type de lieu touristique sommes-nous en présence ? Quels sont les impacts socio-économiques de la mise en tourisme de Vilanculo ?

1. Attractivité du littoral de Vilanculo

Anciennement réputée pour les activités touristiques balnéaires à l'époque coloniale, la ville s'est de nouveau retrouvée au cœur des intérêts d'investisseurs étrangers après la guerre. Elle fait partie du premier front de développement spontané du tourisme pendant les années 90, et en ce sens, on peut parler d'une touristification préalable à une mise en tourisme. Le développement spontané du tourisme s'est accompagné de transformations spatiales, avec l'installation d'hébergements touristiques dans la partie basse de la ville, le long de la plage, traditionnellement occupée par les maisons de pêcheurs. Au départ, les établissements ne respectaient pas les lois environnementales ni les normes internationales car il n'y avait pas de contrôle gouvernemental. Chacun montait son affaire, en l'occurrence de nombreux sud-africains, comme des campings ou des bungalows sur l'arrière de la plage, sans politique touristique commune ni contrôle de l'Etat. Puis, l'intérêt du gouvernement pour le développement touristique grandissant, l'application des lois créées par le Ministère du Tourisme et de l'Environnement a fait régresser le tourisme « sauvage » vers un tourisme contrôlé de qualité supérieure, supprimant les campings et les établissements de « basse classe ». Aujourd'hui l'investissement à Vilanculo concerne exclusivement le tourisme de luxe, les concessions de terrain pour l'établissement d'un tourisme peu rentable n'étant pas délivrées.

Selon la constitution, la Terre appartient à l'Etat (Republica de Moçambique, Lei da Terra, 1997). Les occupants de la terre bénéficient de droits d'utilisation et d'exploitation délivrés à plusieurs échelles, du gouvernement à la communauté locale. En effet, pour qu'un investisseur obtienne le droit d'occupation d'un terrain, il doit impérativement consulter la communauté locale qui a le droit de véto. Mais, ces dispositions sont avant tout théoriques car concrètement les refus de concession de terre aux étrangers sont quasi inexistantes, du fait de la manipulation relativement aisée des populations locales. Ainsi, Dewailly (2006) est lucide sur la situation fiscale dans les secteurs touristiques quand il s'interroge : « *et qu'est que la « société locale ? Une société démocratique qui parle à 51% par la voix des élus non corrompus ? Des potentats locaux ? Des multinationales qui ont les moyens, financiers ou autres de « convaincre » les opposants ?* » (Dewailly, 2006, p133).

En effet, même si la population locale donne son accord pour une mise en tourisme de son espace, il ne faut pas oublier qu'il est facile de corrompre une société vulnérable économiquement. C'est d'ailleurs le cas dans de nombreux pays du Sud, où les projets touristiques s'implantent grâce à la manipulation des populations résidentes. Cette réflexion vient contrecarrer celle de l'équipe MIT (2002) qui suggère que « *l'activité touristique ne peut véritablement se déployer que si les populations locales se l'approprient* » et « *qu'il n'y a pas de lieux touristiques...sans accord des sociétés locales* » (M.I.T, 2002, p 190-191). Ces

propos nous paraissent inappropriés au regard de la situation dans nombreux pays du Sud. ? Ces chercheurs ont-ils déjà été en Afrique ou même à Madagascar, où de nombreux exemples de lieux mis en tourisme viennent contredire ces affirmations ? Cette réflexion nous semble déplacée, quand on pense à tous ces gens qui se sont fait expropriés pour cause d'implantation d'infrastructures touristiques sur leur terre.

Pour définir le type de lieu touristique auquel correspond Vilanculo, nous nous sommes appuyés sur la classification du MIT (2002).

Vilanculo se présente comme un couple ville-station, puisque c'était une ville préalablement à l'implantation de l'activité touristique. La mise en tourisme a entraîné une juxtaposition d'un quartier touristique de type station (créée par et pour le tourisme) au noyau ancien de l'agglomération. Dans le fonctionnement de l'espace, il y a persistance d'une polyfonctionnalité au sein d'une même entité et la fonction d'hébergement est essentielle et concentrée dans la partie station de la ville. La partie station correspond donc à la partie basse de la ville, sur le littoral, où les établissements touristiques étrangers sont tous concentrés. L'ancien noyau se situe dans la partie centrale de la ville, autour du marché et des voies de communication. L'activité économique liée à la pêche s'est maintenue dans la partie centrale alors que l'activité touristique s'est développée dans la partie périphérique. Au fil du temps, le contrôle des infrastructures par la planification gouvernementale du tourisme a conduit la partie périphérique à devenir un pôle central de la ville.



Figure 27-Carte de localisation des infrastructures à Vilanculo (CLAQUIN, 2007)

2.Touristicité de la ville de Vilanculo

2.1.Le parc hôtelier et la capacité d’hébergement de Vilanculo

Concernant les données statistiques liées à l’évolution de la capacité d’hébergement du district de Vilanculo, une confusion existe puisque Da Silva (2007) annonce une capacité d’accueil de 540 lits dont 60 dits illégaux et que nos recherches bibliographiques nous ont conduits à d’autres résultats. On peut se demander quelle source Da Silva a utilisé dans sa thèse puisque les chiffres sont énoncés sans source ni année de référence, ce qui nous laisse douter de leur véracité. En effet, la source de nos informations est la direction « *area fiscal* » où nous avons recueilli des statistiques datant de novembre 2006. Le nombre de lits disponibles pour le district de Vilanculo est de 1234 (soit le total des lits des îles Magaruque, Benguerra, le cap St Sébastien et la ville de Vilanculo, alors que l’île de Bazaruto est

comprise dans le district d’Inhassoro), soit un total nettement supérieur à celui annoncé par Da Silva, avec de plus, une projection de lits supplémentaires pour la période 2007-2008 de 673.

	Nom établissement	District/lo calisation	Propriétaires	Nombre de lits	Nombre d'employés
1	Aluguer de Q.Mónica	Vilankulo	Samuel Eugénio G.	16	4
2	Baia dos Coqueiros	Vilankulo		40	
3	Baobab Beach	Vilankulo		24	
4	Bhaia Mar	Vilankulo			
5	C.T. Blue Water Lodge	Vilankulo		20	12
6	Campismo de Vilankulo	Vilankulo	B.Austral Emp.N.T.	100	9
7	Casa Gucci	Vilankulo		14	
8	Casa Josef e Tina	Vilankulo	Josef e Tina	12	
9	Casa Rex	Vilankulo	Rex Antóny Potter	10	
10	Casa Rex phase 2	Vilankulo		18	
11	CTC	Vilankulo			
12	Deacra	Vilankulo		18	
13	Deacra phase 2	Vilankulo			
14	Dennis / Sheryl	Vilankulo		40	
15	EDG	Vilankulo			
16	Est. T. Palmeiras Lodge	Vilankulo	Joaquim de Oliveira	20	6
17	Est.T.Aguia Negra	Vilankulo	Timoteo Feliz Pinto	83	28
18	Est.T.Avia Vilankulo	Vilankulo	Alkis Macropolos	90	12
19	Est.T.Baía do Paraíso	Vilankulo	Soc. Baía do Paraíso	138	25
20	Est.T.Baia do Paraíso Fase 2	Vilankulo			
21	Est.T.Vila Boa Vida	Vilankulo	Soc. Belmo		
22	Est.T.Vila da Paz	Vilankulo	Soc. Belmo		
23	Est.T.Vilankulo Beach Lodge	Vilankulo	Firma Vilankulo Beach	33	51
24	Estalagem Pambara	Vilankulo	Nuro M.Hagy		3
25	Estancia Turistica Zombie Cucumber	Vilankulo	J.J.S.	20	
26	Estância Turistica Backpackers	Vilankulo			
27	Golden Sands	Vilankulo		20	
28	Holiday Club Resorts	Vilankulo			
29	Hotel Dona Ana	Vilankulo	B.Austral Emp.N.T.		12
30	Motel Dercia	Vilankulo	Julião G. Nhatsave	16	4
31	Motel Edson	Vilankulo		15	
32	Na Sombra	Vilankulo		20	
33	Pesacada Diving-Vilanculo	Vilankulo	Mahomed Zainadine		
34	Pousada do Motorista	Vilankulo	Aly M. Adamo	9	6
35	Quinta do Sol	Vilankulo		12	
36	Residencial E.N.H / Complexo Bimbi	Vilankulo	E.N.H.	156	28
37	Residencial Pataquinhas	Vilankulo	Pataca Picardo	10	3

38	Smugglers Sports Bar	Vilankulo	Soc. SMUGGLERS	24	16
39	Tropical	Vilankulo		10	
40	Vila la Mar	Vilankulo	VILA LA MAR LD ^a		
41	Vila Paraíso	Vilankulo		36	
42	Vila Sonhos, Landco Lda	Vilankulo	Landco Lda		
43	Vilamar	Vilankulo			
44	Xinhicuane	Vilankulo		12	
45	Xinhicuane Fase 2	Vilankulo			
	Total vilankulo			1036	

Fig 28-Tableau des infrastructures touristiques à Vilankulo (source : area fiscal, Vilankulo, 2006)

Autrefois, Vilankulo était un village de pêcheurs de grande importance en termes d'approvisionnement en produits marins et commerciaux, due à la navigation dans la région. Au XX^{ème} siècle, la région commença à être prisée par les touristes sud-africains notamment et se développa peu à peu sous l'impulsion de nouvelles constructions urbaines dédiées au tourisme. Après un léger passage à vide correspondant à la période de fermeture du pays liée à la guerre, Vilankulo revient dès les années 90 au devant de la scène touristique nationale. En deux décennies, le parc hôtelier de Vilankulo s'est étendu à plus de 45 structures touristiques, ce qui représente un volume d'hébergement important par rapport à la surface urbaine de la ville, avec un total de 1036 lits pour l'année 2006. L'évolution du parc hôtelier a été très rapide puisqu'en 2003 le total du nombre de lits pour la ville de Vilankulo était de 462 (MITUR, 2006). Concernant l'emploi, il est dommage que les statistiques soient incomplètes, ce qui nous empêche de proposer une analyse pertinente. Da Silva (2007) annonce pourtant un nombre d'employés de 306 personnes à temps complet, mais sans donner de source d'information. Malgré tout, l'on sait que Vilankulo représente le secteur d'embauche le plus fort de la région en terme d'emplois directs générés par le tourisme mais également indirects avec l'augmentation du volume des commerçants et des artisans. De plus, le développement touristique de la région et la position géographique spécifique de Vilankulo ont fait de la ville un pôle central de communication entre Maputo et Beira, attirant les investisseurs des télécommunications, du secteur bancaire, de la restauration, de la conservation réfrigérée et du combustible.

2.2.Revenus générés par le tourisme en 2005 dans l'économie locale

FORM OF REVENUE	2005			TOTAL
	Vilankulo	Bazaruto NP	Inhassoro	
ACCOMODATION & ADDED SALES	\$6 951 516,25			\$6 951 516,25
INDEPENDENT WATERSPORT CO	\$345 000,00			\$345 000,00
17% IVA ON SALES	\$1 240 407,76			\$1 240 407,76
1% MUNICIPALE TOURISM TAX ON SALES	\$72 965,16			\$72 965,16
NATIONAL AIR CARRIERS / CHARTERS	\$2 885 568,00	\$4 809 280,00	\$506 240,00	\$8 201 088,00
AIRPORT TAXES	\$329 832,25	\$569 710,25	\$59 969,50	\$959 512,00
VISA FEES	\$79 173,93	\$136 754,97	\$14 395,26	\$230 324,16
NATIONAL PARKS FEES	\$33 000,00			\$33 000,00

Fig 29-Tableau des revenus générés en 2005 par le tourisme dans les districts de Vilankulo, Bazaruto et Inhassoro (source : area fiscal, Vilankulo, 2006)

Les données statistiques sont incomplètes mais nous permettent de montrer l'importance de l'impact économique généré par le tourisme, que ce soit par l'hébergement, les activités

qui y sont liées (watersport) et les transports (prix des vols et taxes d'aéroport). Bien que le gouvernement donne accès aux revenus du tourisme, un flou subsiste concernant les retombées économiques pour la commune. Nous avons essayé d'enquêter auprès du gouvernement sur la redistribution des revenus touristiques pour la commune de Vilanculo (projet de développement social, économique, culturel, etc) et ses habitants, mais les portes nous ont été fermées rapidement. Nous avons pu noter au travers de nos recherches sur le terrain un malaise du gouvernement et de ses fonctionnaires quand on aborde la question de l'argent et des bénéfices créés par le tourisme. L'information n'est pas claire, certainement du fait que la situation fiscale ne l'est pas non plus à cause de la corruption. Par ailleurs, nous ne sommes pas les seuls à avoir analysé que les retombées économiques du développement touristique pour la population résidente, restent faibles au final malgré l'importance des revenus annoncés, puisque Da Silva note également que « *les changements apportés par le tourisme restent à l'écart de la plupart des habitants de Vilanculo* » et que « *ce développement n'est pas maîtrisé par la population locale* » (2007, p 261).

3. Les effets de l'attractivité touristique

Les besoins en terme d'équipements urbains nécessaires aux infrastructures touristiques ont contribué à l'amélioration de la qualité de vie de la zone alentour grâce à l'apport de l'électricité, de l'eau potable et des télécommunications. Cette partie périphérique de la ville, autrefois considérée comme la plus pauvre et la plus traditionnelle du fait de son occupation par les familles de pêcheurs, forme aujourd'hui un espace central qui bénéficie de l'effet d'attractivité du tourisme et soulève désormais des problèmes fonciers comme la montée des prix des terrains.

L'attractivité touristique dynamise la démographie de la ville puisque « *le renouvellement de la société villageoise par le tourisme s'accompagne de l'installation de populations extérieurs à la région* » (Da Silva, p 260), cela bouleversant par ailleurs l'équilibre socio-économique local. Des migrants viennent s'installer pour ouvrir des commerces, notamment dans la restauration ou l'alimentation, alors que les étrangers, en particulier sud-africains ouvrent des hébergements touristiques. Cette arrivée massive d'étrangers à la région a eu des impacts notables pour la population locale résidente, comme la montée du prix du poisson par exemple. C'est l'impact le plus important en terme économique, puisque les produits de la mer représentent la source d'alimentation majeure de la population, qui voit la diversité de ses repas diminuer à mesure que les ressources de pêche baissent. La qualité et la rareté des produits marins sont aujourd'hui réservées aux clients des infrastructures touristiques, ce que la population désapprouve et a manifesté lors de notre séjour sur place .

Par ailleurs, l'effet migratoire du tourisme a également diminué le niveau de sécurité de Vilanculo en introduisant le petit banditisme lié aux vols en tout genre.

Un couloir de circulation entre le centre ville et la partie touristique périphérique s'est développé grâce aux flux de touristes qui se déplacent en quête de produits marchands, ce qui a attiré l'attention de délinquants prêts à toute opportunité économique possible. Le couloir qui s'étend du baobab beach packbackers (voir carte) au marché central est reconnu comme une zone à risque pour les touristes. Ainsi, les vols, rackets et braquages envers les étrangers, notamment sud-africains, se sont peu à peu intensifiés dans ce couloir de circulation au fur et à mesure que le développement touristique prenait de l'ampleur. Même si les autorités ne reconnaissent encore pas ouvertement des problèmes de banditisme et délinquance dans les espaces touristiques, ce qui reste effectivement rares dans la plupart des cas, un long séjour à

Vilanculo au sein de la population locale nous a permis de mettre en lumière ce problème. Les touristes qui se font agresser, sont dans la plupart du temps d'origine sud-africaine, ils ne parlent donc pas le portugais, ce qui fait d'eux des cibles faciles. En effet, ils ne dénoncent généralement pas leur agression ni leur agresseur au poste de police local du fait qu'ils ne parlent pas le portugais et le phénomène reste de fait inconnu aux yeux des autorités. Par contre, les habitants de Vilanculo connaissent l'ampleur du problème et ce sont eux qui nous ont alertés de la situation, tout d'abord dans une mesure de protection puis comme témoignage de l'impact du tourisme sur leur quotidien. En effet, une fois qu'un réseau de banditisme s'implante dans un espace, dans ce cas des migrants extérieurs à la région attirés par le tourisme, la population locale est également sujette aux agressions du fait que l'activité touristique ne soit pas régulière. Donc quand il n'y a pas de touristes, les bandits cherchent à s'approvisionner quand même auprès des résidents permanents.

4. Projection de l'évolution de l'activité touristique

La croissance touristique mozambicaine présente tout de même certaines contraintes. En premier lieu, la première difficulté pour monter une entreprise touristique dans cette région est l'accès aux droits d'usage de la terre, que ce soit pour l'obtention de terrain bien placés ou pour la pratique des activités côtières (plongée). Ce problème génère des conflits entre les investisseurs et les communautés rurales qu'ils veulent délocaliser et qui utilisent la terre pour l'agriculture, la pêche, etc.. Les licences peuvent également tarder à être délivrées et les documents pour les nouvelles constructions sont chers, même pour un petit établissement. De plus, l'administration fiscale est parfois ambiguë et difficile pour les petits négociants, avec un taux d'imposition trop fort. Dans un rapport du Ministère du Tourisme (2006) on peut même lire que les entreprises considèrent la direction fiscale de Vilanculo comme un des départements les plus corrompus. Les fonctionnaires débarquent sans préavis et ne montrent aucune transparence sur le calcul des impôts. L'imposition des contraventions, les évaluations arbitraires des impôts et autres restrictions sur les affaires paraissent être hors de contrôle. Tous les investissements (à l'exception de certains) pour les opérations d'hôtellerie ou de restauration sont effectués à partir de Maputo, d'où est importée la majorité des produits. Bien que la moyenne des droits d'importation paraisse relativement compétitive au Mozambique, certains investissements spécifiques très importants pour les établissements hôteliers en particulier, et du tourisme en général, présentent des taxes et tarifs exorbitants, ce qui favorise du coup la contrebande (ex : boissons alcoolisées).

Les hôtels et restaurants connaissent aussi des problèmes de stocks des aliments et des boissons. En effet, il faut entre 5 et 18 jours pour distribuer les biens depuis les ports du pays et entre 5 et 7 jours pour les produits venus d'Afrique du Sud jusqu'à Maputo en camions. Les hôteliers doivent donc maintenir un large stock, d'environ 10 jours pour les aliments périssables, alors que la moyenne pour les pays du nord est de seulement 3-4 jours. Le manque d'accessibilité terrestre et l'état précaire des transports freinent le développement du tourisme au Mozambique.

Par ailleurs, la dépense en électricité est généralement très élevée pour les hôtels, qui doivent se pourvoir d'une source énergétique personnelle (panneaux solaires ou générateurs), du fait d'un réseau public certes bon marché mais défaillant. Un manque de service au niveau technique est également notable dans la région (manque d'électriciens par exemple), nécessitant de faire appel à des spécialistes depuis Maputo. Un retard ou un empêchement peuvent provoquer des pertes considérables pour les hôtels.

Pour finir, la corruption des agences publiques augmente le coût des transactions, en particulier pour les biens commercialisés, le passage des marchandises aux frontières étant systématiquement soumis au racket des agents de contrôle.

Concernant les perspectives de développement touristique à Vilanculo envisagées, nous pouvons affirmer que la projection de 673 lits supplémentaires n'a pas été atteinte à cause d'un accident météorologique de type cyclonique survenu en février 2007 qui a dévasté l'ensemble du paysage arboré et de nombreuses habitations et logements touristiques (voir photo). A l'heure de notre dernier passage à Vilanculo (avril 2007 juste après le cyclone Favio), la ville était dévastée, les habitants démoralisés. La plupart des habitations n'étant pas construites en dur, se sont envolées avec le cyclone, laissant les habitants sans toit pour se loger. Ils ont manifesté contre le gouvernement qui a pourtant dépêché de nombreux moyens suite au cyclone, mais une fois de plus le montant des subventions récoltées dans l'ensemble du pays n'est pas parvenu jusqu'aux sinistrés. La corruption est un fléau pour le pays qui n'arrive pas à se reconstruire malgré le soutien de la communauté internationale.



Fig 30-Photo d'une habitation mise à nu par le cyclone Favio, (Claquin B, Vilanculo avril 2007)

On voit au premier plan les arbres du terrain déracinés et brûlés. Au second plan une des cases a été totalement dévastée. La majorité des habitations étant construites en pailles et bambous, nombreuses n'ont pas résistées au cyclone.

Concernant l'activité touristique, elle est passée d'un taux de fréquentation intense au vide total, les touristes ayant été informés de la catastrophe naturelle survenue. De nombreux hébergements touristiques ont été détruits par le cyclone, notamment les bungalows en paille, les campings et toutes les infrastructures qui étaient construites en matériaux locaux. L'impact de cet évènement météorologique exceptionnel, puisque la région n'est normalement pas soumise aux flux cycloniques, nous a permis de prendre conscience de la vulnérabilité des lieux touristiques des régions du Sud et de la fragilité économique du secteur touristique. Comment parler de développement durable quand tout peut disparaître en 24 heures ? Comment les pays du Sud peuvent-ils faire face à l'impact du changement climatique mondial ? Comment les investisseurs vont-ils faire à nouveau confiance à l'environnement tropical suite à un drame économique d'une telle dimension ? De nombreuses questions restent encore en suspens concernant le développement économique durable de Vilanculo.



Fig 31-Prise de vue du backpacker sud-africain « baobab beach », (Claquin B, Vilanculo, 2007)

Cette photo montre l'ampleur des dégâts occasionnés par le cyclone. Ce backpacker sud-africain, le plus réputé de la région en terme de fréquentation et qualité de l'accueil, avait établi ses constructions en matériaux locaux, ce qui n'a pas résisté aux vents violents du cyclone. Le site est à réhabiliter complètement, ce qui a nécessité sa fermeture. L'impact du cyclone a soulevé le problème de la qualité des infrastructures touristiques, le gouvernement confirmant sa volonté d'investir dans des établissements luxueux. Pour l'Etat, le cyclone est au final une aubaine, puisque désormais il n'autorise plus l'implantation d'établissements touristiques à revenus modérés comme l'était le baobab backpacker.

Conclusion

La restructuration économique par le tourisme amorcée à Vilanculo a malheureusement été avortée par un accident naturel. Quoiqu'il en soit, on peut tout de même dire que même après le passage du cyclone, Vilanculo représente encore une des destinations premières des touristes au Mozambique et ce n'est pas un événement climatique qui détruira sa réputation de lieu touristique convoité. Par contre, l'inquiétude demeure toujours concernant la situation socio-économique de la population locale, qui reste en marge de l'aide gouvernementale.

I. Le pétrole face au tourisme et à la pêche : les enjeux économiques

Comme on a pu le voir dans les deux premiers chapitres, le tourisme et la pêche artisanale représentent les principales activités économiques des zones côtières. Ces deux secteurs d'activité constituent la majeure partie des opportunités économiques pour les populations côtières du Mozambique qui regroupent plus de 40% de la population nationale. Récemment, le gouvernement s'est lancé dans l'exploitation d'un nouveau secteur économique très prospère actuellement, celui des hydrocarbures, sous l'impulsion de compagnies étrangères qui recherchent de nouvelles zones de prospection.

Des études ont montré la présence potentielle d'hydrocarbures du type gaz et pétrole dans le sous-sol marin de certaines zones du pays. Aussi, nous développerons ci-après l'impact des deux projets d'exploitation en cours au Mozambique, pour l'environnement marin, l'activité de pêche et le tourisme. Par ailleurs, la perception des communautés locales situées dans les limites géographiques des projets pétroliers, sera évoquée dans la troisième partie de la thèse.

1. La côte mozambicaine : présentation et localisation des projets pétroliers

Le littoral mozambicain est constitué à 90% par des basses plaines de sable ou de boue, stabilisées par des plantes (MICOA, 1996). Le reste, majoritairement au nord, est formé par des rochers de coraux.

La côte est profondément découpée entre le fleuve Rovuma et le sud de la baie de Mocambo. Dans la région sud, les dunes, marais et deltas composent le littoral. Les récifs coralliens sont localisés sur les îles proches de la côte. On trouve des îles barrières (Bazaruto) alors qu'au nord les îles sont rocheuses. De la Punta de Ouro au sud du Mozambique jusqu'au nord de Bazaruto, la côte est formée par des dunes paraboliques alors que le reste du littoral est formé par des côtes rocheuses, comme le montre la figure ci-dessous.

Concernant la circulation marine, le principal courant marin agissant au Mozambique est le Courant Mozambique Circulaire formé par la position parallèle à la côte du Mozambique, de l'île de Madagascar située à 400 km au large.

Au Nord, au niveau du Cap Delgado, le courant sud équatorial se divise en deux, un flux allant vers la Tanzanie et l'autre redescendant sur l'archipel des Quirimbas. Certains systèmes côtiers se retrouvent isolés des flux de courants principaux, comme c'est le cas de l'archipel de Bazaruto et de l'île d'Inhaca, ce qui est certainement à l'origine de leur formation originale (dunes de sable gigantesques).

Nous présentons ici les types de flux marins existant au large du Mozambique afin de localiser les flux de pollution éventuels qui pourraient émaner des activités pétrolières.

La dérive littorale étant de dominante nord-sud, les flux de pollution suivront la même direction, celle du courant circulaire présent dans le Canal du Mozambique.

Les projets d'exploitation des hydrocarbures se localisent dans deux secteurs pour le moment, celui de la zone du parc national des Quirimbas dans la région nord de Cabo Delgado et celui de la zone du parc de Bazaruto dans la région sud d'Inhambane.

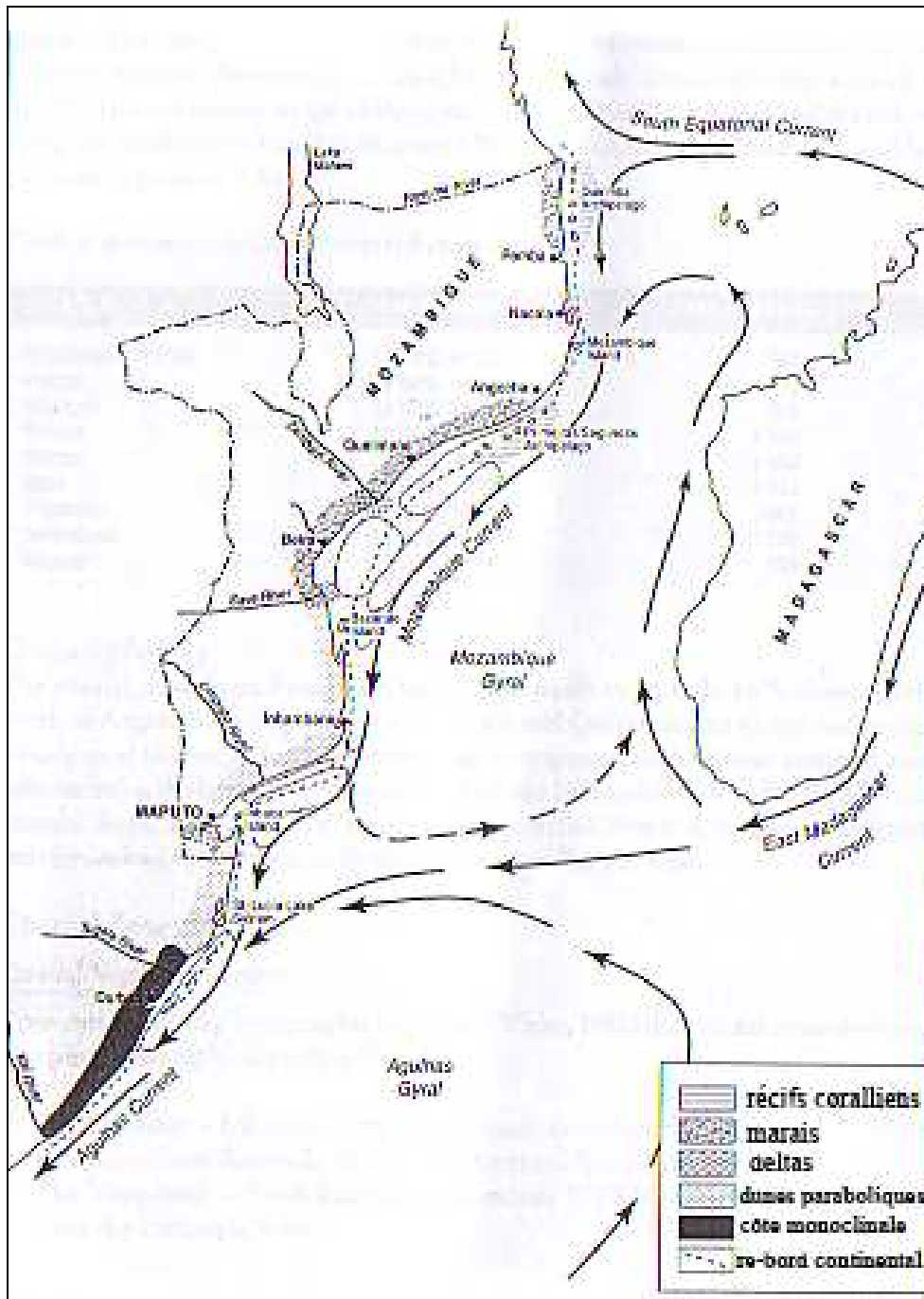


Fig 32-Carte morphologique des régions côtières et des courants marins au Mozambique (d'après MICOA, 1996)

Par ailleurs, du point de vue d'un chercheur, il semble illogique que le gouvernement ait vendu des concessions d'exploitation pétrolière à proximité des zones protégées à vocation touristique, sachant qu'il tente d'en valoriser les activités de pêche et les activités touristiques par la mise en place de plans stratégiques appropriés. Au regard des deux précédents chapitres, où ont été décrites les politiques de développement du gouvernement concernant ces deux types d'activités, on est en droit de se demander quelle est la logique d'envisager des projets pétroliers pour le développement des communautés. Pourquoi le gouvernement joue-t-il donc un double jeu dans ses stratégies de développement ?

Cette question reprend le débat objet de la première partie du document concernant le rôle des communautés locales dans l'Etat-Nation du Mozambique.

Le gouvernement s'appuie en permanence sur une double stratégie de développement.

D'un côté, la préoccupation de développer le pays économiquement pousse le gouvernement à s'impliquer dans des activités industrielles dirigées par des capitaux étrangers, comme c'est le cas avec les concessions délivrées aux prospecteurs du pétrole.

De l'autre côté, le gouvernement tente d'établir des mesures de développement social dans un souci de protection du peuple mozambicain qui est constitué d'un réseau de communautés dispersées sur le territoire.

Il est clair, au regard des logiques de développement amorcées par le gouvernement, qu'il fait passer les communautés au second plan, masquant cela par quelques mesures d'incitation à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Comment le gouvernement mozambicain en est-il arrivé là ?

2. La logique économique du Mozambique : le développement assisté par l'aide internationale

Si le gouvernement mozambicain ne sait pas quelles orientations prendre afin d'assurer une bonne gestion de son pays, c'est que son développement s'est appuyé sur l'aide internationale depuis la fin de la guerre. Les programmes d'assistance au développement du pays ont favorisé la multiplication de stratégies de développement, parfois aux orientations totalement contradictoires.

Tout d'abord, on a pu voir le rôle de l'UICN soutenu par la présence du WWF pour développer des réserves naturelles protégées afin de conserver les ressources présentes sur le territoire et plus largement d'implanter une stratégie de développement touristique à long terme.

Parallèlement, le secteur de la pêche artisanale constituant la principale activité économique des populations côtières a été renforcé par l'implantation d'institutions de gestion et de mesures de développement, afin d'en réduire la pauvreté et la malnutrition.

Plusieurs soutiens financiers ont été apportés par des pays donateurs afin d'établir le Ministère des Pêches en 2000 et son plan stratégique d'implantation.

De nombreux pays ont soutenu le Mozambique au sortir de la guerre, dont la France notamment. Il nous paraît important ici de resituer la situation politique et économique du Mozambique depuis la signature des accords de paix, afin de mieux comprendre le cheminement des actions du gouvernement dans sa logique de développement.

2.1. La politique de développement instituée après les accords de paix en 1992

Le modèle de capitalisme économique prit de l'ampleur sur la scène mondiale et s'amorça rapidement dans la région sud du Mozambique. En effet, le tournant libéral, commencé en filigrane sous le parti unique dès 1985, a favorisé les investissements étrangers, de plus en plus croissants, qui se sont implantés majoritairement dans la région sud appelée « corridor de Maputo », en créant une « enclave capitaliste économiquement développée », mais par ailleurs « incapable de dynamiser les sociétés alentour ». La politique sud-africaine d'industrialisation, comprise dans un contexte de globalisation, s'est traduite selon deux approches d'intervention : au niveau sectoriel et au niveau spatial (BLANC, 1997). La signature d'un protocole de commerce par les Etats membres de la Southern African Development Community (SADC) en 1996, a représenté une étape marquante du passage d'une coopération fonctionnelle à l'intégration régionale.

Les responsables gouvernementaux attendaient beaucoup de l'essor économique des pays voisins car le Mozambique est le débouché privilégié pour leurs exportations. Le «couloir de Maputo» qui relie la capitale et sa vaste baie aux régions industrielles sud-africaines est, en fait, le principal poumon du pays, en même temps que celui du Botswana, du Lesotho et du Swaziland. Les relations entre le président Chissano et le chef de la Renamo se sont tendues à l'occasion des élections municipales de 1998, qui ont été boycottées par l'opposition. Le succès récent de la Renamo peut être attribué à dix ans d'échecs et de promesses non tenues du Frelimo, plus qu'aux valeurs et au programme politique du parti en question.

Le Portugal est demeuré le principal pays étranger représenté dans l'économie du pays, notamment dans le secteur bancaire. Cependant, l'Afrique du Sud est également devenu un acteur de premier plan au Mozambique. Cette situation a impliqué l'entrée progressive de l'anglais au niveau institutionnel. Pour le moment, le portugais est resté la langue officielle parce qu'elle représente la langue de l'élite politique et culturelle et qu'elle constitue un symbole d'unité nationale entre les différentes ethnies. D'ailleurs, il est significatif que le Mozambique ait été accepté en 1995 comme membre du Commonwealth, alors que l'anglais n'est pas la langue officielle du pays. Il est cependant la langue de tous les pays voisins qui, eux, sont membres du Commonwealth depuis longtemps (Kenya, Tanzanie, Afrique du Sud, Swaziland, Zimbabwe, Malawi). C'est également une langue de plus en plus employée chez les Mozambicains instruits et dans les transactions internationales. Beaucoup de Mozambicains insérés dans le gouvernement voient l'anglais comme une langue qui remplacerait éventuellement le portugais. L'adhésion du Mozambique au Commonwealth a pu semer le trouble au Portugal, ce qui a probablement favorisé, l'année suivante (1996), la création de la CPLP, la *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (Communauté des pays de langue portugaise). Cette inquiétude s'est étendue également en France. À plusieurs reprises, l'ambassadeur français au Mozambique a souligné l'importance des rapports intimes entre les pays et les communautés «de langues latines» en Afrique. Mais, pour les Mozambicains, le portugais n'a rien à voir avec la «latinité» et la lusophonie prônées par le Portugal lors de la création de la CPLP. C'est un mythe que ne partage absolument pas la population mozambicaine, qui utilise avant tout les dialectes locaux africains dans la vie courante.

En 1999, Joachim Chissano est réélu président de la République du Mozambique. Son mandat est marqué par un enchaînement de catastrophes naturelles, qui nécessite l'appel à l'aide internationale. En 2000, le pays est touché par de grosses inondations puis en 2002-2003, une période de sécheresse s'installe entraînant la famine des populations rurales. Un rapport des Nations Unies mentionne que 2 millions de personnes ont été menacées de famine en 2003.

Cette même année, le Mozambique ratifie la convention de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) qui rend obligatoire la lutte contre l'élimination de toute forme de travail forcé ce qui inclut la prostitution et le recrutement des enfants-soldats. La même année se tient à Maputo le Sommet de l'Union Africaine, où émerge la proposition de la mise en place d'un Conseil de Paix et de Sécurité, non acceptée au final du fait que la ratification de 27 pays était nécessaire pour son adoption et que 16 pays seulement (sur 53 présents) ont signé.

En 2004, Armando Guebuza du parti en place FRELIMO est élu aux troisièmes élections présidentielle et parlementaire pluralistes du pays, succédant à 18 années de pouvoir de J. Chissano.

2.2. La place de la France dans le développement du Mozambique : Un pays où « il faut être »

Concernant le rôle de la France, selon le quai d'Orsay, le Mozambique est un pays où « il faut être ». Exemple de paix, il faut rappeler que le Mozambique est un des très bons élèves des institutions de Bretton Woods. Il a accédé au « point d'achèvement » de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) renforcée le 25 septembre 2001 et a d'ailleurs été le premier pays, en septembre 2001, à bénéficier du mécanisme « contrat de désendettement et de développement » (C2D)²⁹ français qui s'inscrit dans l'initiative PPTE et qui conduit à réaffecter les remboursements de la dette bilatérale (79 millions d'euros sur 2001-2004) à des projets s'inscrivant dans le programme national de réduction de la pauvreté et ce sous contrôle de la société civile (CHATEL, 2003)³⁰.

Pourtant, si politiquement, la France se doit d'être aux côtés des autres bailleurs (elle figure actuellement au 14^{ème} rang des bailleurs bilatéraux, les Scandinaves demeurant omniprésents), la présence économique française au Mozambique reste très faible.

Le tout nouvel intérêt que La Réunion porte à ce pays pourrait peut-être constituer une solution. En effet, le département français d'outre-mer s'ouvre sur l'extérieur et veut étendre son action au-delà de son traditionnel partenaire régional qu'est Madagascar. Une alliance avec l'île Maurice rivale qui a déjà investi au Mozambique pourrait être envisagée. En octobre 2003 pour la première fois le Conseil Général de la Réunion s'est rendu en délégation officielle à Maputo afin d'étudier des possibilités d'investissements.

Toutefois, même si en 2001 la France se hissa au 7^{ème} rang des investisseurs étrangers grâce au projet Mozal (alors qu'elle était au 17^{ème} rang en 1996), elle demeure loin derrière l'Afrique du Sud, le Portugal, le Royaume-Uni, le Japon, l'Irlande et l'île Maurice.

En 2006, le président de la République française Mr J. Chirac, a accueilli le président de la République mozambicaine Mr A. Guebuza, à l'occasion de sa première visite officielle en France, en le félicitant pour les progrès du Mozambique sur le voie de la démocratisation, du développement économique et du progrès humain : « le Mozambique est un modèle pour l'Afrique ». La visite du président Guebuza fut l'occasion de la signature d'un accord bilatéral qui fixe les modalités de l'aide de la France relative à la stratégie de développement, notamment des zones rurales et des infrastructures au Mozambique. Il a également confirmé le soutien de la France auprès de l'Union Européenne qui a décidé dans le cadre du FED (Fonds Européen de Développement), d'augmenter son appui au Mozambique. Il a également indiqué que la France était favorable à ce que lors du sommet de Bucarest, le Mozambique soit accueilli parmi les observateurs de la francophonie³¹. Les intérêts que la France porte au Mozambique, en matière de stratégie économique (aide et investissement) et culturelle (francophonie) sont clairement affichés.

Même si le gouvernement français n'est pas impliqué dans les projets d'exploitation des hydrocarbures dont nous parlons ici, il faut savoir qu'il a soutenu financièrement le projet d'implantation du parc des Quirimbas et que divers investisseurs français développent actuellement des projets touristiques dans les îles de cet archipel, ce qui montre tout de même l'intérêt porté par la France pour le développement du pays. Nous espérons d'ailleurs que le gouvernement français s'oppose au développement de l'activité pétrolière dans les Quirimbas afin de protéger tout d'abord les intérêts financiers investis et par ailleurs plus largement les

²⁹ L'aide française globale au Mozambique s'élève à 95 millions d'euros sur 20 ans à compter de 2001. La moitié des financements de l' AFD au titre du C2D est destinée à des projets situés dans le Nord du pays, une des régions les plus pauvres. Ils portent sur les secteurs de la santé (un fonds médicament, un fonds Sida, la réhabilitation de l'hôpital de Pemba), agriculture (projets cocotiers avec le Cirad), finances (micro-crédits).

³⁰ in : marchés tropicaux, Mozambique, Au delà des méga-projets, 2003

³¹ informations tirées du site internet de la Présidence de la République

intérêts environnementaux et sociaux des populations locales intégrées dans le projet du parc national.

Par ailleurs, nous avons pris l'exemple de l'aide de la France afin de montrer la stratégie d'assistance que le Mozambique a utilisée pour amorcer son développement. Ainsi, il n'est pas étonnant que les pays nordiques (comme la Norvège notamment) qui représentent la majorité des bailleurs de fonds, soient impliqués dans l'exploitation des hydrocarbures au Mozambique. Par là nous voulons dire que plus l'aide financière externe est importante, plus le droit à l'usage et à l'exploitation des ressources du territoire mozambicain sera grand en retour. Le Mozambique, en amorçant son développement grâce à l'aide extérieure est ainsi rentré dans une stratégie délicate mais incontournable.

3. Impacts de l'exploitation pétrolière au Mozambique

3.1. Un apport économique notable

La délivrance de concessions d'exploitation dans les zones marines faisant partie du territoire mozambicain, génère un apport financier notable pour le gouvernement. Certes, l'argent perçu peut servir à réinvestir dans d'autres secteurs du développement. Mais, il est important de peser les avantages perçus dans l'instauration de cette nouvelle activité pour le pays.

Selon nous, les avantages paraissent mineurs. En effet, la part prise par l'entreprise nationale d'hydrocarbures (ENH) s'élève à 15% des investissements globaux. Il faut comprendre par là que l'éventuel apport d'hydrocarbures pour le territoire national sera donc faible (15% de la production) et ne permettra pas de pourvoir aux besoins énergétiques du pays.

De plus, l'intérêt économique se situe au niveau central de l'Etat, alors que les impacts environnementaux négatifs seront locaux. Une fois de plus, on peut voir ici que les conditions de vie des communautés passent au dernier plan dans les intérêts de la nation.

Concernant l'activité touristique, les impacts de tels projets ont été identifiés comme négatifs pour le développement de ce secteur.

3.2. Menace sur les espèces protégées

Les impacts environnementaux ont été recensés par les études d'impacts environnementaux (EIE) préalablement nécessaires à l'implantation des activités de perforation du sous-sol aux fins de prospection des hydrocarbures.

Les menaces concernent tout d'abord les espèces marines qui fonctionnent à l'aide de sonar pour se déplacer tels les dauphins et les baleines présents dans le Canal du Mozambique. En effet, les ondes de choc provoquées par les perforations du plancher sous-marin peuvent perturber le comportement et les trajectoires empruntées par les espèces marines, y compris les poissons. La crainte majeure réside dans le départ de ces espèces, laissant les zones considérées écologiquement « vides », ce qui serait un désastre pour les populations côtières vivant de la pêche.

Le départ des espèces marines serait de plus préjudiciable à pratiques touristiques telles que la plongée sous-marine et la pêche récréative. Sachant que ces activités sont pratiquées dans les deux zones d'exploitation concernées, il semble clair que l'avenir du tourisme reste difficile à envisager dans ces conditions. Sans parler de l'impact paysager suscité par la présence d'un navire pétrolier pour les touristes. Une fois mise en place, l'activité pétrolière entraînera le déclin de l'activité touristique. La réputation des eaux calmes et riches du Mozambique ne sera alors plus qu'une image ancienne.

II. Les richesses de Bazaruto convoitées par l’Afrique du Sud

En accord avec la politique du gouvernement du Mozambique pour la promotion de l’investissement international dans l’industrie des hydrocarbures (en mer ouverte), un contrat de concession à l’étude et à la production (CEP) a été signé entre la Sasol (sud-africaine) et l’Entreprise Nationale des hydrocarbures (ENH). Il autorise le droit de mener des activités d’analyse et d’exploitation des éventuels gisements dans les blocs 16 et 19 de la côte.

Le CEP est entré en vigueur le premier juillet 2005 et dans les termes du contrat, la Sasol et l’ENH possèdent respectivement 85% et 15% du résultat de la prospection des blocs. Les activités d’étude des hydrocarbures référées dans le CEP incluent la réalisation d’essais sismiques à 2 et 3 dimensions et la perforation du plancher océanique. Selon la réglementation mozambicaine relative à l’Evaluation d’Impact Environnemental, le projet est classé en catégorie A, nécessitant une étude d’impact complète. Cela dit, la Sasol est obligée de garantir que ces opérations obéissent à la législation internationale à laquelle a adhéré le gouvernement du Mozambique. Elle a également promis de suivre les lignes d’orientation et les pratiques internationales relevant de la Banque Mondiale.

La Sasol sélectionna la Consultec, société sud-africaine (consultants associés dans la gestion des ressources environnementales), en tant que consultants indépendants responsables de l’évaluation de l’impact environnemental.

1. Contexte du projet

La zone du projet des blocs 16 et 19 est localisée en périphérie du parc national de l’Archipel National de Bazaruto. Les eaux maritimes du parc national et celles adjacentes présentent une grande biodiversité marine, incluant les espèces vulnérables de Dugongs ici en nombre le plus important de la région ouest de l’Océan Indien (estimé entre 50 et 100 individus).

Les dugongs sont menacés mondialement par la dégradation des fonds marins (herbes marines), la pression de la pêche industrielle, la chasse indigène et la pollution côtière (WWF, 2004).

D’autres espèces protégées habitent dans les eaux adjacentes, incluant plusieurs espèces de poisson, 5 espèces de dauphins, des baleines de Barbatana et à dents, des tortues marines. L’on rencontre également des écosystèmes marins fragiles tels que les récifs coralliens, les herbiers marins, les plages de sables, les estuaires et les mangroves.

L’activité dominante le long des zones côtières de l’aire du projet est la pêche, fournissant occupation et rendement significatif à un certain nombre d’individus économiquement actifs de la population.

L’environnement marin supporte aussi un secteur touristique établi, incluant des stations balnéaires avec hôtels et activités complémentaires comme la plongée, la pêche récréative ou la voile.

Le tourisme et la pêche constituent les activités économiques les plus importantes des districts de Vilanculo, d’Inhassoro et de l’Archipel de Bazaruto.

2. Mise en place du projet

Cet accord prévoit le droit d’explorer des zones - les blocs 16 et 19 - situées à proximité immédiate de la réserve naturelle de Bazaruto. La prospection implique des tests sismiques - prévus de août à novembre 2006 - destinés à déceler la présence de réserves d’hydrocarbures dans le sous-sol marin. Ces tests, qui utilisent des canons à air comprimé

qui génèrent des infrasons dirigés vers le fond marin, ne sont pas sans effets - acoustique et onde de choc - sur la faune marine sans nécessairement être destructeurs à long terme. La carte ci-dessous localise la concession des blocs 16 et 19 qui englobe les limites du parc national de Bazaruto et plus largement la région côtière d’Inhassoro et de Vilanculo qui représente l’aire de pêche la plus importante de la province d’Inhambane.

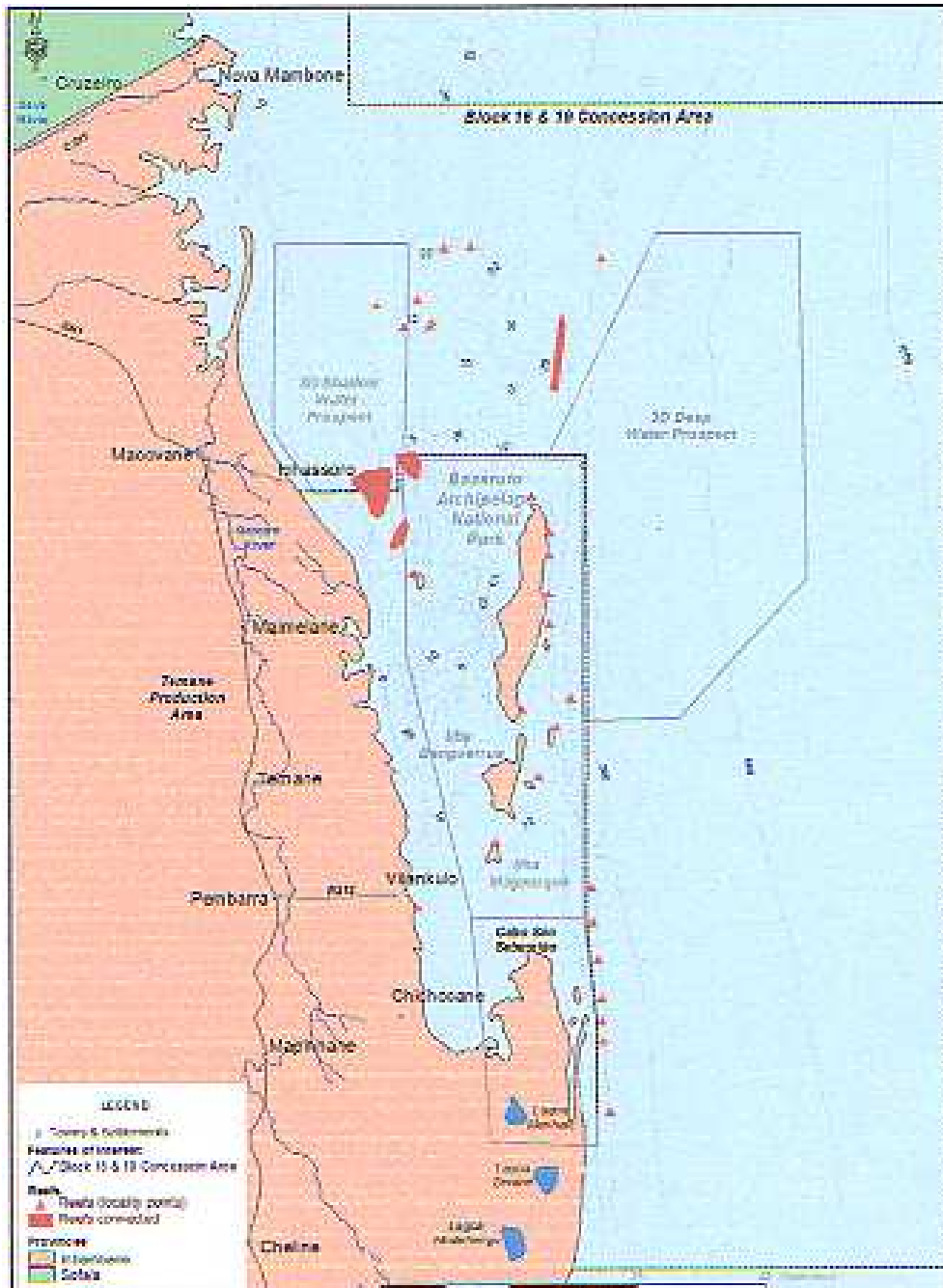


Figure 33-Carte de localisation des blocs 16 et 19 convoités par la SASOL(SASOL, 2006)

La SASOL a mené des études d’impact environnemental et consulté à cet effet l’Environmental Ressources management Southern Africa (ERM), société qui a fourni un rapport détaillé sur les conséquences environnementales prévisibles. A la suite des premiers rapports, la SASOL s’est engagée à suspendre les tests sismiques et les sondages dans les zones peu profondes, le temps de mener une étude plus exhaustive sur l’impact de

ces essais sur l'écologie des Dugongs, mammifères marins protégés dont la présence est significative dans l'archipel de Bazaruto. Si l'impact écologique des tests sismiques s'avérait négatif, des sondages par forage pourraient être effectués à la place, mais ces derniers impliquent l'installation de plateformes de sondage qui posent d'autres problèmes environnementaux.

Les éventuels résultats de cette étude complémentaire ne nous sont pas connus à ce jour (secret « défense »).

Dans la mesure où une zone de sécurité devait être établie durant les essais sismiques, la prospection a affecté les activités humaines dont la pêche traditionnelle ou de loisir. La plongée sportive et la navigation de plaisance ont été aussi affectées. L'impact est limité dans le temps, à moins que la région fasse l'objet d'une exploitation intensive en cas de découverte d'hydrocarbures.

Diverses alternatives sont discutées dans le rapport final de l'EIE. Le renoncement à poursuivre la prospection à proximité de Bazaruto aurait évidemment un effet positif dit le rapport : statu quo pour les pêcheurs, maintien de la confiance des investisseurs touristiques, préservation de l'environnement. Par contre la SASOL risquerait de perdre l'opportunité de découvrir des ressources dont l'exploitation contribuerait au développement économique du pays, à l'apport de devises et de revenus pour l'Etat, le développement du commerce extérieur et la création d'emplois. Le Mozambique se trouve donc devant le problème classique des pays en développement, trouver un modèle économique capable de concilier protection de l'environnement et croissance économique.

Il apparaît que tant l'Etat que les prospecteurs sont parfaitement conscients des enjeux environnementaux mais aussi économiques, car le développement d'une industrie pétrochimique et l'exploitation de ce potentiel énergétique est en effet un enjeu stratégique dans un contexte où le prix des hydrocarbures et de l'énergie atteint des records mondiaux.

En fait, SASOL Sofala, qui appartient totalement au groupe sud-africain SASOL, est l'opérateur du projet et récupérera 85 % des bénéfices éventuels tandis que l'entreprise nationale mozambicaine des hydrocarbures ENH (du secteur étatique mozambicain) n'est intéressée qu'à raison des 15 % restants. Le gaz éventuellement produit sera distribué sur le marché mozambicain mais aussi (et surtout sans doute) sud-africain.

La politique gouvernementale adoptée est de favoriser la prospection des ressources gazières offshore. Cependant, les projets font l'objet de concertation avec les autorités locales, les acteurs économiques et la population. C'est dans le cadre de cette concertation que le secteur touristique de Vilanculo manifeste, dans un site web et par mail, son opposition au projet de prospection.

Les adversaires du projet s'inquiètent des conséquences des tests sismiques sur la vie sous-marine, sans compter que ces tests présentent un danger pour les plongeurs. Dans la mesure où les concessions sont à proximité immédiates de la réserve, la faune de cette réserve peut être menacée par les conséquences environnementales des travaux de prospection.

Les forages offshore ne sont pas sans risques, notamment de pollution accidentelle par hydrocarbure, et constatant que des accidents industriels ont déjà eu lieu chez SASOL, ils

estiment qu'un accident dans la région serait catastrophique pour la réserve de Bazaruto. Ainsi ils demandent que le gouvernement mène à terme l'étude stratégique environnementale de la région qu'il avait promis (Strategic Environmental Assessment) avant de prendre en considération les rapports présentés par l'ERM et SASOL. Pour les opposants au projet, une zone tampon de 50 km est indispensable pour assurer une protection adéquate des bancs de coraux et de la faune de la réserve de Bazaruto.

L'argumentation se développe aussi sur le terrain juridique puisque les termes de la concession d'exploration et de production accordée à SASOL seraient en contradiction avec la législation mozambicaine sur l'environnement, ainsi qu'avec le plan gouvernemental de développement du tourisme.

3. Débuts de polémiques autour de l'activité pétrolière³²

Le géant pétrochimique sud-africain Sasol a nié les spéculations autour de sa responsabilité dans l'échouage de masse et la mort de près de 40 dauphins au large des îles mozambicaines de Bazaruto en février 2006. Peu après que la Sasol a demandé l'autorisation des autorités environnementales mozambicaines pour la conduite sous-marine de tests de l'exploration sismique pour le gaz et le pétrole dans les zones océaniques entourant le parc national de Bazaruto, une réserve marine spécialement protégée correspondant à une destination touristique populaire du sud du pays, plus de 40 grands dauphins se sont échoués près de l'extrémité nord de l'île de Bazaruto le 5 novembre 2006 et les cadavres de 36 de ces animaux ont été trouvés jonchant la plage par Nick Raba, un homme d'affaires de Maputo. Il est également membre du groupe citoyen « les yeux sur l'Horizon ». Raba dit qu'une bouée de pêche apparemment utilisée pour la prospection sismique a été recueillie par un homme identifié comme Henry, qui dirige Big Blue, une opération de plongée à Vilanculo. Raba dit que la bouée aurait été retrouvée flottant dans la mer à environ 20km au large des côtes de Bazaruto trois à quatre semaines plus tôt.

La découverte de la bouée a déclenché l'opinion généralisée que la Sasol pourrait être liée à l'échouage des dauphins, ses travaux d'exploration sismique impliquant l'enregistrement des données via des bouées flottantes hydrophones.

Cependant, le porte-parole de la Sasol, Johann Van Rheede, a énergiquement nié toute responsabilité dans les médias.

"Bien que profondément attristée par la mort de dauphins au Mozambique, la Sasol confirme que la société n'a pas été impliquée dans aucune activité sismique au large du Mozambique. Les rumeurs que la société peut être impliquée dans l'échouage des dauphins ne sont pas fondées".

Il a également déclaré que plusieurs centaines de dauphins se sont échoués et sont morts au large de la côte de Zanzibar, le mois précédent, dans ce qui semble être une catastrophe "naturelle". Les suspicions se renforcent avec l'échouage de près de 40 grands dauphins sur une île du Mozambique et la découverte d'équipement d'étude sismique norvégien dans la mer à proximité de Bazaruto.

Le groupe pétrochimique Sasol envisage de mener une étude sismique pour la recherche de gaz et d'hydrocarbures à proximité du parc national de Bazaruto en 2007, mais nie avoir fait une enquête préliminaire sur les travaux en utilisant le son des fusils sous-marins en raison de

³²Informations tirés d'un article initialement publié à la page 6 du journal sud-africain The Mercury du 07 novembre 2006

l'incertitude des risques concernant la sécurité maritime des espèces menacées telles que les dugongs.

Toutefois, le groupe environnemental de Maputo nommé « les yeux sur l'Horizon » a produit des photographies d'une grande flotte sismique orange portant les inscriptions: "Scanmarin. Sismiques flottants, le type SSF 1000. Fabriqué en Norvège par Bakelittfabrikken A / S."

Un porte-parole d'une compagnie norvégienne précédemment impliquée dans la fabrication de ces flottes sismiques a répondu au journal The Mercury qu'il ne pouvait pas spéculer sur le moment où l'appareil a été fabriqué ou sur l'identité de son propriétaire, car un grand nombre de ce type d'engins ont été réalisés au cours des deux dernières décennies.

Par ailleurs, l'expert en dauphins de l' University of KwaZulu-Natal, Vic Peddemors, a suggéré que plusieurs des dauphins qui sont décédés pourraient avoir été jetés par-dessus le bord comme les prises accidentelles d'un navire de pêche, du fait de la présence de marques sur la peau des dauphins. Le fait que plusieurs animaux auraient été en vie lorsqu'ils ont échoué, vient compliquer cette théorie.

Selon un rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement du projet de programme d'exploration de gaz Sasol, très peu de recherches scientifiques ont été menées sur les effets des levées sismiques sur les dauphins.

Même s'il y a des preuves que les dauphins ont été vus à proximité des navires sismiques, d'autres recherches indiquent que les dauphins et les baleines ont réagi rapidement en nageant loin de la source du bruit induit par les fusils à propulsion.

Le rapport laisse entendre qu'il y a un certain risque de nuire au système auditif des dauphins et des baleines avec la possibilité d'échouages mortels.

"Les études de cas donnent à penser que les traumatismes mortels et le comportement d'évitement (aboutissant à échouages mortels) peut se produire à partir d'un haut niveau d'impulsions acoustiques", indique le rapport.

Il a noté que le volume du son des études sismiques sous-marines (à environ 250 décibels) pourrait être entendu jusqu'à 50 kilomètres par certaines créatures.

Pour protéger l'homme des effets négatifs, la réglementation internationale recommande que les plongeurs ou les baigneurs sortent de l'eau lorsque des enquêtes sont en cours.

Une liste des espèces pêchées dans les archipels et menacées par les projets pétroliers est jointe en annexe du document.

III. Les Quirimbas, aire de prospection pétrolière étrangère

Un contrat de concession à la recherche et à la production d'hydrocarbures a été signé entre l'entreprise Hydro Oil qui est une sous-division de la compagnie norvégienne Norsk Oil et l'Entreprise Nationale des hydrocarbures (ENH). Il autorise des activités d'étude et d'exploitation des éventuelles ressources dans les aires 2 et 5 de la côte nord de Cabo Delgado, montrées ci-dessous sur la carte (délimitées par les traits bleus).

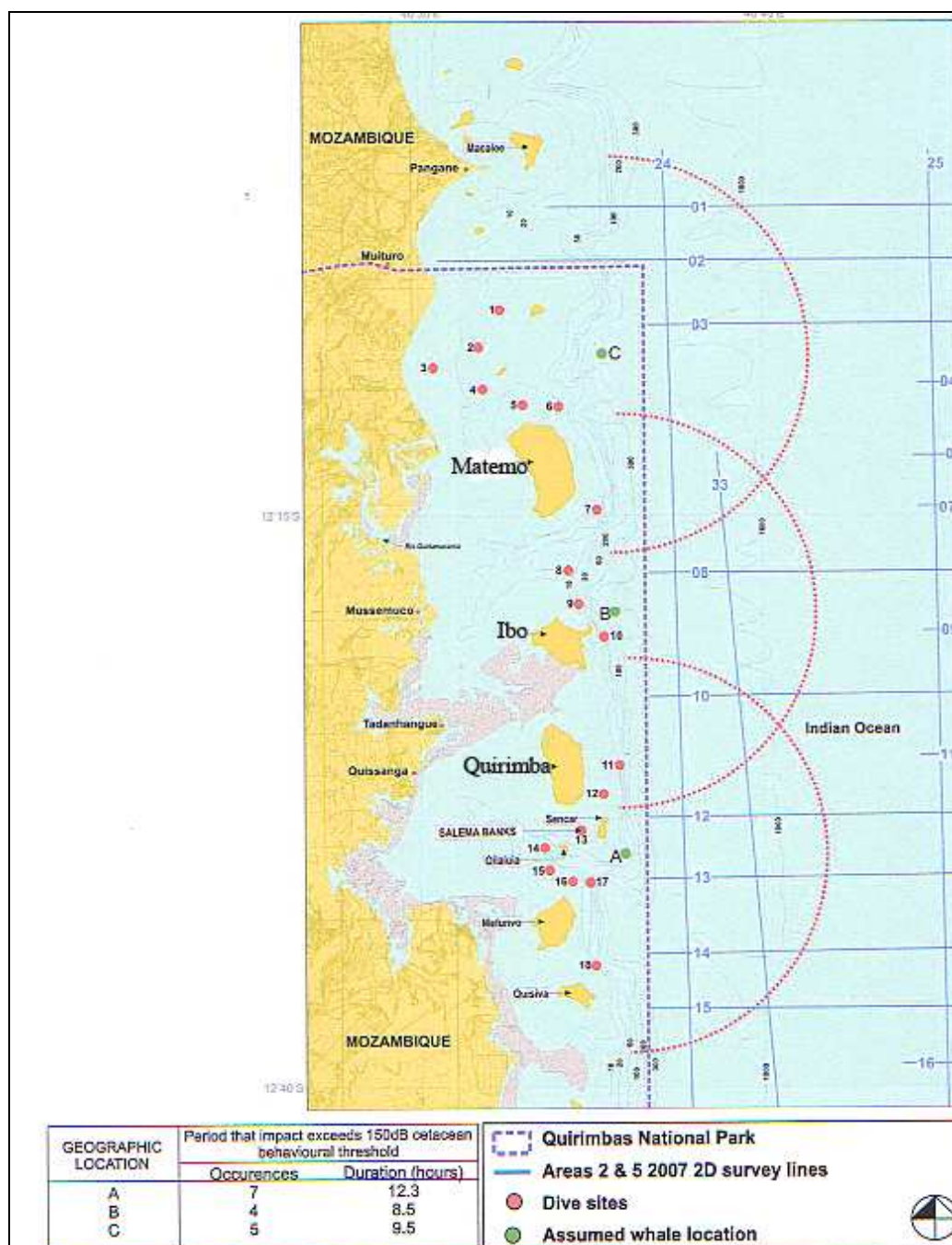


Figure 34-Carte de localisation des blocs 2 et 5 concédés pour la prospection pétrolière (HYDRO OIL, ENH, 2006)

1. Le parc des Quirimbas dans les limites du projet

Les zones de prospection pétrolière se trouvent en limite du parc national des Quirimbas récemment créé en 2002. La richesse et la biodiversité des fonds sous-marins de cette région ont été les principales raisons de l'établissement d'une zone protégée dans les îles des Quirimbas.

Ainsi, l'impact de la perforation sismique reste à craindre pour l'écologie de la région, mais également pour les conditions de vie de nombreuses communautés de pêche présentes dans les îles des Quirimbas.

Une étude d'impact environnemental a été menée par les entreprises *Impacto* et *Mark Wood consultants* afin d'évaluer l'enjeu socio-économique des études de prospection.

Dans ce rapport, les impacts concernent seulement les conséquences des tests de perforation et non de l'implantation de l'activité d'extraction d'hydrocarbures, ce qui a notre sens est une façon de biaiser l'opinion publique. Car l'enjeu réel pour les populations est de savoir quelles seront les conséquences d'une implantation dans les eaux maritimes qui composent leur territoire de pêche. Les opérateurs touristiques présents dans les Quirimbas et localisés sur la figure suivante sont actuellement très inquiets concernant la mise en place de tels projets. En effet, le développement touristique du parc des Quirimbas est récent et a été impulsé par l'aide étrangère de la France. Le gouvernement s'est appliqué à établir une stratégie touristique en rapport avec celle du parc national afin d'attirer les investisseurs dans la région. A peine quelques années plus tard, les opérateurs touristiques se retrouvent confrontés à une situation difficile où l'enjeu économique de l'investissement apporté pour développer les îles est remis en cause. Comment attirer les touristes si la région devient une aire d'exploitation pétrolière ?

Les opérateurs du secteur touristique craignent aujourd'hui de s'être « fait avoir » par le gouvernement mozambicain.



Fig 35-Carte des activités touristiques du parc national des Quirimbas (WWF, 2006)

2. Les impacts du projet sur l'environnement du parc des Quirimbas

La qualité des sites de plongée sous-marine est actuellement reconnue mondialement, ce qui attire de nombreux touristes dans les îles-hôtels de l'archipel.

Le parc national des Quirimbas représente une destination touristique de luxe, qui comme on le sait se maintient grâce à la présence d'infrastructures hôtelières 5 étoiles. Les touristes payent en moyenne 250 à 400 \$ par nuit pour séjourner dans les îles-hôtels du parc, pour bénéficier d'un environnement marin calme et riche en biodiversité, favorable à l'activités nautiques telles que la plongée et la pêche récréative.

L'implantation du projet pétrolier norvégien dans la région va générer des impacts environnementaux considérables, comme la probable fuite des espèces peuplant l'archipel. Les activités de plongée et de pêche seraient ainsi largement compromises.

De plus, la présence des baleines dans l'archipel constitue la première attraction du tourisme écologique prôné par le parc national des Quirimbas. L'étude d'impact environnemental a montré un fort risque de fuite de ces populations du fait de l'impact des ondes sismiques sur leur système d'orientation. En conséquence, quels seront donc les atouts touristiques du parc une fois la mise en place du projet, les sites de plongée fermés et la faune sous-marine disparue ?

Il est de plus fort possible qu'à l'instar du parc de Bazaruto comme on l'a vu précédemment, les médias couvrent négativement l'activité pétrolière dans la région du fait de la présence d'espèces en voie d'extinction comme les baleines. Cela pourra entraîner une image négative médiatisée par les journalistes, ce qui dévalorisera la réputation touristique du lieu.

Pour réduire les conflits entre les opérateurs touristiques, le gouvernement et la compagnie pétrolière intervenant, l'entreprise pétrolière prévoit l'établissement du « Seismic Tourism Forum » qui aurait comme but de suivre les activités réalisées par celle-ci.

Un centre de communication devrait également être établi afin de recueillir les revendications des acteurs de la zone concernée, à savoir : les opérateurs touristiques, les représentants du gouvernement et des communautés locales.

On peut se demander quel est le but réel de ces centres d'information et de discussion face à l'ampleur des impacts d'un tel projet. Il nous semble qu'ils viennent juste soulager les préoccupations actuelles des entrepreneurs touristiques locaux qui ne savent encore quel avenir leur est réservé.

Les activités sismiques peuvent par ailleurs modifier le comportement et la distribution spatiale des espèces marines présentes dans l'archipel.

Les stocks de poissons pourraient alors fuir les côtes mozambicaines pour chercher refuge dans des eaux plus calmes. Sachant le nombre de pêcheurs existant dans la région, dont l'activité de pêche constitue la principale source de subsistance, on se demande comment la sécurité alimentaire pourra être assurée pour tous. Pour le moment, les mesures prises par le gouvernement et les compagnies étrangères ne semblent pas être conçues pour venir en aide aux populations concernées par l'impact de l'exploitation pétrolière.

Malheureusement, il est impossible de trouver des informations concernant les impacts sociaux et les conséquences pour la pêche artisanale dans les évaluations réalisées par les consultants. Si les compagnies trouvent de grandes quantités de pétrole et qu'elles s'implantent à long terme, l'enjeu financier sera très important pour le gouvernement mozambicain. Faire des études sociales sur le sujet comporterait le risque de diffuser l'information auprès des populations concernées et ainsi provoquer des revendications sociales.

3. Perspectives de développement dans la région des Quirimbas

Les perspectives de développement du pétrole dans la zone nord du Mozambique sont alarmantes. Il semble que le Mozambique veuille s'inspirer du développement angolais, puisqu'il a mandaté 9 responsables d'Angola pour assurer une formation accélérée de 3 ans dans le domaine de la topographie et de la prospection pétrolière.

Ces deux dernières années, le Mozambique a délivré 4 permis d'exploitation pétrolière à de grandes entreprises étrangères qui ont au total investi quelques 300 millions de dollars pour forer des puits dans les 8 prochaines années dans le bassin du Rovuma³³.

Il s'agit des entreprises : Anadarko (Etats-Unis), ENI (Italie), Norsk Hydro et DNO (Norvège), Petronas (Malaisie) et Artuma (Canada).

Le gouvernement mozambicain envisage d'accorder un autre marché d'exploitation pétrolière en juin 2008 et un appel d'offres a été lancé au mois de décembre 2007 pour l'étude pétrolière dans le nord du bassin du Mozambique qui couvre une superficie de plus de 61 000 km².

³³ in Marchés tropicaux et méditerranéens, du 14/03/2008

L'avenir des communautés côtières de la région semble menacé. Même si le gouvernement arrive à palier l'arrêt ou la diminution des activités de pêche occasionnés par la présence des navires pétroliers en fournissant une aide alimentaire aux populations de pêcheurs, ce qui est largement envisageable, la culture maritime établie par les communautés depuis des générations risque de disparaître.

Le rapport aux mythes et aux pratiques traditionnelles liées à l'exploitation de l'espace maritime des pêcheurs, déjà affaibli par l'impact de la mondialisation sur la culture en place, risque de totalement s'effacer.

Il est donc dommage que le gouvernement ne se soit pas uniquement concentré sur l'investissement dans le secteur touristique, car le tourisme avec son pouvoir de revalorisation culturelle, aurait pu permettre de contribuer à garder l'identité du lieu et de ses habitants.

A l'inverse, les emplois générés par l'activité pétrolière, l'attractivité économique qu'elle représente pour de nombreuses personnes en quête d'opportunités économique venues du continent et l'arrivée de populations étrangères générées par les compagnies, ne feront que renforcer le processus de globalisation culturelle qui touche déjà les communautés locales et les vulnérabiliser.

4 . Enquête du niveau d'information des communautés locales

Nous avons voulu savoir auprès des institutions provinciales quel était l'enjeu pour les populations côtières réellement. Notre collaboration avec le service de l'IDPPE de Vilanculo, qui nous a fourni des informations sur le sujet, nous a permis de savoir qu'un projet d'indemnisation des pêcheurs était en train d'être évalué par le gouvernement. En effet, le risque de fermeture des plages de la région à la petite pêche semble possible si les activités pétrolières s'implantent réellement. La compensation du gouvernement viserait à indemniser uniquement les pêcheurs propriétaires. Les patrons de pêche ne représentant qu'une faible partie des communautés locales, comment les familles de pêcheurs sans filet vont-ils subvenir à leur besoin alimentaire ?

Sur le terrain, il nous a donc paru incontournable d'aborder la question avec les communautés. Nous présentons ici un rapport des informations recueillies à Bazaruto, le détail des enquêtes se trouvant en annexe. La réalisation d'une enquête d'opinion dans les îles des Quirimbas n'a pas été possible dans la même forme, pour des raisons que nous évoquerons dans la prochaine partie.

4 .1. Objectifs de l'enquête d'opinion réalisée à Bazaruto

Nous avons enquêté auprès des communautés de Bazaruto pour connaître le niveau d'information générale qu'elles possèdent sur les intentions de prospections pétrolières prévues à proximité du parc. Le but était de savoir le nombre des personnes informées que le gouvernement avait octroyé une autorisation de prospection pétrolière et prévoyait un plan d'indemnisation des propriétaires de filets. Nous avons également évalué leur niveau d'information sur les conséquences environnementales d'une telle activité.

Lors de nos enquêtes de terrain en collaboration avec le WWF à Bazaruto, nous avons pu interroger 173 personnes, dont 43% sont des femmes et 57% des hommes, constituant la majeure partie de la population active de 3 communautés de l'île à savoir Sitone, Machulane et Zenguelemo, dans lesquelles nous avons séjourné et passé du temps avec les résidents.

L'objectif de cette enquête était d'analyser en premier lieu le niveau d'information de la communauté vis-à-vis du projet pétrolier de la Sasol localisé en périphérie du parc national de

Bazaruto, en deuxième lieu, de récolter l'avis général de la population par rapport à l'entrée en vigueur du projet.

4.2. Interprétation des résultats

Sur les 173 individus enquêtés, 40 (soit 23% de la population considérée) ont donné leur accord au projet d'exploitation pétrolière et 133 (soit 77%) ne l'ont pas accepté. Sur les 40 personnes qui ont donné un avis favorable, seules 13 ne connaissaient pas l'existence du projet. Sur les 133 personnes qui ont répondu négativement, 37 avaient connaissance du projet. Au total, 64 personnes avaient connaissance de l'existence du projet pétrolier, soit 36% de la population questionnée.

On constate donc que d'une manière générale, l'ensemble de la communauté n'est pas favorable au projet. Dans les raisons de refus du projet les plus citées lors de l'enquête, l'on rapportera :

- que l'agriculture étant sous restriction du parc la pêche est leur seul moyen d'alimentation ;
- que la vie des communautés tourne autour de la plage et que sa fermeture leur serait donc fatale ;
- qu'ils ne savent rien faire d'autre que pêcher,
- qu'ils ont confiance en la mer pour survivre.

Toutes ces réponses nous montrent bien que la communauté en présence évolue dans un système socio-économique de subsistance lié à la pêche et qu'elle estime ne pas pouvoir compter sur aucune autre activité pour créer des bénéfices économiques.

Sur les 40 personnes interrogées se disant favorables au projet, il est très intéressant de noter que 75% sont des hommes et qu'ils sont tous patrons pêcheurs. Cela s'explique par le fait que seuls les pêcheurs les plus importants pour la communauté, à savoir donc les propriétaires des filets (« *donos do rede* ») ont été conviés à des réunions d'informations entre le Sasol, le parc national WWF et le gouvernement. Il est prévu que tous ces pêcheurs propriétaires seraient indemnisés en terme monétaire et matériel si les plages venaient à être fermées à la pêche. Par contre, les autres, ceux qui ne possèdent pas de filets et qui donc théoriquement sont les plus vulnérables économiquement, ne toucheront rien.

On a pu constaté que la communauté de Zenguelemo semble largement plus au courant de la situation qu'à Sitone et Machulane, cela pouvant s'expliquer par le fait qu'il n'y a pas de postes de permanence de la direction du parc national. Le siège du parc et du WWF se trouve à Sitone, où se déroulent les réunions communautaires.

Dans les réponses citées en faveur du projet et reprises dans le graphique ci-dessous, on retrouve un ton de propagande gouvernementale, avec comme exemple que le projet contribuera à développer le pays grâce au pétrole ou qu'ils auront tous un emploi.

Un sentiment d'individualisme est également mis en lumière par ces enquêtes puisque 30% des personnes préfèrent avoir de l'argent plutôt que de sauver l'activité de pêche.

Cet avis n'est heureusement pas partagé par tous, d'autres plus conscients restent solidaires même s'ils possèdent un filet et qu'ils seront donc indemnisés. 30% des personnes ayant connaissance du projet ont répondu négativement à l'implantation du projet.

Ils ont conscience que seule la mer les a fait vivre depuis leur naissance et que posséder de l'argent est pour eux très récent et qu'en fait ils ne sont pas capables pour le moment de l'intégrer à leur vie courante. En effet, une grosse somme d'argent est vue comme une occasion de faire la fête et donc d'acheter des choses prévues à cet effet.

Economiser n'est pas une pratique traditionnelle africaine, ni économique ni culturelle. Le gouvernement en ayant bien conscience, on se demande donc pourquoi l'indemnisation des pêcheurs est prévue en terme monétaire ? Cela traduit tout de même la volonté du gouvernement de « régler le problème » le plus rapidement possible sans faire de contestation de la part de la population, l'argent étant le seul moyen d'aveugler les gens sur leur avenir..

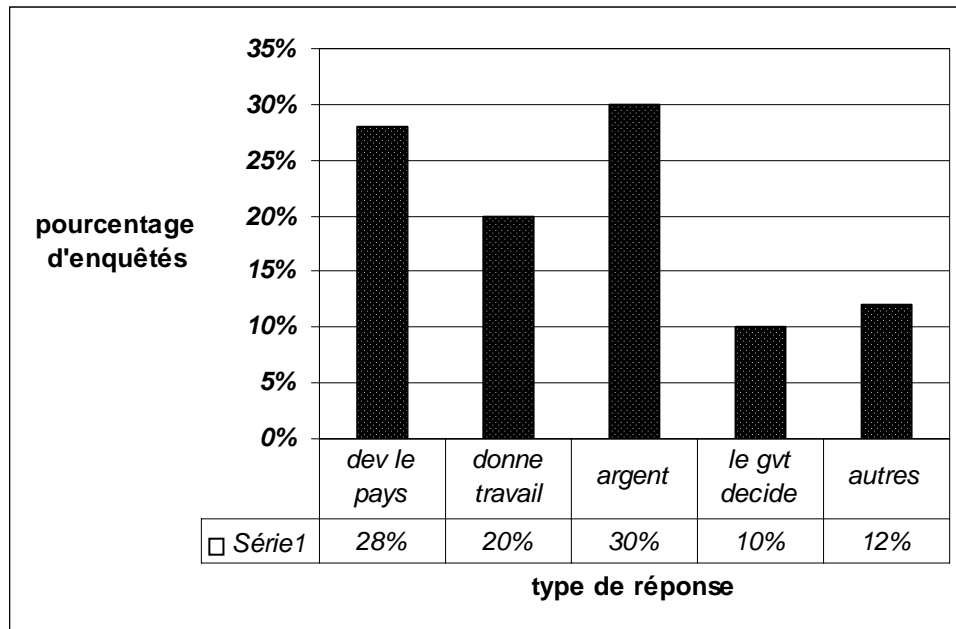


Fig 36-Graphique du type de réponse données en faveur du projet pétrolier de la Sasol à Bazaruto (CLAQUIN B., 2006)

D'autres semblent plus résignés puisqu'ils pensent que le gouvernement est roi et qu'ils n'ont donc aucun avis à donner sur la question, comme le montre 10% des personnes enquêtées.

Cette enquête communautaire a montré la facilité du gouvernement et des investisseurs à manipuler la population locale qui vit dans une extrême pauvreté, en se concertant uniquement avec les personnes influentes de la communauté et en les convainquant d'adhérer à leur cause. La forte cohésion sociale des communautés de pêcheurs jouera par la suite le rôle d'enrôlement, puisqu'une fois les personnes importantes décidées à s'engager positivement, le reste de la communauté doit s'y plier. Le gouvernement, en jouant avec l'organisation sociale traditionnelle des ethnies vivant sur les territoires sollicités pour l'exploitation pétrolière, se déresponsabilise de son rôle de protecteur et se fait complice de la destruction de sa propre population et de son environnement. Cela traduit une fois de plus le paradoxe de la stratégie de développement optée par le gouvernement. En effet, la création des parcs nationaux et l'ensemble des plans de gestion établis par les lois institutionnelles visent à protéger les populations les plus traditionnelles et isolées, ce qui est le cas des communautés de l'Archipel de Bazaruto.

Le plan de gestion du parc stipule d'ailleurs la volonté gouvernementale d'intégrer et d'aider les communautés à participer au développement du tourisme et de la protection de l'environnement. Quel intérêt y a-t-il de voter des lois si elles n'ont aucune application dans la réalité ? L'on pourra répondre à cette question que le plus important fut de rassurer les partenaires internationaux qui ont financé les parcs marins au Mozambique (notamment le WWF dans le cas de Bazaruto) grâce à l'aide d'une série de textes de lois approuvés par les plus hauts fonctionnaires de l'Etat.

Qui conteste alors contre ce projet d'exploration de pétrole et gaz en périphérie du parc ? De toutes les personnes enquêtées, seules 8 femmes se disaient favorables au projet et la majeure partie d'entre elles n'étaient pas originaire de l'île et n'avaient pas connaissance du projet. On a pu constater une plus forte prise de conscience de la part des femmes par rapport à l'impact d'une éventuelle fermeture de la pêche dans les îles de l'Archipel et les environs. Elles sont plus conservatrices du mode de vie actuel et n'envisagent pas un changement, ce qui traduit dans un sens une certaine satisfaction de leur quotidien.

5. La recherche-action, un risque en terrain sensible

Nous avons développé dans la première partie de la thèse, les notions de terrain en milieu sensible. Nous définissons nos terrains comme « sensibles » de part le risque personnel que nous avons pu prendre en réalisant cette enquête à Bazaruto et en cherchant des informations dans les directions provinciales de Vilanculo. Comme on a pu le voir, les études sociales sont inexistantes sur le sujet et le gouvernement cherche à garder l'information par le contrôle des membres influents des communautés locales. La présence d'un scientifique étranger questionnant sur les conséquences d'un projet pétrolier pour des communautés locales vivant dans un parc naturel dérange alors.

Tout d'abord par le rapport qu'il peut faire à l'opinion publique extérieure, mais aussi par son impact auprès des communautés sur le terrain. En ce sens, le chercheur étranger peut être dangereux pour les intérêts du gouvernement, c'est pourquoi les scientifiques sont amenés à donner leur programme d'investigation à la Direction Nationale des Aires de Conservation pour qu'il soit contrôlé par les autorités. Il est clair que nous n'avons pas formulé ce type de sujet d'étude dans notre demande d'autorisation d'entrée dans le parc national, car il est bien évident qu'elle aurait été refusée. Nous avons agi une fois sur place, grâce à la coopération de certains gardes du WWF s'inquiétant du problème également.

Nous reconnaissons avoir dépassé notre rôle de chercheur, au risque de mettre en danger notre présence au Mozambique, mais il était impossible pour nous de pas informer les populations des événements qui les concernent directement.

Il est vrai qu'il a été difficile de rester de marbre (intérieurement) face aux opinions positives exprimées sur le sujet, mais en aucun cas nous avons convaincu une personne de changer d'opinion. Dans la mesure du possible nous n'avons tenté de les influencer sur leur choix.

C'est là d'ailleurs qu'a constitué toute la difficulté, car les envies de passer à l'action nous sont venues plusieurs fois.

Rester impassible face à la souffrance et l'ignorance des gens est difficile en terrain sensible. Le sentiment de compassion est alors souvent présent et il est difficile de ne pas prendre part aux discussions provoquées sur le sujet. Quand on nous demande notre avis, comment en toute conscience, peut-on rester impartial face à notre objet d'étude ? La neutralité objective de la recherche devient alors trop dure à supporter, on veut faire changer les choses.

« Dans sa vie personnelle ou son activité professionnelle, sur le terrain, le chercheur en sciences sociales est rarement indifférent à cette conscience citoyenne. D'une manière plus ou moins claire et directe, les questions qu'il se pose et qu'il posera à son terrain, parfois le choix du terrain lui-même, ont quelque chose à voir avec cette inquiétude, ou cette conviction » (AGIER M, 2005).

Nos différentes pratiques de terrain ont effectivement fait naître des inquiétudes et préoccupations intérieures, notamment celle de protéger les populations vulnérables à l'impact socio-économique de la mondialisation. Notre séjour à Bazaruto a bien révélé nos

inquiétudes face au manque de considération totale que le gouvernement manifeste envers les communautés locales qui composent le peuplement des îles.

La pratique du terrain au Mozambique a renforcé notre conviction que le capitalisme mondial s'introduit toujours plus loin dans les zones reculées du monde, laissant derrière lui les populations et l'environnement totalement exploités, quand il part vers une autre destination sans se retourner. Que pour rouler en voiture à New-York ou à Oslo, il faut priver d'activité les populations des îles du Mozambique qui elles se déplacent en pirogue...

Par ailleurs, l'on pourra se demander pourquoi la même étude n'a pas été menée dans les Quirimbas. Nous répondrons par le fait que la situation et l'enjeu socio-économique dans les Quirimbas et les relations que nous avons établies avec le WWF de Pemba ne nous ont aucunement permis de prendre la liberté d'enquêter sur un sujet non officialisé dans notre demande d'investigation. Nous avons tout de même questionné les habitants rencontrés de façon informelle pour savoir quel était leur niveau d'information sur le sujet. Il s'est révélé que pour le moment, très peu de personnes sont au courant que le gouvernement a accordé des concessions maritimes à des compagnies étrangères. Le gouvernement semble profiter de la stratégie d'implantation du parc et des réunions communautaires prévues à cet effet pour contrôler la population des îles. Les seules personnes ayant connaissance des projets pétroliers sont des personnes d'un statut social élevé comme les fonctionnaires des directions provinciales présentes à Ibo, qui vont régulièrement sur le continent. Au moment où nous étions sur place en 2007, le gouvernement n'avait encore accordé que 4 concessions maritimes. Il est possible qu'avec l'ampleur des investissements, les communautés soient désormais informées de la situation et que le gouvernement prévoit également un plan d'indemnisation des populations.

A l'époque de notre séjour, les opérateurs touristiques et le WWF faisaient pression sur le gouvernement pour ne pas accorder l'autorisation d'exploitation³⁴. Il semble aujourd'hui clair que celui-ci a déjà choisi son camp.

³⁴

d'après une entrevue avec le responsable du WWF de Pemba

INTRODUCTION PARTIE III :
ETUDE DES COMMUNAUTÉS DES ÎLES DES ARCHIPELS DE BAZARUTO ET DES
QUIRIMBAS DANS LE PROCESSUS DE MISE EN TOURISME ET DE MISE EN
CONSERVATION DU TERRITOIRE

Les deux premiers chapitres exposeront les situations socio-économiques des communautés des îles de Bazaruto tout d'abord et des Quirimbas par la suite.

L'origine du peuplement sera tracée à l'aide de la bibliographie historique, mettant en lumière le passé original de ces îles par rapport au reste du continent. Considérées comme des refuges de populations depuis longtemps, diverses situations sociales ont marqué l'histoire des communautés des îles.

Retombées dans l'oubli suite à la décolonisation du pays, les îles sont aujourd'hui exploitées par des communautés de pêcheurs qui survivent sans l'aide du gouvernement.

La mise en conservation des espaces maritimes utilisés par les pêcheurs à des fins de développement du tourisme dans les îles est venue bouleverser les pratiques des pêcheurs.

Comment ont-ils réussi à s'adapter à la gestion des ressources imposées par le gouvernement mais plus largement impulsée par des programmes de conservation internationaux.

Quel est le ressenti à l'heure actuelle face aux restrictions que les plans d'aménagement leur ont imposé ?

Nous analyserons ensuite la situation touristique actuelle, sachant que le tourisme représente un moteur de développement et d'amélioration des conditions de vie des communautés locales. Quels sont les bénéfices tirés de cette cohabitation avec les opérateurs touristiques ?

Dans un troisième chapitre, nous tirons des conclusions quand aux intérêts des communautés dans cette participation avec les institutions en place et tenterons de comparer les deux archipels suivant notre expérience de terrain vécu.

CHAPITRE I. LES ILES DE BAZARUTO : UNE GESTION DES PECHEES DIFFICILE ET UN TOURISME CULTUREL PEU VALORISE

I. Les îles de Bazaruto : les perles de l'Océan Indien

1. L'archipel de Bazaruto, patrimoine naturel exceptionnel

1.1. Bazaruto, l'île aux dunes

Comprise dans un archipel formé par 5 îles, les îles de Bazaruto se localisent au large de la province d'Inhambane, à 700 km de Maputo et 50 km au nord de Vilanculo. L'île Bazaruto s'étend sur 30 km de longueur et 5 km de largeur et correspond à l'île la plus grande superficiellement de l'archipel.

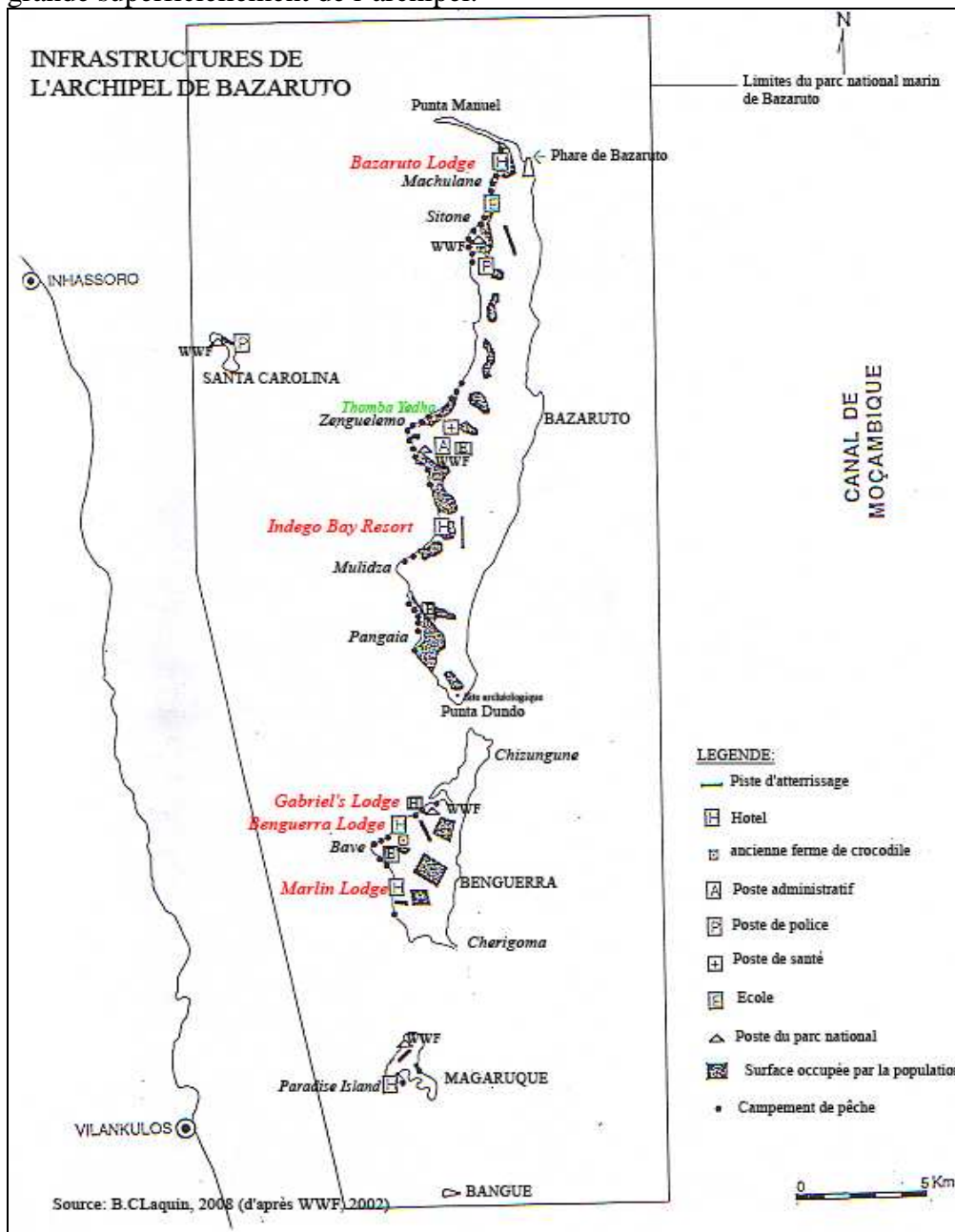


Figure 37-Carte de localisation de l'archipel de Bazaruto (CLAQUIN, 2008)

Historiquement, l'archipel resta isolé du continent durant les périodes de variation du niveau marin. L'isolement relativement long contribua à donner une valeur de conservation très forte à cet archipel, qui présente une vaste gamme d'habitats marins et terrestres, incluant : des dunes de sable spectaculaires à la végétation originelle, des plages de sable et de roches, des lacs d'eau douce. Ces habitats, associés à la mangrove et aux fonds marins récifaux, constituent la base d'une vie sauvage riche et diversifiée.

La majeure partie des dugongs (*Dugong dugon*) de l'Océan Indien se concentre dans les fonds herbeux de l'archipel. De plus, quatre des cinq espèces de tortues recensées viennent se reproduire sur les plages des îles. Les dauphins et baleines sont également présents dans la zone et plus de 180 espèces d'oiseaux ont déjà été identifiées. D'autres mammifères en voie d'extinction sur le continent sont aussi présents dans les îles, comme le singe *simango*, les chèvres sauvages rouges, les écureuils rouges, les crocodiles du Nil et des espèces endémiques de gastéropodes et de lézards.

1.2. L'archipel de Bazaruto : des îles-barrières

La formation de l'archipel de Bazaruto résulte du processus de changement de niveau marin au cours du temps, qui a influencé fortement le développement géomorphologique des zones côtières. Selon Zolho et Dutton (1990), les îles semblent s'être formées durant une période relativement stable du niveau marin. Une fois qu'elles furent mises en relief, le sable vint s'accumuler pour former une île-barrière linéaire fermée à l'arrière par un système de lagon abrité et ouvert à l'avant sur l'Océan Indien. Quand une quantité de sable suffisante s'est accumulée grâce à l'action des vagues, les vents dominants commencèrent à transporter le sable aux alentours et à former des dunes de sable alignées perpendiculairement ou parallèlement à la direction des vents dominants. Une fois les dunes fixées, l'eau de pluie passant à travers a dissout le carbonate de calcium et le charria jusqu'au sol. Quand les eaux chargées de carbonate rencontrèrent les eaux salées, les carbonates précipités et les grains de sable attachés formèrent ensemble les beachrocks situés en marge de l'île. Ces affleurements de beachrocks définissent les positions passées et présentes de la ligne côtière.

Apparemment l'archipel se serait formé en deux phases successives. La première semble avoir eu lieu il y a environ 120 000 ans formant l'île de Santa Carolina. Après la formation de cette dernière, le niveau marin baissa, et quand il monta de nouveau il y a environ 5000 à 7000 ans de 2 m, une nouvelle barrière d'îles se stabilisa dans la position actuelle de Bazaruto, Benguerra et Magaruque. Il est très probable que les îles formaient à l'origine un corps sableux continu, joint au continent dans sa partie sud. Des cyclones tropicaux très violents furent certainement à l'origine de la séparation entre les trois îles. Des beachrocks exondés du récif de Two-Mile correspondent à l'ancienne ligne côtière. Bangué est la plus jeune île de l'archipel, formée probablement il y a 3000 ou 4000 ans et semble avoir une origine géomorphologique différente résultant de l'action des deltas.

2. Les îles de Bazaruto, un refuge pour les populations

La zone côtière du district d'Inhassoro où se localise l'archipel de Bazaruto est sous l'influence de la famille des *Vatsonga*, individus qui seraient les fondateurs du peuplement de la région, représentés par les familles Manga et Dzivane. Au départ, ces deux familles n'en formaient qu'une, les Manga. Mais à une certaine période historique des invasions guerrière de *Nguni* au XIX^{ème}, une partie de la famille s'est délocalisée sur l'île de Bazaruto, où ils prirent le nom de Dzivane (qui veut dire terre fermée sur l'extérieur). Ci-dessous le récit de

l'histoire du peuplement de l'île de Bazaruto d'après les propos du chef communautaire, recueilli sur le terrain en 2006 :

« Les « Dzivanés » sont les premiers individus venus d'Inhassoro à avoir débarquer en canoë sur les îles de l'archipel. Un groupe de personnes dont un frère et une sœur navigua jusqu'à Bazaruto et s'y installa pour voir si la vie y était possible. Hors, il advint que le frère et la sœur firent un enfant ensemble. Cette situation incestueuse étant totalement interdite dans la culture des Dzivanés, leurs descendants pensent aujourd'hui qu'elle serait à l'origine de la formation du peuplement dans les îles de l'archipel. En effet, lorsque d'autres membres de la famille des exilés de Bazaruto arrivèrent à leur tour pour évaluer l'installation des nouveaux arrivants, ils constatèrent l'enfant né et condamnèrent la situation comme honteuse. Le retour sur leur terre d'origine fut donc proscrit au couple maudit et la sédentarité sur Bazaruto commença. On donna comme nom Usuluto au bébé, car il ne pouvait porter le nom de famille originel du clan. Ce nom est à l'origine de Bazaruto, qui serait une déformation faite par les portugais par mauvaise prononciation. »

Dans la bibliographie officielle, l'île de Bazaruto s'appelait autrefois *Uthurusua*, qui veut dire en Xitsonga « ensemble de dunes sableuses qui ressemblent à des montagnes » (RICARDO, 2004). De ce nom originel, les îles ont ensuite été appelées « *Ilhas das Bocicas* » (GOMES DE SOUSA, 1936). Au 16^{ème} siècle les îles étaient connues sous le nom de « *Hucicas* » ou « *Vacicas* » (NEWITT, 1995), puis *Bussulutua*³⁵, qui ressemble le plus au dernier nom en date *Bazaruto*.

Il est intéressant de noter les correspondances entre les informations tirées de la bibliographie officielle et les informations recueillies sur le terrain. En effet, l'origine incestueuse du peuplement de l'île de Bazaruto n'est répertoriée nulle part, alors que les résidents de l'île rapportent une version similaire de l'histoire. Nous tenterons d'expliquer cela par le fait que nos prédécesseurs sur le terrain n'ont jamais enquêté sur le sujet et se sont basés sur les informations bibliographiques déjà existantes.

Ce groupe ethnique présente une vie spirituelle importante, dans laquelle la majeure partie des événements sociaux et naturels est expliquée par des phénomènes spirituels. Divers sites sacrés ont d'ailleurs pu être identifiés sur les îles de l'archipel. Les natifs des îles ont développé une relation forte avec le milieu environnant au point d'avoir été surnommés « *les donos do mar* ». Ces pêcheurs réalisent des cérémonies dédiées à la mer et maintiennent des cultes traditionnels liés à la production, à l'abondance de la pêche et à la protection de la vie. Avant le début de la guerre, ils étaient un groupe linguistique prédominant dans tout l'archipel. Cependant, la guerre, les cyclones et la pression démographique résultant du flux de migrants arrivant du continent ont provoqué des changements récents dans la composition de la population de l'île.

L'archipel de Bazaruto, dont le nom a varié au cours du temps, est occupé depuis longtemps par les hommes qui trouvèrent refuge dans les îles abritées qui le constituent.

La légende raconte que la reine de Saba venait y acheter ses perles.

Il est probable qu'avant l'arrivée des portugais, les cheikhs musulmans contrôlaient déjà la zone maritime commerciale de la région puisque en 1589, « *les portugais ont enregistré l'existence d'un cheikh en 1589 au sud d'Inhambane, ce qui peut indiquer que l'influence islamique aurait pu se propager même au delà du sud de la province* ». (NEWITT, 1995).

³⁵

Gomes de Sousa A., 1936, p 12.

Les îles accueillent des établissements de commerce d'or et d'ivoire puisque à cette époque, les îles depuis Bazaruto jusqu'à Mombasa accueillent des résidents portugais, échangeant les matières premières locales, contractant des mariages locaux, et formant leurs propres liens de parenté avec les populations côtières. Ces commerçants portugais jouaient un rôle médiateur, comblant le fossé d'incompréhension entre le royaume officiel portugais et les familles qui détenaient traditionnellement le commerce de la côte. Grâce au commerce de l'or et de l'ivoire, ainsi qu'à l'exploitation de ressources locales de valeur telles que les perles et l'ambre gris, une société afro-portugaise commence à émerger sur les îles, les renégats portugais contractant des mariages locaux avec les filles de chefs, fondant les familles d'afro-portugais qui dominèrent les affaires du commerce localement jusqu'au 20^{ème} siècle.

Au milieu du 18^{ème} siècle, les invasions Tsonga atteignent les îles de Bazaruto, et mirent fin au commerce des perles. (HENRIKSEN, 1978).

En 1855 le gouvernement portugais s'installe dans l'archipel et établit un comptoir de commerce sur l'île de Santa Carolina et un poste d'exportation sur le continent. Le commerce d'exportation et la pêche furent les principales activités économiques de la région jusqu'à l'indépendance où la guerre mit fin aux échanges avec l'extérieur. Les grandes familles métisses qui détenaient le commerce abandonnèrent l'archipel, qui jusqu'à aujourd'hui reste assez dépeuplé. L'éthnie Xitsonga qui peuplait les îles originellement constitue la population actuelle.

Au jourd'hui, quatre des cinq îles de l'archipel sont habitées, avec approximativement 3500 personnes répartie dans 7 communautés (WWF, 2002). La majeure partie de la population appartient au groupe ethnique Tsonga et utilise un dialecte différent du continent (Xitsua) nommé Xitsonga. Dans l'ensemble les résidents pratiquent la langue du continent mais pas le portugais ou encore moins l'anglais.

La pêche artisanale est le principal fond de production et de subsistance pour près de 70% de la population locale (PNB, 2002). Les constructions de bateau ou le service de transport entre les îles et le continent sont également des occupations régulières. Les femmes pratiquent surtout l'agriculture à petite échelle, cultivant le manioc, la patate douce, le mil, le mapira.

Il existe également des structures gouvernementales, dont quatre écoles primaires, deux postes de santé, trois postes de police et un poste de l'administration locale.

Le recensement 2007 n'a pas pu donner la population exacte pour chaque localité mais uniquement pour l'ensemble des districts, ce qui ne permet pas de nous renseigner sur la population actuelle de l'archipel ni sur celle de chaque île. La population de l'île de Bazaruto est évaluée à 2500 habitants en 2003 (RICARDO, 2004).

3. L'organisation sociale communautaire

Plusieurs communautés peuplent les îles de l'archipel.

Sur l'île de Bazaruto, 3 communautés se partagent le territoire. La communauté de Sitone est localisée dans le nord de l'île de Bazaruto, avec une extension de 7 km depuis la pointe de Dom Carlos (Machulane) jusqu'à la pointe de Sitone. C'est dans cette zone qu'est situé l'hôtel Bazaruto Lodge Pestana. Par conséquence, la population de cette zone bénéficie plus du contact avec le tourisme que celle qui se rencontre plus loin des hôtels. Sitone est la zone la plus peuplée de l'île, incluant des personnes venues du continent, travaillant dans les hôtels.

La communauté de Zenguelemo se rencontre dans la partie centrale de l'île, localisée à 15 km au sud de Sitone. Elle occupe une extension de 10 km depuis l'extrémité nord de Zenguelemo jusqu'à la pointe Mulidza, où se situe l'hôtel Indego Bay. Cette partie de la population de l'île

a l'expérience du contact direct avec les touristes depuis l'implantation de la première structure en 1996 (l'ancienne Pousada Sabal, devenu l'hôtel Indego Bay).

La communauté de Pangaia est située dans la zone sud de l'île, approximativement à 30 km de Sitone et 15 km de Zenguelemo. Cette communauté est la plus pauvre et la moins peuplée de l'île et celle qui a le moins de contact avec les touristes. Elle ne bénéficie aucunement du développement touristique à cause de son isolement.

Sur l'île de Benguerra, 3 communautés se partagent également le territoire.

La communauté de Chizungune est localisée dans la partie la plus au nord de Benguerra et habitée principalement par les natifs du site.

La communauté de Bave se rencontre sur la partie centrale de l'île. C'est là que se situent l'hôtel Benguerra et le camping de Gabriel, c'est pourquoi la zone accueille principalement des personnes du continent qui travaillent dans les hôtels.

La communauté de Cheringoma se situe dans la partie sud où se trouve l'hôtel Marlin. C'est la seconde zone la plus peuplée de l'île, que ce soit par des locaux ou des travailleurs venus du continent.

Le niveau socio-économique de ces familles reste dans l'ensemble très faible. Aucun élément statistique n'est fourni à l'échelle des localités par le gouvernement du Mozambique, il est donc impossible de donner ici des indices de développement humain officiels. Seule la bibliographie a pu nous fournir quelques éléments.

La grande majorité des habitants de l'île n'ont pas accès à l'eau potable de proximité et seuls quelques individus ont le droit d'accès aux robinets des différentes structures hôtelières ou gouvernementales. En conséquence, un lieu d'habitation à proximité des infrastructures touristiques ou du parc national est un avantage pour les familles. A l'inverse, les familles les plus isolées de l'île, notamment dans la partie sud de Pounta Dundo, ont des conditions sanitaires plus que précaires, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons pu y séjourner longtemps. La majorité des habitants de l'île vont donc chercher l'eau dans des puits ou forages, souvent éloignés de leur lieu de vie. L'étude de Ricardo (2004) a par exemple montré que 55% des enquêtés doivent marcher environ 15 minutes pour atteindre un forage d'eau, quand 31% mettent de 15 à 30 minutes, 16% entre 30 minutes et une heure, et 8% plus d'une heure. En moyenne, la distance pour atteindre les réserves d'eau est longue, ce qui a un impact sur les activités domestiques quotidiennes. En effet, plus de temps les femmes mettent à aller chercher de l'eau, moins de temps elles ont pour leur activité secondaire de subsistance (pêche, agriculture) et donc elles auront moins d'opportunités économiques au final pour s'enrichir.

Concernant l'éducation, il existe 4 écoles de niveau primaire pour l'ensemble des communautés de l'archipel, dont trois sur l'île de Bazaruto. Les jeunes qui veulent continuer leurs études doivent se rendre sur le continent, ce qui est généralement rare du fait que les enfants participent très tôt à l'économie domestique, leur délocalisation représentant une perte de main d'œuvre pour le cercle familial. Le niveau d'analphabétisation est donc très élevé sur l'île et la pratique du portugais est loin d'être acquise par tous.

Les communautés locales sont composées principalement de familles de pêcheurs traditionnels, qui pêchent grâce à de petites embarcations au large des limites fixées par le parc marin. La pêche se pratique au filet majoritairement, et le ramassage d'huîtres de réputation nationale assure un complément nutritionnel.



Fig 38-Photo de la pêche des sardines sur la plage de Sitone (Claquin B, Bazaruto, 2006)

Au premier plan on peut voir les coquilles d’huitres. Toutes les plages de l’île témoignent de la production d’huitre ancestrale. Des dunes sédimentées par les coquilles au fil du temps forment l’arrière de plage. Au second plan, on admire une maigre pêche de sardines. Au large se dessine la courbe du filet encerclant qu’on ramène depuis la plage. L’expression en portugais est : « pouxar o rede ».

Les surplus de production de poissons sont transformés dans les centres de séchage traditionnel et sont revendus sur le continent. Les grandes embarcations sont destinées au transport des marchandises et des personnes et les seuls bateaux à moteur de l’île appartiennent aux entreprises touristiques. La circulation des biens reste donc difficile entre le continent et les îles et s’assure de façon traditionnelle (dhows) comme autrefois.



Fig 39- Photo du centre de séchage du poisson de la communauté de Machulane au nord de l’île de Bazaruto (Claquin, 2006)

Au premier plan, on peut voir les poissons qui sèchent sur des tables au soleil, et qui seront ensuite entreposés dans des petites cases spéciales situées sur la partie droite. L’agriculture reste secondaire sur l’île du fait des restrictions du parc. Les familles et notamment les femmes s’en sont plaintes vivement lors de notre présence sur l’île. Pour eux, les contraintes imposées n’ont pas lieu d’être, ils voudraient produire plus. En dernier plan sous les arbres, le chef du village en discussion avec des pêcheurs de Machulane que nous avons interrogé.

L'agriculture est pratiquée principalement par les femmes, à petite échelle et comme une activité de subsistance. Les cultures les plus fréquentes sont : les patates douces, le manioc, les haricots, la citrouille, la pastèque.

Chaque année des surfaces de végétation sont brûlées afin de préparer le sol à la semence. Ce type d'agriculture qui se réalise principalement sur les dunes de sable, sont en relation avec la déforestation provoquée pour l'obtention de bois et matériaux de construction, qui est responsable de l'érosion et de l'appauvrissement des sols des îles.

L'élevage de bétail, spécialement des chèvres est une alternative aux temps difficiles et sert de réserve d'urgence. Pour les îliens, le bétail est une forme d'héritage qui passe de génération en génération. Les cultures sur brûlis servent également à améliorer la qualité des pâturages et à nettoyer la terre pour la production de vin de palme.

En plus de la production agricole, les îles disposent aussi d'une grande variété de ressources naturelles, provenant des forêts, des mangroves et des savanes, qui fournissent des biens et services supplémentaires, qui incluent la faune et la flore. Les habitats naturels fournissent les matériaux de construction des maisons et bateaux, les bases alimentaires, les boissons et les plantes médicinales.

Après avoir résumé la situation sociale des îles de Bazaruto, nous avons voulu connaître l'impact de l'implantation du Parc National Marin de Bazaruto (PNMB) sur la vie traditionnelle des communautés peuplant les îles.

En effet, comme on a pu le voir dans le deuxième chapitre, les pratiques culturelles liées à l'activité de pêche permettaient de contrôler l'usage et le partage des ressources maritimes entre les différents groupes de pêcheurs.

Comment le parc marin a-t-il imposé sa gestion de l'environnement marin dans l'archipel de Bazaruto? Quelles ont été les contraintes et perceptions des pêcheurs et des membres des communautés face à cela ? Nous présenterons donc dans une deuxième partie, le processus d'implantation d'une zone de conservation à but touristique pour les pêcheurs.

II. Implantation du parc marin de Bazaruto : enjeux et conséquences pour les communautés

1. Historique de la mise en place du parc marin

De sa création en 1971 jusqu'en 1989, aucune occupation des structures institutionnelles n'a été effective dans le parc national marin de Bazaruto.

A partir de 1989, commence la préparation d'un plan d'aménagement pour l'archipel, financé par le WWF international. Les premiers équipements de gestion du parc s'installent dans les îles. De 1990 à 1995, le plan d'aménagement établi par Dutton et Zolho est implanté à travers un projet de conservation de l'archipel de Bazaruto, financé cette fois par le WWF sud-africain, avec l'appui de la Fondation de la Nature Sud-Africaine (SANF) et le FNP. L'implantation de cette phase donna lieu à divers projets communautaires et à la nomination de gardes qui ont la mission d'informer et d'éduquer les communautés locales sur la conservation et la pratique de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles.

De 1995 à 2002, un projet d'utilisation multiple des ressources, établie par la DNFFB, financé par l'Union Européenne et coordonné par le WWF international est mis en place. Ce projet recense une grande variété d'activités et a comme but le maintien de l'intégrité écologique et sociale du parc national de Bazaruto, à travers l'usage durable des ressources naturelles.

Ce projet a comme objectif :

- la création du parc national (PNB) et la soumission de la proposition à la reconnaissance mondiale en tant que patrimoine naturel de l'humanité.

- La création de structures de co-gestion du PNB entre les îliens, l'état, le secteur privé et autres organisations.

- La gestion intégrée des ressources et son contrôle par les communauté et la structure du PNB

- L'amélioration des conditions socio-économiques des communautés

- L'implantation de programme de formation aux études écologiques et socio-économiques

C'est avec l'intention de préserver l'environnement de l'archipel de Bazaruto que Dutton et Zolho ont établi le premier plan d'aménagement de la zone en 1990, qui a permis d'établir un cadre préliminaire pour conduire les activités touristiques dans un respect des normes internationales. En 2002, le plan de Dutton et Zolho a été remplacé par un nouveau, le Plan d'Aménagement du Parc National de l'Archipel de Bazaruto (MITUR, 2002), qui est en place pour la période 2002-2006. Actuellement le second plan est en attente.

2. Intérêt d'une mise en protection de l'archipel

2.1. Intérêt écologique et touristique

Le parc marin de Bazaruto est le premier et l'unique parc national marin du Mozambique, créé en 1971 dans l'archipel de Bazaruto, province d'Inhambane. Il comprend les îles de Bangué, Magaruque, Benguerra, Bazaruto et Santa Carolina. Originellement, le parc avait l'objectif de conserver les espèces menacées d'extinction comme les dugongs et les tortues, puis s'est peu à peu tourné vers les activités touristiques à orientation écologique, tout en essayant de responsabiliser les utilisateurs des ressources locales. La région est depuis longtemps reconnue pour son potentiel touristique et écologique puisqu'en 1936 Gomes de Sousa rapporte que : « *l'île de Bazaruto possède toutes les conditions pour constituer un superbe lieu touristique où les environmentalistes pourront trouver d'excellent camps pour leurs études et les peintres de bonnes raisons de l'art* ». Pour rendre possible la protection de la zone, la Direction Nationale des Forêts et de la Faune Sauvage (DNFFB) et le WWF ont initié en 1989 un plan de conservation et de développement des îles à long terme, incluant

l'établissement de gardes (*fiscais* en portugais). Leur rôle est avant tout intermédiaire, favorisant le dialogue entre les concessions touristiques et les communautés locales. Le WWF et le FNP (Fundo Natureza em Perigo) continuent actuellement d'appuyer le parc, qui est une des deux aires du Mozambique que le gouvernement souhaiterait voir inscrire à la liste du Patrimoine Naturel de l'Humanité de l'UNESCO.

De nombreuses études ont été menées depuis la création du parc pour évaluer l'impact socio-économique du tourisme sur les communautés locales de l'archipel. En comparaison avec d'autres zones touristiques du Mozambique, l'archipel de Bazaruto présente un tourisme de luxe, avec environ 6400 touristes par an générant 6.126.000 US\$ de recettes annuelles (ENOSSE, 2001). En 2004, l'étude de Ricardo affirme que « l'une des caractéristiques du tourisme dans l'archipel Bazaruto est que les communautés locales n'y jouent pas de rôle » et que dans le cas de l'île de Bazaruto la population n'en tire aucun bénéfice réel » (RICARDO, 2004). On peut alors se demander quel est l'impact véritable du tourisme dans les communautés de pêcheurs de l'archipel de Bazaruto. En ce sens, quels bénéfices la population locale tire-elle vraiment de ce tourisme de luxe ? Dans quelle mesure y-est-elle intégrée ? En quoi le parc marin a pu favoriser le contact entre opérateurs touristiques et communautés résidentes ?

2.2. Intérêt du parc pour les communautés : la taxe d'entrée reversée

Depuis 1997, il existe un accord informel entre la Direction National des Forêts et de la Faune Sauvage (DNFFB) et l'administration du parc, les communautés locales et les opérateurs touristiques de l'archipel qui garantie que la distribution des taxes prélevées à l'entrée du parc bénéficiera à la population locale.

Les touristes qui séjournent dans les hôtels payent une taxe imposée par chaque unité hôtelière, alors que les visiteurs d'une journée payent à travers le système de l'administration du parc. Les recettes des touristes journaliers ne sont pas redistribuées aux communautés locales mais sont utilisées pour couvrir les dépenses courantes du parc.

Groupes d'utilisateurs	Taxe d'entrée (US\$)
Visiteur Etranger (adulte)	10
Visiteur National (adulte)	4
Visiteur Etranger (enfant 10-18)	5
Visiteur National (enfant 10-18)	1,5
Enfants de – de 10 ans	gratuit
Embarcation/jour	10

Fig 40- Tableau du montant des taxes d'entrée du Parc National de Bazaruto, (CLAQUIN, 2006)

Sur l'ensemble des touristes interrogés par C. Enosse (2001) dans le cadre de son étude sur la contribution socio-économique du tourisme pour les communautés du parc, plus d'une centaine accepterait l'idée de payer une entrée dans le parc de 28US\$. Cela montre que les touristes donnent une grande valeur à cette destination, acceptant de payer quasiment le triple du prix d'entrée. Si l'auteur propose aux gestionnaires de prendre cette donnée en compte, nous pensons au contraire qu'augmenter la taxe dans le parc ne réglerait pas le problème de l'intégration des communautés, mais pourrait même l'aggraver. Par ailleurs, nos enquêtes réalisées à Vilanculo ont montré des orientations différentes, notamment auprès des visiteurs de faible et moyenne condition économique, qui pensent que l'accès au PNB est nettement trop élevé pour leur budget et qu'ils ne peuvent du coup s'y rendre. Vu du continent, selon

l'opinion locale, l'archipel de Bazaruto est déjà un « paradis pour riches », l'augmentation du coût d'entrée ne viendrait que renforcer cette tendance.

Concernant la population locale, c'est le comité de la communauté qui reçoit et gère les fonds, avec l'appui du personnel du parc. La communauté est informée du montant disponible et décide lors de réunions communautaires où et comment utiliser les fonds.

De 1997 à 2000, les fonds ont permis la construction de 3 écoles, un poste de santé et aussi la distribution de produits alimentaires et le salaire régulier d'un professeur.

Les priorités varient évidemment entre les divers groupes des communautés. Les autorités administratives locales pensent que les fonds devraient être utilisés pour des objectifs communs, comme l'appui au système éducatif, l'amélioration de l'état sanitaire, l'apport d'eau potable, le développement du marché et du réseau de communication. Les pêcheurs pensent que les fonds devraient être utilisés pour les investissements relatifs à la pêche, comme l'achat d'appareils de pêche ou la construction de bateaux. De nombreuses femmes, à l'inverse souhaiteraient que les fonds soient destinés aux activités agricoles, comme l'achat de semences et de céréales pour les chèvres.

Malheureusement, le transfert des fonds destinés à la communauté s'est arrêté depuis 2000, sans raisons vraiment claires selon les résidents. Les raisons avancées par le parc sont les suivantes :

- le manque de mécanismes légaux (comme un règlement, un plan de gestion) pour imposer un prélèvement aux touristes à l'entrée et un transfert de fonds des opérateurs touristiques vers les communautés ;
- le sentiment de la part des opérateurs touristiques que les fonds attribués aux communautés antérieurement ont été mal gérés et qu'il existe un manque de contribution locale à la préservation de la nature ;
- le manque de coordination et des difficultés de communication entre les partenaires dans le processus de collecte, de transfert et de gestion des fonds.

Une certaine pression au niveau du gouvernement central devrait donc s'accroître afin d'approuver les règlements et plans de gestion existants pour l'archipel. Pour le moment, certaines nécessités sont à prendre en compte pour un meilleur partage des recettes, notamment :

- revitaliser le programme de partage des recettes avec tous les hôtels qui opèrent dans l'archipel, en prenant en compte les expériences antérieures, les recommandations du plan de gestion, les règles du parc et les autres études existantes ;
- Continuer à développer des notes de service claires écrites par les hôtels, la communauté locale, le parc et le gouvernement local, avec comme but la collecte, le transfert et la gestion des fonds du tourisme dans l'archipel ;
- Introduire un système commun de taxe d'entrée, dans lequel les taxes pourront être prélevées par les hôtels et par le parc ;
- Améliorer les systèmes de contrôle du nombre de touristes qui visitent le parc ;
- Garantir que les liens comprennent la relation existante entre les bénéfices potentiels créés par le tourisme et la contribution active des communautés locales dans la conservation de l'archipel.

3. Mise en place d'un système de co-gestion des ressources dans la région du parc

La parc ayant instauré un plan de zonage qui limite l'accès à certaines zones maritimes prises en compte dans les limites du parc, les pêcheurs ont tout d'abord réagi négativement à cette imposition de territoire de pêche.

Au fil du temps et grâce à de nombreuses réunions entre le WWF qui gère le parc et les pêcheurs membres des communautés ainsi qu'avec l'IDPPE qui est en charge de la gestion de la pêche artisanale, un plan de co-gestion des ressources s'est mis en place ce qui a entraîné l'émergence de différents groupes de pêcheurs. La figure ci-dessous renseigne sur la localisation des centres de pêche et des groupes de co-gestion de pêcheurs.

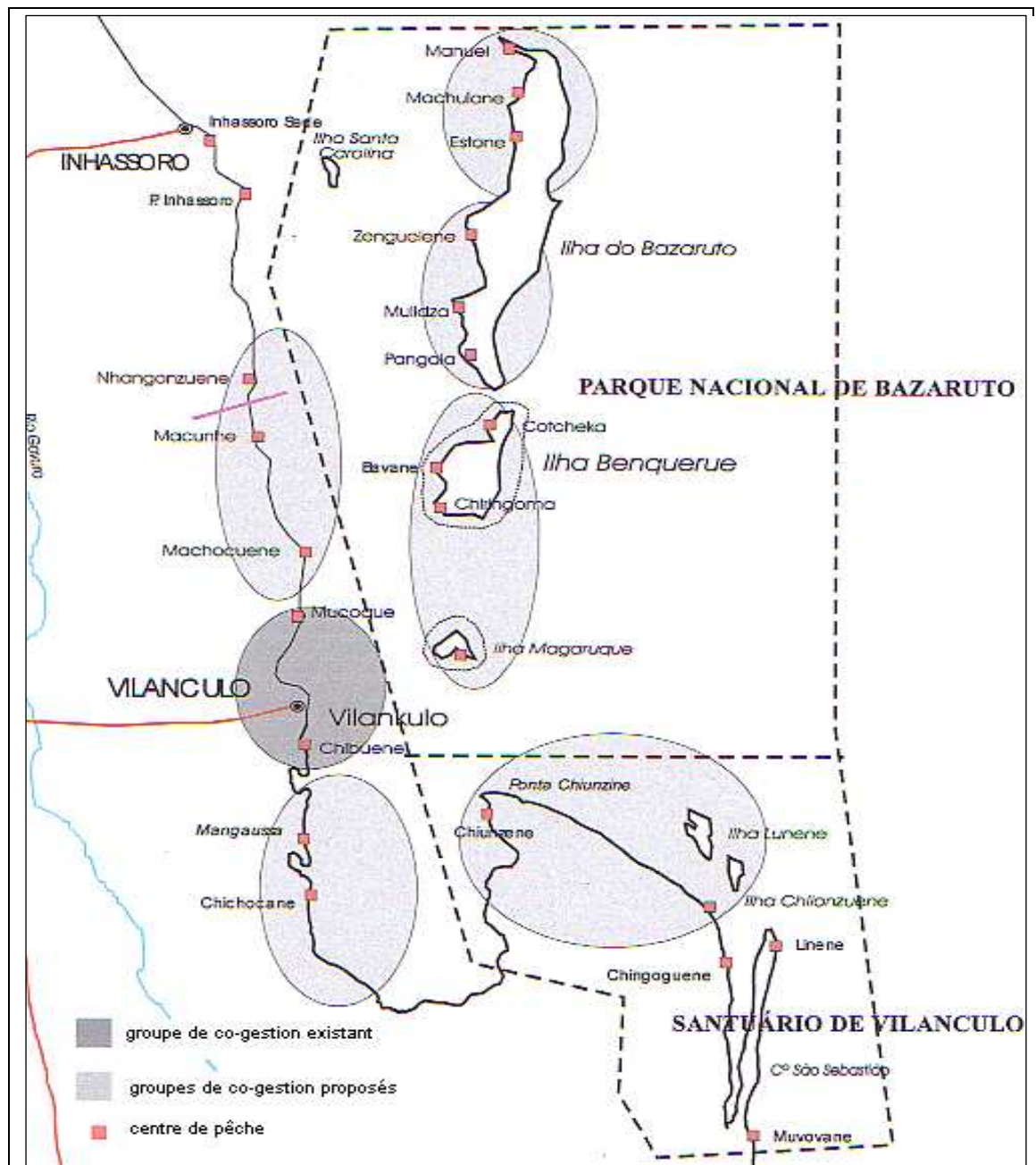


Fig 41-Carte de localisation des groupes de co-gestion et des centres de pêche existant dans la région de Bazaruto (d'après JOHNSTONE, 2002)

Des études sur la pêche ont été menées par des experts de l'IDDPE afin d'établir une meilleure compréhension des dynamiques de la pêche artisanale à Vilanculo et aussi d'établir la flexibilité (habileté des pêcheurs à modifier leur comportement face aux changements) et l'adaptabilité (capacité à développer une confiance envers le tourisme et diversifier les opportunités économiques) de la communauté aux changements d'utilisation et de conditions d'accès aux ressources maritimes autour de deux zones de conservation qui sont le Parc National Marin de Bazuruto (PNMB) et le Vilanculo Coastal Wildlife Sanctuary (VCWS). Autour des résultats de terrain obtenus, plusieurs thèmes sont ici abordés: les dynamiques et relations internes de la pêche, la compréhension des pêcheurs de l'utilisation de leurs ressources, la perception du tourisme par les pêcheurs, les principaux conflits existants.

3.1. Les dynamiques et relations internes de la pêche

Les eaux côtières entre Vilanculo et les îles de l'archipel (Santa Carolina ,Bazaruto, Magaruque, Benguerra, Banque, Lumine et Chilonsuen) incluant la péninsule de Saint Sébastien sont utilisées par les pêcheurs comme une zone unique de pêche et non comme une série de sites localisés. Cet arrangement est maintenu à travers des échanges sociaux réguliers et des interactions entre pêcheurs dans les centres de pêche.

Les pêcheurs de Vilanculo pensent que les eaux autour des îles de Benguerra, Magaruque et la face ouest de la péninsule font partie de leur zone de pêche traditionnelle.

Au nord de Vilanculo, les pêcheurs utilisent les zones de pêche situées en face de leur centre de pêche et rarement celles étant en dehors des îles. Ils ont affirmé que la pression de pêche a augmenté (la dimension des prises est la même, mais plus de temps passé à la capture) et ils pensent que c'est dû à la pratique intensive des sennes de plage.

Les pêcheurs du sud de Vilanculo utilisent les zones de pêche autour de la péninsule. Ils utilisent les mêmes sites que les pêcheurs de la péninsule.

Les pêcheurs de St Sébastien utilisent normalement les zones de pêche autour de la péninsule mais ils doivent désormais aller de plus en plus vers le sud de Vilanculo à cause des restrictions du sanctuaire.

Les pêcheurs de Bazaruto, Benguerra et magaruque pêchent dans les eaux calmes de la côte ouest des îles mais non directement face aux hôtels et autres sites touristiques.

Le marché de Vilanculo est le premier marché aux poissons de la région et est préféré à celui d'Inhassoro. Le marché et les centres de pêche fonctionnent comme les principaux lieux de contacts sociaux réguliers et d'échange d'informations sur les sites de pêche.

Globalement le niveau de compréhension de l'utilisation des ressources est très pauvre et confus (JOHNSTONE, 2002). Les restrictions du sanctuaire sont moins comprises que celles du parc, qui semblent mieux assimilées, cela étant particulièrement frappant concernant les pêcheurs vivant aux limites de la zone conservée. Les pêcheurs ne sont pas bien conscients de l'existence de limites maritimes, même s'ils reconnaissent que pêcher devant les hôtels ou dans les zones fortement exploitées n'est pas souhaitable.

Les pêcheurs de Vilanculo ont une meilleure compréhension des limites du parc de Bazaruto. Ceux du nord sont conscients qu'il existe une restriction d'accès dans les deux zones protégées. Ils savent aussi que les limites ont été récemment étendues mais ne peuvent pas dire où se situent les nouvelles limites.

Les pêcheurs du sud semblent être les moins au courant des limitations d'utilisation et d'accès dans les zones protégées. Ils savent que cela existe mais n'ont pas conscience de leur rôle. Les pêcheurs de la péninsule ont été très confus à propos des conditions d'accès et d'utilisation des ressources. Certains pensent que c'est permis de pêcher, d'autres non. La situation n'est pas claire pour eux.

Les sentiments envers le tourisme sont généralement positifs, les pêcheurs ayant exprimé le désir d'être mieux informés et intégrés dans les activités touristiques. Ils pensent que le tourisme a plus de pouvoir pour influencer l'administration que la pêche (JOHNSTONE, 2002).

Le niveau de coopération entre le tourisme et les communautés de pêcheurs semblent être plus avancé sur l'île de Benguerra, particulièrement entre le Marlin Lodge et Chiringona, ainsi qu'entre Gabrielles Lodge et Bavane.

Les pêcheurs des îles qui habitent près des zones d'activité touristique, respectent les restrictions concernant leur pêche et perçoivent le tourisme comme bénéfique pouvant réduire les conflits et faciliter la coopération.

Les pêcheurs de Vilanculo pensent que ceux qui vivent dans le sanctuaire sont avantagés et peuvent tirer de bons bénéfices des opérateurs privés. Ils ont eux-mêmes des sentiments différenciés à propos du sanctuaire et mettent en avant que les acteurs du développement peuvent fournir un support aux chefs communautaires et aux administrateurs.

Les pêcheurs du sanctuaire ont été priés de quitter la zone et de ne pas utiliser les eaux pour pêcher. Cela a créé des sentiments partagés au sein de la communauté car il n'y a pas d'alternative de lieux convenables pour des nouveaux centres de pêche. Ils ont exprimé un intérêt à négocier leur départ de la zone uniquement s'ils peuvent encore passer la nuit dans certains centres de pêche du sanctuaire.

3.2. Les conflits existants chez les pêcheurs

La principale source de conflit est centrée sur l'utilisation et les droits d'accès aux ressources et en particulier sur la réduction de la zone de pêche. Cela inclue les conflits entre les droits d'exploitation des pêcheurs et les inquiétudes liées à la surpêche (senne de plage, pêche illégale).

Les pêcheurs de Chigoguene (en dehors et à l'est du VCWS) ont des avis très partagés sur le concept du sanctuaire. Ils ont exprimé l'inquiétude que dans le passé les pêcheurs de Vilanculo et ceux de la péninsule étaient liés et partageaient ensemble les espaces de pêche, mais qu'après la création du sanctuaire, les liens entre les deux groupes ont été rompus (JOHNSTONE, 2002). Il est interdit désormais aux pêcheurs de Vilanculo d'entrer dans le sanctuaire, d'où le changement de relation au final. Certains pêcheurs ont même revendiqué que puisqu'ils ne pouvaient plus pêcher dans le sanctuaire, les pêcheurs du sanctuaire ne pourraient donc plus vendre leur produit au marché de Vilanculo.

Les pêcheurs du VCWS sont inquiets au sujet de la récente installation électrique le long de la frontière sud du parc, qui serait un risque pour la communauté locale. De plus, l'école et le poste de santé nouvellement construits se situent hors des limites du sanctuaire. La distance considérable entre les communautés de pêche et le poste de santé découragerait les gens de s'y rendre (d'où l'utilité de leur construction? pourquoi fournir des services à la communauté si en fin de compte elle ne pourra s'en servir?).

Les pêcheurs des centres de pêche du nord de Vilanculo sont préoccupés par la pêche illégale exercée par les bateaux industriels de plus en plus répandus dans la région. Ils ont dénoncé aux autorités la récente capture de plus de 40 tortues dans un filet et bien que l'enquête ait été réalisée, rien n'a été fait pour stopper les pratiques illégales. Les pêcheurs se sentent donc frustrés et non aidés.

Les pêcheurs de Vilanculo et du nord sont préoccupés par le taux de capture de requins élevé, prélevés dans ces zones par des pêcheurs chinois à but d'exportation. Les corps des requins avec l'aileron prélevé viennent s'échouer sur les plages.

Pour conclure, on rajoutera que les eaux maritimes entre Vilanculo et les îles fonctionnent comme une seule pêche artisanale et non comme une série de sites de pêche localisés et gérés individuellement. Ce système ouvert maintient les échanges sociaux réguliers et les interactions dans les centres de pêche et marchés, principalement à Vilanculo. Ce résultat établit un défi intéressant pour la gestion des ressources courantes dans la zone, qui tend à suivre une approche plutôt classique d'aménagement : à savoir premièrement le fait de définir les limites de la zone protégée et ensuite établir le cadre de travail des communautés vivant à l'intérieur. Dans le cas du VCWS, la gestion a été combinée avec un effort de concertation pour encourager les communautés à quitter la zone de conservation, réduisant ainsi leur enjeu dans l'utilisation des ressources et du processus de gestion. Par ailleurs, cette approche n'a pas pris en compte les mouvements des pêcheurs décrits ci-dessus, laissant ainsi les pêcheurs vivant en dehors de la zone protégée avec un niveau de compréhension des réglementations très pauvre. En conséquence, une disparité grandissante des droits d'accès aux ressources et des bénéfices d'utilisation semble se creuser entre les pêcheurs vivant à l'intérieur du sanctuaire et ceux résidant à l'extérieur. Cela entraîne la prolifération de menaces entre pêcheurs, notamment concernant l'utilisation du marché de Vilanculo. On assiste peu à peu à un effet de privatisation des biens et services par les pêcheurs envers d'autres pêcheurs alors qu'ils utilisent depuis toujours une zone commune de pêche où l'accès est partagé entre tous.

Cette situation est aggravée par l'actuelle réduction de la zone de pêche autorisée, due parallèlement à l'extension des limites du PNMB et à l'allocation de gestion du VCWS. Cela entraîne de fait un déplacement des pêcheurs vers ce qui peut être décrit comme leur second site de pêche, causant ainsi des problèmes avec les pêcheurs l'utilisant comme premier site de pêche.

De plus, de l'avis général il semble abusé que les pêcheurs des zones protégées ayant déjà touchés une compensation financière complémentaire du gouvernement et des acteurs du tourisme, ait encore le droit d'utiliser leur site pour pêcher (JOHNSTONE, 2002).

Pour les pêcheurs du nord de Vilanculo qui ont accès aux meilleures zones de pêche (eaux profondes, absence de bancs de sable), la situation est associée à une compétition croissante dans la pêche illégale en entraînant des déplacements toujours plus loin et un impact négatif sur la pression de pêche. A proximité des hôtels ou zones d'activité touristique, les limitations sur l'utilisation des ressources semblent faites volontairement par les pêcheurs qui avouent que pêcher près de ces zones ne favorise pas le bon voisinage. Le tourisme est vu comme un bénéfice pour la région et les pêcheurs ont exprimé le désir de travailler en collaboration avec le secteur touristique dans le but de développer des opportunités communes.

Etablir des liens économiques entre les deux secteurs nécessite préalablement d'apporter des bénéfices notables pour encourager le changement de l'actuel statu quo. La faible priorité donnée à l'enjeu entre les pêcheurs traditionnels, le développement du tourisme et la gestion des ressources marines ne favorise pas ce changement. En effet, si par exemple les pêcheurs vivant dans les zones protégées avaient la garantie d'avoir un marché, leur motivation à vendre du poisson à Vilanculo serait réduite et les pêcheurs de l'extérieur pourraient faire plus de bénéfices par un meilleur partage de leur marché et moins de compétition. Similairement, si les pêcheurs de l'extérieur des zones de conservation étaient mieux impliqués dans la concertation, ils pourraient aussi prélever une quantité de poissons limitée en échange de meilleures pratiques de gestion des ressources (ex: monitoring, saisons de fermeture des sennes de plage, suppression de l'utilisation des moustiquaires comme filet). Cela pourrait étendre le processus de gestion au-delà des limites des zones de protection aux communautés de pêche du continent créant un type de zone tampon pour le parc et le sanctuaire. Pour faciliter ce processus, une description de leurs techniques de pêche par les pêcheurs locaux est requise, qui analyserait l'importance des mouvements et migrations de

leur mode de vie. Ces mouvements traditionnels sont étudiés par l'IDDPE depuis 1994 et décrits par Gervasio en 2001. Une définition actuelle de la pêche artisanale où seraient inclus tous les mouvements des pêcheurs depuis leur premier site jusqu'au moins fréquent (n'excède pas le troisième généralement) est donc entreprise afin de déterminer le cadre de travail pour les futurs changements des droits d'accès et d'utilisation des ressources.

En terme de flexibilité et d'adaptabilité des pêcheurs aux changements, les résultats suggèrent qu'à Vilanculo les pêcheurs ont plus de capacité à modifier leur comportement de pêche (par exemple en réduisant l'activité de pêche autour des zones touristiques) et font preuve de bonne volonté en faisant confiance au tourisme pour diversifier leur économie. Pourtant, la faible part de bénéfices résultant de l'utilisation des ressources par les pêcheurs pourrait limiter leur motivation à modifier leur comportement et à donner leur confiance.

Ainsi, bien que le tourisme soit couramment vu comme un atout pour les pêcheurs, les pratiques de gestion centrées sur le tourisme pourraient en fait avoir un impact négatif sur le mode de vie des pêcheurs et créer alors une disparité de revenus entre les deux secteurs d'activité.

Certaines recommandations peuvent être envisagées afin d'améliorer la situation :

- une zone de gestion de pêche à Vilanculo devrait être définie respectant les principaux mouvements de pêche traditionnelle.
- une révision du cadre de gestion pour le PNMB et le VCWS devrait inclure les pêcheurs qui utilisent les zones protégées comme second et troisième sites de pêche.
- un système d'inventaire des données de pêche devrait être développé, enregistrant le taux de fréquence des conflits et de la pêche illégale
- des liens de proximité avec le tourisme devraient être établis formellement entre les communautés et le groupe de co-gestion, et utilisés de manière plus informelle pour aider individuellement des pêcheurs à monter leur propre affaire.
- un programme de développement des petites affaires avec obtention de crédits et formations professionnelles adaptées pourrait être établi dans la zone avec également un centre sur la création de synergie entre tourisme et pêcheurs.

Les pêcheurs ont donc exprimé le souhait d'être mieux intégrés dans les activités liées au tourisme. Comment se traduit- donc l'intégration des communautés des îles dans le secteur touristique développé dans l'archipel ? Quels sont les impacts socio-économiques générés par la présence d'entreprises hôtelières de luxe ? Quels bénéfices les communautés peuvent-elles tirer de celle-ci ?

Nous développerons dans la partie suivante les conséquences de l'introduction du tourisme dans les îles, notamment à Bazaruto où nous avons le plus longuement séjourné.

III. Les îles de Bazaruto, des lieux touristiques anciens

1. « La touristicité » du parc national de Bazaruto

La touristicité ou le « caractère touristique fonctionnel » de l'île de Bazaruto est assurée par deux établissements d'hébergement hôteliers, l'Indego Bay du groupe Rani de l'Afrique du Sud (5 étoiles) et le Bazaruto Lodge du groupe Pestana du Portugal (4 étoiles). La construction des infrastructures touristiques s'est faite en deux phases. Au départ, ils avaient une capacité d'hébergement respective de 96 et 52 lits, puis les hôtels se sont agrandis en terme de surface pour atteindre une capacité finale de 256 et 212 lits. Le chiffre d'affaire pour les deux établissements atteint respectivement 860 400\$ et 1245130\$ pour l'année 2001 (Da Silva, 2007).

Nom établissement	District/localisation	Propriétaires	Nombre de lits	Nombre d'employés
Estância T. Bazaruto Ld ^a	Inhassoro / Ilha Bazaruto	Salvor Hoteis	52	201
Estância T. Bazaruto Ld ^a phase 2	Inhassoro / Ilha Bazaruto	Salvor Hoteis	160	
Estância T. Indigo Bay Resort	Inhassoro / Ilha Bazaruto	Sociedade Sabal	96	231
Estância T. Indigo Bay Resort phase 2	Inhassoro / Ilha Bazaruto	Sociedade Sabal	160	
Total			468	432

Fig 42-Tableau des établissements touristiques de l'île de Bazaruto (source : area fiscal, Vilanculo, 2006)

Le nombre d'employés dans les hôtels de Bazaruto représente une masse salariale importante de 432 personnes, due à la qualité du service touristique proposé (4 et 5 étoiles).

Le tableau suivant présente les différents hôtels présents sur les autres îles de Benguerra, Magaruque, Santa Carolina.

Nom établissement	District/localisation	Propriétaires	Nombre de lits	Etat
Est.T .Magaruque	Vilankulo / île Magaruque	Firma Echo Delta		réhabilitation
Paradise Island	Vilankulo / île Magaruque			fermé
Est.T. Marlin Lodge	Vilankulo / île Benguerra	SOCIMO	42	opérationnel
Est.T.Benguela Holding	Vilankulo / île Benguerra	Soc. De Benguela	32	opérationnel
Gabriel's Lodge	Vilankulo / île Benguerra	Gabriel Juramento Cossa	40	opérationnel
Estância T. Santa Carolina	Inhassoro / île St ^a Carolina	BPD e Banco .Austral	100	fermé
Total			214	

Fig 43-Tableau des établissements touristiques des îles de Magaruque, Benguerra et Santa Carolina (source : area fiscal, Vilanculo, 2006)

Malgré que la destination ait une réputation touristique ancienne, le taux de fréquentation n'a jamais vraiment explosé au cours du temps. Pourtant, comme le montre le graphique ci-dessous, le tourisme présente une certaine diversité dans l'origine géographique des touristes mais les moyens de communications apportés pour valoriser la destination semblent trop restreints. Ainsi, la majorité des touristes a affirmé avoir connu Bazaruto par les recommandations de leurs amis, le reste ayant fait appel aux services d'une agence de voyages.

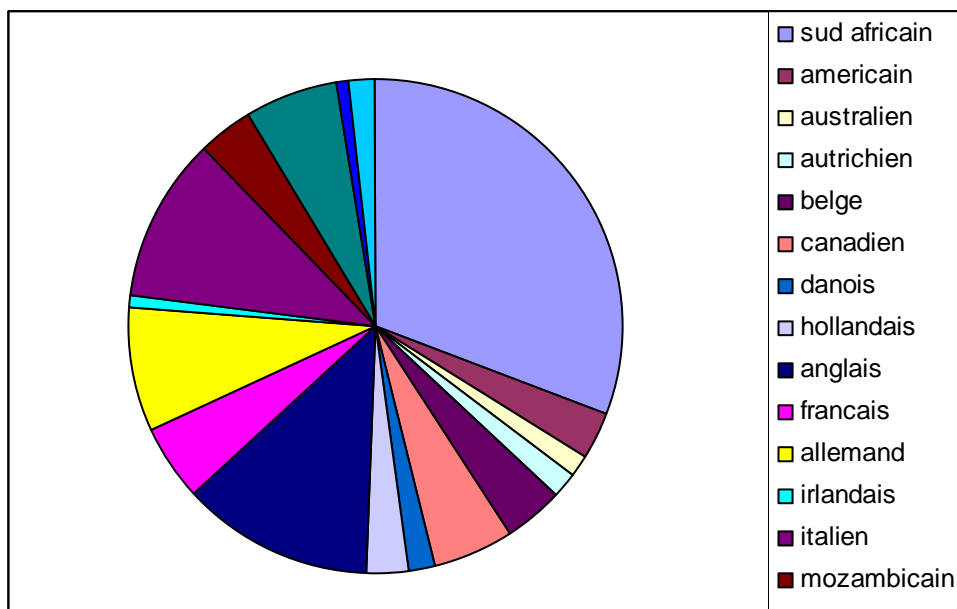


Fig 44- Graphique de la répartition des touristes selon leur nationalité pour l'hôtel *Gabriel's lodge* (période du 01-01-05 au 31-01-05, informations récoltées dans les cahiers de registre au poste du WWF à Bazaruto)

Le tourisme à Bazaruto est avant tout d'origine régionale, puisque les sud-africains représentent la majorité de la clientèle. L'autre partie des touristes est originaire des pays développés européens, comme l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie pour les prédominants.

Concernant les raisons de leur visite dans l'archipel, 86 % des personnes interrogées par Ricardo (2004) sont venues pour la beauté et la virginité des plages intégrant les écosystèmes marins, ce qui montre que le tourisme à Bazaruto est avant tout lié aux ressources naturelles de la région et notamment aux trois « Ss » (Sea, Sand, Sun). La combinaison de multiples attributs naturels comme la richesse sous-marine et la vie sauvage, l'environnement protégé, les courants chauds du Canal du Mozambique, la beauté des plages représente le moteur de l'attractivité touristique de la région de Bazaruto.

Par ailleurs, l'île de Bazaruto possède plusieurs monuments historiques qui ne jouent pratiquement aucun rôle dans l'attractivité touristique. Le phare de Bazaruto, construit en 1913 sous l'autorité de la Marine Portugaise et représenté sur la carte, est le monument le plus important en terme de touristicité, mais n'est pas exploité à sa juste valeur. En effet, seuls quelques touristes curieux de l'histoire de l'île s'y rendent pour une visite guidée depuis le Bazaruto Lodge, mais en général peu de gens s'y rendent par manque d'information et de connaissance sur l'existence du lieu. Cela montre que le côté culturel a totalement été négligé, que ce soit le côté historique avec la présence des ruines ou le côté culturel avec la danse traditionnelle, par les opérateurs touristiques de l'île qui promeuvent à travers des brochures

uniquement les trois « Ss ». De plus, sur la partie ouest de l'île, à Mulidza au sud de Zenguelemo et près de l'Indego Bay Resort, il y a des ruines de l'ancienne *Compagnie de Pêche de Perles de Bazaruto* créée en 1892 et éteinte en 1917.

Au sud de l'île à Punta Dundo, certains objets de poteries et des coquillages ont été découverts dans une zone sauvage (voir localisation sur la carte ci-dessous), attestant de la présence des premiers habitants de l'île. Ce site archéologique n'est pourtant pas pris en compte dans le circuit de visite de l'île.

Par le type de tourisme implanté dans l'archipel qui n'est pas centré autour des atouts culturels qu'offrent certains sites des îles, on peut supposer que la participation des communautés reste faible dans les activités touristiques. Quel est donc le niveau d'intégration et les bénéfices perçus par les communautés ?

2. Niveau de collaboration entre les communautés et les opérateurs touristiques

2.1. Une faible participation de la population locale au tourisme

Les enquêtes de Da Silva (2007) ont montré que les deux hôtels génèrent 192 emplois directs, dont 9, 9% sont des travailleurs locaux, les autres étant originaires du continent et notamment des provinces d'Inhambane et Maputo. Par contre, la population locale fut sollicitée au moment de la construction où dix à quinze personnes de l'île ont été employées pendant six mois. Une autre étude menée en 2001 (ENOSSE, 2001) avait également montré que seul 10% des postes à temps plein créés par les unités hôtelières ont été pourvus par la population locale. Le faible pourcentage de travailleurs locaux permanents semble « *lié au bas niveau de qualifications locales, car les jeunes n'y ont fait que cinq ans de scolarité* », c'est pourquoi leur emploi est souvent réduit comme aide cuisinier, jardinier, gardiens (Da Silva, p 256). Mais nos enquêtes personnelles ont révélé aussi d'autres raisons à ce faible pourcentage d'employés locaux, notamment un refus personnel et volontaire de travailler dans les hôtels. « *Pêcher est notre activité, travailler à l'hôtel ne rapporte pas plus d'argent que celui de la pêche, or la pêche nous laisse plus de temps libre* », ces raisons nous ont été fréquemment citées par les personnes questionnées. Les femmes de Bazaruto ont une activité traditionnelle d'agriculture et d'aide à la pêche, leur départ pour les hôtels produirait donc un déséquilibre dans l'économie du ménage. En effet, les enquêtes de Da Silva ont révélé que si la moitié des travailleurs des hôtels sont des femmes, aucune n'est originaire de l'île. Par ailleurs, une certaine réticence des dirigeants des hôtels envers la population locale peut expliquer également cette faible proportion d'employés locaux. Da Silva rapporte la parole d'un administrateur de l'hôtel : « *la population autochtone est paresseuse, ne respecte pas les horaires et en général pendant les jours qui suivent la réception du salaire, elle reste chez elle* ». Ces paroles s'accordent avec les propres perceptions de la population locale à l'encontre du travail dans les hôtels. Il est difficile pour eux de remettre en question toute leur organisation et mode de vie traditionnels liés à la pêche et de s'adapter à une nouvelle forme de travail imposant des contraintes sociales telles que la présence et la ponctualité. Le genre de vie des communautés de pêcheurs traditionnels est basé sur des notions de liberté sociale mais aussi économique, « *on pêche quand on le peut et quand il est nécessaire pour nos besoins* », ce qui s'oppose totalement avec le mode de travail occidental qui impose un emploi du temps fixe. Au delà du manque de qualification, le problème d'intégration de la population locale est avant tout culturel, et ne peut se résoudre que par le retour des jeunes locaux formés sur le continent aux métiers du tourisme.

Cependant, certains membres de la communauté ont une opinion différente et pensent à long terme. Avec la possible fermeture des plages du fait de l'activité pétrolière, il faut envisager une reconversion professionnelle. Ainsi, certains ont montré leur volonté de s'adapter à un travail de type occidental.

En effet, concernant la marginalisation des natifs de l'île dans l'accès aux emplois dans les hôtels, un manager de l'hôtel Bazaruto Lodge interrogé répond que « *les îliens vivent avec le temps, le vent et la pêche. Ils n'ont pas à se réveiller tôt et aller travailler. Ils ne sont pas habitués à travailler dans des emplois formels ni à travailler sous la direction de patrons blancs* ». A cela, les locaux interrogés répondent : « *où il y a beaucoup de gens, une généralisation ne peut être faite. Tous les îliens ne veulent pas d'un emploi formel dans le secteur touristique. Il y a ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas. Nous avons besoin d'être insérés, nos fils doivent avoir l'habitude de travailler pour des patrons. Nous leur apprendrons que le travail est comme une maison, où il y a des règles et des principes à respecter. Aussi longtemps que nous accepterons un emploi sous contrat, nous respecterons les règles* ».

Par ailleurs, certains types de personnes sont favorisés dans la participation au tourisme.

Tout d'abord, les pêcheurs au filet encerclant constitue le groupe qui bénéficie le plus du contact avec les opérateurs touristiques. Il existe 52 campements de pêche dans l'archipel, dont 36 sont localisés dans l'île de Bazaruto, 14 dans celle de Benguerra et 2 sur Magaruque. Les pêcheurs utilisent des filets encerclants (*rede de cerclo*) et des barques à rames appelées *chatas*. Près de 30 des campements de pêche vendent leurs produits aux hôtels de manière irrégulière. Selon les pêcheurs interrogés, les hôtels achètent entre 20 et 30 kg de poissons cinq fois par mois en moyenne (ENOSSE, 2001). Sur le total des captures de pêche, 60% de la production est séchée et revendue sur le continent. La population locale en consomme 20% en moyenne. Entre 10 et 15% des captures sont vendues fraîches aux personnes qui travaillent dans les hôtels et le parc, ainsi qu'à certaines personnes du continent qui se déplacent pour cela. Les 5 à 10% restants sont vendus aux hôtels.

La majeure partie des pêcheurs licenciés de l'archipel qui pêchent à des fins commerciales est basée sur l'île de Benguerra. Les hôtels achètent approximativement 40% des captures. Sur les 60% restants, une partie est consommée localement et l'autre vendue sur le continent. Comme Benguerra est située près du continent, un commerce régulier de poissons frais a pu s'établir entre l'île et Vilanculo.

Les récolteurs de langoustes participent également à la vente de produits marins.

Traditionnellement, les habitants des îles n'utilisent pas les langoustes pour leur consommation. 90% des captures sont vendues aux hôtels, au prix de 3 euros pièce.

Les récolteurs de crabes vendent également leurs captures aux hôtels. Plus de 80% des femmes attrapent les crabes et les moules comme travail à temps partiel et vendent leur récolte aux hôtels. Le prix varie selon la quantité apporté, entre 0, 25 cts et 0, 5 cts d'euros le kilo.

Les propriétaires qui louent leurs bateaux sont aussi impliqués dans le contact avec les touristes. Il y a 45 propriétaires de bateaux recensés dans l'archipel. Ils utilisent des bateaux à voile construits localement, appelés *dhow*, qui servent au transport de personnes et de marchandises entre le continent et les îles. S'il n'est pas rare sur le continent de louer les services d'un *dhow* à des touristes pour une journée, cela arrive beaucoup moins fréquemment sur les îles, du fait que la majeure partie de la logistique des hôtels est établie sur le continent. Par contre, les hôtels louent les services des bateaux pour transporter du matériel.

Près de 10% seulement de la population des îles travaillent dans les hôtels. Le reste des employés est originaire du continent. La faible part de locaux employés est due au manque de connaissances en matière de langue étrangère ou de compétence hôtelière. De ce fait, les uniques emplois accordés aux locaux sont : gardes, capitaines de bateaux, femmes de ménage et mécaniciens.

Seul 1% de la population des îles travaille dans l'artisanat, particulièrement les jeunes entre 20 et 25 ans. Ils produisent des souvenirs en bois, faits à partir d'arbres locaux. Les hôtels achètent une part de la production qu'ils revendent aux touristes, l'autre part est vendue directement aux touristes par les artisans.

Plusieurs éléments ne favorisant pas l'intégration des communautés locales aux activités touristiques ont été identifiés :

- Les hôtels n'utilisent pas les produits locaux comme les chèvres et les boissons traditionnelles ;
- Les pêcheurs utilisant les filets encerclants capturent des poissons de 2^{ème} et 5^{ème} classes, qui sont trop petits pour être vendus aux hôtels.
- Il n'y a pas de marché développé pour le poisson frais, calmars, langoustes et crabes, du coup les pêcheurs vendent leur capture à la demande.
- Les infrastructures touristiques n'offrent pas beaucoup d'opportunités d'emplois pour les populations locales notamment à cause d'un manque de compétences générales.

D'une façon globale, les communautés de Bazaruto expriment un fort intérêt pour une meilleure intégration dans l'économie générée par le tourisme. La majeure partie des îliens qui vivent loin des hôtels, n'ont pratiquement aucun contact avec les touristes et ainsi ne bénéficient absolument pas de cette activité. Certains moyens peuvent être envisagés pour améliorer le cadre de vie des communautés locales, comme :

- Etablir une coopérative de village ou d'artisanat pour produire et vendre les objets d'art locaux, où les touristes pourront appréhender la culture locale et l'histoire de l'archipel ;
- organiser des visites guidées dans les campements de pêche traditionnels et autres lieux d'intérêt communautaires ;
- établir des mécanismes pour étendre les contacts et les bénéfices du tourisme aux aires les plus isolées et les plus pauvres de l'archipel ;
- encourager les hôtels de l'archipel à développer les compétences des îliens et à les responsabiliser dans les activités hôtelières ;
- Rétablir les relations entre les autorités administratives et traditionnelles locales, entre les gestionnaires des hôtels et l'administrateur du parc, avec comme objectif de développer des activités bénéfiques pour tous.

Par ailleurs, le type de tourisme présent à Bazaruto n'a pas de pouvoir de revalorisation culturelle pour les communautés des îles. Au contraire, les spécificités locales semblent totalement être laissées pour compte dans le produit touristique proposé aux visiteurs étrangers.

Le développement touristique de l'île de Bazaruto n'utilise pas pleinement le potentiel des communautés existant. Les métiers locaux, l'artisanat, les danses et le savoir naturel en matière de plantes médicinales sont ignorés par les opérateurs touristiques présents dans l'île. Ce manque à gagner pour les communautés pourrait être comblé par un processus de consultation et de participation à mettre en place entre les intervenants du tourisme, les structures locales du gouvernement, la direction du parc et la population locale.

2.2. Niveau du contact entre touristes et locaux

Pour évaluer le niveau de contact entre les différents groupes sociaux existant dans l'île, les touristes ont été interrogés sur leur participation à d'éventuelles activités culturelles avec la communauté (RICARDO, 2004). 93% ont répondu qu'ils n'avaient jamais vu de représentation de danse traditionnelle locale, ce qui montre que l'aspect culturel lié à la danse qui est pourtant très fort chez les communautés au Mozambique en général, n'a pas du tout été incorporé dans les activités proposées par les hôtels aux touristes.

Cependant, à Indego Bay, un groupe d'enfants entre 8 et 12 ans nommé *Matsakisse* et dirigé par un membre de la communauté locale a été créé en 2003 pour présenter les types de danse traditionnelle aux touristes, notamment le *Semba* qui est la danse locale. Les managers du Bazaruto Lodge justifient de ne pas présenter de groupes de danse dans l'hôtel par le coût représenté par les salaires correspondants. Ils répliquent de plus que le secteur touristique n'est pas intéressé dans l'ajout d'activités supplémentaires comme la danse, ce qui est parfaitement incohérent avec le Plan Stratégique de Développement du Tourisme lancé par le MITUR en 2004, qui valorise largement le côté culturel incorporant les danses traditionnelles. De plus, selon notre avis personnel résultant du contact avec nombreux étrangers rencontrés sur place, nous avons pu constater que ceux-ci étaient très enthousiastes lors des représentations de danses traditionnelles et ne ratent pas l'occasion d'y assister. Par ailleurs, le nombre de cours de danse africaine destinés aux étrangers et également aux locaux est en expansion permanente dans la capitale, ce qui montre que c'est un secteur qui a beaucoup de potentiel de développement, nombreuses associations locales l'ayant déjà compris. Si personnellement nous avons assisté à de nombreuses représentations de danse traditionnelle au Mozambique que ce soit à Maputo en ville ou sur le terrain dans les îles, il est vrai que cela ne s'est jamais produit dans un contexte touristique. Nous pensons que l'introduction de telles manifestations culturelles serait un atout supplémentaire dans le produit touristique offert par le Mozambique, surtout que ses principaux concurrents qui sont les Seychelles, Maurice et les Maldives ne peuvent en aucun cas présenter ce type de danse du fait de leurs origines créole et indienne.

Par exemple, le *Timbila of Zavala* est la plus connue des danses du sud du Mozambique. Cette danse est associée à un instrument traditionnel symbole du Mozambique nommé également *Timbila* que l'on connaît mieux sous le nom *Balafon* donné en Afrique de l'Ouest. La première manifestation écrite de cette danse Timbila remonte à 1562 par un missionnaire portugais qui la décrit comme unique en Afrique, pratiquée par des orchestres importants rassemblant chanteurs et danseurs (NEDGE, 2006)³⁶. Cette danse à laquelle nous avons l'opportunité d'y assister est vraiment impressionnante de part son ampleur en terme d'individus et de costumes traditionnels relatant des scènes courantes de la vie africaine. Cette danse pourrait largement être comparée à celles existant Kenya dans la région Massai qui attirent des centaines de milliers de touristes par an.

Par ailleurs, dans l'ensemble, les touristes et les résidents locaux ne se rencontrent que très peu, voire pratiquement pas. La distance séparant les hôtels et les villages communautaires est un facteur explicatif de cette absence de contact entre les deux groupes. Il est vrai que les communautés de Sitone et Zenguelemo qui vivent respectivement à proximité du Bazaruto Lodge et de l'Indego Bay Resort ont des contacts plus fréquents avec les touristes que le reste

³⁶

Nedge G.O., 2006. Culture and customs of Mozambique. USA:Westport: Greenwood Press, 152p.

des habitants de l'île. Les contacts sont établis principalement sur la plage, qui représente l'espace de vie commun entre les deux groupes sociaux. Les touristes sont souvent attirés par les opérations de pêche comme la sortie des sennes de plage et le retour des pêcheurs, venant prendre des photos et poser des questions. D'autres villages sont compris dans des visites guidées de l'île, comme celui de Pangaia, mais les contacts établis sont généralement superficiels et sans conséquence en matière d'activité économique.

De plus, le manque de communication est avant tout provoqué par le fait que les touristes sont en grande majorité anglophones et que les îliens qui ne pratiquent déjà pas bien le portugais parlent avant tout leur dialecte. Tant que les nouvelles générations n'auront pas appris l'anglais à l'école, le fossé de communication entre touristes et locaux continuera de grandir.

3. Impacts du tourisme pour les communautés

3.1. Une contribution économique relative

Tous les documents officiels confirment pleinement qu'il existe des fonds destinés aux communautés provenant des taxes d'entrée prélevées par les hôtels. Pourtant, la bibliographie locale et les entrevues orales révèlent d'autres faits, notamment que les communautés locales n'ont jamais bénéficié de ces fonds. L'association locale de l'île Thomba Yethu mentionne que la taxe d'entrée pour les touristes est un problème pour les résidents, car les opérateurs touristiques et notamment le Bazaruto Lodge refusent de distribuer la part censée revenir à la communauté depuis 1997. Ils ont versé une somme en 1996 qui a permis de construire l'école de Sitone. Les communautés de Bazaruto se sentent marginalisées par le Bazaruto Lodge car leurs voisins de Benguerra bénéficient du soutien des opérateurs touristiques présents sur leur île. De plus, les pêcheurs locaux rappellent que les fonds sont destinés normalement à compenser l'interdiction de pêcher dans certaines zones du parc.

Ces informations viennent contredire celles récoltées au bureau du WWF. En effet, nous avons pu avoir accès aux montants transférés aux associations communautaires de l'archipel, comme le montre le tableau suivant.

Kanhi Kwedo - Benguérua/Magaruque				
Ano 2003				
Benguérua Lodge	Marlin Lodge	PNAB	Outros	Total
113.142.935,00	31.792.300,00		16.207.580,00	161.142.815,00
Ano 2004 Janeiro a Junho				
26.650.280,00	108.903.600,00			135.553.880,00
Ano 2004 a 2005 Julho de 2004 a Agosto de 2005				
175.848.376,00	112.460.400,00	112.165.135,00	126.810.900,00	527.854.841,00
Total por contribuinte				
315.641.591,00	253.156.300,00	112.165.135,00	143.018.480,00	
Total Geral				824.551.536,00
Thomba Yidho - Bazaruto				
Ano 2003				
Bazaruto Lodge	Indigo Bay	PNAB	Outros	Total
	229.926.250,00			229.926.250,00
Ano 2004				
14.575.952,00	51.282.614,00	217.019.600,00	41.400.000,00	324.278.166,00
Ano de 2005				
45.864.000,00	161.948.972,00		133.990.000,00	341.802.972,00
Total por contribuinte				
60.439.952,00	443.157.836,00	217.019.600,00	175.390.000,00	
Total Geral				896.007.388,00
Total Global				1.650.558.924,00
Observação: Falta incluir alguns depósitos de último trimestre.				

Fig 45- Tableau des recettes du parc reversées aux communautés en 2003 et 2004 (WWF, 2006)

On peut voir tout d'abord que l'unité monétaire n'est pas signalée par le WWF alors que c'est un document officiel destiné au Ministère du Tourisme. On peut supposer vu l'énormité des montants que les chiffres soient en anciens meticais et non en dollars. Le total global distribué à la population de l'archipel s'élève à plus d'un milliard et demi d'anciens meticais soit environ 385 000 euros. On a du mal à croire qu'un tel montant est pu être versé aux associations locales après avoir passé un séjour sur le terrain. De plus, on peut voir sur le document le montant des versements du Bazaruto Lodge à partir de 2004, ce qui peut être signifie que l'hôtel a repris sa contribution cette année là puisqu'en 2003 aucun montant n'est signalé. Certaines incohérences dans la gestion du parc de Bazaruto ont été importantes et mises en lumière par les scientifiques qui ont visité l'île. Comment l'hôtel Bazaruto Lodge a pu prendre la liberté de ne pas verser la part monétaire destinée aux communautés pendant plus de 7 ans, sachant que les textes de lois existent et que le WWF en charge de leur application est présent dans l'île ? Un des managers du Bazaruto Lodge interrogé par un journaliste mozambicain du journal Zambèze se justifie par le fait que l'association Thomba Yethu n'ayant pas d'existence légale pour le moment, il ne lui accorde pas suffisamment confiance pour lui verser ces revenus.

Le fait que le Bazaruto Lodge n'ait pas de consultant communautaire, soit d'intermédiaire ou de médiateur entre les gestionnaires de l'hôtel et les habitants locaux, suggère bien qu'il n'y a pas de volonté d'intégrer les membres de la communauté dans l'activité de l'entreprise touristique, ni même de résoudre les conflits d'intérêt existants. A l'inverse, l'hôtel Indego Bay a engagé un médiateur communautaire pour faire entendre la voix des locaux dans la gestion de l'activité touristique.

L'entreprise Indego Bay a compris que les membres des communautés de l'île ont le droit d'utiliser la terre et les ressources naturelles. Pour compenser les restrictions imposées et établir un consensus avec la communauté, l'Indego Bay a renouvelé son équipe de gestion en 2003 et engagé un consultant qui établit la médiation entre les deux parties. Les nouveaux gestionnaires utilisent des méthodes persuasives pour régler les conflits et retrouver la confiance des locaux. C'est dans ce contexte que l'entreprise touristique a construit un Centre Social et de Santé ainsi qu'une école primaire à Pangaia dans le sud de Bazaruto. Elle est de plus en charge de la rémunération du professeur de l'école. Cette aide en provenance des opérateurs du tourisme a été bien reçue dans l'ensemble de la communauté, mais certains îliens ont vu la situation sous un autre angle : « *c'est une sorte de récompense pour nous tromper afin qu'on donne l'accord de concéder une extension de terrain* », ce qui effectivement est une remarque plutôt pertinente quand on connaît la situation en jeu.

Par ailleurs, concernant les bénéfices économiques perçus par certains membres des communautés, les personnes qui ont été embauchées dans la construction de l'hôtel ont réinvesti leur salaire pour construire des *barracas*, petites boutiques très sommaires où l'on vend les produits alimentaires de base. Ainsi, le commerce s'est tout de même développé dans les deux principales communautés de l'île : Machulane et Zenguelemo, avec également la présence d'une discothèque et de boissons fraîches (enfin rarement fraîche), ce qui dénote l'évolution de la qualité de vie sur l'île. Ainsi, si auparavant des mouvements réguliers avec le continent étaient nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires de la communauté, ces voyages sont aujourd'hui réduits et l'on peut désormais s'approvisionner sur place grâce à la circulation d'argent généré par les emplois dans les hôtels et le développement du commerce des *barracas*.

Ainsi, même si la qualité et la diversité des produits alimentaires ont augmenté sur place, les retombées économiques directes restent encore très faibles et les conditions des populations locales encore très précaires.

3.2. Manipulation des lois par les opérateurs touristiques

En Février 2002, l'entreprise Indego Bay Tourist Resort réclame l'extension de la concession de leur terrain qui nécessiterait un déplacement d'une partie de la population locale afin de construire un parcours de golf et une marina. Dans le document officiel d'étude d'impact environnemental du projet consulté par Ricardo en 2004, il n'est pourtant pas question d'implantation d'un golf ni d'une marina. Car en effet, l'implantation d'un golf provoquerait des impacts très négatifs pour l'environnement qui de surcroît est classé en zone protégée. La Loi sur l'Environnement stipule pourtant qu'aucune activité polluante et destructrice pour l'environnement n'est possible dans les zones à vocation de conservation et de tourisme.

La proposition d'extension de l'hôtel ne montre pas le type d'impact engendré par celle-ci sur les écosystèmes de dunes situés en arrière de la côte, ni même si celles-ci vont être incorporées telles quelles dans le golf ou si le paysage va être totalement transformé. Une étude d'impact environnemental se doit normalement d'inclure une description complète du projet de développement en question, ce qui dans ce cas n'a pas été fait.

Certaines composantes environnementales sont à prendre en compte dans la réalisation d'un parcours de golf. Tout d'abord la réserve en eau disponible dans le sous-sol est primordiale pour l'irrigation des pelouses d'herbes. L'île de Bazaruto est couverte partiellement d'eau

avec la présence des lacs, mais aucune évaluation scientifique n'a été réalisée pour savoir quelle quantité d'eau peut être prélevée sans causer à terme de sécheresse hydrique.

De plus, les pesticides et les fertilisants utilisés pour les pelouses qui se doivent d'être parfaitement vertes, sont connus pour être très toxiques. Saddul³⁷ (1998) qui a étudié les impacts environnementaux de l'implantation des golfs à l'île Maurice, affirme que ceux-ci ont sacrifié les lagons et le bien être des gens qui sont pollués par des tonnes annuelles de produits chimiques d'entretien. Il pense d'ailleurs que c'est peu recommandable d'implanter un golf dans les petites îles, comme c'est le cas à Bazaruto en l'occurrence. En effet, les récifs frangeants de la côte de Bazaruto pourraient facilement être étouffés par les sédiments, car la construction du golf impliquerait une déforestation et l'introduction d'herbes étrangères à l'environnement local. Pour maintenir un parcours de golf sous les tropiques, il faut 1000 tonnes de fertilisants, des millions de litres d'eau et autres minéraux, des composants chimiques utilisés pour l'amélioration des sols, et des sprays chimiques qui polluent l'air (RICARDO, 2004).

Les lacs et mangroves, qui sont des écosystèmes remarquables et propres à l'île pourraient être largement affectés par les pesticides et autres produits chimiques.

Quand on considère l'environnement fragile et vulnérable de l'île de Bazaruto, ainsi que son statut de zone protégée, on a du mal à comprendre comment un tel projet pourrait avoir lieu sous couvert du gouvernement, surtout qu'il menacerait au final l'attractivité touristique de l'île. Bien entendu, les communautés vivant dans la zone de l'hôtel Indego Bay n'ont pas été consultées et on peut même lire dans le journal hebdomadaire *Zambèze* que « *l'intention de l'hôtel Indego Bay d'élargir la surface qu'il occupe actuellement menace les habitants de l'île, qui sentent que leur liberté d'action sera restreinte* »³⁸.

Au final, les consultations locales ont démontré qu'il n'y a eu aucune proposition de compensation à la délocalisation de la population locale engendrée par l'extension de la surface du terrain de l'hôtel, alors que la loi impose une participation de la communauté résidente dans le processus de décision. De plus, l'implantation d'un golf et d'une marina sont une menace environnementale pour les écosystèmes fragiles de l'île de Bazaruto.

Ce que nous avons voulu montrer par ces informations c'est le pouvoir de détournement des lois nationales que se permettent les infrastructures touristiques étrangères au Mozambique. Malgré un cadre institutionnel solide (parc national marin) et une gestion supervisée par une des plus grandes ONG environnementales du monde (le WWF), les entreprises touristiques se permettent une grande liberté d'action, au détriment des communautés locales résidentes. En effet, les taxes reversées au Ministère du Tourisme par les hôtels et la corruption existant à tous les niveaux du gouvernement permettent aux opérateurs touristiques de ne pas respecter les lois.

3.3. Le changement culturel actuel

Les habitants des îles sont soumis de plus en plus à l'évolution de leur culture traditionnelle basée sur l'exploitation des ressources de pêche et les croyances magico-spirituelles associées, par l'impact du tourisme dans un premier temps, mais plus généralement à cause du processus de mondialisation qui touche l'ensemble des pays de la planète.

³⁷ Saddul P, 1998. The proliferation of golf courses in Mauritius : A Major Environmental Threat. In: *Le Week End*, 11 octobre 1998, p 8.

³⁸ In *Zambèze*, 15 de mayo 2003, p 22.

Les communautés des îles sont sous l'influence de quatre types de culture différente : la culture locale traditionnelle (la leur), la culture des entrepreneurs touristiques (l'origine géographique des gestionnaires des hôtels n'est pas la même partout), la culture des touristes (différentes nationalités sont représentées comme le montre le graphique n°) et la culture des gens du continent avec qui ils entretiennent de nombreux contacts commerciaux et relationnels (*Matsua*). L'influence de ces quatre sources culturelles joue un rôle constant dans le regard et la perception des îliens. Sur le continent et à Vilanculo notamment, il n'est pas rare d'entendre les gens parler péjorativement des îliens qui seraient selon eux froids, distants et fermés d'esprit. Nous sommes partis sur le terrain avec ces a priori en tête puisque nous avons passé quelques temps à Vilanculo en attente de notre autorisation d'étude scientifique dans le parc. Selon nos perceptions et analyses, la vision dépeinte par les gens du continent colle à une certaine réalité que nous avons pu ressentir lors de notre arrivée dans l'île de Bazaruto. Le premier contact n'a pas été chaleureux et il est clair que l'intérêt porté aux étrangers est bien moindre que celui porté par les continentaux. Nous expliquons cela par tout d'abord l'effet d'insularité sur la psychologie des habitants qui les a retranchés dans une certaine vision subjective de l'espace géographique, puis surtout par le fait que les îles de Bazaruto ont une histoire ancienne de colonisation et d'exploitation étrangère parallèle à une longue histoire d'occupation traditionnelle africaine. Nous pensons que les populations locales menaient une existence à l'écart des activités coloniales, déjà basée sur la pêche et la navigation, ce qui les a culturellement différenciées des communautés du continent de la même origine ethnique. En effet, le langage Xitsua parlé sur le continent s'est transformé dans une variante linguistique nommée Xitsonga, langage propre aux habitants des îles de Bazaruto. Le fait que deux dialectes de même provenance ethnique se soient différenciés au cours du temps entre le continent et les îles situées à moins de 50 km de la côte prouve que les communautés îliennes ont évolué dans un certain isolement social malgré les activités commerciales existantes. En ce sens, la notion d'identité est d'autant plus forte pour les îliens qui revendiquent leur différence ethnique avec les gens du continent. Cette démarcation identitaire a pu certainement entraîné ce sentiment de froideur ressenti par les continentaux quand ils se rendent dans les îles. Nous pensons de plus que les différentes vagues de colonisation postérieures au peuplement originel africain est à la base du sentiment de méfiance envers les étrangers développé par les îliens. En effet, le comportement de certains membres de la communauté a commencé à changer à la suite de notre première participation communautaire avec plus de 80 individus où nous avons exprimé l'objet de nos travaux sur place et notamment notre volonté de mieux connaître la culture locale. Ayant l'habitude de recevoir des scientifiques évaluant l'impact du tourisme sur leur mode de vie et leur environnement, ils ont été agréablement surpris d'être interrogés sur leurs croyances et coutumes traditionnelles, même si bien sûr ils ne nous ont pas dévoilé l'ensemble de leurs secrets. Pour finir, pour avoir passé plusieurs temps parmi les communautés de l'île de Bazaruto, nous les décrivons comme des gens discrets, secrets, réservés, avec une certaine prise de conscience des effets négatifs engendrés par le développement sur le continent. Même s'ils reconnaissent que leurs conditions socio-économiques sont difficiles, il estime que la vie dans les îles est douce et calme, ce qui n'est pas le cas sur le continent.

Par ailleurs, le contact avec les jeunes nous a permis d'entrevoir certaines modifications du comportement et de la mentalité par rapport aux adultes et plus loin l'évolution culturelle possible des futures générations. Les jeunes sont très influençables par la mode occidentale, que ce soit dans le type de vêtement ou le mode de consommation. Les boissons traditionnelles (*sura*, *ndjebua*, *thonthontho*, jus de cajou) sont ainsi déconsidérées au profit des bières et des sodas importés du continent. Les filles préfèrent porter des vêtements modernes plutôt que le pagne traditionnel (*capulana*) et sont ainsi mal vues des plus vieux qui

considèrent les mini-jupes ou les tee-shirts transparents comme outrageants et comme un manque de respect. Le problème ne réside pas dans le type de vêtement porté mais dans le fossé de perception de la vie entre les différentes générations, ce qui crée des conflits au sein de la communauté, notamment dans le respect des cérémonies religieuses traditionnelles. Pour les jeunes, les anciens sont « dépassés de mode », ce qui entrave largement le respect familial et le contrôle des activités des adolescents. Ceux-ci ne veulent plus se marier tôt ni avoir beaucoup d'enfants, ils ne respectent pas les horaires de sorties, ni les règles du foyer, ni même les tâches domestiques, ce qui les pousse parfois à quitter leur famille pour immigrer sur le continent, pensant qu'ils seront plus libres ainsi. « *Les jeunes commencent à boire et à fumer vers l'âge de 12 ans alors qu'avant on commençait vers 25-30* » rapporte un ancien. L'alcoolisme chez les jeunes filles qui sortent en discothèque le soir est également un nouveau phénomène sur l'île et des cas de prostitution ont déjà été rapportés au chef communautaire.

De plus, la délinquance juvénile et notamment les vols envers les touristes est un phénomène récent sur l'île, imputé au désir de posséder de nouvelles technologies par les anciens de la communauté.

Afin de pallier le manque de bénéfices issus des activités touristiques pour la population locale, les membres des communautés se sont regroupés en association de défense afin d'unir leur chance d'en tirer avantage.

L'exemple suivant de l'association communautaire Thomba Yedho est une preuve de l'engagement des communautés dans la participation touristique.

4. Le regroupement des communautés en associations : le cas de Thomba Yedho à Bazaruto

Pour défendre leur droit d'accès et d'utilisation des ressources naturelles et afin de participer d'avantage à l'activité touristique, les membres des communautés de Bazaruto ont formé une association communautaire nommée Thomba Yedho.

Basée sur l'île de Bazaruto, l'association veut pallier l'absence de bénéfices liés à l'activité touristique pour les communautés locales et les encourager à participer à la gestion des ressources naturelles. Le principal objectif du projet de l'association est de renforcer les capacités de conservation et de protection de l'environnement et de diversification des fonds de rendement de la population locale. De plus, le projet vise aussi à développer des activités récréatives et informatives dans le parc national comme l'établissement d'un centre d'information environnementale et culturelle et un réseau de chemins pédestres, augmentant ainsi son offre de services pour les visiteurs (GEF, 2003).

Le site du projet du centre d'information environnementale et culturelle est localisé dans la baie de Zenguelemo, tout comme le siège de l'association Thomba Yedho, signalé sur la carte.

La participation communautaire dans la gestion des ressources naturelles est reconnue par la Loi de la Terre (1997), dans la Loi de la Forêt et la Faune Sauvage (1999), dans la Loi sur l'Environnement (1997) et dans la Loi du Tourisme (2000). Usant des possibilités prévues par ces lois qui reconnaissent la personnalité juridique de la communauté, celle de Bazaruto a constitué une association (Thomba Yedho) qui agit comme représentant légitime de la communauté pour les questions liées à la gestion des ressources naturelles et du développement local. En février 2005, cette association a sollicité une licence spéciale pour l'obtention d'un terrain à Zenguelemo dans le but d'établir des activités touristiques communautaires (camping, centre).

L'archipel de Bazaruto est un lieu d'héritage unique pour la population du Mozambique. Il témoigne de plus d'un développement rapide en terme d'infrastructures touristiques de haute valeur dans ces dernières années. L'établissement d'une utilisation équilibrée et durable des ressources naturelles de l'archipel, associée simultanément à la croissance économique sur le long terme, est un défi complexe pour les autorités du parc qui sont responsables de sa gestion. Le WWF qui s'en occupe depuis 1989 avec les institutions du gouvernement local et le Fond pour la Nature en Danger (FNP), appuie la gestion durable des ressources du parc et considère l'enjeu ainsi : « *le succès de la conservation de l'archipel de Bazaruto dans les prochaines années va dépendre de la capacité à créer une communauté avec des pouvoirs et un système de gestion du gouvernement qui promeut une gestion collaboratrice pour le secteur privé et des mécanismes de financement durable du parc* » (WWF, 2002).

Une des priorités du parc est de développer un tourisme durable, « *qui pourrait apporter un salaire durable afin d'améliorer les moyens de subsistance des communautés résidentes et d'équilibrer l'exploitation des richesses naturelles* » (Ibid).

Depuis le début de la création du parc, le développement du tourisme dans l'archipel fut dirigé vers une orientation du type « haute valeur, faible impact », stratégie qui entraîna l'implantation d'hôtels de luxe fréquentés par des clients riches qui arrivent dans les îles par avion. Malgré le nombre important de visiteurs qui se rendent pour les îles pour une journée seulement, il n'existe pas d'infrastructures touristiques ni de services en relation pour accueillir les touristes journaliers, comme par exemple des aires de pique-nique, des belvédères et points de vue, des sites de jeux pour les enfants, des chemins pédestres, des poubelles et toilettes, des services de guide, etc. Les touristes qui visitent l'archipel pour un jour n'ont pas accès aux informations relatives à la biologie de l'environnement ou à l'histoire des îles. L'absence d'un réseau de chemins pédestres clairement définis empêche les visiteurs d'apprécier le paysage intérieur des îles et de se balader dans les écosystèmes terrestres qu'elles offrent. Le manque de voies de communications au sein des îles entrave également l'échange commercial entre les visiteurs journaliers et les producteurs locaux d'artisanat notamment qui sont généralement fixés dans les villages communautaires et non sur les plages. En conséquence, l'offre du parc en terme d'activités récréatives et éducatives est pour le moment pratiquement inexistante.

Actuellement, les communautés locales bénéficient peu de l'activité touristique et ne sont pas impliquées dans la conservation des ressources naturelles. La majeure partie des emplois formels générés par les hôtels est occupée par des personnes non originaires des îles et les membres de communautés locales ont seulement accès aux postes de travail les moins qualifiés. De plus, l'histoire locale et les traditions ne sont pas valorisées dans la cadre de l'offre touristique existante, ni même le contact avec les autochtones (GEF, 2003). A l'exception de l'hôtel Indego Bay, qui finance une partie des dépenses de l'association Thomba Yedho ainsi que des bourses d'études, les entreprises touristiques ne contribuent pas beaucoup au développement local. En ce sens, la participation des communautés dans le processus de gestion durable des ressources relève plus de la rhétorique que de la réalité. Même dotées d'un organe de gestion représentatif (association Thomba Yedho) ces communautés ne participent pas au contrôle de l'utilisation des ressources naturelles et ne sont évidemment pas consultées dans les décisions de gestion.

Du point de vue environnemental, la présence de ces touristes n'est pas encadrée. La récolte des déchets générés par les touristes dépend de leur bonne volonté et de l'opérateur

touristique. Malheureusement, on a pu constater que des résidus ne sont pas ramassés et qu'ils restent sur les plages. Dans ce contexte, l'existence du parc national correspond, pour la population locale, plus à une contrainte qu'à une opportunité. Les instances hôtelières apparaissent aux yeux de la population comme des ghettos de riches étrangers alors qu'elle vit dans la pauvreté (GEF, 2003). De plus les objectifs énoncés par le parc lors de la mise en place du plan de gestion sont encore loin d'être réalisés, ce qui laisse les habitants perplexes. Pour répondre à cette situation, les communautés locales se sont donc regroupées en association, dont l'objectif est de faire partie intégrante du développement touristique et de la gestion des ressources, afin de créer des alternatives sociales et économiques aux conditions actuelles existantes et de réduire les conflits entre les différents groupes concernés. Pour concrétiser cet objectif, l'association a pour ambition depuis sa création, de créer sa propre instance touristique, ainsi que de contrôler les ressources. Cette volonté d'action est en concordance avec divers aspects économiques, environnementaux et politiques du Mozambique tels que : la nécessité d'attirer une clientèle nationale qui est moins fortunée ; la reconnaissance que la gestion durable des ressources naturelles ne peut se baser exclusivement sur un contrôle à caractère répressif ; l'existence d'un cadre légal qui stipule clairement le rôle central des populations locales dans la gestion et le contrôle des ressources ainsi que dans le rendement des entreprises touristiques. Dans cette perspective de réalisation de ses projets, et prenant en compte ses limites en termes financiers et professionnels, l'association Thomba Yedho réussit à établir des accords de partenariat avec l'ONG Care et l'opérateur touristique Sailaway Lda présent sur le continent à Vilanculo et réalisant des voyages en bateau autour des îles pour les touristes. Ces accords définissent un cadre institutionnel et la répartition respective des tâches dans le cadre de la création d'un centre d'information environnementale et culturelle et dans le cadre d'un contrôle de l'usage des ressources naturelles.

Plusieurs intervenants extérieurs participent au projet communautaire Thomba Yedho. L'ONG Care, dans le cadre de son programme d'appui au développement institutionnel du secteur associatif, est intéressée pour fournir des conseils et une formation à l'association Thomba Yedho. Care a déjà élaboré une réflexion profonde sur le rôle de l'activité touristique dans l'archipel de Bazaruto en terme de développement et création de bénéfices tangibles pour les communautés locales.

L'entreprise Sailaway Lda participe également au projet. C'est un opérateur privé de la région qui vend des voyages vers les îles en dhows traditionnels et qui a donc un intérêt direct à maintenir les richesses et la diversité écologique de l'archipel. Depuis 1999, l'entreprise a amené plus de 5000 touristes visiter le parc (GEF, 2003). La majorité des clients de Sailaway sont des visiteurs intéressés par la culture et l'histoire locale et pas seulement par la beauté naturelle des îles. Cependant, il n'existe actuellement aucune installation prévue pour les touristes qui restent un jour dans l'archipel et les opportunités de contact avec la population locale sont très rares. C'est pourquoi l'entreprise a décidé de soutenir financièrement et humainement l'association communautaire Thomba Yedho.

A terme, l'association espère développer les capacités locales afin de faire appliquer le Plan de Gestion du parc et ainsi partager les recettes du tourisme avec les opérateurs privés. Sur le plan environnemental, le projet vise à gérer totalement la gestion des déchets dans l'île et augmenter la régénération des espèces marines menacées et reconstituer certaines populations animales terrestres. Enfin, l'association veut créer des emplois grâce à l'implantation du centre d'information environnemental et culturel, comme ceux de guides, vendeurs ou gardes.

Concernant la partie institutionnelle de la mise en action d'une association, les activités nécessaires à la formation des travailleurs relèvent de : l'apprentissage de l'anglais, l'apprentissage de la comptabilité et de l'informatique. Un équipement et un appui à la formation devra être fourni par les intervenants de Care. La formation sera réalisée dans les villes d'Inhambane et Gorongosa et à Bazaruto même au siège de l'association, avec des visites et des échanges d'expérience à Massingir.

Concernant la protection de l'environnement, les activités nécessaires pour rendre opérationnelle l'association sont : la formation et l'équipement des gardes ; l'établissement de panneaux d'informations et de poubelles. De plus des rencontres avec les communautés seront nécessaires et l'éducation à l'environnement sera favorisée lors des réunions communautaires et à l'école pour les enfants.

Pour produire des rendements financiers, l'association compte fonder un centre d'information pour les touristes, ainsi qu'un marché artisanal et des lieux de pique-nique. De plus, l'ouverture de chemins pédestres et l'établissement d'accord de partenariat avec les opérateurs privés pourront également générer des fonds. Les constructions sont effectuées avec des matériaux locaux par des personnes locales.

Le centre d'information environnementale et culturelle veut offrir une véritable alternative aux touristes nationaux et internationaux en développant le marché des visiteurs d'un jour qui n'est pas du tout valorisé actuellement. De cette façon, le centre va rentrer en concurrence avec les instances touristiques existantes et va compléter l'offre globale offerte par le parc national. La commercialisation du centre sera effectuée dans le cadre d'un partenariat entre l'association Thomba Yedho et la société Sailaway Lda. Cette société va intégrer le centre dans ces parcours touristiques et le promouvoir à travers une documentation publicitaire et son site internet. La viabilité du centre fut évaluée dans le cadre d'un plan commercial réalisé par l'entreprise Sailaway. Diverses études ont été effectuées avec la clientèle touristique potentielle ainsi qu'avec les organisateurs nationaux et internationaux de produits touristiques.

L'administration du parc va collaborer avec une équipe de l'association afin d'établir les modalités de contrôle et d'utilisation des ressources naturelles. Des formations dans le domaine de la biologie et de l'apprentissage de l'anglais seront données aux gardes du parc national. Le Ministère du Tourisme, à travers sa Direction des Aires de Conservation (DNAC), fut consulté pour l'élaboration du projet et sera convié à suivre son évolution. Un accord sera signé avec la DNAC afin que les gardes communautaires soient entraînés au sein du centre de formation du Parc National de Gorongosa.

Les autorités administratives ont été consultées depuis la conception du projet et ont participé aux diverses rencontres relatives à sa préparation. Afin de maintenir les autorités administratives dans le processus du projet, elles seront conviées aux réunions de gestion.

De plus, l'entreprise touristique Indego Bay appuie financièrement l'association Thomba Yedho. Ces moyens monétaires servent à assurer la couverture des frais de fonctionnement de l'association.

Les bénéfices directs pour l'association Thomba Yedho et mis en évidence dans le rapport d'évaluation sont les suivants :

- la mise en place de guides d'excursion ;
- la création d'emploi pour les personnes locales durant la phase de construction ;
- l'augmentation de la capacité à gérer des projets locaux dans le domaine du tourisme ;
- l'augmentation de la connaissance et de l'appréciation de l'état et du potentiel des ressources ;
- l'amélioration dans la distribution de l'eau ;

- la création d'infrastructures touristiques communautaires qui vont contribuer à la pérennité de l'association ;
- l'acquisition d'une expérience de travail avec le secteur privé.

Les bénéfices directes pour les autorités du Parc National incluent :

- l'augmentation de l'offre du parc en terme d'infrastructures d'accueil ;
- la collaboration des communautés dans le contrôle de l'usage des ressources naturelles et des activités touristiques ;
- la protection des lieux et des espèces de haute valeur culturelle et écologique ;
- l'adduction de l'eau pour le campement des gardes du parc ;
- l'encadrement de la présence touristique en dehors des zones de concession ;
- l'amélioration de l'hygiène et de la gestion de déchets liés à la présence touristique ;
- la diminution de l'impact négatif de la présence touristique ;
- un apport matériel dans l'éducation environnementale des touristes.

Indirectement, ces résultats intéressent toute la région, en particulier la population urbaine et les touristes, qui bénéficient d'un nouveau lieu de récréation. Plus de 1000 visiteurs par an sont attendus au centre d'information à compter de 2006.

I. Un environnement insulaire convoité depuis des siècles

1. Un labyrinthe d'îles et de chenaux de navigation

Entre les dix et douzième miles marins des terres continentales frontalières à l'ouest, se situe parallèlement, un long cordon d'îles et îlots bien définis et visibles, parfois prolongés de récifs et bancs de coraux couverts ou découverts selon les marées, s'étendant du Cap Delgado à la Baie de Pemba. Entre les îles et les bancs passent des canaux tortueux au fond de sable ou de coraux. D'une manière générale, toutes les îles sont de basse altitude variant entre 4 et 30 mètres.

Les sols des îles sont constitués essentiellement de roche de corail, de sable et d'humus résultant de la végétation arborée qui les recouvrent. Malgré la faible épaisseur de couche arable, les terrains sont fertiles et une végétation foisonnante se développe dans les fissures de la roche corallienne. Du point de vue de sa structure géologique, les îles de l'archipel sont en général de faible élévation, constituées par de simples rochers de coraux avec des récifs étendus et plans qui se dressent à l'abrupt depuis les profondeurs de la mer.

De par sa position géographique, le territoire de Quirimbas est sujet au régime direct des vents d'alizés de l'Océan Indien, mais également des vents locaux journaliers, continentaux ou maritimes, qui sont d'ailleurs utilisés ancestrale ment dans la région pour la navigation à voile.

La vitesse de ces vents est modérée et de prédominance SW et SE. Dans certaines régions de la côte comme Pemba soufflent les vents subtropicaux et les vents d'alizes subéquatoriaux, qui sont les vents typiques du Canal de Mocambique. La mousson de nord-est qui s'étale d'octobre à mars correspond aux vents de direction N, NE, NO, NNE. Le vent le plus fréquent est celui de nord-est. Des cyclones peuvent arriver à la fin de la saison de mousson NE, provoquant des dommages considérables pour les populations vulnérables, notamment les communautés de pêcheurs. Entre mai et août se succède la mousson de sud-ouest avec des vents soufflant entre les quatrièmes ouest et sud-est. Ce sont ces vents qui furent les principaux responsables de la navigation à voile entre le Mozambique et l'Inde. Ils étaient considérés comme nettement plus stables que les vents de NE. Les mois d'avril et de septembre sont dits de transition. Le temps est clair, avec des accalmies mais aussi parfois quelques tempêtes.

2. « Le peuple de la plage »

Dans la zone d'étude des Quirimbas, les communautés côtières appartiennent à l'ethnie *mwani*, laquelle possède une culture musulmane et similaire à la culture swahili. Comme la plupart de la population qui vit sur la côte est de l'Afrique, les mwanis vivent de l'activité de pêche (MICOA, 2002).

D'un point de vue historique et résultant de l'analyse de divers documents, il semble que l'Archipel des Quirimbas représente depuis toujours une entité importante de la côte africaine située entre les régions sud et est du continent. Les îles habitées de l'archipel, comme Vamizi ou Ibo, possèdent une longue et turbulente histoire depuis ces 500 dernières années, fonctionnant alors comme un poste clé du commerce d'échange autant pour les arabes que les portugais. Il existe encore quelques vestiges de ce passé historique avec la présence de ruines de l'ancien fort portugais et une chapelle.

D'après certains récits, l'île de Quirimba aurait été peuplée initialement par des gens venus des Comores qu'y ont introduit des bœufs (Da conceição, 1993). En effet, lors de notre visite de l'île nous avons pu remarqué la présence de troupeaux de bœufs, présence tout à fait originale sachant la faible quantité d'élevage bovin au Mozambique.



Fig 46-Photo d'un élevage bovin sur l'île de Quirimba, vestige d'une origine de peuplement comorien ? (CLAQUIN,2007)

Au second plan, on voit un troupeau de bœufs de plusieurs centaines de têtes rencontré dans la partie ouest de l'île de Quirimba.

Nous avons par ailleurs notre théorie sur la présence de ces bœufs sur l'île. On a montré à travers la bibliographie historique que les îles ont subi de nombreuses attaques, notamment de la part des malgaches et des Ngoni du Sud. Les écrits relatent que les pirates de mers malgaches Betsimisaraka attaquaient les Comores pour y charger esclaves et bétails, et qu'ils empruntaient ensuite les voies maritimes vers les Quirimbas. On peut alors supposer qu'un déchargement (volontaire ou forcé ?) d'esclaves et de bétails sur l'île de Querimba soit à l'origine de cette légende de peuplement recueillie dans la tradition orale des habitants contemporains.

De plus, certains traits culturels des gens de Quirimba rappellent les Comores, notamment le masque de *muçiro* porté de façon permanente par les femmes.



Fig 47-Photo de jeunes filles mwani de Quirimba (CLAQUIN, 2007)

A gauche, une jeune fille de 12 qui porte le muçiro, ce qui témoigne de la continuité de la pratique actuelle chez les jeunes. A l'époque, pour la cérémonie du mariage, les femmes vierges mettaient le muçiro sur l'ensemble de leur corps et ne pouvaient sortir avant la nuit. Cette pratique se fait encore parfois sur l'île de Quirimba (témoignage femme mwani, Quirimba, 2007).

Le peuple mwani parle une langue vernaculaire dite Kimwani, ou « *langue de la plage* », apparenté au Kiswahili. L'histoire des mwanis fait partie économiquement et culturellement de ce que Pierre Verrin (*Histoire ancienne du NO de Madagascar*, in : Tahola, n°5, 1972.) appelle « la civilisation des escales » qui entraîna les peuples de la partie ouest de l'Océan Indien dans un réseau d'intérêts et d'affinités. Le commerce, la navigation, la pêche, l'exploitation des cocoteraies et autres plantes d'origine asiatique, constituaient leurs principaux apports économiques. L'intégration des formes sociales et politiques continentales dans leur rapport d'échange (troc) et la dépendance à certains produits du marché furent le prélude d'importants changements dans les relations sociales internes des communautés, notamment dans le rapport à l'autorité. Les échanges de troc était autrefois une activité masculine dans ces sociétés côtières et l'Islam finit par imposer une conception différente des droits et devoirs des hommes et femmes de la société.

La stratification sociale et religieuse au sein des communautés mwani, produit historique des contacts afro-islamiques et indiens aux influences européennes, était organisé différemment.

En premier lieu était différencié les musulmans d'origines indiennes, sunites du coran hanafite et les islamisés d'origine africaine, également sunite, mais du coran chafiiste. En second lieu, les propriétaires et commerçants constituaient la classe dominante des mwani, puis venait la classe des hommes restants libres comme les artisans, les marins et autres travailleurs manuels et en dernier lieu les esclaves.

Quand les portugais arrivèrent sur la côte est de l'Afrique, il y avait déjà une population considérable de musulmans sur les îles des Quirimbas, qui étaient alors un centre de fabrication de vêtements. Ce vêtement était connu sous le nom de Maluane, d'où

l'appellation première « îles Maluane » durant les 20 premières années d'occupation portugaise (NEWITT,1995). Ce nom resta en usage jusqu'au 17^{ème} siècle dans diverses cartes ou rapports, bien que l'origine du nom, apparenté à celui d'un lieu selon certains auteurs (pour Do Couto, Maluane serait le nom d'une rivière sur le continent, située dans l'actuelle baie de Quipaco) reste un mystère.

Reconnaissant que les îles étaient devenues d'importants centres indépendants du commerce des musulmans, les portugais lancèrent l'offensive en 1522 sur l'île de Querimba. La ville de l'époque fut détruite, les bateaux brûlés dans le port et les portugais filèrent avec un considérable butin. Bien que des légers doutes subsistent sur le réel objectif des portugais lors de cette offensive (freiner le commerce ou voler les richesses ?) , la cause de cette attaque fut apparemment le refus des musulmans de vendre des cocos aux portugais, sachant que les îles étaient également un centre important de production de ce produit.

Au cours du 16^{ème} siècle, un certain nombre de portugais se virent attribuer des concessions de terres de la Couronne et s'installèrent dans les îles. A partir de 1590, toutes les grandes îles possédaient un *senhor* portugais, qui recevait les hommages de la population locale. Sur l'île de Querimba, une maison coloniale (plantation house) fut construite ainsi qu'une église dominicale servant de centre d'accueil pour les missionnaires de la région.

Les portugais construisirent des citernes pour récolter l'eau de pluie, et cela permit aux îles de s'approvisionner en bœufs, cochons et chèvres. En plus des vêtements *Maluane*, la région produisait de l'ambre, du jais, de l'ivoire, des carapaces de tortues, de l'ambre gris et du *manna* (sorte de colle comestible qui pousse sur Amisa et Mafia). La région se présentait également comme la source majeure de l'approvisionnement alimentaire destiné à l'île du Mozambique : viande, millet, riz, haricots et palmiers étaient exportés par les *senhors* et servaient de paiement pour la location du bail des îles. Les îles produisaient du riz et du millet, des noix de cocos et différents types de fruits, ainsi qu'un grand nombre de cochons, chèvres, volaille, pigeons. La plupart des aliments étaient cultivés par les communautés du continent et l'ivoire venait de l'intérieur, ce qui renseigne sur l'impact du commerce portugais au-delà des îles et de la côte.

A la fin du 16^{ème} siècle, une aire de « commerce libre » s'ouvrit, revendiquée par les maures de l'île du Mozambique. Ils revendiquaient leur privilège historique à négocier avec le continent (où ils possédaient tous des terres cultivables), les îles Querimba, Madagascar et les Comores, où ils entretenaient des liens commerciaux proches avec les marchands locaux. En effet, le nord du Mozambique et les îles constituaient le dernier espace où le commerce musulman indépendant maintenait encore son pouvoir.

Les îles étaient dominées par deux puissantes familles d'afro-portugais : les Meneses et les Moraes. João de Meneses développa le trafic humain avec les français qui furent les premiers à visiter les îles à la recherche d'esclaves vers 1740. On craignait que le prospère mais illégal commerce des îles Querimba échappe non seulement au paiement de la cotisation et tombe dans les mains des arabes ou des français.

Le labyrinthe des voies navigables, les criques et les ports abrités offerts par la configuration de la côte des Quirimbas étaient idéalement favorable à l'activité clandestine, et l'essor du commerce illégal d'esclaves stimula la vie commerciale, comme la contrebande de l'or. Les vaisseaux arabes provenant de Zanzibar et Kilwa se dirigeaient vers le sud pour vendre leurs produits et acheter des esclaves qui étaient facilement disponibles dans les îles. En 1762, on enregistra encore pas moins de 7 bateaux arabes dans les Quirimbas (NEWITT, p 192).

Après que le gouvernement du Mozambique se soit séparé de celui de Goa en 1752, le gouverneur général commença la construction d'un fort sur l'île d'Ibo qui en 1763 s'éleva au rang de municipalité. En 1770, s'acheva les travaux du fort et un nouveau district de Cabo Delgado fut créé avec son propre gouverneur. Une église et des entrepôts furent construits et

en 1786 les îles se dotèrent d'une maison d'hôte. La traite des esclaves apporta à Ibo une grande prospérité. Les rues furent conçues et les bâtiments publics érigés autour de la place centrale. Au début du 19^{ème}, Ibo était devenu le second centre marchand du Mozambique. En 1829, une mutinerie éclata sur Ibo.

En 1800, trois étranges vaisseaux « comme on n'en avait jamais vu jusque là » débarquèrent dans les Quirimbas. C'était des flottes armées, formées par les chefs des Betsimisaraka du nord-est de Madagascar dont le principal objectif était d'obtenir des esclaves. En 1795, ces « longs vaisseaux » attaquèrent les populaires, prospères et non défendues îles des Comores, y retournant chaque année pendant presque une décennie pour piller les villes et remporter des esclaves et du bétail. En 1800, ils effectuèrent leurs premières attaques sur la cote est africaine et durant les années suivantes leurs raids frappèrent la côte depuis Kilwa jusqu'au sud de l'île du Mozambique, harcelant les communautés des îles, dispersant leurs populations de pêcheurs et conduisant à l'abandon progressif des régions côtières et des petites îles. La communauté fragmentée d'afro-portugais se rassembla sous la protection armée du fort d'Ibo, la dernière attaque ayant eu lieu en 1820. Car, prévenus par les britanniques de la situation alarmante des pirates malgaches dans la région, les Merina du centre de Madagascar qui avaient envahi les régions côtières du nord du pays mirent fin à l'indépendance de ces chefferies pirates. Ces vingt années d'harcèlements du nord-est du Mozambique par les pirates des mers symbolise l'ironie pour les historiens. En effet, les communautés côtières d'afro-portugais, d'indiens et de swahilis, qui avaient l'habitude de vivre du commerce d'esclaves et qui se croyaient immunisées contre la guerre, étaient maintenant confrontées à la férocité des attaques des pirates. Leurs communautés furent décimées, leurs activités économiques marginales comme l'agriculture et le commerce côtier furent liquidées. « Ainsi, les esclavagistes devinrent à leur tour victimes, le commerce des esclaves dévorant leurs propres enfants ». Les pirates des mers furent bientôt suivis par les bandes guerrières Nguni arrivant du Sud, dont l'impact fut nettement plus fort que celui des Betsimisaraka, du aux politiques de permanence qu'ils créèrent. (NEWITT, 1995, p 244). En 1929, la capitale de Cabo Delgado qui était Ibo, fut transférée à Porto Amélia sur le continent (actuelle Pemba). A partir de ce moment là, les intérêts coloniaux dans les Quirimbas diminuèrent et l'Indépendance marqua définitivement la fin économique prospère des îles des Quirimbas qui retombèrent dans l'oubli jusqu'en 2002 où le WWF et l'AFD lancèrent le projet du parc national.

3. Organisation sociale des communautés des îles

Actuellement, la structure des villages est bien établie et représentée par une structure formelle qui fut développée après l'indépendance. Elle est dirigée par un chef de village assisté par un conseil des anciens qui sont responsables de la vie de la communauté, chaque membre étant responsable d'un aspect distinct (sécurité, agriculture). Parallèlement à cela, il existe une organisation traditionnelle qui consiste en un leader communautaire (appelé regulo) établi par lignage et conseillé par un groupe de personnes âgées. La structure décisionnelle inclue aussi le leader religieux, qui semble détenir une autorité considérable sur les villages. Les communautés centrent leur activité sur la pêche et complètent par l'agriculture et la chasse de subsistance. Les populations de religion musulmane ne chasse généralement pas la faune sauvage et pour des questions religieuses ne peuvent consommer la viande des certaines espèces comme l'éléphant, le phacochère, l'hippopotame, le cochon sauvage). Cette distinction religieuse contribue à la conservation des éléphants qui sont présents dans le parc national des Quirimbas (MICAIO, 2002).

Au sein de la communauté, les chefs de bairros représentent la principale structure autoritaire du gouvernement. Ils prennent les décisions et rapportent les problèmes de la communauté au niveau central. « *Ces chefs sont les yeux du gouvernement et la bouche de la population* ».

Ils sont choisis par l'Administration sur base de leur savoir et de leur réputation dans la communauté. Le leader traditionnel (leader communautaire) est le plus respecté et fait partie des invités de la communauté aux réunions du gouvernement. Mais il ne fait pas partie formellement du processus de décision administrative et gouvernementale.

Le leader religieux, également très respecté, possède un pouvoir puissant et une influence notable sur les membres de la communauté et reste totalement séparé du pouvoir administratif et gouvernemental. Les *currandeiros* (guérisseur traditionnel) qui agissent souvent auprès des leaders religieux dans les réunions locales, sont consultés en tant qu'informateur clé ou personne ressource de la communauté.

L'administration est le principal organe de résolution des conflits et toutes les décisions locales y sont liées. Il existe également un tribunal communautaire pour chaque bairro qui règle les petits problèmes, les problèmes plus graves étant traités par la Police du district.

Au Mozambique, la gouvernance traditionnelle des chefs (détenue par les hommes uniquement) fut abolie durant la régence du Président Samora Machel (1975-92). Cependant elle fut instaurée durant les années 90 par le Président successeur Joaquim Chissano.

L'organisation sociale des îles des Quirimbas résulte de nombreuses situations politiques et socio-économiques qui se sont succédées à travers le temps. Le dernier changement en date est l'instauration en 2002 d'un parc national marin comprenant les îles les plus peuplées de l'archipel. Oubliée de la décolonisation, comment la population s'est adaptée à cette reconsidération de la part du gouvernement et d'organismes internationaux comme le WWF ? En quoi le parc peut-il revaloriser l'activité économique des îles et faire de ces lieux insulaires un nouveau pôle d'attractivité touristique ?

Sur les 7506 km² de surface que comprend le parc, 1522 km² correspondent à des surfaces océaniques et côtières occupées par des communautés de pêcheurs traditionnels. Nous nous sommes intéressés uniquement aux populations insulaires du parc, soit à la partie marine. La zone terrestre, très vaste (5984 km²), a tout de même été parcourue partiellement en 4x4, mais sans intervention auprès des communautés.

L'aire marine délimitée par le parc est depuis longtemps reconnu pour sa beauté des paysages, sa taux de biodiversité élevé et un patrimoine historique notable, sa première recommandation en matière de conservation datant de 1971. Déclaré en tant que tel en juin 2002 par le Conseil des Ministres du Mozambique, ce parc national est le plus récent du Mozambique et doté d'un plan d'aménagement sur 5 ans (Plano Geral de Maneio, 2003). Ce plan est le résultat de diverses années de travail de collaboration entre des agences gouvernementales, des organisations non-gouvernementales, des organisations communautaires, des entreprises privés et les communautés locales. Il s'inscrit dans la ligne du Plan National d'Action pour la Réduction de la Pauvreté Absolue (PARPA), notamment dans les secteurs prioritaires du développement rural et de la valorisation des ressources naturelles. La gestion du parc est confié au WWF qui reconnaît l'archipel des Quirimbas comme une zone marine d'importance mondiale et revendique des conditions pour être nommé Patrimoine Mondial de la Nature par l'UNESCO. Bénéficiant d'une longue expérience dans la gestion de la conservation de la nature au Mozambique grâce au parc de Bazaruto, le WWF espère tirer des leçons du passé pour proposer une gestion efficace.

1. Le parc national des Quirimbas, un projet de longue date

La création d'un parc national comme zone de protection des ressources naturelles et d'un espace touristique englobant 55 000 habitants semblait la réponse la plus appropriée aux contraintes de développement socio-économique actuelles. « De plus en plus de conflits émergeaient pour l'utilisation des ressources naturelles, par ailleurs limitées », explique Helena Motta, représentante du WWF à Maputo. « Les pêcheurs locaux subissaient la concurrence des pêcheurs tanzaniens dans un contexte de diminution des ressources en poissons et, sur le continent, les agriculteurs devaient faire face aux ravages des éléphants sur leurs cultures. La création d'un parc permettait de proposer des alternatives ».

Certaines composantes du paysage naturel et socio-culturel de la zone des Quirimbas ont été sollicitées par les différents acteurs du projet pour justifier la création de ce parc. Tout d'abord, la zone a été identifiée par des experts comme étant riche en diversité d'espèces et d'écosystèmes, dont la mangrove d'Ibo et le banc Saint-Lazare notamment. La végétation de mangrove étendue sur l'ensemble de l'aire du parc fournit refuge à de nombreuses espèces pour la reproduction et la croissance, notamment les tortues de mer, les dugongs, les dauphins et les baleines, qui sont des espèces protégées par des conventions internationales.

Les eaux baignant l'archipel sont donc riches et poissonneuses et de ce fait inévitablement soumises à des efforts de pêche considérables, entraînant peu à peu une diminution alarmante des stocks de produits marins. L'économie de la région repose sur la pêche, qui est également une activité de survie pour bon nombre de communautés vivant dans l'archipel. L'intérêt de protéger le renouvellement des stocks de pêche est donc primordial dans une logique de développement.

Par ailleurs, l'archipel des Quirimbas est une des zones du Mozambique les plus reconnues historiquement, les îles abritant des ruines de l'époque de la colonisation arabe, indienne et portugaise, ce qui en fait une des marques originales du patrimoine culturel du pays.

L'intérêt de l'existence d'un parc dans cette zone est donc justifiable et répond aux critères courants des zones de conservation. Quels sont alors les buts et objectifs visés par le PNQ, le gouvernement et les différents acteurs intervenant dans sa mise en place ?

L'idée de créer un parc dans l'archipel de Quirimbas date de 1970, quand l'écologiste Tinley a recommandé que l'archipel entier soit déclaré comme secteur formellement protégé. Cette recommandation s'est basée sur la biodiversité élevée du secteur. En 1996, le gouvernement provincial a pris les premières mesures relatives à la création de secteurs protégés dans la province, identifiant 4 régions du continent et de l'archipel en tant que « *Zonas Verdes* », réservées à la conservation et au développement de tourisme. Cette déclaration était une décision opérationnelle au niveau provincial et n'a pas représenté ainsi un changement légiféré du statut d'utilisation de la terre des zones indiquées.

En outre en 1996, le ministère de la coordination de l'action environnementale (MICOA), en collaboration avec l'organisation de recherches de frontière de Darwin (R-U), lance un programme de recherche écologique et biologique dans les Quirimbas méridionales, le futur secteur du parc national. L'objectif de ces derniers études était d'élaborer des données de base sur le statut des ressources et de leur utilisation afin d'établir des programmes de gestion des ressources. Les résultats de cette recherche ont souligné l'importance des Quirimbas du sud comme emplacement internationalement important de biodiversité élevée. Ils ont également souligné l'importance de l'archipel dans l'économie locale et dans les stratégies de survie de la population mwani résidente.

En 1999, onze organismes qui avaient travaillé à la conservation et au développement de la communauté sont venus former le GECORENA, une ONG localement enregistrée. Ce groupe inclut des membres du MICOA, du service de tourisme, de l'administration marine, du ministère des affaires environnementales, et de plusieurs ONG locales et internationales. L'objectif était de combiner l'expérience de la conservation et le développement de la communauté, avec l'élaboration d'un projet de contrôle par la communauté de la conservation dans les inselbergs de la zone de Meluco dans le but de créer une réserve formelle d'éléphants. Les onze communautés entourant la réserve ont signé les lettres officielles de l'accord soutenant la création de la zone, nommée réserve de Putho en hommage à un chef historique important. La réserve proposée de Putho a été incorporée au parc national comme la zone d'utilisation indiquée par Putho (partie terrestre).

Les contacts entre GECORENA et le fond mondial pour la nature (WWF) établis en 1999 ont renforcé de nouveau l'importance de l'archipel des Quirimbas et de la province de Cabo Delgado en terme de biodiversité. Une expérience pilote a d'ailleurs commencé en 2000 où une entreprise privée en association avec la communauté locale, a été autorisée par le gouvernement et le ministère du tourisme à établir un sanctuaire et un projet touristique sur les îles de Quilaléa et de Sencar.

En juin 2001, les représentants de WWF et de GECORENA ont visité le sanctuaire et d'autres sites dans l'archipel, puis le WWF a confirmé son appui officiel pour le projet du parc. Des protocoles d'accord ont été échangés entre le gouverneur provincial et le bureau régional de WWF de Harare.

La période de juin à décembre 2001 a été consacrée à la bibliographie, aux consultations de la communauté et à la préparation des ébauches des plans de zoning et de gestion de parc mises en application par le GECORENA en collaboration avec le gouvernement provincial. Le

soutien de la Communauté était de premier abord positif. Les communautés de pêche en général se rendaient compte de la dégradation de l'environnement marin, mais ne savaient pas quoi faire pour y remédier. Les idées de zones de protection et de co-gestion des ressources de pêche ont été acceptées avec enthousiasme. Les communautés agricoles sur le continent souffraient de problèmes toujours croissants avec les éléphants et les lions, et ont fait bon accueil à l'idée du zoning, à la défense des champs, au revenu supplémentaire du tourisme. Toutes les communautés étaient disposées à céder certains de leurs secteurs (sur la terre et la mer) pour la conservation et le tourisme (PNQ, 2004). Les résultats de toutes les visites de la communauté ont été documentés (selon la loi agraire de 1997) par des membres du gouvernement et de la DINAGECA. Basé sur ces résultats et les résultats d'une enquête de faune effectuée en octobre 2001, un plan de zoning d'ébauche a été créé et présenté au niveau des zones affectées. Les organes de gestion et les représentants gouvernementaux de toutes les communautés visitées ont assisté à ces conférences. Le plan de zoning a été approuvé à l'unanimité, de même que les concepts préliminaires de gestion. En mars 2002, les projets définitifs des documents de parc (règlements, plan du Général gestion, cartes, compte rendu de consultations de la Communauté, et pièces justificatives) ont été présentés au gouverneur provincial qui s'est occupée de l'approbation et de l'expédition au niveau national. Fin mars 2002, des pêcheurs de la zone de Quissanga (près du sanctuaire marin pilote) ont été interviewés sur la radio nationale. Ils ont énoncé leur appui total pour le parc et ont noté que depuis l'installation du sanctuaire marin il y a juste une année, la pêche à Quissanga s'est améliorée sensiblement. Au final, Le parc national de Quirimbas a été créé par le Conseil de Ministres du Mozambique le 6 juin 2002. Le 26 septembre 2002 une célébration a eu lieu à Ibo avec la présence du ministre du tourisme, du gouverneur provincial et du directeur général de WWF.

Après deux ans d'études et de consultations sur la gestion du parc, le gouvernement mozambicain a reçu en juin 2004 un montant de 5,26 millions d'euros pour en assurer son développement. L'Agence française de développement (AFD) participe à hauteur de 66% soit 3, 5 millions d'euros en terme de subvention. Le WWF, actif depuis 1990 au Mozambique et déjà chargé du Parc national de Bazaruto est responsable de 20% du financement global du parc et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) de 13% (AFD, 2005).

Ces organismes apportent leur soutien à la mise en œuvre de ce programme de différente manière. L'AFD finance principalement les infrastructures et l'équipement du parc, ainsi que la mise en place d'un développement touristique compatible avec les objectifs du parc. Le FFEM finance les instruments de préservation de la biodiversité : études et inventaires, zonages et cogestion de la pêche, défense des tortues marines, formation du personnel du parc. Le WWF, maître d'œuvre du projet, contribue financièrement aux frais de personnel du parc et au développement de nouvelles activités génératrices de revenu : diversification des cultures, agriculture de conservation, petite aquaculture..

Par ailleurs, dans l'avenir, le but du parc est de s'auto-gérer avec des mécanismes d'auto-financement basés sur l'installation de taux d'entrée, de licences de pêche, de licences de bateau, de taxes d'occupation des terres, etc.. Le fond de développement de la communauté repose sur le même système. Selon les premières projections ressortant du plan d'affaires du parc, l'équilibre financier pourrait être atteint d'ici quinze ans, grâce aux recettes touristiques (droits d'entrées et taxes sur les différentes activités récréatives, etc.), sous réserve que se poursuive, au niveau national, le processus de renforcement de l'autonomie des parcs (AFD, 2005).

D'après la bibliographie consultée et le plan d'aménagement du parc, les dirigeants de celui-ci proclament la singularité du parc national des Quirimbas par le fait qu'il aurait été revendiqué et sollicité par les communautés locales, en réponse aux menaces environnementales sévissant dans la zone du parc. Cette information étant présente dans chaque introduction relative à la gestion du parc, il nous paraît ici important d'apporter un autre avis sur la question, celui des personnes résidant dans le parc. En effet, ayant en tête cette même information, à savoir que ce serait les locaux qui auraient demandé la création du parc dans un but de sauvegarde de l'environnement, nous avons enquêté sur place afin de savoir la part de vérité dans ces affirmations. Nos rapports d'enquête montrent plusieurs choses. Tout d'abord, à l'époque de la mise en place du parc, la population locale n'avait aucune connaissance en matière de protection et gestion environnementale, ni aucune prise de conscience par rapport à leur rôle dans la diminution des ressources naturelles. Les personnes interrogées avouent d'elles-mêmes qu'elles n'étaient pas favorables au départ à ce parc, pensant que les étrangers allaient leur interdire de pêcher. Leur regard a ensuite changé au fil du temps, peu à peu, avec la mise en place des projets de conservation des écosystèmes marins et les réunions de sensibilisation aux actions du parc, qui ont montré l'intérêt qu'ils pourraient avoir en adoptant ces méthodes de protection. Ce qu'ils ont tous confirmé, du leader communautaire au petit pêcheur, c'est qu'ils ne sont pas à l'origine de la demande d'un parc. Cela leur paraît d'ailleurs ridicule du fait qu'ils ont reconnu ne pas savoir ni comprendre ce qu'était un parc naturel à la base. Comment auraient-ils pu en revendiquer alors l'existence d'un ? De plus, ils ont tous mentionné le rôle d'une personne en particulier, l'ancien directeur américain du parc dénommé Peter, qui a aujourd'hui délaissé le projet du fait de diverses problèmes, sur lesquels nous ne nous attarderons pas. Son rôle a été apparemment primordial dans la création de ce parc, incitant et influençant la population locale à suivre son projet en donnant régulièrement des fêtes et des présents aux personnes importantes. Son départ aurait été précipité dit-on, du fait de nombreuses inimitiés qu'ils auraient provoquées par ses actes. Aujourd'hui, son souvenir est encore présent dans la tête des gens, qui se sont tous sentis trahis du fait qu'il leur avait promis des choses qui ne sont jamais arrivées. L'origine de la création du parc est donc loin d'être une incitation communautaire, mais relève, au contraire, de la manipulation de la population locale. Par ailleurs, le processus d'implantation du parc s'est basé sur des problèmes socio-environnementaux réels, que nous allons détailler plus précisément. Nous revenons sur le fait que même si ce n'est pas la population locale qui ait demandé le parc, les raisons d'en implanter un sont justifiables.

2. Objectifs du parc : conserver les habitats et développer le tourisme

Les objectifs de gestion du parc dérivent de la législation en vigueur, notamment celle sur la Loi des Forêts et de la Faune Sauvage, qui stipule que le but d'un parc national est la préservation des écosystèmes naturels, surtout de grande beauté paysagère, qui sont représentatifs du patrimoine naturel ou historique du pays.

Dans le plan de gestion et d'aménagement du parc (2003), on peut lire que le but du Parc National des Quirimbas est « de conserver la biodiversité, l'abondance et l'intégrité écologiques à toutes ressources physiques et biologiques présentes dans l'aire du parc, afin que les présentes et futures générations en bénéficient et usent ». Pour ce faire, l'action du parc repose sur six objectifs :

- protéger, conserver et si nécessaire restaurer les écosystèmes et la diversité génétique des ressources terrestres et marines ;
- promouvoir le bien-être social et économique des habitants originels de la zone en développant des stratégies d'exploitation durable, de sensibilisation à

l'environnement et des opportunités économiques dérivés de l'établissement du parc ;

- vérifier que les différents intervenants partagent les bénéfices et les responsabilités de gestion du parc ;
- protéger, réhabiliter les monuments historiques, ruines et autres ressources culturelles du parc (incluant culture locale et traditions) ;
- stimuler et faciliter le développement de l'éco-tourisme dans le parc, la région et le Nord ;
- maintenir la durabilité du parc par l'adoption de mécanismes appropriés, comme le partenariat avec d'autres intervenants et des institutions de recherche ;

Concernant les aspects matériels, la priorité est l'achat d'équipement et la mise en place des infrastructures : construction de deux bâtiments administratifs pour la gestion marine et la gestion terrestre, avec réhabilitation d'un patrimoine architectural sur l'île historique de Ibo, ancienne capitale provinciale, et construction de plusieurs postes de surveillance.

Le plan prévoit également l'acquisition de deux vedettes rapides, tandis que les autres bateaux devraient être construits par les artisans locaux vivant à l'intérieur du parc. Pour les équipements plus légers, bouées, bornes, radios, véhicules, les fournisseurs sud-africains, situés à proximité et à la pointe de l'écotourisme, seront sollicités. Le projet prévoit aussi la formation d'une quarantaine de rangers locaux chargés de la surveillance et de l'organisation du parc, et dont l'entraînement, en cours, est assuré localement par des équipes mozambicaines.

Sur le long terme, l'intérêt de ce parc est donc à la fois la conservation du patrimoine naturel et des quantités de ressources, et la conservation du climat socio-économique des habitants de la région depuis quelques temps déjà menacé. Le parc entend apporter des bénéfices directs à la population locale, qui participera en outre à la gestion des ressources. Le parc se veut aussi médiateur des conflits potentiels entre les différents acteurs : résidents, pêcheurs, touristes, hôteliers, etc. Trois zones sont donc différenciées, aux usages et restrictions variantes, dont la population doit se soumettre.

2.1. Les priorités d'actions environnementales du parc

La surpêche est certainement la menace la plus grave à l'intégrité des milieux marins présents dans le parc. Les conséquences de l'excès de pêche resurgissent sur l'environnement et la baisse du niveau de vie des pêcheurs. A mesure que le nombre de pêcheurs augmente, les captures par pêcheur diminuent, ce qui les amène à recourir à des pratiques toujours plus destructrices au final. Les pêcheurs sont contraints dans un cercle vicieux dont il est difficile de se défaire puisqu'ils pratiquent une activité de subsistance.

De nombreuses études suggèrent que les écosystèmes marins sont sous une forte pression anthropique et que les stocks de poissons diminuent chaque fois plus. Les communautés locales ont noté un déclin de leur niveau de vie, directement lié à la baisse des captures de pêche.

La pêche locale est exercée par les pêcheurs résidents du parc et par des pêcheurs migrants. Les locaux pêchent pour la consommation domestique et pour la vente et ne sont généralement pas bien équipés en comparaison aux pêcheurs migrants qui pêchent pour le marché commercial. Dans les îles où les ressources de pêche sont très abondantes, les

pêcheurs migrants excèdent le nombre de pêcheurs locaux. Les deux groupes sont fréquemment en conflit, car les locaux se sentent envahis par les migrants qui arrivent avec des techniques plus sophistiquées et plus destructrices et qui du coup réalisent de meilleures captures de pêche. Le problème réside dans le fait que les pêcheurs locaux se sentent incapables de lutter pour redresser la situation, du fait de leur mentalité qui repose sur l'idée que l'océan est une ressource en accès libre pour tous. Par ailleurs, les pêcheurs migrants reconnaissent ouvertement qu'ils viennent pêcher dans les Quirimbas parce que les ressources de pêche de leur zone d'origine sont déjà épuisées.

Les pêcheurs de la zone du parc utilisent un certain nombre de techniques de pêche destructrices. De toutes, juste une semble traditionnelle alors que les autres sont comparativement récentes. La méthode traditionnelle est l'empoisonnement avec la sève d'Euphorbe. Les pratiques récentes et destructrices comprennent :

- L'usage des filets à petites mailles. Les tailles des filets, bien que réglementés, ne sont pas respectés dans la zone du parc. Il est assez commun de voir des pêcheurs utiliser des filets à la norme légale, et à côté un filet en moustiquaire (à la base distribué par des organisations internationales pour lutter contre le paludisme !!!) qui capture absolument tout sur son passage.
- L'usage des filets pour les requins qui tuent tortues, requins et dugongs, soit toutes les espèces en danger d'extinction.
- L'usage de la senne de plage, qui n'est pas encore reconnue par les locaux comme pratique destructrice, alors qu'elle provoque des dommages considérables sur les herbes marines et les coraux et capturent des poissons minuscules.
- L'usage des filets sur les fonds de coraux associé au cassage des coraux. Cette technique est utilisée par les pêcheurs migrants alors que les pêcheurs locaux la rejettent vivement.
- La pêche aux crevettes avec les filets à petites mailles. Traditionnellement, les pêches aux crevettes sont réalisées à l'aide de *gamboa*, qui sélectionne la taille des crevettes. Récemment, des personnes de Pemba ont apporté des licences pour l'usage de filets à petites mailles, ce qui entraîna la baisse de la taille des crevettes capturées et le déclin de l'usage des *gamboas*.

Un lexique sur les termes et pratiques de pêche est à consulter en annexe de la thèse, avec des photos illustrant les propos.

2.2. Les principes du zonage

Le zonage est le principal outil utilisé par le parc pour transformer les situations conflictuelles d'utilisation des ressources en situation synergique. L'ensemble du parc est divisé en zones, chacune ayant des objectifs, des activités prioritaires et un règlement de gestion différents. Généralement, les frontières des zones ne sont pas fermées, mais signalées par des marques ou des bouées. Le zonage est le résultat de discussions entre tous les intervenants du parc. En effet, d'un côté les habitats particulièrement sensibles, comme les lieux de reproduction et les sites écologiques clés, doivent être protégés, et d'un autre côté, la population locale ne peut pas perdre ses meilleurs sites de pêche et autres activités de subsistance. Le zonage de la partie marine du parc se divise donc en deux zones principales distinctes : les Zones de Protection Totale et les Zones de Développement et d'Usage Communautaire. Le Banc St Lazare est le seul site marin à faire partie de la Zone d'Usage Spécifique. Son statut a été établi pour la pêche sportive.

Les objectifs du zonage dans le PNQ sont les suivants :

- protéger les habitats clés ;
- créer des viviers pour les plantes, poissons et animaux sauvages, avec comme but de repeupler les zones adjacentes ;
- séparer physiquement l'utilisation de ressources potentiellement conflictuelle, créant un espace pour que la population, les plantes et les animaux évoluent ;
- sauvegarder la qualité de l'expérience touristique à travers la création des zones où le tourisme est l'activité prioritaire ;
- fournir un point de convergence pour les activités de développement communautaire, au sein des zones de développement et usage communautaire ;
- fournir un point de convergence pour le contrôle et la surveillance des activités au sein de la zone de protection totale.

Aucune activité d'extraction quelconque n'est permise dans les zones de protection totale du parc. Pour obéir aux normes de classification en zone de protection totale, les sites marins considérés doivent présenter : des conditions relativement intactes représentant les habitats typiques de la région ; la présence de mangrove, d'herbes marines et de récifs de corail ; la potentialité en terme touristique à savoir beauté paysagère ou espèces rares.

Dans les zones de protection totale, les écosystèmes sont protégés des effets néfastes de l'activité humaine. Le tourisme sera contrôlé et les investigations scientifiques seront requises. Au sein de ces zones, la construction d'infrastructures touristique dans des lieux bien définis sera permise, dépendant de l'autorisation du ministère de l'environnement (MICOA) et de celle du parc. Par ailleurs, certaines zones seront définies comme « zones fermées » où même les touristes et scientifiques ne pourront se rendre, car des enquêtes récentes ont montré que la simple présence humaine dans l'eau a des effets sur la composition des espèces dans les récifs de coraux. Ces zones de fermeture seront choisies par les autorités du parc en collaboration avec les communautés et les opérateurs touristiques.

Toute activité d'extraction des ressources vivantes (pêche, agriculture, chasse, etc) et non vivantes (coraux, sable) est formellement interdite au sein des zones de protection totale. Il peut être créé de petites zones d'usage spécifique à l'intérieur des zones de protection totale, dans des lieux définis pour le développement touristique, sous l'autorisation du Conseil du Parc. Pour rentrer dans les zones de protection totale, une taxe supplémentaire à celle d'entrée au parc sera imposée par les opérateurs touristiques, également établie par le Conseil du parc. Par ailleurs, concernant les activités touristiques, la pêche nocturne avec éclairage est interdite, comme le ski nautique. Il est de plus interdit d'approcher à moins de 100m les baleines, dugongs et dauphins.

Les activités autorisées dans ces zones consistent en : la natation, la navigation, la photographie, la plongée masque-tuba. L'ancrage des bateaux devra se faire dans des zones aux fonds sableux.

Les îles de Sencar et Quilalea font partie de l'aire de protection du parc marin des Quirimbas et sont incorporées dans les zones de protection totale, incluant les eaux les baignant. L'entreprise *Arquipélago das Quirimbas Lda* assure la gestion du site en collaboration avec la communauté, à des fins de conservation. Les limites géographiques exactes se trouvent en annexe 2 de la thèse.

Une zone de mangrove de 20 km², appelée la mangrove d'Ibo, comprenant les villages de Tandanhangu et Quirambo forme une zone de protection totale. De plus, la partie du port d'Ibo, marquée avec des bouées et des signaux correspond aussi à une zone de protection totale. Selon le Plan de Développement Stratégique du parc, cette zone fut créée à la demande

des résidents et pêcheurs d'Ibo. Une autre zone de protection totale correspond à la partie occidentale de l'île de Matemo, c'est une zone totalement marine, peu profonde, constituée d'herbiers. Pour finir, l'île das Rolas bénéficie d'un régime spécial, puisque l'île est complètement préservée et protégée, sans aucun développement touristique autorisé. Les visites sur l'île sont seulement journalières, réalisées par les opérateurs des autres entreprises touristiques voisines. Le régime spécial est dû à l'écologie unique et spectaculaire de l'île, avec une forêt côtière dense, une population de tourterelles endémiques et la présence originale du crabe géant des cocotiers en grande quantité.

D'autres zones sont en voie de négociation pour être protégées totalement à leur tour, comme les îles de Quisiwe et Quipaco.

Le banc St Lazare est une zone encore peu étudiée. Il est localisé dans le parc marin, entre 12°06'00''S et 12°17'00''S et 41°25'32''E et 41°26'00''E, et fait partie de l'unique zone marine à usage spécifique du parc. On sait de l'IDPPE de Pemba qu'un bateau y faisait de la pêche au filet au début des années 90, mais abandonna l'activité après une courte période. Les pêcheurs sportifs de Pemba voient régulièrement des bateaux de grande portée dans cette zone, apparemment illégaux. Ce site pourrait devenir un excellent fond de rendement touristique pour le parc, mais une meilleure connaissance du banc serait nécessaire.

En effet, pour se rendre au Banc St Lazare et y faire de la plongée ou de la pêche, il est nécessaire d'obtenir une licence du parc, qui à un coût.

Les Zones d'Usage et de Développement Communautaire sont destinées à l'utilisation durable des ressources de la part des populations locales résidentes du parc. L'objectif est la pêche durable dans la zone du parc, avec une récolte des produits marins à l'intervalle des marées. Aucune altération permanente de l'habitat marin ne devra être faite par l'action de l'homme et la productivité des écosystèmes ne devra évidemment pas être détruite. L'usage de ces zones par les habitants ne devra avoir quelconque impact négatif sur les zones adjacentes au niveau de protection plus élevé.

L'impact de la pêche avec la senne de plage devra être analysé en particulier. Le nombre d'utilisateurs des ressources sera également limité à un niveau supportable pour le milieu environnemental.

Toutes les ressources des zones d'usage et de développement communautaire sont réservées aux résidents locaux, à deux exceptions : les pêcheurs sportifs licenciés qui pourront pêcher dans ces zones et les pêcheurs non résidents mais licenciés par le parc également.

Toutes les zones qui ne sont pas comprises dans les zones de protection totale et les zones à usage spécifique (Banc St Lazare) font partie des zones d'usage et de développement communautaire, à savoir les îles d'Ibo, Quirimba, Matemo et Quirambo. Ces zones ont été indiquées par la population durant la phase de consultation communautaire.

Les zones tampon correspondent aux zones frontières du périmètre du parc, protégeant celui-ci de ses voisins, limitant les impacts de toute part. Les activités dans les zones tampon devront être limitées à des activités de conservation, développement du tourisme. Toutes les nouvelles distributions de terre ou exploitations faisant partie des zones tampon devront recevoir l'approbation du parc. Ces autorisations visent à protéger le parc et à encourager le développement durable à l'extérieur du parc, mais le parc n'a pas de juridiction sur les activités des zones tampon. La zone tampon correspond à une distance de 10km à partir de la frontière du parc.

2.3. Contrôle et Gestion des activités dans le parc

La législation nationale régit l'exploitation des ressources naturelles dans le parc, incluant : la Loi de la Pêche et le Règlement de la Pêche Maritime ; le Règlement sur la Pêche Récréative et Sportive ; la Loi sur les Forêts et la Faune Sauvage ; les lois sur le registre des embarcations ; la protection des espèces en danger d'extinction ; les lois sur l'achat et la vente commerciale.

Les habitants du parc doivent montrer une preuve de leur résidence pour pouvoir prendre part aux activités autorisées, cela pouvant être une licence de bateau, une carte d'identité ou autre document officiel.

Deux types de pêche sont autorisées au sein du parc, la pêche de subsistance et la pêche récréative. Concernant la pêche de subsistance, les pêcheurs résidents doivent présenter aux autorités du parc une preuve de leur résidence quand ils en seront sollicités. Pour les pêcheurs non résidents, ils doivent posséder une autorisation émise par les autorités de leur village d'origine et signée par l'administrateur du parc, indiquant les lieux et la période de pêche.

Le Conseil de Gestion du parc a le droit d'introduire un système d'autorisation pour les pêcheurs résidents au cas où les conditions écologiques et démographiques l'obligeraient.

Les sennes de plage autorisées en accord avec le Règlement de la Pêche Maritime, sont permises dans les zones d'usage et de développement communautaire. L'utilisation de piquets ou autres instruments pour effrayer les poissons est interdite. Certaines techniques de pêche trop destructrices pourraient être interdites si besoin est, comme l'utilisation de certains filets. Les pêcheurs de subsistance résidents peuvent vendre leur produit aux entreprises touristiques du parc.

Par ailleurs, concernant la pêche sportive ou récréative, le parc a imposé la modalité « capturer et libérer » pour toutes les espèces, à l'exception de quelques espèces de thon et du poisson *serra*. De toutes les espèces capturées lors d'une séance de pêche récréative, le parc autorise de garder deux poissons par jour et par embarcation.

La collecte de sable et de roche est permise par le parc pour la population résidente, dans les zones d'usage et de développement communautaire, pour son usage personnel, ou pour la revente aux opérateurs touristiques autorisés à construire dans le parc.

Les zones où se font la collecte pour la construction des établissements touristiques sont définies par l'étude d'impact environnementale de chaque projet touristique. De tels lieux peuvent être uniquement localisés dans des zones d'usage et de développement communautaire.

La coupe de palétuviers est autorisée pour la population résidente à usage personnel, comme la construction et la réparation des bateaux et maisons. La coupe est également permise quand le but est de dégager les voies de passage déjà existantes (sentiers intra-forestiers), mais l'ouverture de nouveaux chemins par contre est prohibée. Aucune coupe n'est permise dans les zones de protection totale.

Aucune installation de fabrication à grande échelle ne peut être implantée dans le parc. L'installation d'un quelconque établissement de petite dimension, comme la fabrique de sel ou les produits marins et forestiers, est sujette à une étude d'impact environnementale et à une autorisation du Parc et du Ministère de l'Environnement.

Toutes les études scientifiques menées dans le parc sont sujettes à l'obtention d'une licence auprès du Conseil de Gestion du Parc et font l'objet d'une taxe relative aux statuts des personnes concernées. En effet, la taxe est différente selon que l'on soit citoyen mozambicain ou étranger. Par ailleurs, le Conseil de Gestion a le droit de ne pas taxer une étude scientifique

réalisée dans le parc, s'il juge de son intérêt bénéfique pour le parc.³⁹

Le parc est encadré par l'article 7 de la Loi de la Terre conjugué à l'article 4 de son règlement, ce qui implique que le droit d'usage et de profit de la Terre ne s'y applique pas. Le parc nécessite d'une licence spéciale pour mener les activités compatibles avec ses objectifs, son règlement et son plan de gestion. Les uniques activités compatibles avec les objectifs et le plan de gestion sont : le tourisme, l'écotourisme, la conservation de la nature, les autres activités socio-économiques et culturelles des communautés locales enrôlées par le parc.

La durée des licences spéciales sont négociées entre le parc et les dirigeants du projet en question, sur une base existante imposée par la Loi de la Terre de 1997 et la Loi des Forêts et de la Faune sauvage de 1999. Dans l'ensemble, la durée des licences ne pourra être inférieure à 10 ans et supérieure à 50 ans. Les investisseurs seront soumis à une taxe d'occupation, basée sur la législation et définie en fonction du lieu d'implantation, sachant que les zones côtières et insulaires sont soumises à une taxe plus onéreuse.

Les aires du PNQ encore disponibles pour des nouveaux projets touristiques situés dans les îles sont : la zone de Mucaja sur l'île d'Ibo (5 hectares), la zone de Mefundvo (5 hectares) et la zone de Quisiwe (5 hectares). De plus, les vieilles cases coloniales en ruine de la ville d'Ibo peuvent être réhabilitées et utilisées à des fins touristiques, mais aucune nouvelle construction n'est par contre possible. Dans le reste du parc, toutes les constructions doivent se baser sur l'architecture traditionnelle et rustique de la zone du parc, dont aucune ne peuvent s'étendre au delà du rez-de-chaussée.

Du côté de l'investissement touristique, la stratégie est la même : préserver un équilibre entre la protection de l'environnement et un développement touristique générant des emplois et des revenus pour les populations. Onze zones ont été définies pour l'implantation de lodges de luxe orientés vers l'écotourisme. Sont déjà présents dans les limites du parc : le groupe Rani Africa, filiale du groupe saoudien Aujan Industries et propriétaire de deux complexes haut de gamme sur l'île de Matemo (Pemba Beach Hotel et Indigo Bay), la société britannique de tourisme écologique Bespoke Experience, dont le complexe situé sur la côte devrait être opérationnel à partir de septembre 2004, et Quilalea Lodge sur l'île de Quilalea, de l'investisseur kenyan John Hewlett. Les concessions concernent des surfaces de 200 hectares au minimum, permettant ainsi un reversement plus important de la taxe, calculée à l'hectare, prévue par la loi mozambicaine sur la flore et la faune sauvage à destination des communautés.

Le Conseil de Gestion du parc définit les sites à vocation touristique, comme le nombre de lits et touristes par hôtel. Le Conseil de Gestion du parc a produit une brochure sur la procédure et les normes et exigences des licences spéciales, disponibles au cabinet de la Direction Provinciale du Tourisme, la Direction Provinciale de l'Environnement, les services provinciaux de la Géographie et du Cadastre, afin de faciliter les investissements.

Par ailleurs, tous les projets de développement incluant les projets d'ONG et des investissements non touristiques ne peuvent être réalisés dans les zones de protection totale, et doivent être approuvés par le Conseil de Gestion du parc en cas d'implantation dans des zones d'usage et de développement communautaire.

3. Structure organisationnelle et responsabilités : le principe de cogestion

³⁹ Nous avons demandé l'autorisation de mener une étude géographique dans le PNQ, qui n'a pas été taxé par les autorités du parc du fait de son intérêt notable en terme de collecte d'informations qui pourront servir en outre aux gestionnaires.

Avec l'appui du WWF, les associations locales ont contribué à l'élaboration du Plan de Gestion adopté par les communautés et les autorités publiques provinciales et nationales. L'adhésion des communautés locales s'est traduite par la signature de contrats : elles s'engagent à participer activement à la mise en œuvre du parc et à respecter les différentes zones (marines et terrestres) dont les usages et les accès sont réglementés. En échange, les responsables du parc font respecter les règles à tous les partenaires, privés comme publics, et les communautés ont la garantie d'un accès durable aux ressources halieutiques (AFD, 2005). Le principe de cogestion du parc repose sur le partenariat de l'ensemble des acteurs influant dans les limites du projet. L'organigramme suivant nous renseigne sur l'organisation de la structure des responsabilités décisionnelles liées à la gestion du parc, avec au centre le Conseil de Gestion qui a le rôle le plus important.

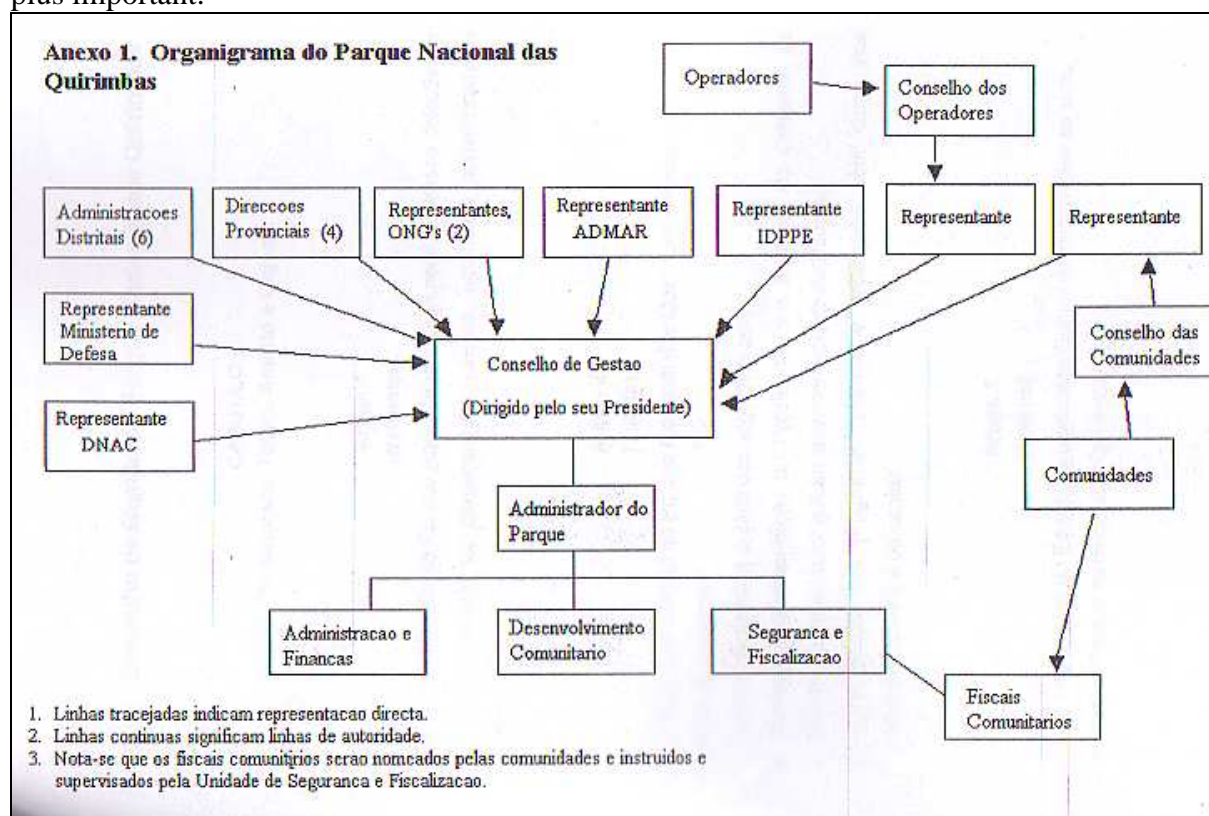


Fig 49-Organigramme de la gestion du PNQ (Plan de gestion du parc national des Quirimbas, 2002)

La composante principale de gestion du PNQ est le Conseil de Gestion, suivi de l'Administrateur du parc qui supervise 3 départements : la gestion de l'administration financière, le développement communautaire et le contrôle de la sécurité et des représentants de l'application des textes du règlement du parc. Les rangers (ou fiscais en portugais) jouent un rôle intermédiaire entre les communautés et la cellule de gestion présidée par l'administrateur. Chaque intervenant ayant un rôle dans le PNQ est représenté au Conseil de Gestion du parc, à savoir les représentants : du conseil des communautés, des opérateurs touristiques, de la direction provinciale, de l'IDPPE, etc...Le représentant communautaire permet de garantir la participation des communautés au niveau stratégique de la gestion. Les communautés ont un rôle déterminant au niveau de l'implantation, notamment dans les zones traditionnelles de pêche.

La stratégie de gestion du PNQ est définie par l'appellation co-gestion. Comme exemple de co-gestion, les autorités du parc proposent aux communautés de jouer un rôle sur

l'autorisation d'entrée des pêcheurs migrants dans la zone de conservation. En effet, les pêcheurs locaux ont le droit de rejeter les pêcheurs migrants indésirables. Quand de nouveaux migrants arrivent, ils doivent demander une autorisation écrite auprès de la communauté résidente, puis la faire valider auprès du Conseil de Gestion. Le nombre total de pêcheurs migrants du parc est sous contrôle des autorités. De plus, les autorisés comptent sur le principe de co-gestion pour que les communautés s'impliquent dans les projets de développement communautaire.

Concernant les opérateurs touristiques, les principaux engagements de collaboration avec le parc sont : la réalisation systématique des Etudes d'Impact Environnementales (EIE), des rapports de visites touristiques, la collecte des taxes du parc, la gestion des animaux migratoires et des relations communautaires.

Deux types de projets communautaires ont d'ores et déjà été mis en place et doivent être étendus. La création de quatre sanctuaires marins permanents de 500 à 2 000 m², délimités par des bouées, permettent la reproduction des poissons et des espèces marines. A terme, le parc devrait compter sept sanctuaires permanents et une dizaine de saisonniers.

Ce rythme de développement économique fondé sur une gestion à long terme de la ressource sert déjà d'exemple. Depuis plusieurs mois, des pêcheurs d'autres régions côtières du Mozambique viennent observer les résultats des sanctuaires pour les appliquer dans leurs propres zones de pêche. Autre opération sur le continent, la mise en place d'une technique simple et naturelle à base de piment, qui a déjà fait ses preuves ailleurs en Afrique, pour la protection des cultures contre les ravages des éléphants.

Tous les efforts seront faits pour que le parc puisse s'autofinancer à long terme, grâce à la mise en place de taxes : taxe d'entrée et d'utilisation, taxe d'occupation, taxe pour les zones de protection totale, taxe pour le Banc St Lazare, etc.. Les taxes d'entrée et d'utilisation des ressources seront déposées sur un compte ouvert et distribuées de façon suivante :

- 50% pour le Fond de Développement Communautaire du parc
- 40% pour l'Administration du parc
- 10% pour le Fond National du Tourisme

Un pourcentage du droit d'entrée, fixé à 10 dollars par visiteur, doit être également reversé aux populations locales, lesquelles ont l'exclusivité de la gestion des sites de camping sur l'ensemble du parc. « Lorsque le parc de Bazaruto a été créé au Mozambique dans les années 70, le concept était un peu paternaliste. Nous espérons que le Parc national des Quirimbas permettra une réelle implication de la population », analyse Mme Motta. « Il faut souligner que les communautés ont tout de suite adhéré à ce projet. Ce sont d'ailleurs des organisations non gouvernementales locales qui ont fait émerger l'idée et pendant plusieurs mois les populations ont été consultées pour la définition du projet ». Le WWF estime qu'il faudra encore une quinzaine d'années pour que le parc soit totalement opérationnel et financièrement autonome.

4. La pêche dans les Quirimbas, au cœur des conflits

Chaque île de l'archipel est associée à une communauté de pêcheurs ou à un centre de pêche. L'archipel est traversé de routes commerciales établies par les pêcheurs et les commerçants migrants. Tous les pêcheurs interrogés par Johnstone (2004) lors de ses missions participatives avec les CBO's (Community Base Organisation) ont exprimé leur intérêt dans le processus de gestion des ressources marines, ce qui montre qu'ils ont conscience de la situation problématique actuelle.

Par ailleurs, depuis plus de 5 ans, l'arrivée de pêcheurs migrants venus des régions plus au sud s'intensifie, ce qui entraîne fréquemment des conflits avec les pêcheurs locaux, notamment dans les zones où les ressources ont largement diminué (Quirimba). Là où les ressources de pêche sont stables, les pêcheurs migrants sont encore bien acceptés (Sito).

De plus, les pêcheurs se sentent frustrés par rapport à l'interdiction de pêcher et donc à la perte de productivité car ils ont compris que les sanctuaires incluant des chenaux d'eaux profondes correspondent maintenant à des sites de plongée et de pêche sportive alors qu'ils représentaient des stocks de poissons de première taille et catégorie.

Bien avant l'entrée en vigueur du PNQ, les pêcheurs contrôlaient et commercialisaient leur production de pêche. Ils établissent en un sens un principe de co-gestion commerciale, chaque communauté et centre de pêche possédant son réseau d'écoulement des stocks afin d'éviter la concurrence. La carte ci-dessous nous renseigne sur le système commercial des ressources de pêche dans la partie centrale du PNQ. En annexe, on pourra trouver les cartes respectives des zones nord et sud du PNQ.

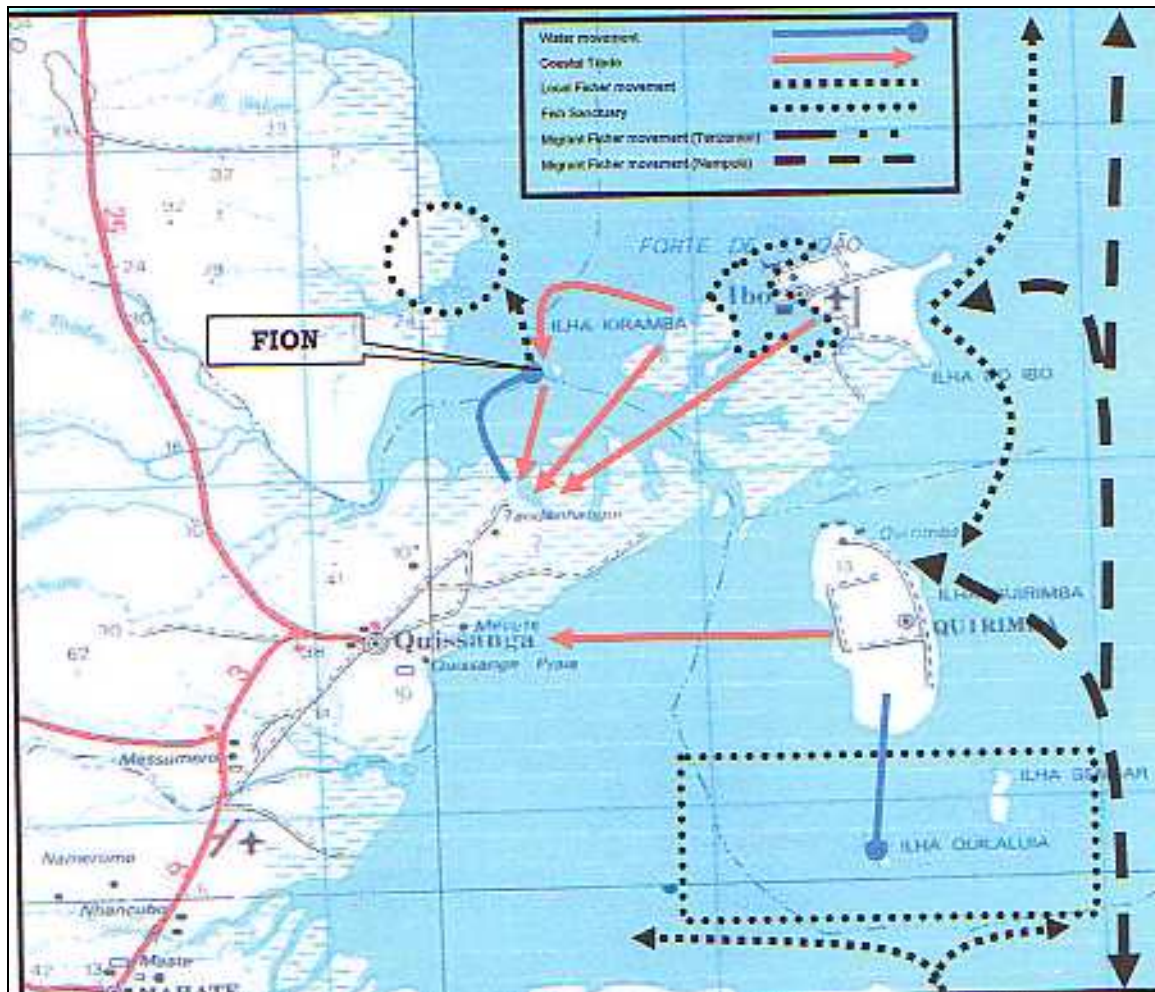


Fig 50-Carte des routes commerciales maritimes des ressources de pêche dans la partie centrale du PNO (JOHNSTONE, 2004)

Les pêcheurs de Quirimba exportent leur marchandise vers Quissanga alors que ceux d'Ibo et de Fion exportent vers Tandanhangué. Les pêcheurs de Quirimba pêchent généralement autour d'Ibo et voyagent de janvier à juin vers les îles Mejunbe, Quero, Niuni et Tambuzi pour pratiquer la pêche saisonnière.

Le sanctuaire au nord de Fion (nommé *Muso Muso*) a ouvert en 2004 et correspondait à un des fonds de pêche les plus importants des pêcheurs de l'île. A Ibo, le sanctuaire est opérationnel et inclut la face nord de la mangrove de Kiramba. Même si l'établissement d'un sanctuaire suppose la protection totale et l'interdiction totale de pêcher, nous avons pu voir sur le terrain que les habitants d'Ibo ne respectaient pas ces règles. La photographie ci-dessous montre des personnes entrain de pêcher dans la zone du sanctuaire l'après-midi sans se cacher.

Le sanctuaire de Quilaléa, le plus ancien, est contrôlé par des gardes privés. Les pêcheurs de Mefundvo revendiquent l'accès à la zone sud du sanctuaire.



Fig 51-Photo de pêche interdite dans le sanctuaire d'Ibo (CLAQUIN, 2007)

Au premier plan on peut voir des enfants entrain de ramasser des coquillages comestibles dans la zone du sanctuaire d'Ibo alors que cela est interdit. Au dernier plan, derrière les palétuviers on voit un pêcheur en pirogue qui pêche à la ligne. Ce photo montre que les habitants d'Ibo commettent des infractions par rapport au règlement du parc imposé.

4.1. Pêche intensive dans le PNQ

Le tableau ci-dessous adapté des travaux de Gareth Johnstone en 2004 fait un bilan de l'état et de la perception de la pêche par les pêcheurs résidant dans le parc. Il nous renseigne sur le nombre de pêcheurs dans chaque île faisant partie des limites du parc, le type de matériel de pêche utilisé, l'état des ressources, les réseaux commerciaux, etc.

Iles	Nombre pêcheurs locaux	Nombre pêcheurs migrants	Nombre commerçants	Type de matériel de pêche	Etat des captures	Raisons perçues pour la baisse des captures	Destination commercial des ressources	Type de conflits	Perception PNQ
Sito	100	100	10	ligne	baisse	Changement marin	Pemba	Pas de conflit	Très négative
Quisivi	30	20	10	senne	baisse	Pêcheurs migrants	Arimba	Contrôle des migrants	négative
Mefunvo	400	0	21	senne	baisse	sanctuaire	Nanhoma	Sanctuaire de Quilaléa	Très négative
Quirimba	200	inconnu	inconnu	senne	baisse	Pêcheurs migrants	Quissanga	Type de matériel	neutre
Ibo	2000	inconnu	89	filet	baisse	Changement marin	Tandan-hangue	Type de matériel	neutre
Kirambo	400	inconnu	2	filet	constant	-	Tandan-hangue	aucun	neutre
Fion	50	inconnu	14	senne	constant	-	Tandan-hangue	aucun	négative
Metamo	400	60	10	ligne	constant	-	Quissanga Olumba Naunde	Contrôle des migrants	négative
Rolas	30	15	inconnu	ligne	baisse	Ne sait pas	Olumba	aucun	négative

							Naunde Galudo		
Total	3610	195	156						

Fig 52-Tableau de l'état de la pêche selon les pêcheurs de Quirimbas (d'après JONHSTONE, 2004)

Au total, 3610 pêcheurs locaux sont répertoriés dans le PNQ ainsi que 195 pêcheurs migrants, plus le nombre de pêcheurs non comptabilisés dans l'étude. L'effort de pêche sur la zone du parc est donc très forte, d'où l'émergence de conflits d'usage et d'accès aux ressources marines entre les différents acteurs. Ibo, qui est la capitale du district où se localise le bureau officielle du PNQ est l'île comprenant le plus de pêcheurs . On peut voir un lien notable entre la différence de perception des pêcheurs résidants dans les zones proches du siège du WWF et les autres. En effet, les pêcheurs d'Ibo, Kirambo et Quirimba ont un avis neutre sur le parc, voir même positif si l'on se réfère à nos enquêtes personnelles menées sur ces îles en 2007, alors que tous les autres pêcheurs vivant dans des îles plus éloignés du poste administratif du parc et donc moins considérés dans l'effort de gestion de celui-ci ont un avis négatif. La différence de perception réside donc dans le niveau d'intégration des pêcheurs aux problématiques de gestion du parc, les pêcheurs d'Ibo et Quirimba ayant participé à l'ensemble du processus de consultation communautaire et au projet de développement pilote du tourisme (Ibo).

4.2. Cas spécifique de cogestion : l'exemple du sanctuaire de Quilaléa

Le sanctuaire de Quilaléa est la première aire de protection totale créée en 2000 dans l'archipel des Quirimbas, comprise aujourd'hui dans la zone du Parc National des Quirimbas et fonctionne sur la base d'un partenariat de gestion entre la communauté et l'entreprise privée Arquipélago das Quirimbas Lda (AQLda). Quilaléa fait partie du Poste Administratif de Quirimba

Les études menées sur le terrain ont montré un déséquilibre d'avantage entre les intervenants du sanctuaire, la communauté locale étant le plus défavorisée du à la capacité réduite de leurs ressources financières, au faible accès à l'information et à la connaissance sur les normes et procédés d'usage des ressources. En contrepartie, l'entreprise AQLda possèdent une connaissance profonde de la législation et peut ainsi influencer sur la prise de décision au niveau local. Dans ce cas, il reste difficile d'établir des partenariats justes sur la gestion des ressources naturelles.

En 1996, le Ministère de l'environnement (MICOA) en collaboration avec l'ONG *Darwin Frontier Research Organisation* (UK) ont mené des investigations écologiques qui ont sublimé l'importance des Iles des Quirimbas comme zone de grande biodiversité et montrèrent l'importance de l'archipel dans l'économie locale et les stratégies du subsistance du peuple Mwani (PNQ, 2002). Les études recommandent la création de sanctuaire marin dans la région afin de préserver les espèces. En 2000, l'entreprise privée *Archipelago das Quirimbas Lda* fut autorisée par le Ministère du Tourisme (MITUR) à établir un sanctuaire marin en partenariat avec les communautés locales de Quilaléa et Sencar.

La cogestion implique la délégation de fonctions aux utilisateurs des ressources naturels pour qu'ils puissent prendre des décisions autonomes, avoir des droits, endosser des responsabilités.

Auparavant, les communautés de pêcheurs de l'archipel possédaient leurs propres formes de gestion des ressources naturelles. Les données récoltées sur le terrain ont montré l'existence de formes coutumières d'exploitation des ressources marines, qui ne sont plus actuellement suivies par la population, du fait d'une baisse des ressources, de la présence massive de pêcheurs immigrants et plus récemment de l'implantation du parc.

En effet, à une époque, la pêche est pratiquée mensuellement en cycle de 12 jours aux moments des hautes marées et était interdite dans les périodes consacrées aux cérémonies religieuses (Ramadan, les vendredis). Les techniques utilisées comme les gaiolas, gamboas (voir lexique en annexe) et pêche à la ligne permettaient un usage durable des ressources. A cette époque, les méthodes de pêche étaient les mêmes pour l'ensemble de la communauté et l'usage de filets à petites mailles était interdit. L'autorité traditionnelle tenait une grande responsabilité dans le contrôle des pêches. Le leader communautaire connaissait la zone de pêche de chaque pêcheur ou groupe de pêcheurs, incluant le type de matériel utilisé. La coutume locale interdisait que les sites de pêche soient utilisés par des personnes étrangères à la communauté. Par la suite, les conditions socio-économiques du pays ont changé, bouleversant l'ordre établi par la tradition.

Plusieurs facteurs contribuèrent à la baisse des ressources de pêche dans l'archipel des Quirimbas. Tout d'abord, le régime de propriété commune adopté juste après l'indépendance entraîna une diminution du pouvoir des leaders communautaires traditionnels dans la gestion des ressources naturelles. Par ailleurs, la guerre civile provoqua un afflux de personnes vers les îles cherchant refuge et subsistance grâce à la pêche. Le nombre de pêcheurs augmenta rapidement, la majorité provenant d'autres régions de l'archipel (JOHNSTONE, 2003) et le non respect des règles de pêche locales entraîna une baisse progressive des ressources marines. Par ailleurs, l'introduction de nouvelles pratiques de pêche plus destructrices par les pêcheurs immigrants comme le filet à petites mailles est à l'origine de la raréfaction voire de la disparition de certaines espèces (tortues de mer).

Pour créer le sanctuaire de Quilaléa, la première préoccupation fut de déplacer la population qui vivait sur l'emplacement du complexe touristique prévu. La communauté fut consultée pour superviser le transfert des résidents des îles de Sencar et Quilaléa vers d'autres îles, incluant Quirimba et Ibo principalement. Après les accords établis entre les gestionnaires touristiques, les représentants du Ministère du Tourisme et ceux de la communauté, la population fut déplacée avec la promesse d'obtenir des écoles, hôpitaux, cases rénovées, emplois et part des recettes des bénéficiés de l'hôtel, ainsi que la possibilité de louer ses services aux touristes. Le processus de négociation engloba l'entreprise touristique (AQLda), la communauté locale représentée par le chef du Poste, le chef du village, les leaders religieux, les vieux influents et la Direction Provinciale du Tourisme. Les représentants de l'autorité formelle et informelle ont été ainsi informés des objectifs prétendus du sanctuaire, que ce soit la conservation des espèces marines et le développement de l'activité touristique. Au total, 80 personnes furent relogées à la pointe sud de Quirimba en 2001 (JOHNSTONE, 2004).

Concernant le rôle du sanctuaire de Quilaléa dans l'activité de pêche, les opinions divergent au sein de la communauté de Quirimba. Tout d'abord, il existe un consensus relatif à l'augmentation de la production autour du sanctuaire. Apparemment certaines espèces de poissons se sont reproduites dans le sanctuaire et commencent à repeupler les herbiers marins environnants.

Bien que certaines familles ont été délogées de Quilaléa et que les pêcheurs ont perdu une aire de pêche relativement grande, il n'y a pas de mécontentement spécifique concernant le sanctuaire. En effet, la pratique de pêche dominante à Quirimba étant le *cavogo*, les aires de pêche qui y sont liées non pas été effectuées par le zonage du parc. De plus, dans l'ensemble certains individus de la communauté ont tiré des bénéfices des bénéfices indirects du sanctuaire, notamment les pêcheurs de Kumilamba qui fournissent régulièrement du poisson au restaurant de l'hôtel.

L'unité de sécurité et de contrôle du PNQ réalise des opérations de monitorat dans la zone du sanctuaire pour confisquer les filets illégaux. Bien que les zones marines de protection ait été créées, les initiatives de travail avec la communauté de Quirimba afin d'établir les fondations de la co-gestion annoncé par le Plan d'Aménagement du PNQ (MITUR, 2004) n'ont pas été effectuées. Dans le manuel de gestion des Aires Marines Protégées de l'IUCN, la participation de la communauté est valorisée et pratiquement indispensable à l'établissement de zones protégées situées dans l'environnement des communautés de pêcheurs (IUCN, 2004).

III. Le parc national des Quirimbas : valorisation du tourisme culturel

1. Atouts et contraintes touristiques dans le parc

Il y a quelques limites assez sérieuses au développement du tourisme dans les îles de l'archipel faisant partie du parc : la fragilité des écosystèmes ; les distances entre les espaces touristiques, les limitations de la quantité d'eau souterraine ; le nombre réduit de plages de sable ; et les coûts de distance engendrés. Considérant ces limitations, le développement d'une stratégie pour limiter les impacts écologiques du tourisme est une préoccupation centrale. Cela relève de deux aspects. Le premier est une limitation qualitative du développement touristique, limitant la construction, la hauteur des édifices, les styles architecturaux, le type de moteur de bateau à utiliser et les limites de vitesse, etc.. Le second aspect est le respect d'un nombre réduit de lits au sein du parc. La limitation du nombre de lits peut être interprété négativement, comme une limite au rendement potentiel des résidents et opérateurs du parc, ou plus positivement, comme une orientation du type tourisme de luxe : « des touristes de haute qualité, visitant une attraction touristique de haute qualité ». Cette stratégie est la force motrice du développement touristique du parc. Cela est aussi en accord avec le Plan Directeur du Tourisme, qui établit les orientations du tourisme dans le parc. D'après la « Résolution Interne du Conseil des Ministres/3/99, la zone de Pemba et Ibo est considérée comme une zone de développement touristique de haute et moyenne qualité ». Dans l'ensemble, les limitations qualitatives et quantitatives vont garantir que les sites éloignés et bien conservés du parc constituent un avantage clé dans la compétition pour les touristes de haute qualité. Le point de départ pour une mise en place de limites qualitatives serait la législation environnementale du Mozambique. Le processus d'approbation environnementale existant, s'il est suivi correctement, est raisonnablement complet dans ses exigences aux propositions des projets. Comme corollaire au limite du nombre de lits, il serait nécessaire d'identifier et de rendre public des lieux au potentiel touristique, ce qui favoriserait les intérêts pour tous dans la mesure où l'investissement serait facilité, les lieux et habitats clés sauvegardés, et les conflits entre investisseurs et communautés locales réduits.

Concernant les aspects touristiques culturels, les ruines des forteresses historiques d'Ibo, Quissanga et Quisive sont entrain de se détériorer à un rythme croissant. A Ibo, les toits de plusieurs des résidences coloniales sont entrain de tomber, incluant le plafond de la cathédrale et du palais de l'administrateur. Dans de nombreux cas, cela est dû à la négligence ou par manque d'argent tout simplement, mais dans le cas de Quisive, ce sont les résidents locaux qui démantèlent activement la forteresse pour user des pierres de constructions destinés à leurs propres maisons.

Une alternative à cette dégradation progressive est la vente des ruines en meilleures conditions à des opérateurs touristiques, activité évidemment supervisée par les autorités locales. Il est nécessaire dans tous les cas d'entretenir un lien entre les ruines coloniales et le tourisme, afin de récolter des fonds pour le maintien en état (PNQ, 2003).

Pour les gestionnaires du parc, un effet potentiellement négatif du tourisme pour la population est la dévalorisation ou la baisse des pratiques culturelles locales, à mesure que les résidents s'exposent au monde extérieur. Le lieu central de promotion et valorisation de la culture mwani locale est l'île d'Ibo, où une diversité d'activités peut promouvoir le tourisme, comme les visites des bâtiments et monuments historiques, les danses et musiques locales, la bijouterie en argent inspirée de l'époque arabe, etc..

La valorisation culturelle est une voie pour simultanément préserver la culture locale et augmenter les options de rendement des résidents locaux. Cette hypothèse représente un résultat positif de l'interaction entre résidents du parc et le monde extérieur. L'hypothèse la pire serait la conversion de la population en patrons de bars, prostitués, vendeurs d'objets de corail, tortues, ivoires, etc.. à des touristes désintéressés et gênés. Il est nécessaire de tracer des stratégies pour maintenir la qualité de la culture locale et la qualité de l'expérience touristique. Pour représenter un cas spécifique, l'île d'Ibo a développé une proposition de Plan de Développement Touristique incorporé dans le Plan Directeur du Tourisme du parc.

L'implantation d'infrastructures touristiques dans le parc national des Quirimbas a le but premier d'aider les communautés à améliorer leur condition de vie. En effet, le niveau socio-économique reste très faible dans les îles, de part notamment l'isolement géographique. Quasiment toute la population du parc vit dans des conditions d'extrêmes pauvreté, avec une grande dépendance de l'exploitation des ressources naturelles. Les alternatives de soutien sont peu, spécifiquement en agriculture, pêche, récolte et produits forestiers. L'épuisement des ressources de base et l'augmentation de la pauvreté des communautés sont la cause et la conséquence de l'utilisation de technique d'exploitation chaque fois plus destructrice. Le développement de formes de survie alternative va dépendre, en grande partie, de l'ampleur de l'investissement, en espérant que l'existence du parc stimule celui-ci dans le secteur du tourisme.

L'augmentation de la population locale est une autre question qui doit être affrontée. Bien que le manque d'espace ne soit pas encore un problème dans le parc, l'expérience dans d'autres pays montre que le parc peut s'attendre à un afflux de personnes quand les projets seront établis et que les communautés commenceront à recevoir les bénéfices.

Par ailleurs, le tourisme et la pêche peuvent représenter deux intérêts potentiellement conflictuels, cela étant particulièrement sensible quant à la pêche sous-marine par rapport à la pratique de photographie, qui ne peuvent être réalisés dans les mêmes sites marins. En effet, des études ont montré que « le tourisme est en train de créer des difficultés et des conflits chez les communautés de pêcheurs du parc » (JOHNSTONE, 2004). Cependant, les acteurs du tourisme et les pêcheurs ont un intérêt commun dans la sauvegarde des milieux marins qui sont la base de leur rendement financier. La clé pour le succès de gestion du parc est d'harmoniser les conflits entre les différents groupes intéressés.

2.L'île d'Ibo face au développement touristique

Ibo est la capitale du district du même nom (district d'Ibo) qui consiste en 2 postes administratifs (un sur l'île d'Ibo et l'autre sur l'île de Quirimba) et comptabilise 9509 personnes au total en 2007 (INE, recensement 2007).

D'une superficie de 48 km² seulement, le district d'Ibo présente pourtant une densité de population des plus fortes de la province de Cabo Delgado et même du pays avec 198, 6 hab/km² (147, 1hab/km² en 1997). En ce sens, la région d'Ibo présente une forte attractivité de population alors qu'elle correspond à une « zone oubliée » du Mozambique de part son isolement de la capitale et des centres économiques du pays en général, malgré néanmoins un passé prospère. Sa population a d'ailleurs largement variée au cours du temps et il est dommage que même après le recensement 2007, le nombre exact d'habitants n'ait pu être fourni par l'INE, alors que la population totale du district est connue. La dernière estimation connue est celle du WWF en 2006, estimée à 3500 personnes.

Nous considérons personnellement que la population totale d'Ibo est plus proche de 5000 personnes que de 3000, mais aucun document officiel ne peut nous appuyer.

En ce sens , l'implantation d'un projet pilote du WWF tel que le parc marin des Quirimbas relève donc d' enjeux de développement socio-économique très importants, compte tenu du nombre de personne à enrôler dans la stratégie de gestion intégrée de la zone. La pêche étant pour le moment effectuée à des fins de subsistance, le défi du PNQ repose donc dans la capacité à proposer et à apporter d'autres opportunités économiques que l'exploitation actuelle des ressources naturelles.

La base d'implantation du PNQ est localisée à Ibo, où se concentre également les administrations liées à l'Education, la Santé, l'Agriculture et la Pêche.

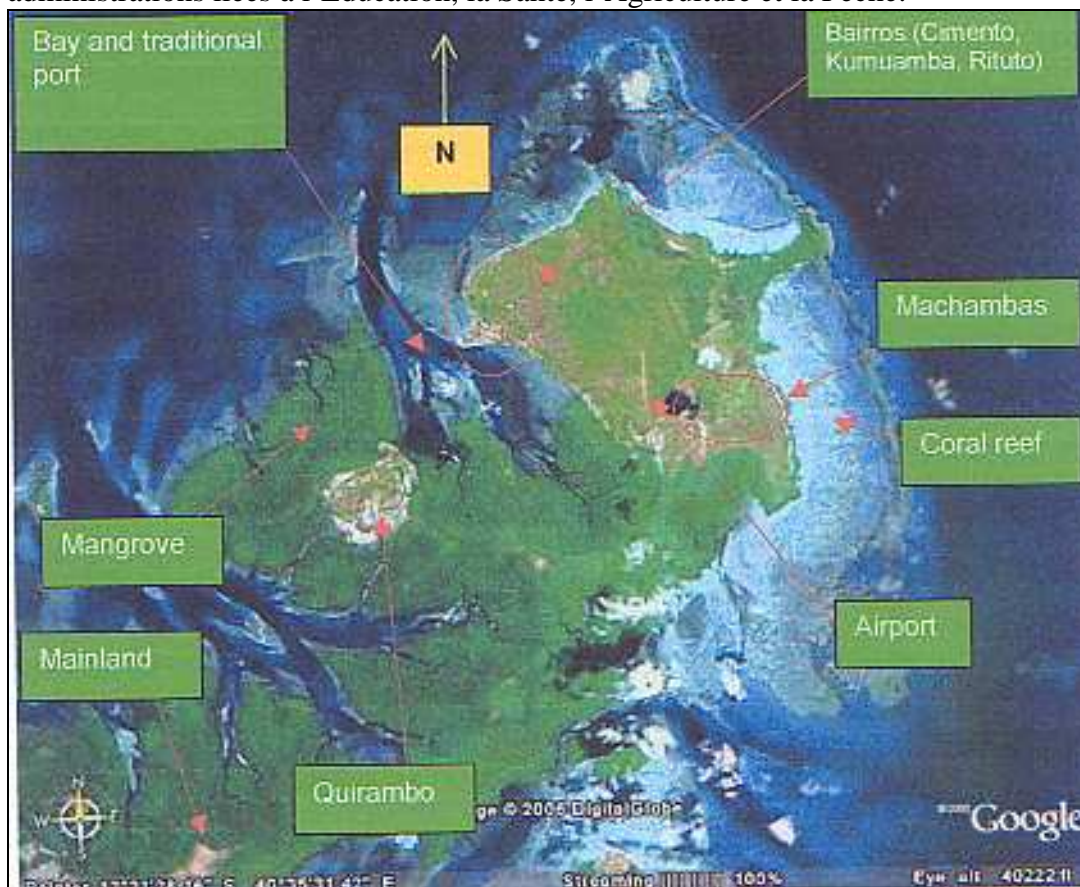


Fig 53-Carte de localisation de l'île d'Ibo (source : IIS, 2006)

Les Portugais arrivèrent à Ibo après avoir envahi Quirimba en 1522, et en 1590 ils contrôlaient 9 des 11 îles situées le plus proche de Pemba (celles du PNQ aujourd'hui). Ils introduirent l'agriculture sur Ibo, principalement l'élevage des bœufs, chèvres et cochons, mil, riz, haricots, cocotiers. En 1870, Ibo est proclamé capitale de la province de Cabo Delgado et à la fin du 18^{ème} siècle le commerce était florissant, notamment grâce à la Compagnie Commerciale de Niassa.

Cependant, en 1929, la capitale provinciale fut délocalisée à Porto Amelia (actuelle Pemba) et le commerce des Quirimbas commença peu à peu à décliner entraînant la chute de l'économie locale. Après le départ des Portugais en 1975, l'île tomba dans l'oubli jusqu'à la fin des années 90 où certains projets de développement s'initient.

Aujourd'hui, Ibo est la capitale du district du même nom et représente le centre économique, culturel et touristique de l'archipel des Quirimbas.

La majeure partie de la population de l'île d'Ibo évaluée environ à 3500 personnes appartient au groupe ethnique *Mwani*, parlant le dialecte *Kimwani*, de religion islamique dominante. Au niveau de la structure de l'organisation communautaire, les leaders religieux musulmans exercent une influence très importante sur la communauté et la résolution des conflits, représentant l'autorité traditionnelle ancienne. Ils sont les représentants de la communauté au niveau des structures administratives. Certaines organisations communautaires (Community Based Organizations ou CBO) ont vu le jour à Ibo mais sont encore à un stade de développement. Un des exemples de CBO à Ibo est la création du Conseil de la Communauté, inspiré et assisté par la fondation Aga Khan, ainsi que la formation de deux petites associations de pêcheurs. Les membres du Conseil sont sélectionnés par les habitants et réélus tous les deux ans. Le principal rôle du Conseil, qui se réunit tous les mois, est de résoudre les problèmes surgissant des nouvelles interventions comme la prestation de crédits, l'utilisation d'outils et matériel de travail, ou alors de régler les négociations en suspens. De plus, une des priorités du Conseil de la Communauté est également de maintenir des liens avec l'administration du parc.

La partie habitée de l'île (Vila do Ibo) se divise en trois parties nommées *bairros* dont : le bairro Cimento qui correspond à la partie construite et urbaine de l'île ; le bairro Rituto et le Bairro Cumuamba (voir carte de localisation).

Le type d'habitat diffère selon les bairros. Le bairro Cimento représente l'ancienne ville coloniale des portugais, c'est pourquoi la majorité des maisons sont construites en dur et ont un toit de zinc ou de tuile, aujourd'hui pratiquement toutes en état de ruine. A l'opposé, le bairro Rituto et Cumumba forment « la ville informelle » (CARRILHO, 2005), avec des habitations traditionnelles construites en terre (*makuti*) et en feuilles de cocotiers.

L'aire géographique utilisée par la communauté pour les activités socio-économiques est relativement vaste, les pêcheurs pouvant aller pêcher au nord de Matemo ou au sud de Quirimba (JOHNSTONE, 2004). L'agriculture est aussi étendue sur la partie continentale de l'archipel (Quissanga) et le transport entre la terre et l'île est assuré régulièrement. Les routes commerciales depuis les Quirimbas s'étendent de Nampula jusqu'à la Tanzanie selon le type de produit.

En 1998, un projet FAO créa un CBO pour assister les femmes qui récoltent les poulpes à marée basse, appelé APAMI. La création rapide de l'association et le manque de support de gestion entraînèrent un mauvais emploi du matériel de pêche fourni, l'inhabilité à repayer les crédits et fut à l'origine de conflits parmi les membres de l'association. Aujourd'hui l'association APAMI n'est plus en vigueur.

Par ailleurs, la fondation Aga Khan réalisa également une intervention auprès des femmes pêcheuses et des récolteurs de poulpes, offrant une assistance de matériel (bateau, instruments de pêche). Mais, les informations recueillies personnellement auprès de la communauté concernant les interventions d'Aga Khan au niveau de la pêche se recourent sur le fait que le processus d'assistance n'est pas complet et n'a au final peu d'intérêt pour les locaux. En effet, l'ensemble des projets communautaires liés à la pêche ont proposé une assistance matérielle mais n'ont développé aucun moyen de valoriser la filière commerciale. Ainsi, même si les pêcheurs effectuent de bonne prise, ils n'ont aucun moyen de vendre leur poisson sur le marché, que ce soit national ou international. Le secteur de pêche ne peut donc pas prendre de l'ampleur économiquement et les pêcheurs s'enrichir. Le problème réside pour nous dans le manque de compétences des partenaires locaux des communautés, qui proposent des projets de développement incomplets.

La plus ancienne organisation communautaire à Ibo se nomme *Karibo* ou même *Amigos do Ibo*. Son rôle est large, tendant à couvrir les problèmes de la communauté concernée, depuis la santé jusqu'à la réhabilitation des bâtiments historiques. Cependant, malgré sa longue histoire sur l'île, l'organisation a subi une période d'inactivité, du à des problèmes de gestion financière et du départ des certains membres pour Pemba. Néanmoins, grâce à sa réputation anciennement établie et de nombreux membres, Karibo pourra potentiellement devenir un corps représentant des intérêts de la communauté à tous les niveaux (district et provincial).

L'Association pour l'Environnement (AMA) est également présente dans les Quirimbas, même si son siège se trouve à Pemba. Elle mène des actions d'éducation à l'environnement auprès des communautés et des enfants notamment et élabore des réunions communautaires sur la gestion durable des ressources naturelles.

Avec la création du parc, son établissement et son entrée en vigueur, de plus en plus d'opportunités socio-économiques se sont présentées, tel que l'investissement touristique. En ce sens, il est important que les organisations communautaires ne soient pas uniquement capables de gérer une économie de petite échelle, mais qu'il existe une structure de base de communications et de partage des charges et responsabilités entre la société civile, la communauté donatrice, le gouvernement, les autorités du parc et le secteur privé.

L'objectif de l'AMA⁴⁰ sur une période de 3 ans (2005-2008) est avant tout d'appuyer les communautés locales du district d'Ibo pour qu'elles atteignent un niveau croissant de contrôle et de responsabilité de leur propre développement social, au sein d'un contexte de gestion durable des ressources naturelles présentes dans le parc. Les composantes clés de l'association sont l'éducation, la santé, la conservation et la responsabilisation.

Un des projets clés de conservation de l'association AMA pour la gestion durable des ressources marines est nommé DANIDA. Ce projet impulsé en 2006 sensibilise la population à créer des zones marines de sanctuaire rotatives, à l'exemple du sanctuaire d'Ibo implanté par le parc national. En effet, le but est de créer certaines zones de pêche où la récolte des produits, comme les huîtres par exemple, est autorisée selon certaines périodes. Le premier sanctuaire de la sorte fut créé sur l'île de Quirimba sous l'impulsion de la communauté et les premiers résultats sont très encourageants pour la population. Le but de l'association est également de procéder à des réunions collectives sur la cogestion des ressources marines, l'éducation à l'environnement notamment dans les écoles primaires, le développement durable, et. Tous les projets de l'AMA sont soutenus et financés par le WWF et le PNQ.

⁴⁰ Informations récoltées lors d'un entretien avec un des représentant de l'AMA à Ibo le 13/01/07 (avec Mamoudou Aboudou) et du fascicule explicatif fourni par le bureau de l'AMA

3. Mise en tourisme de l'île d' Ibo

3.1. Le tourisme à Ibo, moteur de revalorisation du patrimoine urbain

Développé récemment grâce à l'implantation du parc national marin (PNQ) en 2002, l'activité touristique s'intensifie peu à peu sur Ibo. Elle diffère selon le type d'espaces touristiques considérés dans l'archipel. En effet, la majorité des infrastructures touristiques se localisent dans des îles éloignées des une des autres, à l'image des îles-hôtels des Maldives ou des comptoirs définis par la maîtrise d'un lieu fermé et où s'applique une réglementation spécifique par un acteur promoteur unique (MIT, 2002). Seule Ibo, accueille plusieurs entreprises liées au tourisme et représente un espace touristique du type : ville touristifiée défini par la subversion du lieu par le tourisme qui devient la fonction essentielle. La structure spatiale originelle est patrimonialisée et subvertie par le tourisme avec possibilités d'extension touristique (MIT, 2002). En effet, le tourisme à Ibo est à l'origine de la rénovation et de la revalorisation du patrimoine historique, qui représentent la base même de son développement dans l'île. La réhabilitation de la forteresse St Jean Baptiste construite à l'époque coloniale portugaise est un exemple de patrimonialisation et de subversion de la vocation originelle d'un site historique à des fins touristiques, puisqu'il correspond au monument le plus visité par les touristes actuellement. La présence des artisans argentiers est de plus une stratégie touristique de commercialisation du patrimoine au sein d'un lieu subverti.

Par ailleurs, l'activité touristique s'est insérée sans modification fondamentale de la structure urbaine d'Ibo. Le bairro Cimento a d'ailleurs été territorialisé par la fonction touristique qui s'est implantée dans les anciennes maisons coloniales rénovées, comme c'est le cas de la Vila Ruben, de Bella Vista et du Cinco Portas. La carte suivante nous renseigne sur la territorialisation du tourisme dans la partie ancienne de l'île, le bairro cimento.

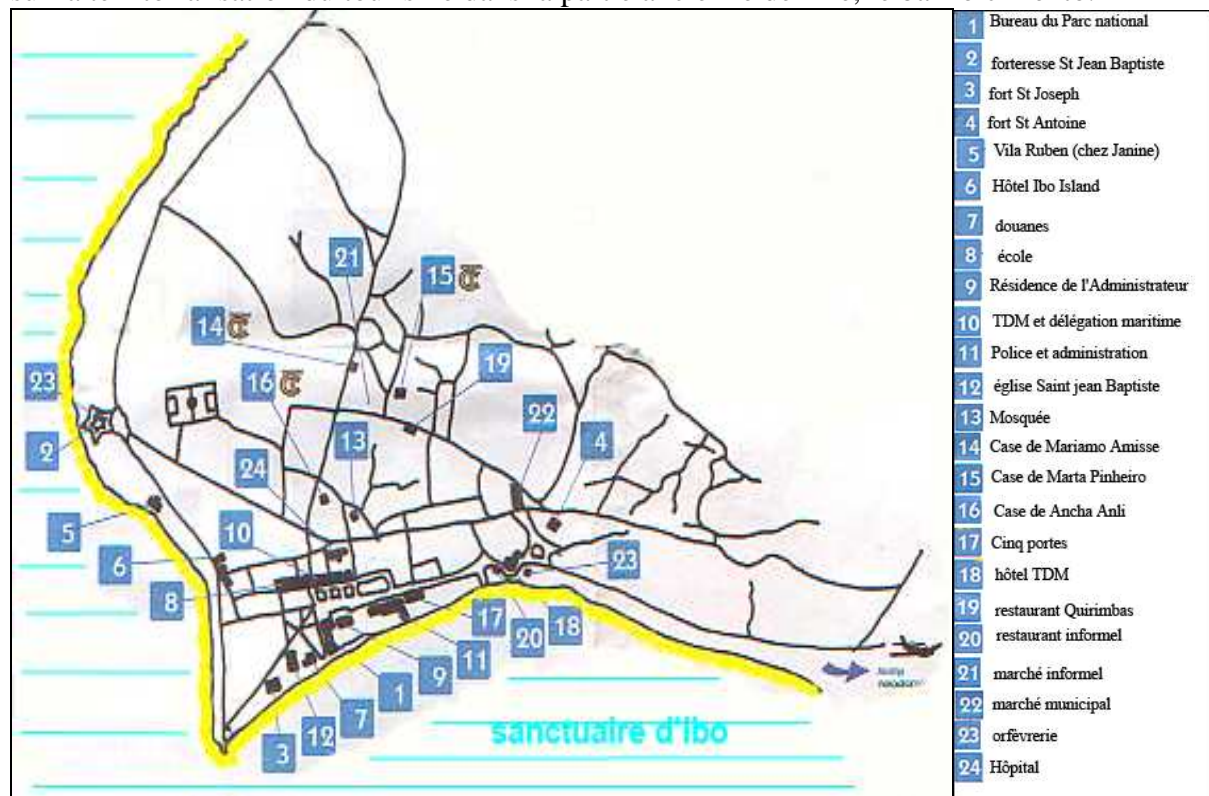


Fig 54- Carte de localisation des infrastructures touristiques dans le bairro cimento à Ibo (CLAQUIN, 2008)

Les visites de l'église St Jean Baptiste, des forts St Joseph et St Anthony ainsi que la forteresse St Jean Baptiste font partie du circuit proposé aux touristes par les guides d'Ibo. En ce sens, l'attraction culturelle est l'atout majeur du tourisme à Ibo, à la différence des autres îles où les ressources naturelles sont plus valorisées. En effet, la partie touristique d'Ibo ne comprend pas spécialement de belles plages et les plages existantes ne présentent pas de bonne condition d'accès ni de baignade, comme celle faisant face à la Vila Ruben (2) et au Bella Vista Lodge (5). Les plages du sud sont pratiquement inexistantes et font face au sanctuaire marin d'Ibo dont l'accès est interdit. De plus, l'interdiction de pêcher à marée basse autour de l'île imposée par le parc a entraîné certains désordres écologiques, notamment la prolifération de coquillages blessants (couteaux) qui entravent largement les ballades touristiques en bord de plage. Les autres plages de l'île offrant de meilleures conditions environnementales sont éloignées de la partie urbaine de l'île et leur accès n'est pas praticable pour la majorité des touristes, sachant qu'il faut marcher des heures sous le soleil à travers des pistes intérieures pour les rejoindre. L'objectif touristique visé par le parc, le WWF et le gouvernement est donc la valorisation culturelle et historique de l'île et non la valorisation des ressources naturelles, comme cela peut être le cas dans les autres îles de l'archipel (Quilaléa, Matemo).

3.2. Le tourisme communautaire : dernier projet en date du WWF

Le WWF et le PNQ sont entrain de développer un projet de développement du tourisme communautaire à Ibo, qui n'était pas encore opérationnel lors de notre passage en 2007.

Le tourisme communautaire à Ibo consiste à résider temporairement chez l'habitant, dans une maison aux conditions de vie plutôt locale (pas d'eau au robinet ni de lumière électrique) et pour un prix par jour relativement bas (environ 10 dollars par jour) en comparaison avec l'hôtel cinq étoiles Bella Vista.

Trois familles dont les résidences se localisent dans la partie centrale du bairro Cimento (voir carte) sont déjà impliquées dans le projet. L'emplacement des maisons familiales touristiques est stratégique, puisqu'elles se localisent toutes à l'intérieur de la ville, ce qui oblige les touristes à emprunter les petits chemins rencontrant alors plus facilement les résidents locaux. En effet, les infrastructures touristiques privées se sont territorialisées selon deux grands axes bordant la côte, un à l'ouest allant de la forteresse jusqu'à Bella Vista Lodge et un axe sud allant du fort St Joseph à l'hôtel TDM. Ainsi, les touristes empruntent quotidiennement les deux mêmes axes qui correspondent d'ailleurs aux voies urbaines centrales tracées par les Portugais à l'époque coloniale. La population locale résidant majoritairement dans la partie centrale du bairro Cimento ainsi que dans les deux autres bairros Rituto et Cumuamba, ne se rencontre pas de fait si fréquemment. L'interaction sociale entre les deux groupes, la communauté et les touristes, n'est donc pas maximisée de ce fait.

Le projet communautaire quand à lui prévoit de rééquilibrer ce déficit spatial de l'implantation touristique en cherchant à amener les touristes dans la partie centrale de la ville et a favorisé ainsi le contact entre les touristes et les locaux, augmentant les opportunités économiques de ces derniers.

De plus, tous les revenus liés au projet de tourisme communautaire du PNQ restent à la communauté, et 30 % du total est destiné à un fond de développement communautaire dont les membres décideront des projets à financer (PNQ, 2004).

A la différence de la stratégie gouvernementale mise sur le tourisme de luxe (4 et 5 étoiles exclusivement) à Bazaruto, le Parc National des Quirimbas et le WWF ont misé sur la diversification du niveau touristique, en favorisant l'implantation d'un projet touristique

communautaire de basse classe. En effet, Ibo présente des infrastructures touristiques de qualité différente, allant de l'hôtel de luxe 5 étoiles (Bella Vista) à la chambre chez l'habitant pour moins de 10 dollars.

3.3. Impacts de l'implantation du Lodge Bella Vista dans la communauté d'Ibo

Kevin Record, d'origine sud-africaine, est le propriétaire du Bella Vista Lodge d'Ibo situé dans la partie littorale du bairro Cimento (voir carte). Il débarqua pour la première fois à Ibo en 1994 et en 1999 il achète avec sa femme le terrain et les bâtiments en ruine du site de Bella Vista. Entre 1999 et 2004, il acquit 4 propriétés sur Ibo, dont 50 ans de concession pour chaque lui sont accordés. Au total, le processus d'implantation du Lodge a pris 4 ans. En 2001, il reçoit sa première licence de tourisme et commence à accueillir des touristes et faire partie des guides touristiques internationaux. En 2005, l'hôtel ferme pour rénovation jusqu'en décembre 2006 où il réouvrit parfaitement opérationnel. Il se classe en 5 étoiles et peut accueillir 28 personnes.

L'apport financier notable des salaires payés aux travailleurs du Lodge a eu un effet individuel et communautaire à Ibo. L'introduction d'argent liquide direct a favorisé l'augmentation du pouvoir d'achat des membres de la communauté et représente un effet indirect de l'entreprise touristique sur l'économie locale. Certains individus ayant œuvré dans les travaux de construction ont profité de leur salaire fixe sur une période déterminée pour réinvestir dans l'achat d'une boutique de commerce (barraca), ce qui a favorisé l'augmentation des biens et services dans l'île et redynamisé l'économie. L'emploi direct de 240 personnes a engendré une croissance de la demande en produits alimentaires et domestiques qui a pu être satisfaite par l'augmentation de l'offre du marché local.

L'hôtel a de plus permis la rénovation de plusieurs anciens bâtiments datant de la période coloniale et ainsi contribuer à la valorisation du patrimoine architectural local. En terme d'apport en ressource humaine, les bénéficiaires se situent au niveau de la formation et du savoir-faire apportés aux travailleurs engagés dans l'hôtel. Les types de métiers qui ont été privilégiés sont : maçonnerie, électricité, menuiserie, ainsi que des savoir-faire liés à l'activité touristique : cuisine étrangère, apprentissage linguistique, ménage. L'éducation à l'environnement est venue compléter la formation aux travailleurs locaux.

Concernant les impacts écologiques du projet, une Etude d'Impact Environnementale a été conduite avant la construction du Bella Vista Lodge. Il a été démontré que l'île ne peut pourvoir à l'approvisionnement en matériaux locaux de construction suffisant au projet en demande d'implantation. Les matériaux doivent donc être importés d'autres îles ou du continent, ce qui augmente largement les coûts de construction pour les investisseurs.

De plus, l'usage de l'eau dans l'entretien des jardins et des piscines risque de devenir une préoccupation principale d'ici peu. Déjà, nous avons pu recueillir des plaintes locales concernant l'épuisement de la réserve des puits d'eau à la saison sèche. Les personnes ressentent une frustration quand on leur impose une restriction de l'accès à l'eau en période de sécheresse alors que le Lodge arrose ses pelouses vertes toute l'année sans contrainte.

Même si on peut voir que l'île était bien desservie en terme de distribution d'eau, il ne faut pas oublier que la sécheresse hydrique sévit plus de la moitié de l'année, période à laquelle les résidents locaux doivent fournir beaucoup plus d'effort pour subvenir à leur consommation en eau potable.

Concernant la protection et la conservation des écosystèmes environnants, il n'y a pas encore de relations entre l'hôtel et le PNQ pour le moment, alors que le Lodge est situé face à la zone du sanctuaire d'Ibo.

Par ailleurs, en fournissant un salaire mensuel à plusieurs travailleurs, le Lodge soulage la pression sur l'environnement en créant une alternative de subsistance alors basée sur les ressources naturelles. Mais à l'inverse, l'augmentation de la demande locale en produits de pêche pour le restaurant de l'hôtel peut exercer un impact négatif sur la quantité de ressources disponible pour le reste de la population, ainsi qu'une inflation des prix du marché (ce qui est déjà le cas concernant les fruits de mer).

L'impact direct du Bella Vista Lodge sur l'emploi des locaux dans la construction et éventuellement dans d'autres domaines entraîne une baisse de la vulnérabilité économique locale et une augmentation des opportunités. Les salaires ont permis d'alléger la pauvreté dans un certain temps, en permettant aux familles notamment d'augmenter leur nombre de repas par jour et de payer les frais scolaires de leur enfant. Cette augmentation de sécurité financière et du temps de travail a par contre laissé en marge les occupations secondaires de la plupart des travailleurs, comme la pêche particulièrement.

De plus, l'approvisionnement en produit alimentaire pour l'hôtel a créé une demande de produits de pêche de forte valeur comme les fruits de mer particulièrement.

Le tourisme a ainsi développé une demande locale en terme d'aliments et de matériaux de construction. Les femmes ont d'ailleurs été engagées sous forme de contrat par l'hôtel pour ramasser du sable et des blocs de coraux morts afin de les transformer en chaux.

Bien que ce ne soit pas des emplois durables, ces petits contrats ont permis d'alterner les activités traditionnelles et de diversifier les opportunités économiques des femmes. Par ailleurs, en terme d'impact environnemental, le prélèvement du sable et des coraux morts sur les plages favorisent largement l'érosion côtière.

Bien que 65, 5% des personnes interrogées dans l'étude de Ridell (IIS, 2006) et que la majorité des personnes enquêtes personnellement pensent que le tourisme ne changera pas leur culture dans le futur, les chefs de bairros et les *currandeiros* ont eux déjà remarqué que l'exposition récente aux valeurs occidentales influence sur la culture musulmane locale. Les exemples donnés sont le type de vêtement porté par les jeunes, la baisse de fréquentation de la mosquée par ces derniers. Ce changement résulte également de la présence de source d'information extérieure comme la télévision, les touristes, où même les visiteurs venus de la ville de Pemba. L'isolement dans l'île crée un effet de curiosité chez les jeunes, désireux de connaître la vie urbaine mozambicaine qu'ils voient dans les clips à la télévision. Maputo est vue comme une cité d'or, bien loin de la vie locale dans les Quirimbas.

Par ailleurs, les enquêtes ont montré que les aspirations des gens d'Ibo (autres que les jeunes) sont encore très liées aux ressources naturelles, comme posséder un filet ou un bateau de pêche, ce qui montre que la culture locale liée aux traditions de pêche est encore bien ancrée dans la mentalité des membres de la communauté. L'impact économique du tourisme dans ce cas peut alors ne pas influencer énormément sur le mode de vie local. Mais, les réponses apportées par les différentes personnes interrogés semblent présentées des contradictions puisque la majorité des pêcheurs semblent vouloir abandonner la pêche pour une autre forme d'emploi, moins risquée et moins contraignante, comme travailler pour le parc par exemple.

Un autre impact indirect du tourisme par la suite serait l'effet migratoire lié à l'attraction économique que suscite l'activité touristique par l'offre d'emplois notamment et l'augmentation des biens et services.

3.4. Contribution aux besoins de la communauté et redistribution des bénéfices

Pour le moment, il n'y a pas de redistribution collective sous forme de fond pour la communauté locale de la part de l'hôtel, bien que le Fond de Confiance de la Communauté ait été proposé pour permettre aux résidents locaux de fonder des micro-entreprises. Tous les intervenants du développement touristique de la région qui sont intéressés par l'aide à la communauté et à la conservation peuvent participer.

Au sein de la communauté, l'habilité à travailler dans les entreprises touristiques diffère selon le statut social des personnes considérées. Les membres de la communauté avec un statut socio-économique notable sont plus amènes à être employés dans une structure hôtelière du fait d'un niveau d'éducation et d'expérience plus élevé.

Les objectifs de l'entreprise IIS sont de réduire la pauvreté rurale à Ibo et le challenge est donc de ne pas renforcer le fossé déjà existant dans la hiérarchie sociale, en favorisant les personnes les plus éduquées de la communauté et en délaissant les plus pauvres. La redistribution des bénéfices est aussi limitée par le manque d'entreprises relatives au tourisme, comme les bars, restaurants, boutique de souvenirs. Pour le moment, le secteur touristique informel se limite à la vente de l'argenterie traditionnelle locale et au transport de bagages depuis l'aéroport.

On a pu noter aussi que les enfants s'improvisent de plus en plus guide auprès des touristes, ce qui leur permet d'en tirer certains bénéfices comme des produits alimentaires, de la monnaie, des cadeaux divers. Il ne faudra pas que la situation devienne comme à l'Île de Mozambique, où les enfants ont délaissé l'école pour suivre les touristes quotidiennement au détriment de leur propre éducation.

Par ailleurs, la restauration de l'hôtel Bella Vista a favorisé la recherche de produits locaux dans ses menus afin d'améliorer le rôle des agriculteurs dans le développement touristique. Les menus comportent certains produits locaux comme : les fruits de mer et les poissons de haute qualité ; de la viande de canard et de chèvre produite sur l'île ainsi que des œufs ; des végétaux divers (salade, concombre, tomate, patate, oignon, haricots, feuilles) ; des fruits (mangue, citron vert, papaye, cocos, cacahuètes), des condiments (café, miel, sel).

Tous ces aliments sont produits localement et leur demande permet aux agriculteurs de diversifier leur opportunité économique.

Les principaux bénéfices perçus par la population sont les effets économiques liées aux opportunités d'emplois et donc d'entrée d'argent liquide dans l'île.

Par ailleurs, ils rapportent l'intérêt du tourisme pour la rénovation du patrimoine architectural. Par rapport au Lodge, la moitié des personnes interrogées n'a pas vraiment d'avis, quand l'autre manifeste son mécontentement sur certains points dans la collaboration avec le Lodge, comme le travail forcé le vendredi alors que c'est traditionnellement le jour de repos et de prière à la mosquée.

3.5. Les contraintes à la participation de la communauté dans le développement touristique d'Ibo

Le niveau de compréhension du tourisme et des touristes par la population locale semble encore faible au vue des enquêtes récoltées.

La majorité de la population de l'île n'est pas vraiment consciente des raisons pour lesquelles les touristes visitent Ibo. Les deux raisons données le plus couramment sont que les touristes viennent pour développer des projets sur Ibo, et que les gens viennent ici pour la sympathie des gens locaux. Ces deux réponses peuvent effectivement traduire une perception biaisée de ce qu'est le tourisme. Les touristes sont en fait vus de la même façon que les intervenants des ONG et des projets de développement. De ce fait, l'attente de la population locale envers les touristes est alors irréaliste quand ils demandent la construction d'écoles et la venue de docteurs.

Il est donc très important d'éduquer la population aux différences de statut social entre les étrangers qui peuvent être touristes, développeurs, travailleurs ONG, etc. En effet, la confusion de la perception des touristes avec les fonctionnaires de l'ex-gouvernement colonial portugais semble présente dans les esprits des membres de la communauté quand on essaye d'interpréter leurs réponses. Le gouvernement en place se doit d'intervenir dans les localités touristiques afin d'expliquer la réalité de la fonction touristique aux communautés locales, ce qui n'est généralement pas fait de façon exhaustive.

Bien que les textes du Plan d'Aménagement du Parc prévoit une gestion commune entre les acteurs du tourisme, le parc et la communauté, pour le moment aucun lien n'est établi entre ces différents groupes intéressés. De plus, nous avons pu lire dans le rapport de Riddel (2006) que 73 % des personnes qu'ils ont enquêtées ne comprennent pas pourquoi le PNQ et le sanctuaire ont été créés, alors que nos enquêtes prouvent le contraire. En effet, si au départ de la mise en place du projet du parc en 2002 c'était effectivement le cas, aujourd'hui la communauté comprend l'intérêt de conservation des écosystèmes marins.

Nous pensons que c'est une incitation de l'entreprise touristique à dévaloriser les actions du parc qui leur imposent un règlement trop contraignant à son goût. De plus, l'étude affirme que 93% ont ressenti que leur opinion n'a pas été prise en compte dans le plan d'aménagement du parc, ce que nous avons pu aussi noter d'après les enquêtes sur le terrain. Les stratégies complexe de gestion comme le zonage, la taille des sanctuaires, laisse encore perplexe la majorité des membres de la communauté qui affirment à 76% ne jamais avoir été consultés dans le processus d'aménagement.

I. La cogestion : entre conflits d'intérêts et régénération des espèces marines

1. Le cas de Bazaruto, une zone de pêche difficilement partagée

Nous avons précédemment apporté des informations sur l'état de la cogestion dans la région de Bazaruto (chapitre I-partie III). On a pu voir que les plans de cogestion de la pêche artisanale intègrent les différents groupes de pêcheurs qui exploitent des espaces maritimes différents. La compréhension de ces plans par les pêcheurs n'est pas toujours effective ; ils voient dans la séparation des zones de pêche une rivalité et une concurrence naissante dans l'accès aux meilleures zones de pêche.

En séparant l'espace maritime qui était à l'origine considérée par les pêcheurs comme une zone unique de pêche, l'état a déstabilisé les relations sociales ancestrales créées autour de l'activité de pêche. Certains pêcheurs se voient refuser l'accès à des zones qu'ils exploitent ancestralement, ce qui provoque des conflits d'usage entre les communautés.

De plus, la présence de navires industriels illégaux au large des côtes du Mozambique est une menace pour la survie de la pêche artisanale. Le manque de gardes côtes et surtout de matériels d'intervention laisse les autorités gouvernementales sans possibilité d'action. Sachant l'enjeu que représente l'activité de pêche pour les communautés côtières du Mozambique, on se demande pourquoi des efforts ne sont pas faits du côté des autorités pour contrôler les eaux territoriales.

Par ailleurs, les pratiques de pêche traditionnelles comme les cérémonies de protection des zones de pêche qui sont le reflet de la gestion communautaire des ressources naturelles par les communautés, tendent clairement à disparaître. Les jeunes pêcheurs, attirés par de nouveaux produits de consommation, n'ont pas les mêmes objectifs de vie que leurs parents. A l'origine la pêche artisanale était plus une activité sociale de cohésion des communautés qu'une activité de production. Aujourd'hui les jeunes veulent des rendements pour consommer les produits qui arrivent sur les marchés des petites villes côtières et la pêche est ainsi vue comme une activité purement économique. Les surplus de pêche pratiqués avec des techniques destructrices pourraient être catastrophiques en terme écologique. Les réserves et les zones de protection totale instaurées par le parc suffiront-elles à la régénération des espèces marines ?

2. La cogestion dans les Quirimbas

2.1. L'échec du sanctuaire de Quilaléa

Les études menées sur le terrain (JOHNSTONE, 2004 ; DANIEL, 2005) et nos enquêtes ont constaté que le partenariat entre le complexe touristique et la communauté est loin d'être actuellement opérationnel, malgré son nombre d'années d'existence. Les promesses faites par l'entreprise n'ont pas été tenues, notamment parce que les responsables de la conservation et de la communauté se trouvent hors du complexe touristique.

De plus, le partenariat établi n'a pas de stratégie d'action, ni de comité de gestion et la volonté d'implication montrée par la communauté ne change rien au manque de communication entre les acteurs du sanctuaire concernés.

Les études ont par ailleurs révélé la non intégration des pêcheurs locaux dans la gestion du sanctuaire de Quilaléa ainsi que l'exclusion des pêcheurs migrants dans le processus de consultation. L'absence d'un organe de gestion du sanctuaire oblige la communauté à présenter ses revendications à l'autorité du Poste Administratif, qui n'a pas de contact direct avec les autorités de l'entreprise touristique, qui elles se réfèrent à l'administration d'Ibo où se

situe le siège du parc national des Quirimbas. Le problème réside dans le fait que la communauté de Quirimba n'est pas organisée en association ou comités capables de faire pression sur l'administration du parc et sur l'entreprise touristique de manière à satisfaire ses intérêts et montrer son rôle dans la gestion du sanctuaire.

La majeure partie des problèmes qui surviennent dans la gestion des ressources naturelles des Quirimbas en général et du sanctuaire en particulier proviennent de la fragilité des institutions locales, du manque d'organisations représentant les intérêts des communautés, de l'inexistence de mécanismes formels établis et reconnus par les partenaires en cas de non application des droits et des règles. Tous ces facteurs créent des difficultés énormes à la communauté quand elle veut exiger les bénéfices auxquels elle a le droit.

2.2 Conflits dans l'exploitation des ressources : le cas des pêcheurs migrants

L'autorité traditionnelle en accord avec la communauté voit les pêcheurs migrants comme les principaux responsables de la réduction des ressources et de la détérioration de la vie marine des îles. De leur côté, les pêcheurs migrants affirment que la mer baignant les îles Quirimbas font partie de la République du Mozambique et qu'elle appartient de fait à l'ensemble des mozambicains. Ils n'ont d'ailleurs pas de raison de respecter l'autorité traditionnelle locale sur le contrôle des pêches puisqu'ils ont une licence de l'état, ce qui leur confère les mêmes statuts et droit sur l'exploitation des ressources marines que les résidents locaux.

De plus, les pêcheurs migrants cherchant à maximiser les profits, pêchent même à l'intérieur du sanctuaire durant la nuit. La parole d'un pêcheur migrant rapporte « *que le sanctuaire fut créé pour augmenter les espèces marines afin de satisfaire les nécessités de l'activité touristique (la plongée en l'occurrence) , mais pas dans l'intérêt de la communauté* ».

Ces paroles plutôt lucides des pêcheurs migrants sur les intentions réelles de l'entreprise touristique peuvent s'expliquer par le fait qu'ils ont été exclus du processus de consultation lors de la mise en place du partenariat communautaire et qu'ils n'ont ainsi pas subi « d'endoctrinement » par les institutions gouvernementales et les gestionnaires touristiques comme le reste de la communauté.

Par ailleurs, le conflit institutionnel entre l'entreprise touristique, le parc (soit l'Etat) et la communauté est prédominant. Les représentants de l'entreprise privée communiquent constamment avec les autorités d'Ibo, excluant les utilisateurs des ressources et les habitants originels de la zone. Ainsi, la taille du sanctuaire a été augmentée sans même prévenir la communauté qui n'a pas su au final si la décision a été prise au niveau du district ou de la province, voire même si l'entreprise ne l'a pas fait de sa propre volonté et librement.

En conséquence, l'autorité du Poste Administratif de Quirimba se sent dévaluée dans le processus de prise de décision et considère que les autorités du district usurpent leur rôle dans le processus de gestion.

De plus, concernant les conflits, la communauté attend et espère toujours que l'entreprise touristique respecte ses obligations de distribution des bénéfices (30% des recettes de l'hôtel) et de création d'emplois. A la base, l'hôtel devait privilégier les natifs déplacés des îles pour la création d'emplois, mais elle n'a engagé au final que des personnes venues de Pemba ou d'ailleurs. De nombreuses plaintes ont été déposées auprès du chef du Poste Administratif à ce sujet. Les habitants s'interrogent : « *tous les jours nous voyons des avions et bateaux entrer et sortir de Quilaléa...les touristes restent là pour dormir , l'hôtel fait donc de l'argent. Alors où est notre part promise ?* ». Le complexe touristique a contribué à la construction d'un

hôpital sur Quirimba comme promis, cela avait bien débuté mais s'est arrêté brutalement, soi-disant par faute de moyen.

2.3. La cogestion, seule solution pour les communautés ?

Au final, l'ouverture à l'économie libérale du marché a entraîné la création de lois pour favoriser les droits des communautés en matière d'usage des ressources marines, mais on a pu voir dans cet exemple que les lois présentent encore des difficultés d'application au niveau local, les entreprises étrangères profitant de ces lacunes institutionnelles. En effet, sans aucun organe de gestion représentatif et dédié à la distribution des fonds, la transparence dans le processus de redistribution semble difficile. Il en résulte un sentiment d'hostilité relative de la part des résidents locaux qui se sentent dépossédés des richesses de leur territoire ancestral. Le parc national des Quirimbas, qui a été créé après le sanctuaire en 2002, a également prévu dans son plan de gestion l'intégration des communautés se faisant porte parole de celles-ci auprès des infrastructures touristiques, ce qu'il ne fait absolument pas pour les familles de pêcheurs de Quirimba dans le cas du sanctuaire de Quilaléa.

Malgré toutes les contestations des autochtones, toutes les personnes interrogées sur Quirimba ont reconnu être conscientes de l'action bénéfique du sanctuaire sur les écosystèmes, puisqu'ils voient réapparaître des espèces quasiment disparues et que les stocks de pêche recommencent à être abondants. Ils considèrent cela comme un bénéfice pour eux, certainement l'unique bénéfice qu'ils ont pu percevoir jusqu'aujourd'hui. Ils avouent que l'implantation du sanctuaire fut difficile au départ, mais que plusieurs années après, ils comprennent désormais son intérêt. A l'inverse, ils sont aussi conscients de ce que leur a coûté ce sanctuaire dans leur vie, notamment : la restriction de l'usage des ressources ; l'insécurité de la possession car auparavant toutes les ressources étaient propriétés de l'Etat et ils n'avaient donc pas de souci à se faire sur la privatisation des biens ; la réduction du rôle des autorités locales sur la gestion des ressources naturelles.

Par ailleurs, les conflits sont générés par une différence de perception des acteurs entre eux. Les acteurs privés voient les communautés comme des destructeurs de l'environnement incapables de gérer les ressources naturelles de façon responsable (alors que les études ont prouvé le contraire). La communauté, quant à elle, voit le sanctuaire comme une tentative de satisfaction des intérêts des étrangers, une limitation de leurs activités et une tentative de destruction des valeurs et du mode de vie acquis et transmis depuis des générations. Le cercle vicieux du conflit s'entretient au fil des années, le dialogue entre les deux groupes n'étant absolument pas favorisé par les institutions gouvernementales. Seuls les scientifiques, lors de leur investigation sur le terrain réussissent au final à dialoguer avec l'ensemble des acteurs, mais leurs recommandations ont malheureusement des difficultés à être prises en compte dans le processus de gestion.

Avec l'exode de la population continentale vers la côte durant la période de guerre et plus tard avec l'arrivée des pêcheurs venus de la province de Nampula, l'effort de pêche a considérablement augmenté dans l'archipel des Quirimbas. Bien que des conditions favorables à la croissance économique au Mozambique aient été mises en place depuis cela, cette pression de pêche semble restreindre les potentialités écologiques de la zone en exerçant un impact négatif sur la durabilité des écosystèmes.

Les acteurs qui influent le plus significativement sur l'exploitation des ressources maritimes de la baie de Montepuez sont les compagnies de *cavogo* de l'île de Quirimba, de Quissanga,

et Mefunvo. L'effort de pêche et la baisse des captures peuvent affecter la pêche traditionnelles dans les prochaines années.

Concernant l'état des ressources, tous les signaux semblent indiquer un déclin de la production dans les années qui viennent. La protection des herbiers de phanérogames marines paraît particulièrement importante pour le maintien de la pêche traditionnelle. En effet, ces écosystèmes d'herbiers participent activement dans la reproduction des ressources de pêche et sont donc particulièrement importants à la survie de la communauté. Les pêcheurs se sont montrés conscients de la pression qu'ils exercent sur les herbiers marins, reconnaissant aussi leur importance comme zone de reproduction pour diverses espèces de poissons et donc la nécessité de les protéger.

3. Pratiques de pêche alternatives

Selon l'étude de Norad (2002) sur le secteur de la pêche au Mozambique, un des principaux problèmes de la pêche traditionnelle est lié au manque de technologie adéquate ou de capacité technique pour diversifier leurs pratiques.

Un des objectifs de la fondation Aga Kahn impliquée dans le développement de la pêche artisanale dans l'archipel des Quirimbas consiste à délocaliser l'effort de pêche autour des herbiers vers des zones plus profondes à l'est des récifs de corail.

La production d'algues marines (algues rouges *Eucheuma denticulatum* et *Kappaphycus alvarerii*) pourrait aussi devenir une importante source de profit et une alternative à la pratique de la pêche dans les Quirimbas. Selon la fondation Aga Khan, la production d'algues marines représente un succès à Arimba au sud de la baie de Montepuez. Les producteurs sèchent les algues et les vendent à l'entreprise qui les commercialise pour les marchés internationaux (asiatiques).

II. Les parcs marins : dichotomie entre les plans d'aménagement et la réalité de terrain

1. Critique des objectifs annoncés par le plan d'aménagement

Les plans d'aménagement des parcs marins de Bazaruto et des Quirimbas prévoient tous les deux la nécessité de l'intégration des communautés dans le processus de gestion des ressources naturelles et celle de la participation des individus aux activités touristiques.

On a pu voir qu'aucune action concrète n'a été engagée par les autorités du parc et que les communautés pour protéger leurs droits et revendiquer leur participation, tentent actuellement de se regrouper en association afin d'obtenir un pouvoir de parole aux yeux de l'Etat et des gestionnaires du parc. Les exemples des associations communautaires Thomba Yedho à Bazaruto et AMA aux Quirimbas ont été développés afin de montrer l'intérêt réel des communautés à participer au développement socio-économique des îles.

Par ailleurs, concernant les objectifs matériels visés par les institutions qui financent le parc marin des Quirimbas, la plupart n'ont pas été réalisés. Malgré la somme fournie par l'AFD de plusieurs millions d'euros, 5 ans après, il n'y a toujours pas de bureau officiel du WWF sur l'île d'Ibo, la compétence et le travail fourni par les écogardes sont plus que douteux d'après notre expérience sur place. Une liste de recommandations sur la gestion du parc nous a même été demandée par le bureau du WWF de Pemba (donnée en annexe), ce qui montre le manque de synergie entre les différents intervenants du parc. Le poste administratif de Quirimba réclame un bateau depuis des années pour la surveillance de l'île. En effet, elle abrite des sites de ponte de tortues qui sont chassées par des pêcheurs migrants. Le plan d'aménagement du parc stipule pourtant l'intérêt de la conservation des tortues marines dans la zone du parc. Les communautés perçoivent donc les paradoxes existants entre les textes présentés lors des réunions communautaires, qu'ils avaient alors dû signer pour que les autorités implantent le parc, et la réalité 5 ans après. Certains se sentent manipulés par le gouvernement, mais dans le fond ne sont pas étonnés. Les îles des Quirimbas ont été l'objet de plusieurs changements sociaux au court du temps et les communautés en ont toujours subi les conséquences.

2. La redistribution du fond communautaire

La question financière fait le plus débat dans les communautés des îles protégées. Le gouvernement et les opérateurs touristiques ont promis lors de la mise en place des parcs, qu'un fond monétaire constitué par les bénéfices des taxes d'entrée dans le parc et d'une part des recettes des hôtels, serait distribué aux communautés résidentes afin de compenser les contraintes imposées par la restriction de la pêche. L'étude des deux exemples de cas a montré que les bénéfices perçus par la population locale restent bien inférieurs à la part promise et qu'ils ont surtout contribué à la construction de quelques infrastructures (école, poste de santé). Les résidents des îles interrogés se demandent tous pourquoi l'argent gagné par le parc et les hôtels n'est pas redistribué alors que des textes et des réunions ont été établis sur le sujet. Le WWF présente pourtant un rapport chiffré prouvant la redistribution aux associations communautaires pour les îles de Bazaruto. Un séjour sur place nous a clairement montré que l'argent n'a effectivement pas été perçu par les communautés compte tenu de la pauvreté des conditions des habitants.

Concernant les Quirimbas, le sujet reste également tendu. Le bureau du WWF que nous avons interrogé sur le sujet, a tenté d'expliquer que pour le moment les fonds étaient conservés sur

un compte et qu'un projet de redistribution ne tarderait pas à venir. Parallèlement, les habitants des îles du parc attendent depuis 5 ans leur part promise lors de la signature du projet.

De plus, la stratégie d'autofinancement du parc reposant sur le prélèvement de taxes auprès des touristes et des opérateurs touristiques bride certains entrepreneurs dans leur proposition d'investissement, comme c'est le cas à Ibo. Nous présentons en annexe le récit de vie de Janine qui s'est installée la première sur Ibo pour faire du tourisme et qui a depuis dû quitter l'île à cause de l'implantation du parc.

III. Le tourisme, activité rentable pour les communautés de pêcheurs?

1. Comparaison des études de cas

Les exemples de cas montrent que la contribution de l'activité touristique pour les communautés reste faible pour le moment. Le nombre d'emplois locaux reste nettement inférieur à celui des emplois provenant du continent, du fait notamment du faible niveau d'éducation et de formation professionnelle des communautés des îles.

Par ailleurs, les enquêtes démontrent une volonté d'intégration de la population locale dans l'activité touristique, ce qui représente un réel potentiel pour le futur.

L'activité touristique semble plus diversifiée dans l'archipel des Quirimbas que dans celui de Bazaruto où le caractère culturel et historique de l'île n'a pas du tout été mis en avant. Au contraire, à l'exemple d'Ibo, la stratégie touristique dans les Quirimbas repose sur une autre composante que les ressources naturelles offertes par les îles. L'intérêt pour le passé et la culture locale a facilité l'intégration de la communauté dans le processus touristique. Au final, quand on compare les différents espaces étudiés mis en tourisme par le gouvernement et les investisseurs privés, c'est l'île d'Ibo qui présente le moins d'impacts négatifs et le plus de bénéfices liés à la présence touristique pour la communauté, du fait notamment de la revalorisation du patrimoine culturel. La rénovation des ruines coloniales par les entreprises privées est un bénéfice pour tous car elle contribue à la réhabilitation d'un paysage oublié par le temps et l'Etat, le rendant vivant et moderne. L'effet psychologique de l'embellissement du paysage urbain est important pour les habitants de l'île, qui se sont sentis isolés voire abandonnés après l'indépendance du pays. Le tourisme a ainsi un effet positif sur la perception de la communauté sur son propre espace de vie. Au lieu de la contemplation quotidienne de ruines jonchant la ville qui lui donnaient une allure de ville fantôme, les résidents entrevoient aujourd'hui une lueur d'espoir grâce à une redynamisation économique de leur île amorcée par le tourisme.

2. Le comportement des touristes : Racisme dans le tourisme au Mozambique

Le ministère du tourisme a enregistré de nombreuses plaintes de racisme en particulier dans le secteur touristique sud. Il réplique que « le racisme, qui est inséré dans le cadre des activités touristiques, est inacceptable, c'est pourquoi la loi du Tourisme incite les citoyens à dénoncer et combattre les pratiques de discrimination qui seront traitées par les gouvernements provinciaux ». Le ministère va travailler avec les associations de l'industrie hôtelière et les agences de voyage afin de les rendre plus conscientes du problème. « *La prise de conscience du racisme est une composante principale dans la collaboration avec les partenaires sud-africains, car la majeure partie des plaintes résultent de contacts avec les*

Boers sud-africains »⁴¹.

De tels comportements chez les touristes sud-africains, que nous avons pu par ailleurs constater également, laissent penser qu'ils pourraient exister aussi de la part des gestionnaires des hôtels de même nationalité, ce qui pourrait expliquer dans un sens le manque de considération envers les communautés locales.

3. Le tourisme hors des zones protégées

Concernant nos zones d'étude, les zones les plus belles en matière de paysage ont été classées (notamment les îles), mais le littoral accueillant un tourisme moins contrôlé (Vilanculo, Pemba) a subi d'énormes modifications du paysage. La densité de la population résidant sur le littoral est un frein au processus de conservation car imposer des restrictions dans un espace anciennement occupé et exploité, semble quasi impossible. Des zones moins peuplées et généralement plus isolées sont donc choisies comme objet de conservation, souvent aux dépens des habitants qui doivent après-coup s'adapter à leur nouvel environnement "protégé". L'état mozambicain ne pouvant assurer l'entière gestion de son environnement côtier favorise donc l'investissement privé, par la délivrance de concessions d'exploitation. Ainsi, plusieurs îles du nord de l'archipel des Quirimbas (exemple de l'île de Quifuqui) qui n'avaient pas été prises en compte dans les limites du parc national, ont alors été "rachetées" par des étrangers. La privatisation de ces îles contribue dans un sens à la protection de l'environnement et de ce fait au développement touristique, et dans un autre crée des tensions sociales entre les différents groupes exploitant originellement ces îles. En effet, elles étaient auparavant habitées et exploitées par des pêcheurs migrants tanzaniens en situation illégale de pêche vis à vis de l'état, mais en situation reconnue par les pêcheurs locaux. L'expulsion de ces pêcheurs étrangers a entraîné leur arrivée en ville (Mocimboa da Praia) et a favorisé l'augmentation de l'insécurité (vols, crimes). Dans un système traditionnel d'organisation socio-économique, le moindre changement du modèle entraîne des perturbations au sein de la communauté. Anticiper ces effets devrait être une priorité de l'état qui se doit de protéger les populations vulnérables.

Entretien à Mocimboa da Praia (décembre 2006) sur l'expulsion des pêcheurs des îles nord des Quirimbas:

Quand ils pêchaient sur les îles, ils utilisaient une petite barque pour naviguer entre 3 et 5 km au maximum. Aujourd'hui ils ont dû recommencer une vie sur le continent après le rachat des îles par des investisseurs touristiques étrangers et l'expulsion des résidents temporaires. Mais depuis la ville de Mocimboa, les zones de pêche sont loin de la côte et les pêcheurs ont donc besoin d'une embarcation plus importante pour naviguer au large. Hors, l'achat d'un bateau reste très cher pour un simple pêcheur, l'investissement dans du matériel de pêche ou de navigation restant quasi impossible pour une grande majorité d'entre eux. Les pêcheurs se sont regroupés en coopératives suite à leur expulsion des îles, Mocimboa formant le centre de pêche le plus important de la région de l'extrême nord mozambicain. Certaines personnes interrogées ont manifesté leur regret de ne pas pouvoir acheter collectivement un bateau de grande taille, cela restant apparemment encore impossible du fait d'un manque d'éducation des pêcheurs par rapport à l'investissement collectif, le droit à la propriété, etc.. Les pêcheurs interrogés parlent de plus de tensions voire de conflits entre les habitants de Mocimboa et les autres pêcheurs expulsés des îles.

En effet, les vols et agressions ainsi qu'un climat d'insécurité auraient largement augmenté

⁴¹ Victoria Diogo, secrétaire permanente du MITUR, in : Tempo, n°1548, 2004, p 14.

depuis quelques temps dans la ville, ce qui laisse penser à la population que les pêcheurs étrangers en sont les responsables.

Le tourisme, hors des zones de contrôle institutionnel, bouleverse également l'organisation sociale des communautés de pêcheurs. La cohabitation entre opérateurs touristiques, touristes et communautés locales représente donc le défi du Plan stratégique de développement du tourisme dans les zones côtières du Mozambique.

4. Potentialité touristique au Mozambique : les touristes réunionnais

Le tourisme peut et doit aider les peuples à se rapprocher les uns des autres dans un élan de tolérance et de respect mutuels, à prendre conscience de leur unité dans la diversité (peuples, religions, cultures) et à vivre leur pluralité dans la tolérance (amitié, fraternité).

Les réunionnais en quête d'histoire identitaire peuvent trouver au Mozambique, un sentiment d'appartenance culturelle s'expliquant par les relations étroites entretenues entre ces deux contrées depuis des siècles mais quasiment inexistantes aujourd'hui. Certains projets ont d'ailleurs vu le jour entre le Mozambique et La Réunion, autour notamment de l'île de Mozambique, lieu phare de la déportation des esclaves mozambicains vers La Réunion, avec la mise en place d'une stèle de commémoration de la traite des esclaves valorisant ainsi la mémoire collective.

Il est vrai qu'à la suite de nos deux voyages de terrain, nous pouvons affirmer que l'île de La Réunion reste très peu connue des mozambicains, que ce soit des urbains ou plus logiquement des ruraux, alors que ses deux îles voisines Madagascar et Maurice, qui ont eu largement moins de relations historiques avec le Mozambique, sont mieux localisées dans l'imagerie collective. Cela représente vraiment un manque à combler au niveau culturel mais aussi économique pour le gouvernement français et plus précisément la région Réunion. Il est temps de réactiver les relations et d'aider les mozambicains dans leur perspective de développement socioéconomique. A l'image de Madagascar, profondément aidé par le gouvernement et la population réunionnaise (on a pu le voir avec les dons envoyés lors des cyclones ou des catastrophes naturelles), le Mozambique peut également trouver sa place dans le cœur des réunionnais. Car même s'ils ont tendance à moins le revendiquer, leur origine est autant malgache que mozambicaine.

Bien sur, la lusophonie du Mozambique est un frein au tourisme français, et notamment réunionnais, car déjà les habitants de la belle île qui parlent anglais sont peu nombreux, alors le portugais apparaît évidemment comme une contrainte de plus. Mais, avec le développement du tourisme international et l'apprentissage de l'anglais à l'école, le Mozambique s'ouvre actuellement à des nouvelles perspectives linguistiques. De plus, l'impact percutant de la musique américaine et plus particulièrement de la culture hip hop chez les jeunes nous laisse présager que les générations futures s'intéresseront de moins en moins à l'étude du portugais au profit de celle de l'anglais.

Conclusion

Le gouvernement mozambicain a pris un certain nombre de mesures institutionnelles pour développer les zones côtières du Mozambique. Les parcs nationaux, qui ont pour but de conserver et de gérer les ressources naturelles, ont été privilégiés pour mettre en place des plans de gestion prévoyant la participation des communautés locales dans le processus de protection des ressources maritimes.

L'étude des plans de cogestion existant dans les parcs de Bazaruto et des Quirimbas nous a montré que les autorités, qui connaissent pourtant les pratiques de pêche traditionnelles telles que les migrations saisonnières et les cérémonies de protection des espaces maritimes, n'ont pas pris en compte les composantes culturelles de la pêche artisanale. Il en résulte des conflits d'utilisation des ressources et de l'espace exploités par les communautés de pêcheurs. Le problème réside, à nos yeux, dans le fait que les plans de gestion émanent directement de modèles issus des pays occidentaux qui se sont implantés grâce aux actions et aux financements d'organismes internationaux tels que le WWF. Les plans de gestion et d'aménagement des parcs apparaissent alors comme une « couverture légale » qui favorise plus généralement les intérêts du gouvernement et des entrepreneurs étrangers.

Pourtant, lorsqu'en 2004, la secrétaire permanente du ministère du tourisme⁴² s'exprime sur la situation touristique au Mozambique, elle prétend que quatre ans après la création du Ministère du Tourisme (MITUR), le secteur touristique est de plus en plus valorisé et démontre qu'il est l'un des secteurs vitaux du développement du pays et de la réduction de la pauvreté. Reconnaisant les merveilles de la Nature que possède le territoire mozambicain, le gouvernement pense que « *le tourisme va croître et se transformer en une grande industrie : c'est le futur pétrole du Mozambique* ».

Le gouvernement affirme que la nouvelle politique approuvée en 2005 a pour objectif la promotion d'un tourisme durable et responsable, donnant priorité à la diversification des marchés et contribuant à la réhabilitation, à la conservation et à la protection des écosystèmes et du patrimoine naturel du pays.

Quelle ironie quand l'on sait qu'au même moment le gouvernement accorde des concessions d'exploitation pétrolière à des compagnies étrangères pour une longue durée dans des zones maritimes où sont déjà implantées des concessions touristiques et notamment à proximité de zones classées en parc national par les autorités!

Un réel paradoxe existe donc au sein du gouvernement dans la stratégie de développement économique du pays.

D'un côté, les eaux territoriales sont vendues comme de vagues terrains désaffectés alors qu'elles sont exploitées depuis des siècles par les populations locales à des fins d'autosubsistance alimentaire basée sur la pratique de la pêche, et d'un autre côté les îles sont vendues à des promoteurs touristiques et classées en zone protégées par le gouvernement.

Il semble que le mode opératoire de l'Etat et la stratégie de développement reposent sur le profit économique à court terme, ce qui traduit une profonde hypocrisie face aux textes de lois existants où sont stipulés les intérêts des communautés à long terme, l'intérêt d'un tourisme et d'un développement durable dans les zones protégées. La dualité du gouvernement est ici mise à nue : les textes de lois sont écrits pour satisfaire la communauté internationale et ainsi faciliter la perception de subventions d'aide au développement, mais ne sont absolument pas appliqués à l'échelle locale. Pire encore, l'Etat accorde des concessions territoriales à des entreprises privées et ne prévient la population qu'après coup, ce qui fait que le processus de consultation des communautés rendu obligatoire par la loi n'est pas respecté et qu'elles soient

⁴²

Revue mozambicaine Tempo, n°1548, Setembro 2004, p 11.

en accord ou non avec le projet, ne changera rien en fin de compte au niveau de la décision. Car comment les communautés traditionnelles, pauvres et isolées peuvent-elles faire le poids face aux géants économiques du pétrole ?

Au travers des exemples de ces deux archipels, nous avons voulu montrer que les lieux touristiques au Mozambique se développent selon une logique gouvernementale impulsée par la communauté internationale. Dans le processus de mise en tourisme, le rapport au lieu est ici historique, avant d'être physique. Nous pensons que dans le cas des îles des Quirimbas et de Bazaruto, « *la qualité des lieux ne dépend pas de leur seule matérialité : entrent aussi en jeu la situation géographique ainsi que le regard des sociétés.* » (M.I.T., 2002).

L'identité culturelle des communautés de pêcheurs semble bien loin de la société de consommation qui s'active à Maputo et elles ne font partie de l'état-nation qu'au regard de la loi. Les entrepreneurs du tourisme et du pétrole se battent aujourd'hui pour valoriser leur droit d'exploitation dans les zones côtières du Mozambique et s'affrontent même autour des limites des parcs nationaux marins établis dans un souci de conservation.

Ces îles sont des territoires qui, par le passé, ont connu de nombreux changements socio-économiques liés à la dynamique du peuplement mondial. Oubliées de la décolonisation jusqu'à la révolution libérale, le gouvernement les a remises au devant de la scène internationale au profit des étrangers par le développement du tourisme et plus récemment par celui de l'activité pétrolière.

Mais ces dirigeants pensent-ils aux intérêts de communautés qui peuplent originellement les îles ? Certes, leur intérêt est théorique puisqu'il est revendiqué dans les textes de lois, mais l'est-il concrètement ? On a pu voir que nombre de fois, la loi a été facile à détourner pour les investisseurs étrangers qui manipulent l'autorité communautaire à l'aide du gouvernement. Les intérêts centraux de l'Etat sont favorisés au détriment de ceux des communautés locales dans un but de développement économique du pays à court terme. Car de quelle durabilité parle-t-on face à la menace environnementale engendrée par l'activité pétrolière à proximité de zones exploitées humainement à des fins de subsistance alimentaire ? Quand il n'y aura plus de poissons à pêcher, le gouvernement assurera-t-il un ravitaillement à vie des communautés par une distribution de boîtes de conserve ... ?

Il est dommage que l'Etat n'ait pas choisi le tourisme plutôt que le pétrole comme moteur de développement durable des zones côtières, même si l'on reconnaît l'intérêt financier de ce choix pour le gouvernement. Même si l'on a pu voir que la contribution du tourisme pour l'avenir des communautés reste encore faible, il faut relativiser en tenant compte que c'est une activité récemment développée et que certains investisseurs tentent quand même d'apporter un soutien aux communautés locales.

Il est vrai que si une réputation internationale fait encore défaut au développement du tourisme au Mozambique, malgré la présence de sites remarquables, il faut reconnaître l'énorme potentiel culturel et naturel à valoriser.

En France, les sites touristiques du Mozambique sont présentés comme les dernières terres de conquête à l'ère du monde fini : « *qui en France, connaît [..]l'île de Benguerra ? Elle abrite pourtant un parc national depuis 1971 et se trouve dans l'archipel de Bazaruto, au large du Mozambique. La fin de la guerre civile en fait désormais une nouvelle destination touristique. La liste des lieux dont le nom ne parle pas à grand monde mais qui sont désormais très fréquentés s'allonge constamment, les paradis insulaires étant évidemment très touchés par ce mouvement.* » (M.I.T., 2002).

Ces îles ne parlent peut être pas à grand monde et c'est bien dommage, car ne représentent-elles pas le point de départ de la naissance de nombreuses nations du monde tel qu'on le connaît aujourd'hui ?

BIBLIOGRAPHIE

- ABELES Marc, BELLIER Irène, COHEN Patrice...[et al.] sous la direction de Christian GHASARIAN, 2002. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris : A. Colin, 248 p.
- Agence Française de Développement (AFD), 2005. *Paroles d'acteurs n°5, Gestion durable de la biodiversité*. Paris : AFD, 42 p.
- AGIER Michel, AUGE Marc, 1997. *Anthropologues en danger : l'engagement sur le terrain*. Paris : J-M.Place, 124 p.
- ALMADA E., BRITO A., 2001. *Groundfish survey in the waters off Mozambique during 1998*. Maputo : IIP, 15 p.
- ANGOT Michel (Pref de FONTAINE M.), 1961. *Vie et économie des mers tropicales*. Paris : Payot, 326 p
- APPADURAI Arjun, BOUILLOT Françoise, FRAPPAT Hélène, ABELES Marc, 2005. *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris : Payot, 333p.
- ARPAC (Arquivo do Património Cultural), 1997. *Cultura, Terra e Agua, Inventariação de Práticas de Gestão dos Recursos Naturais nas regiões costeiras de Inhassoro, Buzi e Pemba-Metuge*. Maputo, 108 p.
- ASTRUC Joël, 1996. *L'impact du tourisme : critères d'évaluation et gestion locale (exemple de la côte du Roussillon)*. Université Paris I, ? p. (Th Doctorat Géographie : Paris I : 1996) (CAZES Georges : Directeur de thèse)
- BATEY E.K., 2004. *Guida consultantes Lda, situation Analysis Vilanculo Mocambique*. Maputo, 72 p.
- BECHTEL P., 2004. *Background Reader Ibo Island, Summary socio-economic report*. Maputo: WWF. 37p.
- BENTO C, 2000. *Contactos de cultura pos-gamicas na costa oriental de Africa. O caso concreto das ilhas Querimba ou Cabo Delgado*. Maputo : Universidade Eduardo Mondlane, 86 p .
- BLANC M-O, 1997. Le corridor de Maputo. *Afrique contemporaine*, numéro spécial : Afrique du Sud-Afrique Austral : Interdépendance et antagonisme. La documentation française, trimestriel N°184, pp 133-140.
- Boletim da Republica. *Publicação oficial da Republica de Moçambique*. Serie I- Numero 34, 30 août 2005, Maputo, 33p.
- BONNEMAISON Joël, 2004. *La géographie culturelle*. Cours de l'Université Paris IV-Sorbonne 1994-1997, Paris, CTHS, 2^{ème} édition, 152 p.
- BOUILLON Florence, FRESIA Marion, TALLIO Virginie, 2005. *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*. [avec les contributions de : Estelle D'halluin, Didier Fassin, Jean Copans, Julie Baujard, Elie Goldschmidt, Michel Agier], Paris : CEA-EHESS, 208 p.
- BOYER Marc, 2002. Comment étudier le tourisme?. *Ethnologie française* 2002/2, Tome XXXVII, pp. 393- 404.
- BOYER Marc, 2005. *Histoire générale du tourisme du XVI^e au XXI^e siècle*. Paris : L'Harmattan, 327 p.
- BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, 1998. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris :Reclus-Dokumentation Française, 3^{ème} édition, 520p.
- BRUNT Paul, COURTNEY Paul, 1999. Host perceptions of sociocultural impacts. *Annals of Tourism Research*, vol 26, n°3, pp 493-515.

- BRUSTLEIN V., CAHEN Michel, WANIEZ Philippe . Pour un atlas social et culturel du Mozambique. *Lusotopie*, Université de Bordeaux, vol. 2002/1, p. 305-362.
- BUDEANU Adriana, 2005. "Impacts and responsibilities for sustainable tourism: a tour operator's perspective", *Journal of Cleaner Production*, n°13, pp 89-97.
- CAHEN Michel, 1994. Mozambique : Histoire géopolitique d'un pays sans nation. in : *Lusotopie, Géopolitique des Mondes Lusophones*, n°1-2, CEAN, L'Harmattan, pp 213-266.
- CAHEN Michel, 2000. D'un marxisme de saveur protestante à un néolibéralisme sans âme ?. Pays lusophones d'Afrique : Sources d'information pour le développement (Angola, Cap-vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe). CEAN, *Ibiscus* , pp151-186.
- CARDOSO F.J., 1998. Mozambique: guerres et nationalismes. in : *Politique Africaine*, n°29, Karthala, pp 47-48
- CARRILHO J., 2005. *Ibo, a casa e o tempo*. Universidade Eduardo Mondlane : Edicoes FAPF, Maputo, 124 p.
- CAUVIN-VERNER C, 2006, "Les objets du tourisme, entre tradition et folklore", *Journal des africanistes 76-1* : Sahara identités et mutations sociales en objets, [en ligne], consulté le 30 janvier 2008.
- CAZES Georges, 1989. *Les nouvelles colonies de vacances : le tourisme international à la conquête du Tiers-monde*. Paris : L'Harmattan, 329 p.
- CAZES Georges, 1992. *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*. Paris : Bréal, 191 p.
- CAZES Georges, 1992. *Tourisme et tiers-monde, un bilan controversé*. Paris : L'Harmattan, 207 p.
- CHABOUD Christian, 1999. *Appui scientifique au Projet de promotion économique de la Pêche Artisanale au Mozambique*. IRD Montpellier : rapport n°1, 53 p.
- CHABOUD Christian, 2000. *Appui scientifique au Projet de promotion économique de la Pêche Artisanale au Mozambique*. IRD Montpellier : rapport n°2, 31 p.
- CHATEL Bénédicte, 2003. Spécial Mozambique : au-delà des méga-projets. *Marchés tropicaux et Méditerranéens* (numéro spécial novembre 2003), pp 2247-2463.
- CLAQUIN Bérengère, 2004. Vulnérabilité de l'environnement littoral et développement touristique dans la région de Tuléar (Sud-Ouest de Madagascar) : contribution à l'étude de cas des villages de pêcheurs Vezo de Mangily et d'Anakao. Université de La Réunion : Mémoire de DEA, 105 p.
- CLAVAL Paul, 1995. *La géographie culturelle*. Paris : Nathan, 384 p.
- CLAVAL Paul, 2003. *Géographie culturelle, une nouvelle approche des sociétés et des milieux*. Paris : Colin, 287 p.
- CLAVAL Paul, SINGARAVELOU, 1995. *Ethnogéographies*. Centre d'études de géographie tropicale, Laboratoire Espace et culture. Paris : L'Harmattan, Coll : Géographie et cultures, 370 p.
- COLMEGNA Miro, 2000. *Etude de la filière pêche traditionnelle dans le Menabe central (Madagascar) : interaction entre communication et développement*. Suisse : Université de Neuchâtel, 149 p. (Mémoire de Maîtrise de Géographie : Neuchâtel 2000) (CHIFELLE Frédéric : Directeur de mémoire)
- COPANS Jean, 2005. L'enquête ethnologique de terrain. Paris : Armand Colin, 127 p.
- CRESSWELL & GODELIER, 1976. Modèle d'enquête sur les techniques de pêche . In : *Outils d'enquête et analyse anthropologiques*, 290 p. Paris : Cresswell & Godelier, pp 183-195

- DA CONCEICAO Antonio Rafael Fernandes, 1993. Situations identitaires des populations côtières du nord mozambicain (Cabo Delgado) :1929-1979. Université Paris 8, 330 p. (Th de Doctorat Anthropologie : Paris 8, 1993) (REY Philippe : Directeur de thèse)
- DAVID Gilbert, 1992. Traditional village fishing, food security and development of fisheries in Vanuatu. Port Vila : Mission Orstom, 53 p.
- DE ALMADA NEGREIROS A.L., 1904. *Le Mozambique*. Paris : Challamel, 198 p.
- DE KADT Emmanuel, 1979. *Tourisme, passeport pour le développement? Regards sur les effets culturels et sociaux du tourisme dans les pays en développement*. Paris : Economisa, 346p.
- DE PAULA E SILVA Rui, 2001. « Environmental Impact Assessment in Mozambique a minimalist approach ». in : *Populações, ambiente e desenvolvimento in Africa*, Instituto superior de ciencias sociais e politicas, Universidade tecnica de Lisboa, pp 225-234.
- DE SINGLY François, 1998. L'enquête et ses méthodes : le questionnaire. Paris : Nathan Université, 126 p.
- DECOUDRAS Pierre-Marie, 2006. Médiation spatiale-Recherche conduite dans le cadre du projet de Réserve de biosphère, Atoll de Fakarava, Tuamotu, Polynésie Française. In : *Séminaire Environnement et Mobilités géographiques 2004-2005*. Paris : PRODIG, pp 31-50.
- DEPREST Florence, 1997. *Enquête sur le tourisme de masse, L'écologie face au territoire*. Paris : Belin, 227 p.
- DESMICHEL Pascal, 2000. *Réalité économique et perception sociale du tourisme en milieu rural fragile : analyse à partir de territoires du grand Sud-Ouest français*. Université de Limoges, 419 p. (Th Doctorat Géographie : Université de Limoges : 2000) (BALABANIAN Olivier : Directeur de thèse)
- DEWAILLY J.M., 2006. *Tourisme et Géographie, entre pérégrinité et chaos ?* Paris : L'Harmattan, 221 p.
- DOMINGOS Luis Tomas, 2002. La question de l'identité ethnique et la formation de l'Etat-Nation au Mozambique : le cas des Sena de la vallée du Zambeze. Université Paris 8, 413 p. (Th Doctorat Sociologie : Paris 8 : 2002) (REY Philippe : Directeur de thèse)
- DOZON Jean-Pierre, 2008. Une anthropologie en mouvement : l'Afrique miroir du contemporain. Versailles : Ed.Quae, 272 p.
- DRAFT, 1998. *Politica nacional de Gestão costeira*. Maputo, 30 p.
- DRAFT, Ministerio do Turismo, 2003. *Plano Estratégico para o desenvolvimento do Turismo em Moçambique*. Maputo, 30p.
- DUHAMEL Philippe, KNAFOU Rémi, 2003. Tourisme et littoral:intérêt et limites d'une mise en relation. *Annales de Géographie*, n°629, p.47-67.
- DUTTON T.P., ZOLHO R., 1990. *A conservation master plan for sustained development of the Bazaruto Archipelago*. Report to the Minister of Agriculture, Mozambique. WWF and Southern Nature Fondation, 96 p.
- DWYER L., FORSYTH P., SPURR R., 2004. Evaluating tourism's economic effects:new and old approaches. *Tourism Management*, n°25, pp 307-317.
- ENDERS Armelle, 1994. *Histoire de l'Afrique lusophone*. Paris : Editions Chandeigne, 158 p.
- ENOSSE Cecilia, 2001. *Local and community integrated coastal zone management, Bazaruto Archipelago conservation project*. Maputo: WWF, 7p.

- Equipe MIT, "Mobilité, itinéraires, tourisme", Université Paris 7-Denis Diderot ; Philippe Duhamel, Jean-Christophe Gay, Rémy Knafou [et al.] avec la collaboration d'Olivier Dehoorne, 2002. *Tourismes 1, Lieux communs*. Paris, Belin, 320 p.
- Equipe MIT, "Mobilité, itinéraires, tourisme", Université Paris 7-Denis Diderot ; Giorgia Ceriani, Vincent Coëffé, Philippe Duhamel... [et al.], 2005. *Tourismes 2, Moments de lieux*. Paris, Belin, 349 p.
- FABBRI Karen P., 1998. A methodology for supporting decision making in integrated coastal zone management. *Ocean Coastal Management*, n°39, pp 51-62.
- FAO, 2000. *Understanding the cultures of fishing communities: a key to fisheries management and food security*. J.R. McGoodwin, en collaboration avec T. Akimichi, M. Ben-Yami, M.M.R. Freeman, J. Kurien, R.W. Stoffle et D. Thomson. FAO Document technique sur les pêches n° 401. Rome. (sous presse), 32 p.
- FAO, 2003. Atelier et échanges de vues sur les réformes fiscales dans le secteur des pêches : promouvoir la croissance, l'éradication de la pauvreté et la gestion durable. Rapport sur les pêches n°732, Rome, 13-15 octobre 2003, 130 p.
- FAO, Simon Norfolk, 2004. *Examining access to natural resources and linkages to sustainable livelihoods: a case study of Mozambique*. Access to Natural Resources Sub-Programme, Livelihood Support Programme (LSP), 69 p.
- FILMAO Estevão J., 1999. *Comunidade: conceito social e/ou territorial (limite de recursos)?*. Comunicação présentée au Workshop National sobre Conceitos Teóricos e Prática nos Projectos participativos :uma reflexão, 8-9 novembre, Rede Florestas Arvores e Comunidades. Maputo, 6 p.
- GAGNERE Emmanuelle, PAKA Jocelyne, 2000. *Le secteur du tourisme au Mozambique/Direction des relations extérieures*. Paris : CFCE, 27 p. (sous la direction HERMITTE Michel, Poste d'expansion économique de Maputo)
- GARROD Brian, WILSON Julie, 2004. "Nature on the edge? Marine ecotourism in peripheral coastal areas". *Journal of sustainable tourism*, vol.12 Issue 2, p 95, 26 p.
- GEF Small Grants Programme (SGP), 2003. *Apresentação do Projecto Associação Thomba Yedho, Ilha do Bazaruto*. Maputo : Sailaway Lda., 14 p.
- GEFFRAY Christian, 1987. Travail et symbole dans la société des Makhuwa (nord Mozambique). Université Marne-La-Vallée, 430 p. (Th Doctorat Sociologie : Marne La Vallée : 1987) (BALANDIER G. : Directeur de thèse)
- GELL F, WHITTIGTON M, 2002. *Diversity of fishes in seagrass beds in the Quirimba Archipelago, northern Mozambique*. Department of Biology, University of York, Heslington, England. 145 p.
- GERVASIO H., 2001. *Co-managing Artisanal Fishers Migrations: The Case of Vilunkulos*. IDPPE Report on Co-management, 56 p.
- GIBLIN Béatrice, 2007. "Le tourisme : un théâtre géopolitique ?". *Hérodote*, n°127, 9p.
- GILBERT David, 1992. *Traditional village fishing, food security and development of fisheries in Vanuatu*. Port Vila: Mission ORSTOM, 53 p.
- GOMES DE SOUSA A., 1936. *O Arquipélago de Bazaruto*. Moçambique Documentario Trimestrial n°8, Outubro-Novembro-Dezembro 1936. Maputo : Imprensa Nacional, 54 p.
- GOVE, D.Z., 1995. The coastal zone of Mozambique, pp 251-273. In: *Proceedings of the Workshop and Policy Conference on Integrated Coastal Zone Management in Eastern Africa including the Islands States*, 21-23 avril 1993, Tanzania, 371 p.
- Government of Mozambique, MICOA, 1996. *Integrated Coastal Zone Management in Mozambique*. Maputo, 148 p.

- GUEBOURG Jean-Louis, 1999. Petites îles et archipels de l'océan Indien. Paris : Karthala, 570 p.
- GUEREDATE ASSALE J.A., 2001. Tres exemplos de imposição cultural no sul de Moçambique (1870-1970) . *Africana*, n°23, pp 97-105.
- GUIFFRE Philippe, 1993. Un fort potentiel à développer, Mozambique. In : *Marchés tropicaux et Méditerranéens*, n° 2460, pp 49-50.
- HENRIKSEN Thomas, 1978, *Mozambique : a history*. London: R.Collins, 276 p.
- HILLALI Mimoun, 2003. *Le tourisme international vu du Sud : essai sur la problématique du tourisme dans les pays en développement*. Presses de l'Université du Québec, 217 p.
- HILLERY M., NANCARROW B., GRIFFIN G., SYME G., 2001. Tourist perception of environmental impact. *Annals of Tourism Research*, vol 28, n°4, pp 853-867.
- HOERNER Jean Michel, 2002. *Traité de tourismologie, Pour une nouvelle science touristique*. Presses Universitaires de perpignan : Coll.Etudes, 191 p.
- HYDRO OIL, ENH, 2006. Environmental scope definition report and terms of reference. Proposed offshore seismic surveys of Areas 2 and 5, Rovuma Basin, Mozambique. Maputo, 77 p.
- IDPPE, 1991. *Recenseamento da Pesca Artesanal na Provincia de Inhambane*. Maputo, Mapa 2-4+tabela.
- IDPPE, 1995. *Recenseamento da Pesca Artesanal na Provincia de Cabo Delgado*. Maputo, Mapa 1-4+tabela.
- IDPPE, 1998. Pesca artesanal em Moçambique : breve informe sobre a evolução, situacao actual e perspectivas. Maputo, 53 p.
- IDPPE, 2001. *Atlas da Pesca Artesanal em Moçambique*. Maputo, 165 p.
- IDPPE, 2004. *Relatorio do Censo Nacional da Pesca Artesanal das Aguas Maritimas 2002*. Maputo, 44p.
- IDS Bulletin, 2003. Livelihoods in crisis ? New perspectives on governance and rural development in Southern Africa. Ed: William Wolmer and ian scoones, vol 34 n°3, pp15-29.
- INE, 1999. *Atlas géographique du Mozambique*. vol I, Maputo, 224 p.
- INE, 2005. *Anuario estatístico*. Maputo, 146p.
- INE, 2007. *Recensamento da população de Moçambique*. Maputo, 50 p.
- International Finance Corporation (IFC), 2006. *The tourisme sector in Mozambique : A value chain analysis*. OECD-FIAS, Maputo, 100 p.
- IUCN, 2002. *Direitos e Obrigações das comunidades: opções para uma gestão sustentável das areas protegidas*. Maputo, 22p.
- IUCN, 2004. Managing Marine Protected Areas : a toolkit fort the western indian ocean. IUCN eastern african regional programme, Nairobi, Kenya, 172 p.
- JACKIEWICZ Edward L., 2005. Tourism without Threat? Excerpts from rural Costa Rica. *Annals of Tourism Research*, vol 32, n°1, pp 266-268.
- JAMAL Tazim, 2004. Virtue ethnics and sustainable tourism pedagogy: phronesis, principles and practice., *Journal of Sustainable of Tourism*, vol 12 Issue 6, pp 530-546.
- JAMISON David, 1999. Tourism and ethnicity:the brotherhood of coconuts. *Annals of Tourism Research*, vol 26, n°4, pp 944-967.
- JOHNSTONE Gareth, 2004. *Artisanal fisheries Co-management in Mozambique: Quirimbas Archipelago*. Lux Development SA, EU SADC MCS Programme, Namibia, 38 p.
- JOHNSTONE Gareth, IDPPE, 2002. *An initial investigation into the perceptions of*

artisanal fishers on tourism and resource management in Vilankulos and Bazaruto archipelago. Maputo, 8 p.

- JOHNSTONE Rouja, 2003. *Social Assessment Study: In contribution to the formulation of a social development and conservation project for Ibo District*. Cabo Delgado Province, Terra Firma Ltd., 23 p.
- KNAFOU R., BRUSTON M., DEPREST F., DUHAMEL P., GAY J.C. & SACAREAU I., 1997. Une approche géographique du tourisme. *L'Espace Géographique*, tome 26, n°3, pp 193-204.
- KOUSIS Maria, 2000. Tourism and the environment: a social movement perspective", *Annals of Tourism Research*. vol 27, n°2, pp 468-489.
- Laboratoire Espace et culture, 2001, *Géographie et cultures* n°40, Paris : L'Harmattan, 143 p.
- LAZAROTTI Olivier, 1994, La géographie dans la controverse touristique. *Annales de Géographie*, n°580, pp 627-654.
- LAZZAROTTI Olivier, VIOLIER Philippe, 2007. *Tourisme et Patrimoine : un moment du monde*. Angers : Presses Universitaires d'Angers, 246 p. (Actes du Colloque de Saumur, journées d'études de géographie, mai 2004 ; organisé par le Comité national de géographie)
- LOPES S, GERVASIO H, 2000. *Co-management of artisanal fisheries in Mozambique: a case study of Kwirikuidge fishing community in Angoche district, Nampula province*. Proceedings in the international workshop on fisheries co-management, Maputo : IDPPE, 75 p.
- LOPES Simeon, 1994. *Crenças Mágico-Religiosas ligadas a Pesca de Pequena Escala na Região de Inhassoro: um estudo de caso*. Universidade Eduardo Mondlane, Maputo, 78 p+annexes.
- MANGUE Lucinda, 2003. *Pesca Artesanal de Arrasto na Ilha de Bazaruto*. Trabalho de Licenciatura, Departamento de Ciências Biológicas, Universidade Eduardo Mondlane, 59p+annexes.
- MEDEIROS Eduardo, 1997. Etnias e etnicidades em Moçambique . *Africana*, n°18, pp 81-103.
- MEILLASAUX Claude, 1960. Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance. in : *Terrains et Théories* (1977), Paris, pp 21-63.
- MICOA (Ministério para a coordenação da acção ambiental), 2001. *Curso de gestão costeira para membros de comités inter-institucionais*. Centro de desenvolvimento sustentável das zonas costeiras, Vilanculo, 33 p+annexes.
- MICOA, 1998. *Macrodiagnostica da zona costeira de Moçambique*. Documento Principal, Maputo, 109p.
- MICOA, 2002. *Estudo de Impacto Ambiental para o projecto de Biodiversidade e Turismo de Cabo Delgado*. relatório preliminar, Pemba, 127p+annexes.
- Minister of Agriculture Moçambique, 1990. *A conservation plan for sustainable development of the Bazaruto archipelago*. Maputo, 96p.
- Ministério das pescas, IDPPE, 2002. *Plano estratégico de co-gestão das pescarias artesanais em Moçambique*. Maputo, 14 p.
- Ministério das pescas, Manuel CASTIANO, 2003. *Curso de fiscais de pesca*. Nivel 1 Legislação, Maputo, 37 p.
- MITUR, 2002. *Plano de Maneio parque nacional do Archipelago do Bazaruto 2002-2006*. Direcção nacional das áreas de conservação, Maputo, 116 p.
- MITUR, 2003. *Politica do Turismo e Estratégia da Sua Implementação*. Resolução

- n°14, Maputo, 28 p.
- MITUR, 2004. *Actas do IV Congresso internacional sobre o turismo cultural, lusofonia e desenvolvimento, 2 e 3 de outubro de 2002*. Maputo: Instituto superior politécnico e universitario, 270 p.
 - MITUR, 2004. *Plano Estratégico para o Desenvolvimento do Turismo em Moçambique (2004-2013)*. Maputo, 88 p.
 - MITUR, 2006. *Serviço consultivo para investimento estrangeiro, o sector do Turismo em Moçambique : análise da cadeia de valor volume I e volume II, proposta de discussão*. Maputo, 70p.
 - MUBULA P. M., 2004. *O impacto social do turismo nas comunidades-o caso do distrito de Inhasooro, provincia de Inhambane (2000-2002)*. Universidade E.Mondlane, departamento de arqueologia e anthropologia, Maputo, 48 p.
 - NAHANTUMBO Isilda, PIJNENBURG Bart, 1998. *Experiências com Intervenções participativas em Moçambique*. Faculdade de Agronomia i Engenharia Florestal, Universidade Eduardo Modlane, Maputo, 17 p.
 - NEWITT Malyn Dudley, 1995. *A history of Mozambique*. Bloomington (USA): Indiana University Press, 679p.
 - NORAD, 2002. *A study of the Fisheries Sector in Mozambique*. Norwegian College of Fishery Science, Norway, 90 p.
 - P.Mc CONNEY, R.POMEROY, R.MAHON, 2002. *Coastal resources co-management in the Caribbean*. University of the West Indies, Barbados, 27 p.
 - PATURUSI Syamsul Alam, 2002. *Le problème des impacts culturels du tourisme à Bali (Indonésie) : vers une alternative planificatrice*. Pau : Université de Pau et des Pays de l'Adour, 256p. (Th. Doctorat : Géographie : Pau)(SOUBEYRAN Olivier, directeur de thèse)
 - PLUSS Christine, AISNER Pierre, 1983. *La ruée vers le Soleil : le tourisme à destination du Tiers-monde*. Paris : L'Harmattan, 287 p.
 - POURTIER R., 2007. Le "terrain" pour les tropicalistes. *Bulletin de l'Association des Géographes français*, Vol 84, n°4, pp.437-445.
 - RAMSAY S.A., 1995. *Bazaruto Archipelago Community Conservation Programme ZA 243.1.Part 2: Sustainable development and resource use within Bazaruto Archipelago*. Maputo : WWF, 55 p.
 - RAUCH André, 2002. Le tourisme ou la construction de l'étrangeté. *Ethnologie française* 2002/2, Tome XXXVII, pp 389-392.
 - REJELA Michel, 1993. *La pêche traditionnelle Vezo du Sud-Ouest de Madagascar : un système d'exploitation dépassé ?* Bordeaux : Université de Bordeaux, 449 p. (Th Doctorat : Géographie : Bordeaux 3 : 1993) (SINGARAVELOU S., Directeur de thèse)
 - Republica de Moçambique, 2002. *Legislação sobre a Terra, Lei n°19/97, Regulamento da lei de Terras*. Decreto n°66/98, 3ème edição. Maputo, 38 p.
 - Republica de Moçambique, 2004. *Lei do Turismo*. Assembleia da Republica, Maputo, 13 p.
 - Republica de Moçambique, Governo da provincia de Cabo Delgado, 2002. *Parque Nacional das Quirimbas, Summary of Activities*. Provincial Park Committee. Maputo, 6 p.
 - RICARDO G, 2004. *Sustainable Tourism Development : a case study of Bazaruto Island in Inhambane/Moçambique*. Master in Development Studies, Institute for social

development, University of the Western Cape, 169p+annexes.

- RIDDEL Michael, ADAOMA Wosu, ERIKSEN Christine, 2006. *Socio economic impacts of Ibo Island community, northern Mozambique*. Report for the african safari lodge (ASL) programme in Mozambique. Maputo: Sindisa Foundation, 65 p.
- ROUSSELOT J.E., 2005. *Caracterização socio-economica da comunidade piscatoria da ilha da Quirimba, norte de Moçambique*. Relatorio de estagio do curso de Licenciatura em Biologia Marinha e Pescas, Universidade do Algarve, IDPPE, 78 p.
- S.ENGDAHL, M.BJERNER, C.ENOSSE, 2001. *Perspectiva da participação da comunidade local e contribuição economica da industria do turismo, a caso do Arquipelago do Bazaruto, Moçambique*. Maputo: WWF-UNESCO, 27p+annexes.
- SACAREAU Isabelle, DUHAMEL Philippe, 1998. *Le tourisme dans le monde*. Paris : Colin, coll « Prepas Géó », 223 p.
- SAIA A., 2004. *Vilankulos Resettlment Process*. Johannesburg : University Kwazulu Natal, 139 p.
- Salvador Hoteis SARL, 2000. *Plano de Ações para a Ilha do Bazaruto*. Impacto Lda Projectos e Estudos Ambientais, Maputo, 44p.
- Sasol Petroleum sofala Limitada (SASOL) & Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH), 2006. *Specialist study:marine ecology*.Environmental impact assessment for offshore exploration in blocks 16&19, Inhambane&Sofala provinces, Mozambique,131 p.
- Sasol Petroleum sofala Limitada (SASOL) & Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH), 2006. *Specialist study : fisheries*. Environmental impact assessment for offshore exploration in blocks 16&19, Inhambane&Sofala provinces, Mozambique, 33 p.
- SLE Centro de Trinamento Avançado em desenvolvimento rural, 2002. *Gestão de Zonas Costeiras e Turismo, Contribuições para redução de Pobreza, Transformação de conflitos e proteção de meio ambiente em Inhambane/Moçambique*. Humboldt-Universitat zu Berlim, Berlim, 198p.
- SOTO Bartolomeu, 2001. *Areas de conservação transfronteiriça em Moçambique : uma forma de abordagem de desenvolvimento regional integrado* . in : *Populações, ambiente e desenvolvimento in Africa*, Instituto superior de ciencias sociais e politicas, Universidade tecnica de Lisboa, pp 235 à 241.
- STOCK Matis (coordination) ; Olivier Dehoorne, Philippe Duhamel, Jean-Christophe Gay... [et al.] , 2003. *Tourisme, lieux, acteurs, enjeux*. Paris, Belin, 299 p.
- STOCK Matis (coordination) ; Olivier Dehoorne, Philippe Duhamel, Jean-Christophe Gay... [et al.] , 2003. *Tourisme, lieux, acteurs, enjeux*. Paris, Belin, 299 p.
- T.DAHOU, J.Y.WEIGEL, 2004. *Cohérence des politiques de conservation et de développement des aires protégées marines et côtières en Afrique de l'Ouest, La gouvernance des aires marines protégées : cadre d'analyse et leçons ouest-africaines*. Project CONSDEV, IRD/PNBA/UICN/DPN, Dakar/Nouakchott/Bissau, 19 p.
- TAYLOR Julie, 2003. *A Brief Social Overview of the Island Communities in Bazaruto Archipelago National Park*. Maputo: WWF, 29 p.
- THOMASSIN Aurélie, 2005. *Gestion participative et aires marines protégées : l'expérience des îles du sud-ouest de l'Océan Indien pour le projet Andavadoaka, Madagascar*. St Denis : Université de La Réunion, 79 p. (Mémoire DEA : Géographie : La Réunion : 2005) (GUEBOURG Jean-Louis : directeur de mémoire)
- TOSUN Cevat, 2001. *Host perceptions of impacts: a comparative tourism study*. *Annals of Tourism Research*, vol 29, n°1, pp 231-253.

- URBAIN Jean-Didier, 1991. *L'idiot du voyage-Histoires de touristes*. Paris : Plon, 275 p.
- VALIGY I., 2003. *The Impact of Coastal Tourism on the Mozambique Economy : a case study of Pemba*. Beira: Catholic University of Mozambique, 39p.
- VIOLIER Philippe, 2000. Fin de siècle : la géographie du tourisme à la croisée des chemins. in : *La recherche en tourisme*, collection LT Sup, 175 p., pp17-20. (Actes du Colloque de Foix organisé par l'Association française des IUP Tourisme, Hotellerie, Loisirs et le Centre d'Etudes du Tourisme et des industries de l'Accueil de l'Université de Toulouse-Le Mirail, le 2 et 3 mai 2000 au centre universitaire de l'Ariège).
- WWF, 2005. *Parque nacional do Archiéllogo do Bazaruto, Moçambique, Revisão interna de progresso do projecto de uso multiplo de recursos do Bazaruto 2001-2005 e projecto de maneio comunitario de recursos naturais (MCRN) 2003-2005*. Maputo, 72 p.
- YANEZ CASAL Adolfo, 1996. *Anthropologica e desenvolvimento as aldeias comunais de Moçambique*. Lisboa : Ministerio de ciencia e da tecnologia e Instituto de Investigação Cientifica tropical, 225 p.
- ZAFIROPOULOS Assimoni, 1980. *Le Développement du tourisme et son impact sur l'économie et les valeurs socioculturelles dans l'archipel des Sporades : Skiathos, Skopelos, Alonnisos, Skyros*. Université Paris I, 266 p. (Th Doctorat Géographie : Paris I : 1980) (ROCHEFORT Michel : Directeur de thèse)

TABLE DES MATIERES

Sommaire	p 2
Avant propos	p 3
Introduction	p 6

PARTIE I : L'ETUDE GEOGRAPHIQUE DU TOURISME, ENTRE TERRAIN ET CULTURE : LES CONCEPTS CLES POUR UNE ANALYSE

Résumé	p 10
--------	------

Chapitre I: Le terrain géographique en Afrique : entre dimension pluridisciplinaire et méthodologie adaptée

I. Le terrain en milieu tropical

1. Notions de terrain : généralités	p 11
2. Adaptation du terrain pour les « tropicalistes »	p 11
3. L'ouverture pluridisciplinaire est-elle obligée en milieu tropical ?	p 12

II. Les limites de la recherche en Afrique

1. La représentation du chercheur étranger	
1.1. L'image du <i>branco</i>	p 13
1.2. Perception de la femme sur le terrain en Afrique	p 13
2. Evolution de la pratique du terrain vers un rapport marchand	p 14
3. Comment pratiquer le terrain en milieu local?	p 15

III. Application méthodologique au Mozambique

1. Choix des sites d'étude : privilégier les terrains sensibles	
1.1. Définition d'un « terrain sensible »	p 17
1.2. Rapport aux études de cas	p 17
3. Méthodologie appliquée au terrain mozambicain	
2.1. Mise en place de l'objectif : atteindre les terrains sensibles	p 18
2.2. Déroulement du terrain	p 18
2.3. Les pratiques de terrain	p 19
2.4. Les correspondants locaux	p 22
3. Le terrain au Mozambique : contraintes institutionnelles et recherche-action	
3.1. Les contraintes rencontrées	p 23
3.2. La recherche-action face à la vulnérabilité des acteurs du terrain	p 23

Chapitre II : Réflexion sur la géographie du tourisme

I. Comment aborder l'étude de la géographie du tourisme

1. Le tourisme selon les géographes	p 24
2. Débats au sein de la géographie française	
2.1. L'étude du tourisme « confinée à une désespérante simplicité » ?	p 25
2.2. La géographie du tourisme : « le flou » pour les étudiants-chercheurs	
2.3. Notion de « touristophobie »	p 26
3. La recherche en géographie du tourisme	

3.1. « Territoire de touriste » et « territoire de scientifique »	p 26
3.2. Réflexion sur l'étude du tourisme et des touristes au Mozambique	p 27
II. <u>La géographie du tourisme dans les Pays du Sud</u>	
1. Le tourisme dans les Pays du Sud	p 28
1.1. Réflexion sur la notion de <i>Pays du Sud</i>	
1.2. distribution spatiale du tourisme international	
1.3. perception du tourisme dans les Pays du Sud	p 29
1.4. Le tourisme international, au cœur des débats	
2. Etudier le phénomène touristique dans les pays du Sud : l'enjeu du terrain face aux contraintes locales	p 30
3. Le tourisme durable vu par les pays du Sud	p 31
III. <u>La mise en tourisme de l'espace : concepts et mécanismes</u>	
1. L'espace touristique	p 34
2. La production d'espace : Qu'est ce qui rend touristique un lieu ?	p 34
3. Les pouvoirs du tourisme	
3.1. Le tourisme : entre invention et subversion des lieux	p 35
3.2. Centralité des lieux touristiques	p 35
3.3. La revalorisation du lieu par le tourisme	p 36
 Chapitre III : Comprendre la culture des sociétés côtières du Mozambique	
I. <u>Les fondements de la réflexion</u>	
1. Notion de culture traditionnelle	p 39
2. La communauté : base de la structure sociale traditionnelle	
2.1. définition de la notion de communauté	p 39
2.2. définition et réflexion sur la notion de communauté au Mozambique	p 40
2.3. structure politique communautaire au Mozambique	p 41
3. Discussion sur la protection légale des communautés	p 42
II. <u>Identité des sociétés côtières</u>	
1. La notion d'identité au Mozambique	
1.1. L'identité côtière en marge de l'unité nationale	p 44
1.2. Définition des sociétés côtières et de l'économie maritime	p 44
2. Histoire commune des peuples de la côte : des îles Quirimbas (nord) aux îles Bazaruto (sud)	
3. Construction de l'identité des sociétés côtières dans la province de Cabo Delgado	
3.1. L'Islam fédérateur	p 45
3.2. Singularité de l'identité des communautés des Quirimbas	p 46
4. Perception actuelle de l'intégration des sociétés côtières	p 47
III. <u>Lieux touristiques et géographie culturelle</u>	
1. Les sociétés de pêcheurs et l'espace géographique	p 49
2. Notions de géographie culturelle	
2.1. Les géosymboles, marqueurs spatiaux	
2.2. Les îles, des espaces culturels	
2.3. Genre de vie des régions côtières	
2.4. Le territoire marqué par le rite	
3. La géographie culturelle appliquée aux études de cas : Exemple de la région Nord des Quirimbas ou l'étude des géosymboles	p 50

3.1.Le banc Saint Lazare (Banco Sao Lazaro)	
3.2.La petite île N'Nawe	
3.3.La pierre magique <i>Mwenhe</i> (île d'Ibo)	p 51
3.4.Le baobab « <i>lamba Odi</i> »	p 52
3.5.La tombe de Sharifo sur l'île de Quirimba	p 53
3.6.Les ruines coloniales d'Ibo	p 54

PARTIE II : LES ILES AU CŒUR DE LA PECHE, DU TOURISME ET DU PETROLE : QUEL DEVELOPPEMENT POUR LES COMMUNAUTES ?

Résumé	p 56
--------	------

Chapitre I : La pêche artisanale au Mozambique : état, fonctionnement et enjeux

I. La pêche artisanale au Mozambique, une activité indispensable

1. Les types de pêche	p 57
2. La production de pêche artisanale	p 58
3. Gestion de la pêche artisanale : le principe de co-gestion	
4. Les types de pêcheurs	p 59
4.1.Les petits pêcheurs à pied	
4.2.Les pêcheurs individuels ou artisans	
4.3.Les patrons	
4.4.Les embarcations et les instruments de pêche	p 60
5.Les migrations de pêche	p 61

II. La gestion gouvernementale de la pêche

1.Cadre institutionnel, politique et législatif	p 62
2.Evolution de la pêche artisanale au Mozambique	p 63
2.1.L'impact de l'indépendance nationale sur l'activité de pêche	
2.2. Histoire de l'évolution de la pêche dans la région Sud	p 64
2.2.1.Première période : pêche de type familiale (de la période coloniale jusqu'à fin des années 50)	
2.2.2.Deuxième période : la période transitoire (de 1950 à 1975)	
2.2.3.Troisième période : après 1975	
3. Mesures prises par le gouvernement pour soutenir le secteur de la pêche artisanale	
3.1. Les Conseils Communautaires de Pêche (CCP)	p 66
3.2. Les groupes associatifs (CB's)	p 67
3.3.Les groupes d'Épargne et de Crédit Rotatif (PCR)	
4. La gestion intégrée des zones côtières	p 68

III. Les pratiques traditionnelles liées à la pêche

1.Le rite comme moyen de gestion environnementale	p 70
2.Principales croyances et pratiques magico-religieuses	p 71
2.1. La femme et la pêche traditionnelle	
2.2.La mort et la pêche traditionnelle	p 72
2.3.Autres mythes liés à la pêche	
3.Types de cultes liés à la pêche traditionnelle	
3.1. <i>Muchengue</i>	p 74
3.2. <i>Kupalha</i>	
3.3. <i>Mhamba</i>	

- 3.4. *Mpalho ya ti hossi*
- 3.5. *Mpalho wa mb'imbe*

4. Comment mieux intégrer les communautés de pêcheurs dans les processus de gestion ? p 75

IV. Etude cas des communautés de pêcheurs : monographie de l'île de Quirimba

- 1. Quirimba, une île convoitée pour l'agriculture depuis la colonisation p 80
- 2. Les pratiques de pêche traditionnelles p 81
- 3. Evolution des captures : la perception des pêcheurs p 85
- 4. Problèmes liés à l'activité de pêche p 88

Chapitre II. Le tourisme au Mozambique, quelle politique pour quel développement ?

I. Evolution du secteur du tourisme

- 1. Le tourisme au Mozambique avant la guerre p 90
- 2. Les années 90 : le développement spontané du tourisme p 92
- 3. Les années 2000 : le tourisme comme stratégie gouvernementale p 94
- 4. Le tourisme, moteur de développement durable : utopie ou réalité ? p 94

II. Le cadre institutionnel du tourisme

- 1. Le cadre législatif du tourisme
 - 1.1. Mise en place d'une législation p 96
 - 1.2. Le rôle des acteurs
- 2. Les acteurs publics du tourisme : l'Etat et les collectivités locales p 97
- 3. Les acteurs locaux : la population locale et l'impact des ONG p 98

III. Mise en tourisme du territoire mozambicain

- 1. La clientèle touristique du Mozambique : origine des flux et fréquentation
 - 1.1. Un tourisme prospère à l'époque coloniale p 100
 - 1.2. Le «come-back » actuel des sud-africains
 - 1.3. Le Mozambique, au centre de la concurrence internationale
 - 1.4. émergence récente du tourisme interne
- 2. L'espace touristique mozambicain p 105
- 3. Mise en tourisme des espaces étudiés
 - 3.1. Province d'Inhambane : le Sud
 - 3.1.1. La ville de Vilanculo p 107
 - 3.1.2. Les îles de l'archipel de Bazaruto
 - 3.1.3. La ville d' Inhassoro
 - 3.1.4. Le marché touristique de Vilanculo/ Bazaruto
 - 3.2. La province de Cabo Delgado : le Nord
 - 3.2.1. La ville de Pemba p 108
 - 3.2.2. L'île d' Ibo
 - 3.2.3. L'île de Quirimba
 - 3.2.4. Les autres îles de l'archipel des Quirimbas
- 4. Processus de conservation ou mise en tourisme des aires protégées p 110
- 5. Les contraintes au développement du tourisme au Mozambique p 111

IV. Exemple de restructuration économique par le tourisme : le cas de Vilanculo

1. Attractivité du littoral de Vilanculo	
1.1. La question fiscale	p 112
1.2. Vilanculo : exemple de ville-station	p 113
2. Touristicité de la ville de Vilanculo	
2.1. Le parc hôtelier et la capacité d'hébergement de Vilanculo	p 114
2.2. Revenus générés par le tourisme en 2005 dans l'économie locale	p 116
3. Les effets de l'attractivité touristique	p 117
4. Projection de l'évolution de l'activité touristique	p 118

Chapitre III : Le tourisme et la pêche artisanale, menacés par l'exploitation pétrolière ?

I. Le pétrole face au tourisme et à la pêche : les enjeux économiques

1. La côte mozambicaine : présentation et localisation des projets pétroliers	p 121
2. La logique économique du Mozambique : le développement assisté par l'aide internationale	
2.1. La politique de développement instituée après les accords de paix en 1992	p 123
2.2. La place de la France dans le développement du Mozambique : Un pays où « il faut être »	p 124
3. Impacts de l'exploitation pétrolière au Mozambique	p 126

II. Les richesses de Bazaruto convoitée par l'Afrique du Sud

1. Contexte du projet	p 127
2. Mise en place du projet	p 128
3. Débuts de polémiques autour de l'activité pétrolière	p 130

III. Les Quirimbas, aire de prospection pétrolière étrangère

1. Le parc des Quirimbas dans les limites des projets pétroliers	p 133
2. Les impacts du projet sur l'environnement du parc des Quirimbas	p 134
3. Perspectives de développement dans la région des Quirimbas	p 135
4. Enquête du niveau d'information des communautés locales	
4.1. Objectifs de l'enquête d'opinion réalisée à Bazaruto	p 136
4.2. Interprétation des résultats	p 137
5. La recherche-action, un risque en terrain sensible	p 139

**PARTIE III. ETUDE DES COMMUNAUTES DES ILES DES ARCHIPELS DE
BAZARUTO ET DES QUIRIMBAS DANS LE PROCESSUS DE MISE EN TOURISME
ET DE MISE EN CONSERVATION DU TERRITOIRE**

Résumé p 141

Chapitre I. Les îles de Bazaruto : une gestion des pêches difficile et un tourisme culturel peu valorisé

I. Les îles de Bazaruto, les perles de l'Océan Indien

- 1. L'archipel de Bazaruto, patrimoine naturel exceptionnel
 - 1.1. Bazaruto, l'île aux dunes p 142
 - 1.2. Des îles barrières p 143
- 2. Les îles de Bazaruto, un refuge pour les populations p 143
- 3. L'organisation sociale communautaire p 145

II. Implantation du parc marin de Bazaruto : enjeux et conséquences pour les communautés

- 1. Historique de la mise en place du parc p 149
- 2. Intérêt d'une mise en protection de l'archipel
 - 2.1. Intérêt écologique et touristique p 149
 - 2.2. Intérêt du parc pour les communautés : la taxe d'entrée reversée
- 3. Mise en place d'un système de co-gestion des ressources dans la région du parc
 - 3.1. Les dynamiques et relations internes de la pêche p 153
 - 3.2. Les conflits existants chez les pêcheurs p 154

III. Le tourisme dans le parc marin de Bazaruto

- 1. « La touristicité » du parc national de Bazaruto p 157
- 2. Niveau de collaboration entre les communautés et les opérateurs touristiques
 - 2.1. Participation de la population locale au tourisme p 159
 - 2.2. Niveau du contact entre touristes et locaux p 162
- 3. Impacts du tourisme pour les communautés
 - 3.1. Une contribution économique relative p 163
 - 3.2. Manipulation des lois par les opérateurs touristiques p 165
 - 3.3. Le changement culturel actuel p 167
- 4. Le regroupement des communautés en associations : le cas de Thomba Yedho à Bazaruto p 168

Chapitre II. Les Quirimbas, joyau historique du Mozambique

I. Un environnement insulaire convoité depuis des siècles

- 1. Un labyrinthe d'îles et de chenaux de navigation p 173
- 2. Le peuple de la plage p 173
- 3. Organisation sociale des communautés des îles p 177

II. Les Quirimbas au cœur du processus de conservation environnementale

1. Le parc national des Quirimbas, un projet de longue date p 180
2. Objectifs du parc : conserver les habitats et développer le tourisme p 183
 - 2.1. Les priorités d'actions environnementales du parc p 184
 - 2.2. Les principes du zonage p 185
 - 2.3. Contrôle et Gestion des activités dans le parc p 188
3. Structure organisationnelle et responsabilités : le principe de cogestion p 190
4. La pêche dans les Quirimbas, au cœur des conflits p 194
 - 4.1. Une pêche intensive
 - 4.2. Cas spécifique de cogestion : l'exemple du sanctuaire de Quilaléa

III. Valorisation du tourisme culturel dans le parc national des Quirimbas

1. Atouts et contraintes touristiques du parc p 198
2. L'île d'Ibo face au développement touristique p 200
3. Mise en tourisme de l'île d'Ibo
 - 3.1. Le tourisme à Ibo, moteur de revalorisation du patrimoine urbain p 203
 - 3.2. Le tourisme communautaire : dernier projet en date du WWF p 204
 - 3.3. Impacts de l'implantation du Lodge Bella Vista dans la communauté d'Ibo p 205
 - 3.4. Contribution du tourisme aux besoins de la communauté et redistribution des bénéfices p 207
 - 3.5. Les contraintes à la participation de la communauté dans le développement touristique d'Ibo p 208

Chapitre III. Comparaison et discussion des études de cas

I. La cogestion : entre conflits d'intérêt et régénération des espèces marines

1. Le cas de Bazaruto, une zone de pêche difficilement partagée p 209
2. La cogestion dans les Quirimbas
 - 2.1. L'échec du sanctuaire de Quilaléa : le cas de pêcheurs migrants p 209
 - 2.2. Conflits dans l'exploitation des ressources marines p 210
 - 2.3. La cogestion, seule solution pour les communautés p 211
3. Pratiques de pêche alternatives p 212

II. Les parcs marins : dichotomie entre les plans d'aménagement et la réalité de terrain

1. Critique des objectifs annoncés par le plan d'aménagement des parcs p 213
2. La redistribution du fond communautaire

III. Le tourisme, activité rentable pour les communautés ?

1. Comparaison des études de cas	p214
2. Le comportement des touristes : Racisme dans le tourisme au Mozambique ?	
3. Le tourisme hors des zones protégées	p 215
4. Potentialité touristique au Mozambique : les touristes réunionnais	p 216
Conclusion	p 217
Bibliographie	p 220
Tables des matières	p 229
Liste des figures	p 236
Annexe I/ Programme d'investigation sur le terrain au Mozambique	p 238
Annexe II/ Enquêtes d'opinion sur le pétrole à Bazaruto	p 240
Annexe III/ Carte des routes commerciales des produits de la pêche dans les Quirimbas	p 250
Annexe IV/ Liste des espèces pêchées au Mozambique et menacées par les projets pétroliers	p 251
Annexe V/ Recommandations pour la gestion du parc des Quirimbas	p 253
Annexe VI/ Récit de vie de Janine, propriétaire de l'hôtel Vila Ruben à Ibo	p 255
Annexe VII/ Entretiens à Ibo et Quirimba	p 257
Annexe VIII/ Lexique des techniques et instruments de pêche du Mozambique	p 266
Annexe IX/ Recensement de la pêche artisanale au Mozambique en 2002	p 269
Résumé de thèse	p 270

LISTE DES FIGURES

- Figure 1- Carte de localisation du Mozambique (Nations Unies, 2004), p 9
- Figure 2- Tableau des impacts du tourisme, (d'après Brunt&Courtney, 1999),p32
- Figure 3-Tableau des impacts sociaux clés de l'interaction touristes/locaux, (d'après Brunt&Courtney, 1999), p33
- Figure 4-Photo de l'atelier traditionnel de fonte de l'argent et bronze avec ses artisans (CLAQUIN, Ibo, 2007), p37
- Figure 5-Photo du vestige d'un crématorium pour les indiens musulmans sur l'île d'Ibo datant de 1905, (CLAQUIN, Ibo, 2007), p 46
- Figure 6-Photo de la pierre *Mwenhe* d'Ibo (CLAQUIN, Ibo, 2007), p 51
- Figure 7-Photo du baobab « *Lamba Odi* » d'Ibo (CLAQUIN, Ibo, 2007), p 52
- Figure 8-Photo de la tombe de Sharifo, île de Quirimba (CLAQUIN, 2007), p 53
- Figure 9- Photo d'une ruine de maison coloniale, Ibo,(CLAQUIN, 2007), p 54
- Figure 10-Photo des canons du fort St Jean-Baptiste d'Ibo,(CLAQUIN, 2007), p 54
- Figure 11- Photo d'un géosymbole témoignant du passé colonial de l'île de Quirimba (CLAQUIN, 2007), p 55
- Figure 12- Tableau d'estimation de la pêche artisanale (2003-2006) d'après le Ministère des Pêches et la Direction Nationale de l'Economie, p 58
- Figure 13-Carte de localisation des appuis institutionnels à la pêche artisanale en 2007 (d'après le Ministère des Pêches), p 66
- Figure 14-Graphique de l'évolution des Centres Communautaires de Pêche de 2004 à 2007 (d'après le Ministère des Pêches, 2007), p 67
- Figure 15-Graphique de l'évolution du nombre de groupes associatifs de 2004 à 2007 (d'après Ministère des Pêches, 2007), p 67
- Figure 16-Tableau de l'évolution des PCR entre 2004 et 2007 (d'après le Ministère des Pêches), p 68
- Figure 17-Carte de localisation des principaux sites et instruments de pêche utilisés par la communauté de Quirimba (d'après ROUSSELOT, 2005), p 83
- Figure 18- Photo des opérations de transformations des produits de la pêche à Quirimba (CLAQUIN, 2007), p 86
- Figure 19-Tableau des coûts d'investissements selon le type de matériel de pêche considéré (d'après Rousselot, 2005), p 87
- Figure 20-Carte de l'activité touristique à l'époque coloniale (DA SILVA, 2007), p 91
- Figure 21- Tableau des lois concernant le tourisme (CLAQUIN, 2008), p 96
- Figure 22-Tableau du nombre de nuitées selon les lieux d'origine des touristes (source : Rapport du III Plano do Fomento, 1972, MITUR 2004), p 101
- Figure 23- Tableau du nombre de visiteurs annuels de 2002 à 2006, d'après le plan de développement du tourisme (2003-2008), p 101
- Figure 24-Tableau du nombre de visiteurs selon le pays d'origine de 2002 à 2004(INE, 2007), p 102
- Figure 25-Carte des liaisons aériennes nationales et internationales au Mozambique (Da Silva, 2007), p 103
- Figure 26-Tableau des motifs de voyage au Mozambique pour la période 2002-2004, INE (2007), p 104
- Fig 27-Carte de localisation des infrastructures à Vilanculo (CLAQUIN, 2007), p 114
- Figure 28-Tableau des infrastructures touristiques à Vilanculo (source : area fiscal, Vilanculo, 2006), p 116

- Figure 29-Tableau des revenus générés en 2005 par le tourisme dans les districts de Vilanculo, Bazaruto et Inhassoro (source : area fiscal, Vilanculo, 2006), p 116
- Figure 30-Photo d'une habitation mise à nu par le cyclone Favio, (CLAQUIN, Vilanculo avril 2007), p 119
- Figure 31-Prise de vue du backpacker sud-africain « baobab beach », (CLAQUIN, Vilanculo, 2007), p 120
- Figure 32-Carte morphologique des régions côtières et des courants marins au Mozambique (d'après MICOA, 1996), p 122
- Figure 33- Carte de localisation des blocs 16 et 19 convoités par la Sasol (SASOL, 2006), p 128
- Figure 34-Carte de localisation des blocs 2 et 5 concédés pour la prospection pétrolière (HYDRO OIL, ENH, 2006), p 132
- Figure 35-Carte des activités touristiques du parc national des Quirimbas (WWF, 2006), p 134
- Figure 36-Graphique du type de réponse données en faveur du projet pétrolier de la Sasol à Bazaruto (CLAQUIN, 2006), p 138
- Figure 37-Carte de localisation de l'archipel de Bazaruto (CLAQUIN, 2008), p 142
- Figure 38-Photo de la pêche des sardines sur la plage de Sitone (CLAQUIN, Bazaruto, 2006), p 147
- Figure 39- Photo du centre de séchage du poisson de la communauté de Machulane au nord de l'île de Bazaruto (CLAQUIN, 2006), p 147
- Figure 40- Tableau du montant des taxes d'entrée du Parc National de Bazaruto, (CLAQUIN, 2006), p 150
- Figure 41-Carte de localisation des groupes de co-gestion et des centres de pêche existant dans la région de Bazaruto (d'après JOHNSTONE, 2002), p 152
- Figure 42-Tableau des établissements touristiques de l'île de Bazaruto (source : area fiscal, Vilanculo, 2006), p 157
- Figure 43-Tableau des établissements touristiques des îles de Magaruque, Benguerra et Santa Carolina (source : area fiscal, Vilanculo, 2006), p 157
- Figure 44- Graphique de la répartition des touristes selon leur nationalité pour l'hôtel *Gabriel's lodge* (période du 01-01-05 au 31-01-05, informations récoltées dans les cahiers de registre au poste du WWF à Bazaruto), p 158
- Figure 45- Tableau des recettes du parc reversées aux communautés en 2003 et 2004 (WWF, 2006), p 164
- Figure 46-Photo d'un élevage bovin sur l'île de Quirimba, vestige d'une origine de peuplement comorienne ? (CLAQUIN,2007), p 174
- Figure 47-Photo de jeunes filles mwani de Quirimba (CLAQUIN, 2007), p 175
- Figure 48-Carte de localisation des îles du PNQ (source :DINAGECA, 1999), p 179
- Figure 49-Organigramme de la gestion du PNQ (Plan de gestion du parc national des Quirimbas, 2002), p 190
- Figure 50-Carte des routes commerciales maritimes des ressources de pêche dans la partie centrale du PNQ (JOHNSTONE, 2004), p 193
- Figure 51-Photo de pêche interdite dans le sanctuaire d'Ibo (CLAQUIN, 2007), p 194
- Figure 52-Tableau de l'état de la pêche selon les pêcheurs de Quirimbas (d'après JOHNSTONE, 2004), p 195
- Figure 53-Carte de localisation de l'île d'Ibo (source : IIS, 2006), p 200
- Figure 54- Carte de localisation des infrastructures touristiques à Ibo (CLAQUIN, 2008), p 203

ANNEXE I

PROGRAMME D'INVESTIGATION SUR LE TERRAIN AU MOZAMBIQUE

- **ENTREVISTAS PELOS CHIEFS LOCAIS**

I) HISTORIA DA COMUNIDADE

1. E possível de me contar a história da comunidade : formação do povo, origem do nome da comunidade, origem do nome da ilha?
2. Tem lendas ligadas com história da ilha ou da comunidade: lugar sagrado ou proibido, coisas proibidas para fazer, etc...?

II) RITOS E CEREMONIAS ESPIRITUAIS LIGADAS A PESCA

1. Quais são as tradições (ritos e cerimônias espirituais) de pesca na essa comunidade : lugar sagrado no mar, oração antes de ir pescar, coisas em particular para respeitar no barco, etc..?
2. Acha que os jovens estão a seguir essas tradições? Existem conflitos entre velhos e jovens pescadores a volta disso?
3. Da sua opinião, acha que as tradições de pesca estão a se perder? Qual é a culpa : mundialização global, turismo, outros?

III) PUNTO DE VISTA PESSOAL

1. O que é o turismo para voce? Pode me dar uma definição?
2. Para voce, acha que o turismo e o parque também tragam benefícios pela comunidade? Como?
3. Quais são agora as suas prioridades para ajudar sua comunidade?

- **ENTREVISTAS PELAS COMUNIDADES**

I) INFORMACAO GERAL

1. Sexo
2. Idade (+ ou -)
3. Lugar de nascimento
4. Etnia (macua, maconde, kimwani)
5. Profissão
6. Religião
7. Nível de formação na escola

II) SOBRE A PESCA

1. Acha que os recursos marítimos estão a baixar? Se sim, qual é razão desta baixa para voce?
2. Tem conflitos de territorio entre pescadores daqui e os imigrantes? Porque?
3. Voce parou de pescar a culpa do parque? Se sim, o que esta a fazer agora como nova actividade?

III) SOBRE AS TRADICOES

1. Voce participa nas ceremonias de pesca?
2. Se não qual foi a razão de parar : proibição de pescar, mudanças da vida tradicional a culpa da mundialização, do turismo, duma nova religião ?

IV) SOBRE O TURISMO

1. O que é o turismo para voce?
2. Acha que traga beneficios pela comunidade local? Como?
3. Tem conflitos de territorio com os donos dos hoteis? Quais são?
4. Ja recebeu um beneficio da taxa da entrada do parque que cada turista tem de pagar?
5. Acha que esta bem redistribuida?
6. Qual é tipo de contacto que voce tem com os turistas?
7. Acha que os turistas respeitam os tradições locais (em termo de comportamento)? Se não , o que voce não gosta de ver?

V) OPINIAO SOBRE A EXPLORACAO DE PETROLEO

1. Ja ouviu a falar dum projecto de exploração de petroleo na esta zona maritima?
2. Sabe o que é a poluição maritima? Pode explicar?

• ENTREVISTAS COM OPERADORES TURISTICAS

1. Nacionalidade do dono
2. A cuanto tempo que esta aqui?
3. Cuantos pessoas natural das ilhas das Quirimbas estão empregados no hotel?
4. Ja contribui em termo de ajuda pela comunidade? Como?
5. Tem algumas problemas com a comunidade local? Como que?

• ANALISE PESSOAL DO MEIO AMBIENTE

1. Qual é o nivel de erosão costeira?
2. Os hoteis respeitam a lei dos 100m para construir?

ANNEXE II. ENQUETE D'OPINION SUR LE PETROLE A BAZARUTO

individus	Lieu de naissance	Sexe	Age (ans)	Activité	Connaissance du projet/ Opinion sur le projet pétrolier	commentaires
COMMUNAUTE DE SITONE						
1	Bazaruto	H	19	pêcheur	oui/oui	Le pétrole va servir au transport et donc au développement des relations entre le continent et l'île
2	Vilanculo	H	36	Fiscal du parc	Oui/oui	Pas assez d'agriculture
3	Bazaruto	F	25	pêcheuse	Non/non	Pas d'autre solution que de pêcher
4	Bazaruto	F	23	pêcheuse	Non/non	Pêche trop importante pour la communauté
5	Bazaruto	H	17	pêcheur	Non /oui	Le projet va donner des emplois aux pêcheurs
6	Bazaruto	H	17	pêcheur	Non/oui	Va apporter des opportunités
7	Bazaruto	F	15	écolière	Non/non	Si les plages fermes, il n'y a plus rien à faire ici
8	Bazaruto	H	32	pêcheur	Oui/oui	Même si les poissons vont fuir en temps, ils finiront par revenir. Ne croit pas à la contamination par hydrocarbures
9	Bazaruto	H	26	pêcheur	Non/non	Fuite des espèces marines et impossibilité de faire de l'agriculture
10	Bazaruto	H	20	pêcheur	Oui/oui	Peut donner du travail, aider l'île
11	Bazaruto	F	25	Pêcheuse d'huîtres	Non/non	Ne va pas apporter de bénéfices à la population
12	Bazaruto	H	36	pêcheur	Oui/non	Veut connaître les impacts du projet avant d'accepter, a peur pour la pêche
13	Bazaruto	H	30	Pêcheur	Non/non	Pas de com, a peur de parler
14	Bazaruto	F	20	Travaille au marché, vend des gateaux	Non/non	Pas de justification

15	Bazaruto	H	22	Patron commerce	Oui/non	Fait du négoce de poissons donc le projet n'est pas bon pour son affaire
16	Bazaruto	H	19	Travaille au marché	Non/non	Le futur de la pêche sera compromis, le marché va s'effondrer
17	Bazaruto	H	22	pêcheur	Oui/oui	Le gouvernement va indemniser les pêcheurs avec de l'argent
18	Bazaruto	F	18	agricultrice	Non/non	N'apportera pas de bénéfices pour eux
19	Bazaruto	H	18	Vendeur marché	Oui/oui	Projet déjà fait, pas la peine de le renier
20	Bazaruto	H	40	Commercial, construit des bateaux	Oui/Oui	Il est président de l'association des pêcheurs et membre du projet Sasol (porte parole de la communauté).
21	Bazaruto	H	35	pêcheur	Oui/oui	Pas moyen de nier le projet, « le gouvernement est le chef »
22	Bazaruto	F	16	Vend des gâteaux	Non/oui	Peut soutenir la com en donnant des vêtements, nourriture
23	Massinga	F	26	Commercial	Oui/oui	Déjà fait, on ne peut pas le nier
24	Bazaruto	H	42	pêcheur	Non/non	Va apporter la faim, la misère, la pêche est ici la survie
25	Bazaruto	H	16	Fait des gâteaux au marché	Non/Non	Les poissons vont fuir et il n'y aura plus rien à manger
26	Bazaruto	H	19	Etudiant à Inhassoro	Oui/non	La pêche est plus importante qu'une indemnisation quelconque
27	Bazaruto	H	21	marin	Oui/oui	Peut donner du matériel de travail
28	Bazaruto	H	39	pêcheur	Oui/oui	Projet peut employer les pêcheurs le temps des travaux
29	Continent	H	19	Travaille au marché	Oui/non	Impact négatif, va apporter des problèmes, des maladies et la faim
30	Inhassoro	H	17	aucune	Oui/non	Le pétrole va nous contaminer
31	Vilanculo	H	17	Commerçant	Oui/non	Seul le poisson ramène

				au marché		de l'argent
32	Bazaruto	H	60	pêcheur	Oui/non	Aucun moyen de survie sans la pêche, va apporter des maladies
33	Inhassoro	F	40	agricultrice	Non/non	Va apporter la faim et l'inactivité sur l'île
34	Bazaruto	F	35	agricultrice	Non/non	La pêche c'est la survie
35	Bazaruto	H	22	pêcheur	Oui/oui	Projet donne de l'argent et du matériel
36	Bazaruto	F	62	agricultrice	Non/non	Pas possible de fermer les plages, c'est la survie ici
37	Bazaruto	F	15	agricultrice	Non/oui	Appui économique et alimentaire
38	Bazaruto	F	52	Pêcheuse d'huîtres	Non/non	La plage est le seul moyen de survie pour les gens d'ici
39	Bazaruto	F	14	écolière	Non/non	La plage c'est la survie
40	Bazaruto	F	15	écolière	Non/oui	Appui économique du gouvernement
41	Bazaruto	F	23	agricultrice	Non/Non	Sinon rien à manger
42	Bazaruto	F	24	agricultrice	Non/non	Ici l'agriculture n'est pas bonne, elle ne permet pas de survivre, donc la pêche est le seul recours
43	Bazaruto	H	18	Etudiant à inhassoro	Oui/non	L'appui éco est seulement pour les pêcheurs, le reste de la communauté va souffrir
44	Vilanculo	F	25	Travaille pour le parc	Oui/non	Pas de vie sans la pêche
45	Massinga	H	19	Jardinier pour le parc	Oui/non	La pêche est la survie ici
46	Maputo	F	29	Secrétaire du parc	Oui/non	Pas de com
47	Bazaruto	H	45	Pêcheur, plongeur	Oui/non	Il n'y aura plus rien à faire
48	Inhambane	H	29	Fiscal du parc	Oui/oui	Amène des bénéfices pour le pays mais pas pour la communauté. Le pétrole étant une ressource des plus importantes du monde, c'est une bonne chose d'en avoir au Mozambique et peut au

						final fournir des emplois à la population
COMMUNAUTE DE MACHULANE						
49	Bazaruto	F	40	Tient une baraca	Oui/non	La plage est la base de l'alimentation, si elle ferme il n'y a plus rien
50	Bazaruto	F	28	Travaille dans une baraca	Non/non	La vie ici c'est la plage
51	Bazaruto	H	45	Patron de baraca	Oui/non	La survie c'est la pêche
52	Inhassoro	H	19	Vendeur dans une baraca	Oui/oui	Va donner des emplois
53	Bazaruto	F	17	agricultrice	Non/non	Agriculture mauvaise, la pêche c'est la survie
54	Bazaruto	H	21	Artisan (fait des colliers pour touristes)	Non/non	Les poissons vont disparaître, plus rien à manger
55	Bazaruto	H	19	artisan	Non/non	Sans pêche pas de vie
56	Vilanculo	H	22	vendeur	Oui/oui	Peut donner du travail et de l'argent
57	Vilanculo	F	36	Vendeuse baraca	Non/non	Si les pêcheurs n'ont plus d'argent, ils viendront plus consommer à son bar
58	Bazaruto	H	36	Pêcheur auxiliaire	Oui/oui	Vont avoir un appui du gouvernement
59	Bazaruto	H	26	Pêcheur capitaine	Oui/non	Son travail est la pêche, ne connaît rien d'autre à faire dans la vie
60	Bazaruto	H	21	pêcheur	Oui/oui	Appui du gouvernement
61	Bazaruto	H	55	Pêcheur et leader communautaire	Oui/non	Va apporter des problèmes : maladies, contamination et ce sont les enfants qui vont en pâtir
62	Vilanculo	H	23	Commercial, vient pour acheter des poissons	Oui/non	Porte préjudice aux pêcheurs
63	Bazaruto	H	25	Pêcheur	Non/non	Pêche base de la survie, pas d'autres moyens
64	Bazaruto	H	35	pêcheur	Oui/non	C'est la principale activité dans sa vie
65	Bazaruto	H	65	regulo	Oui/oui	Peut donner de l'argent, des vêtements

66	Bazaruto	H	31	pêcheur	Oui/non	Les poissons vont fuir, ils vont rester sans nourriture
67	Bazaruto	H	48	pêcheur	Oui/oui	Le projet peut entrer mais ne doit pas oublier la population
68	Bazaruto	H	23	Pêcheur propriétaire d'un filet	Oui/non	Les poissons vont mourir contaminés par le pétrole
69	Inhambane province	H	55	artisan	Non/non	Les poissons vont mourir
70	Vilanculo	F	37	domestique	Non/non	C'est la pêche qui lui fournit sa nourriture
71	Inhambane province	H	36	pêcheur	Oui/non	Pêche est le seul moyen de survie
72	Inhassoro	H	28	Commercial de poissons	Oui/non	Que vont-ils manger quand les poissons auront fui ?
73	Inhambane	F	38	Vient acheter des poissons	Oui/oui	Peut développer le pays, avoir du pétrole à bon prix, plus besoin de l'acheter aux pays étrangers
74	bazaruto	H	27	pêcheur	Oui/oui	Le gouvernement sait et a déjà décidé
75	Maputo	F	35	négociante	Non/non	La pêche est la base de la vie
76	Bazaruto	H	37	pêcheur	Non/non	Vit de la pêche, va mourir de faim
77	Bazaruto	H	26	pêcheur	Non/non	La plage ne peut être fermée, c'est son pain de tous les jours
78	Inhambane province	F	30	négociante	Non/non	Va nuire au commerce de poisson sur le continent
79	Inhambane province	F	29	Négociante	Non/non	Va nuire au commerce de poisson sur le continent
80	Massinga	F	44	negociante	Non/non	Rien d'autre à faire que la pêche
81	Vilanculo	F	19	domestique	Non/non	Va apporter la faim
82	Benguerra	H	24	rien	Non/oui	Peut apporter du travail
83	Vilanculo	H	19	domestique	Non/non	Sa famille va souffrir
84	Vilanculo	H	33	négociant	Oui/non	Va apporter des problèmes si on ferme les plages
85	Vilanculo	H	31	Employé	Non/non	Va mourir de faim

				hôtel	n	
86	Vilanculo	H	19	rien	Non/non	Ne va pas apporter de bénéfices
87	Vilanculo	F	23	Employé hôtel	Non/non	Pêche est le moyen de survie
88	inhassoro	F	23	négociante	Non/non	Vont mourir de faim
89	Inhassoro	H	32	marin	Non/non	Vont rester sans rien
90	Inhambane province	F	28	négociante	Non/non	Vont rester sans rien
91	Inhambane province	F	39	vendeuse	Non/non	Rien d'autre à manger
92	Inhassoro	F	17	domestique	Non/non	Rien d'autre à manger
93	Vilanculo	F	20	domestique	Non/Non	Va tuer la pêche
94	Inhassoro	H	21	domestique	Oui/oui	Apporte du développement pour le pays
95	Vilanculo	H	30	Travaille à l'hôtel	Oui/oui	Il manque de pétrole au Mozambique
96	Vilanculo	H	21	domestique	Non/oui	Peut développer le pays
97	inhassoro	F	24	mère au foyer	Non/oui	Peut développer le pays
98	vilanculo	F	24	mère au foyer	Non/oui	Peut développer le pays
99	Inhassoro	F	19	domestique	Non/oui	Peut développer le pays
100	beira	H	30	Construit des cases	Non/oui	Peut donner du travail
101	Inhassoro	H	19	Travail IIP	Oui/non	L'activité économique est la pêche, la communauté va mourir de faim
102	Vilanculo	H	26	cuisinier	Oui/oui	Peut aider les entreprises, dans son cas il est favorable car le gaz coûte très cher à importer.
103	Bazaruto	H	45	pêcheur	oui/non	Sans pêche que va-t-il manger ?
COMMUNAUTE DE ZENGUELEMO						
104	Bazaruto	H	48	pêcheur	Oui/non	Les autres pêcheurs ne vont bénéficier de rien
105	Bazaruto	H	25	Travaille à Indego Bay hôtel	Oui/non	Pas de bénéfices
106	Inhambane province	H	24	pêcheur	Oui/oui	Il va pouvoir arrêter de pêcher, prendre des vacances avec son

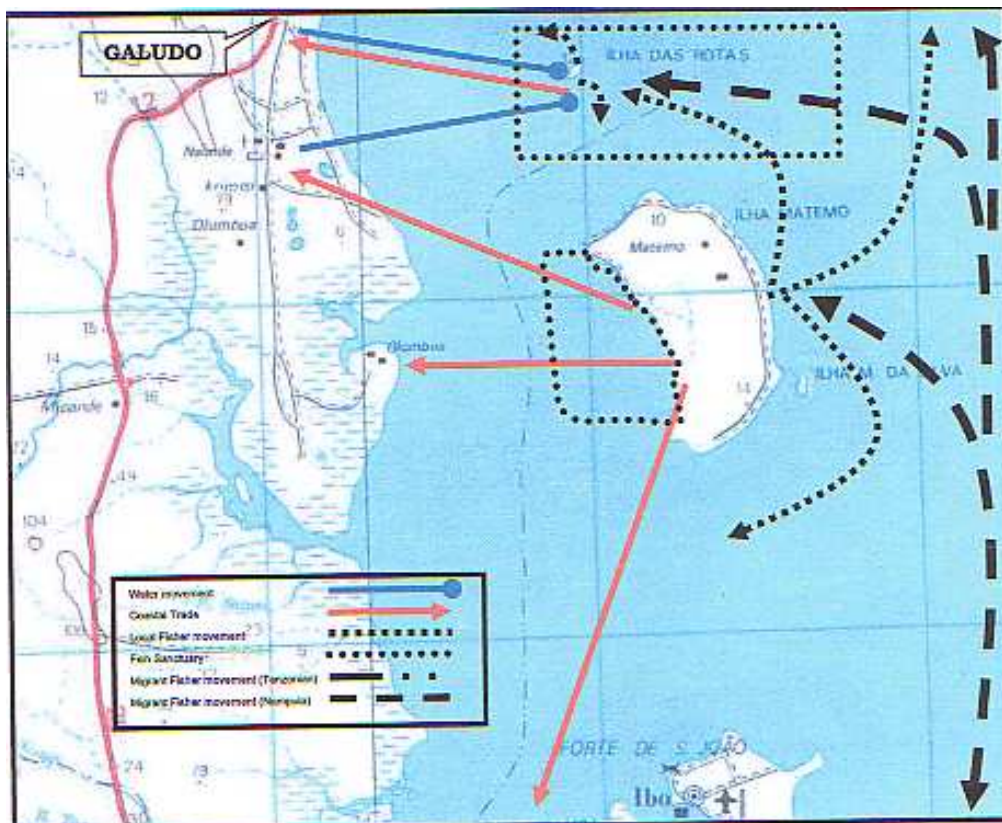
						indemnisation
107	bazaruto	F	19	agricultrice	Non/non	Pas de justification
108	Bazaruto	F	40	Pêcheuse d'huîtres	Non/non	Même si ils vont indemniser à long terme ça ne va pas suffire
109	bazaruto	H	42	pêcheur	Oui/oui	La pêche n'est pas bonne depuis quelques années donc si changement ce n'est pas grave
110	Bazaruto	H	45	pêcheur	Oui/non	Pas de justification
111	Bazaruto	H	22	pêcheur	Non/non	Habituer à manger du poissons, ne veut pas changer même si on lui donne de l'argent
112	Bazaruto	H	22	pêcheur	Oui/non	Ne veut pas que les plages fermes
113	Bazaruto	H	17	Pêcheur	Non/non	Vont mourir de faim si les plages fermes
114	Bazaruto	H	38	Vendeur et pêcheur	Oui/oui	On va lui donner de l'argent et il pourra faire quelque chose avec
115	Bazaruto	H	22	fiscal	Oui/non	L'argent ne sera pas suffisant pour pouvoir manger à long terme
116	Bazaruto	H	50	pêcheur	Non/non	Rien à manger sinon
117	Bazaruto	H	34	pêcheur	Non/non	Pas d'autre moyen de s'alimenter
118	Bazaruto	H	46	pêcheur	Non/non	Ne vas pas se mettre à voler pour subvenir à ses besoins
119	Bazaruto	H	41	Secrétaire du parti frelimo	Oui/non	Seul les patrons vont avoir de l'argent, que vont faire les autres pêcheurs ?
120	Bazaruto	H	34	Chef du poste administratif	Oui/non	Que va-t-on manger ?
121	Beira	H	27	Maçon	Non/non	Sans la pêche, il n'y a rien ici
122	Bazaruto	H	22	pêcheur	Non/non	Rien à manger sinon
123	Bazaruto	F	46	agricultrice	Non/non	idem
124	Bazaruto	F	15	écolière	Non/non	Idem

125	Bazaruto	H	23	Pêcheur	Non/non	idem
126	Bazaruto	F	18	Agricultrice	Non/non	Idem
127		F	23	Pêche+agriculture	Non/Non	Alimentation donnée ne sera pas suffisante
128	Bazaruto	F	42	Pêche+agriculture	Non/non	Elle a confiance en la mer pour vivre
129	Bazaruto	F	17	Agricultrice	Non/Non	A confiance en la pêche
130	Bazaruto	F	43	Pêche+agriculture	Non/Non	Rien à manger sans la mer
131	Bazaruto	F	39	Pêche+agriculture	Non/Non	La plage nourrit ses enfants, l'argent ne suffira pas
132	Inhambane province	F	37	Négociante	Non/Non	N'aura pas de clients car tous tirent leur argent de la pêche
133	Bazaruto	H	19	Pêcheur	Non/Non	Vit de la pêche mais veut bien de l'argent en plus
134	Bazaruto	H	60	Pêcheur gamboa	Non/Non	Depuis sa naissance, il vit de la pêche donc pas moyen d'arrêter
135	Massinga	F	25	Negociante	Non/Non	La pêche c'est son buisness
136	Massinga	H	29	negociante	Non/non	idem
137	Maputo	H	25	maçon	Non/non	Pas de justification, n'est pas d'ici
138	Maxixe	H	24	maçon	Non/.non	Pas d'agriculture ici pour les gens, donc pêche seul moyen de vivre
139	Bazaruto	H	60	regulo	Oui/non	Ils pensent à ceux qui ne seront pas indemniser, comment feront-ils pour vivre??
140	Bazaruto	F	23	Pêche+agriculture	Non/non	Pas d'autre travail que la pêche, l'agriculture est trop pauvre
141	Bazaruto	F	18	Pêche+agriculture	Non/Non	Idem
142	Bazaruto	H	40	Pêche+agriculture	Non/Non	Idem
143	Bazaruto	F	36	Pêche+agriculture	Non/Non	Ne veut même pas entendre parler
144	Bazaruto	F	37	Pêche+agriculture	Non/non	Pas d'autre travail que la pêche, l'agriculture

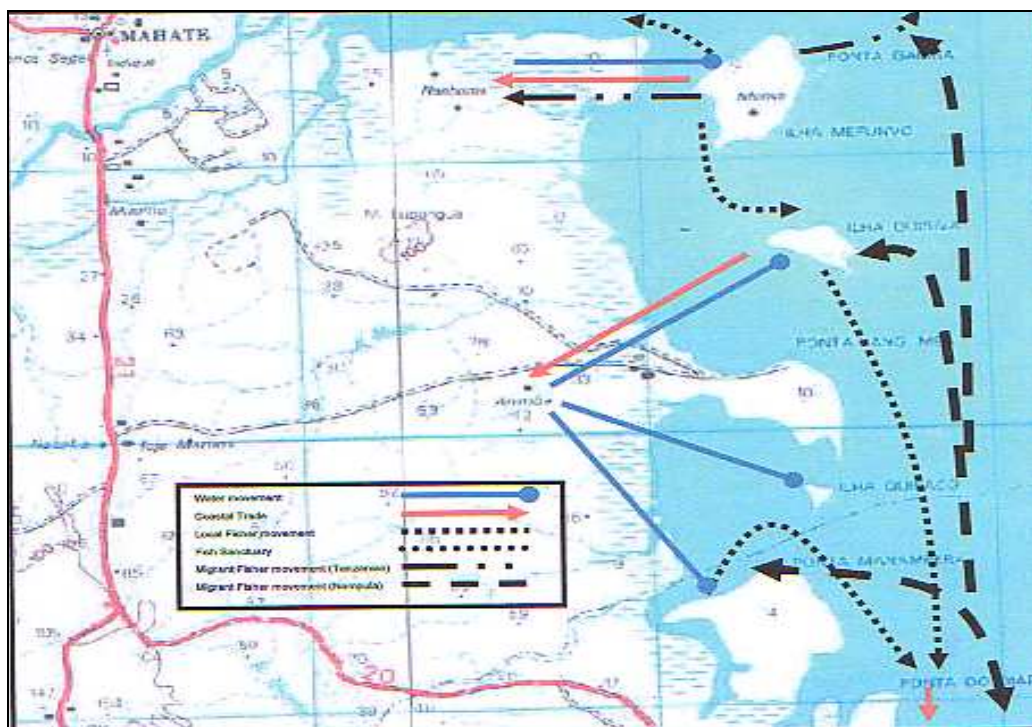
						est trop pauvre
145	Bazaruto	F	38	Pêche+agriculture	Non/Non	Idem
146	Bazaruto	F	50	Pêche+agriculture	Non/non	idem
147	Bazaruto	H	25	pêcheur	Non/non	Vit de la pêche
148	Bazaruto	H	38	Pêcheur	Non/non	Idem
149	Bazaruto	H	52	Pêcheur	Non/Non	Idem
150	Bazaruto	H	19	Pêcheur	Non/Non	Rien à manger, a grandit avec la pêche
151	Bazaruto	H	22	Pêcheur	Non/non	Que vont-ils faire après ?
152	Bazaruto	H	44	Pêcheur	Non/non	Il faut envisager une autre alternative
153	Sofala	H	41	pêcheur	Non/non	Toute sa vie il a pratiqué la pêche
154	Bazaruto	H	30	pêcheur	Non/non	Tous les gens d'ici vivent de la pêche
155	continent	H	42	pêcheur	Oui/non	Rien d'autre à faire
156	bazaruto	F	39	Pêcheuse	Non/non	Pas d'autre travail à faire
157	bazaruto	F	24	Pêcheuse	Non/non	Idem
158	Bazaruto	F	23	Pêcheuse	Non/non	Idem
159	bazaruto	F	25	pêcheuse	Non/non	idem
160	bazaruto	F	17	pêcheuse	Non/non	idem
161	Bazaruto	H	32	currandeiro	oui/non	A confiance en la pêche
162	Bazaruto	H	36	pêcheur	oui/non	Même si lui a un filet, il sait que les autres ne seront pas indemnisés
163	Bazaruto	F	40	agricultrice	Non/non	La vie est la mer pour les gens d'ici
164	Vilanculo	F	25	agricultrice	Non/non	Rien à manger sinon
165	Bazaruto	F	25	agricultrice	Non/non	Rien à manger sinon
166	Bazaruto	H	35	pêcheur	oui/non	Il a 30 personnes qui vit grâce à lui
167	Bazaruto	F	25	Pêche+agriculture	Non/oui	Si on lui donne de l'argent elle accepte
168	Bazaruto	F	19	Pêche+agriculture	Non/oui	Si on lui donne de l'argent elle accepte
169	Bazaruto	H	26	pêcheur	Non/non	A confiance en la mer

					n	
170	Bazaruto	H	20	pêcheur	Non/non	Pêcher c'est son métier
171	Bazaruto	F	60	Pêche+agriculture	Non/non	A confiance en la mer
172	Bazaruto	F	40	Pêche+agriculture	Non/non	Si on ferme la plage, pas de vie
173	Bazaruto	F	40	Pêche+agriculture	Non/non	Rien à manger sinon , confie la mer

ANNEXE III: Routes commerciales des produits de la pêche dans le PNQ



Carte de localisation des routes commerciales des ressources de pêche dans la région nord du PNQ (JOHNSTONE, 2004)



Carte de localisation des routes commerciales des ressources de pêche dans la région sud du PNQ (JOHNSTONE, 2004)

ANNEXE IV : Liste des espèces pêchées et menacées par les projets pétroliers (source : RIDDELL, 2006)

	Species	Habitat	Spawning season/recruitment	Type of fisheries
Crustaceans	<i>Fenneropenaeus indicus</i> (white shrimp)	All coast, mainly in mangroves and estuaries. Mud and sand in depths of 2 to 90 m	Recruits occur close to the coast (5-15 m) from January to March. But could be expands to May.	Artisanal, industrial and semi-industrial
	<i>Metapenaeus monoceros</i> (brown shrimp).	All coast mainly in mangroves and estuaries Mud and sand Depths 1 to 60 m Mud and sand	September and March with one peak in December. The young shrimps move to mangroves where they grow from 4 months. Then return to sea. Recruitment December and May with peak in April	Artisanal, industrial and semi-industrial
	<i>Acetes erythraeus</i> (Mundehe or tepué)	Muddy or sandy beds of the sea or saline waters at depths of 0 to 55 metres		Artisanal
	<i>Scylla serrata</i> (Green mangrove crab)	Mangroves		Artisanal
	<i>Panulirus spp</i> (Spiny lobster)	Rocky seabeds		Artisanal
	<i>Palinurus delagoae</i> (Natal spiny lobster)	Depp water up to 200 m.	Spawning during the rainy season at depths of less than 200 m. Juveniles develop in depths of over 400 metres.	Industrial
	<i>Haliporoides triarthrus vnirio</i> (Knife shrimp)	Deep water (450-600 m).	Spawning between 21° 00'to 23° 00' (Bazaruto-A) throughout the year. Recruitment in January -February and August-Setembro in Bazaruto B (23° 00'to 24° 30')and Inhaca (25° 40'to 26° 50)	Industrial
Pelagic fish	<i>Hilsa Keele</i> (Kelee shad)	Coastal and estuarine waters	Spawning from September to February in shallow waters, and the juveniles develop in estuaries for 2 to 3 months	Artisanal
	<i>Thryssa sp</i> (Orangemouth thryssa)	Shallow, saline waters	Winter outside estuaries	Artisanal
	<i>Pellona ditchela</i> (Indian pellona)			Artisanal
	<i>Mugil cephalus</i> (Flathead mullet)	Open and coastal waters, estuaries and fresh water, and usually	Lays its eggs at sea Winter. June-September	Artisanal

	<i>Siganus sutor</i> (Shoemaker spinefoot)			Artisanal
	<i>Scomberomorus commerson</i> (Narrow-barred Spanish mackerel)			Semi-industrial
Demersal fishes	<i>Arius dusumieri</i> (Blacktip sea catfish)	Coastal seawaters, estuaries and rivers		Artisanal
	<i>Pomadasys kaakan</i> (Javelin grunter)	Coastal waters to a depth of approximately 75 metres		Artisanal, industrial and semi-industrial
	<i>Chrysoblephus puniceus</i> (Slinger seabream)	Rocky substrata at depths of 20 to 100 metres	Spawns between August and October, peaking in September (summer)	Semi-industrial
	<i>Polysteganus coeruleopunctatus</i> (Blueskin seabream)	Reefs, particularly at depths of over 100 metres	Spawning throughout the year	Semi-industrial
	<i>Cheimirus nufar</i> (Santer seabream)	Coastal waters with rocky beds between 60 and 100 metres in depth	Summer	Semi-industrial
	<i>Epinephelus sp</i> (Grouper)	Coral and rocky reefs		Artisanal, Semi-industrial
	<i>Lethrinus sp</i> (Emperor)	Coral or rocky reef	March-July	Artisanal
	<i>Lutjanus sebae</i> (Emperor red snapper)	Rocky, coral reef. Down to 100 m deep	November-April	Semi-industrial
Others resources	<i>Cephalopods</i>			Artisanal, industrial
	<i>Bivalves</i>			Artisanal
	<i>Gastropods</i>			Artisanal
	<i>Equinoderms</i>			Artisanal
	<i>Sharks and rays</i>			Artisanal, Industrial

ANNEXE V. RECOMMANDATIONS POUR LA GESTION DU PARC NATIONAL DES QUIRIMBAS

- **IBO (2x3 semaines d'étude sur le terrain)**

- Problème majeur : l'équipe des fiscaux (écogardes).

On a pu noter un manque d'intérêt global sur le travail de fiscalisation dans le parc, cette information étant confirmée par l'ensemble de la population.

→ Conséquences :

- pêche illégale dans la zone du sanctuaire (témoignage personnel et de la communauté) fréquente voir quotidienne.

- déception de la population vis-à-vis de la gestion : on leur tout d'abord interdit l'accès à la pêche, cela a été difficile à faire comprendre à tous, et aujourd'hui que le concept de conservation a été compris et reconnu par la majorité, ils voient revenir des pêcheurs illégaux du fait d'un manque de contrôle de la part des gardes. Un manque de sérieux a été conclu par tous.

Avis personnel : le problème de gestion principal du parc réside dans le manque de formation des gardes du parc. Le travail d'un fiscal est avant tout social, intervenant avec la communauté locale sur les conflits d'usage liés au parc, mais aussi sur l'éducation au respect des zones protégées. On a pu voir lors des entretiens avec les 2 jeunes ecogardes un manque de compréhension globale sur des notions de concept très important comme par exemple la notion d'impact (du parc, touristique, mondialisation) ou autres..

La formation des fiscaux doit être repensée, ce n'est pas qu'un entraînement militaire, le côté social doit être renforcé : animation de débats (prise de parole devant la communauté), maîtrise renforcée des langues étrangères (portugais, voir anglais).

La formation scientifique ne doit pas être oubliée également : capacité à remplir les feuilles de fiscalisation, à faire des statistiques et des enquêtes de terrain.

Avis de la population sur le parc : Ils sont aujourd'hui contents du parc et ont compris l'impact bénéfique pour eux de conserver des zones de pêche. Ils réussissent à pêcher des poissons de grande taille, alors que c'était très rare auparavant.

Par contre, certaines remarques concernant l'évolution et le développement du parc ont pu être notées. Ils se demandent pourquoi il y a si peu d'apport depuis 5 ans (la case du WWF est une ruine, pas de panneaux informateurs, fiscaux payés à rien faire...) et de plus où va l'argent taxé au touristes depuis si longtemps ? La redistribution des revenus du parc reste très floue pour la communauté. En général, la notion de « gâchis » a pu être recueillie, « les moyens sont là mais il ne se passe rien, pourquoi » ?

- **QUIRIMBA (une semaine de terrain)**

L'ambiance de travail a été très différente : rencontre sur place d'une équipe de fiscaux motivée et impliquée dans la communauté. Un des trois gardes a fourni son aide pour la traduction des enquêtes en dialecte kimwani sur Quirimba mais aussi sur Ibo.

Grâce aux témoignages des fiscaux on a pu relever les failles de gestion principales.

- un manque d'embarcation sur l'île, il n'y en a aucune, elles sont toutes sur Ibo.

Pourquoi, sachant que les tortues marines viennent pondre sur Quirimba et non sur Ibo et que les plages de ponte ne sont pas accessibles à pied par les fiscaux (ou accessibles très difficilement). Pourtant le WWF s'intéresse aux tortues donc ils ne comprennent pas ce choix. D'après eux, cela réside dans le clivage existant depuis toujours entre les deux communautés d'Ibo et de Quirimba. Apparemment, les gens d'Ibo mépriseraient ceux de Quirimba et cela

depuis très longtemps. La formation du parc et les intérêts socio-économiques qui y sont liés n'auraient pas arrangé la situation, au contraire.

Lors de notre séjour sur place, une tortue a été tuée par des pêcheurs et les fiscals ont demandé à Ibo d'envoyer un bateau pour aller contrôler la situation, ce qui n'a pas été fait.

- pas de synergie de gestion au sein du parc

Avis de la population sur le parc :

Ils reconnaissent les bénéfices de la conservation des zones, bien que cela ait été difficile au début. Ils ont même choisi eux-mêmes une zone à fermer, appelé sanctuaire rotatif, fermé une partie de l'année et respecté par tous. Personne ne va pêcher là-bas.

L'impact du parc est positif dans l'ensemble, seul un sentiment d'abandon a pu être perçu.

L'argent du parc a servi à construire une maternité, les gens ont été très satisfaits et puis un jour la construction s'est arrêtée et n'a jamais repris. La communauté ne comprend pas pourquoi. «Quirimba n'intéresse personne, il n'y a pas de touristes, et même les gens du parc s'y rendent très rarement. »



Quirimba, février 2007

Conclusion générale :

Le parc est plutôt bien perçu par la communauté. Un déséquilibre de gestion entre les îles est notable et un manque de contrôle de la part des dirigeants du parc aussi. Les fiscals doivent être reformés rapidement pour assurer un travail local plus adapté à la demande de la population mais aussi aux objectifs du parc. La communication avec les touristes ne doit pas être oubliée, beaucoup se sont plaints du montant de la taxe pour si peu de services proposés sur place.

Mais le plus urgent reste quand même d'apporter une transparence de la redistribution de l'argent du parc à la communauté.

Arrivée en pleine guerre civile dans la province de Cabo Delgado en 1989 et surnommée depuis « la francesa », Janine est la pionnière du tourisme dans l'archipel des Quirimbas. Elle ouvre une pension touristique sur l'île d'Ibo en 1997, mais en 1998 une épidémie de choléra survint dans la région alors désertée par les touristes. Elle se reconvertit pendant un temps dans le commerce de crevettes. En 1999, elle retourne à Ibo pour continuer son activité touristique jusqu'en 2006. Nous avons donc pensé qu'il serait intéressant de croiser son regard personnel avec celui des dirigeants du parc avec l'aide de qui mon travail a été réalisé. Certes son avis sur le parc est subjectif, mais au moins il n'est ni intéressé, ni influencé par la politique ou la corruption.

Pourquoi a-t-elle vendu son hôtel au début de l'année 2007 alors que c'était la pionnière du tourisme dans les Quirimbas ?

Elle s'explique en dénonçant la création du parc national des Quirimbas, à l'origine de l'évolution général du climat socio-économique des îles de l'archipel et notamment d'Ibo. La gestion du parc est très stricte et son application trop contraignante pour les touristes annonce Janine. En effet, la parc taxe 8 dollars d'entrée dans le parc national, et sur l'île d'Ibo les touristes sont encore prélevés de 5 dollars, soi-disant reversé à la communauté. Les touristes ont commencé à se plaindre de plus en plus auprès de Janine de cette taxe supplémentaire injustifiée à leurs yeux. De plus, avec l'implantation du parc, Janine a du reverser 20% de ses bénéfices à la direction du WWF, ce qui a terme la mener à la perte financière. Elle a du vendre car « les petits sites touristiques n'ont plus leur place », la parc a « éliminé le petit tourisme » et aujourd'hui de son point de vue « seuls les riches ont le droit de visiter l'île ». Il faut désormais payer pour la moindre activité effectuée dans le parc : plongée, photos, camping, ballade. Le gouvernement a voulu miser sur une politique de tourisme de luxe appuyé par le WWF et l'Agence Française pour le Développement (AFD).

D'après Janine, la situation socio-économique de l'île est en plein changement : les pêcheurs désertent la mer à cause des restrictions du parc et sont maintenant attirés par l'offre de salaires proposée par les constructeurs des hôtels. Le développement des hôtels sur les îles de l'archipel a favorisé cette évolution de l'économie quasi autarcique d'Ibo en permettant aux pêcheurs d'opérer une reconversion de leur activité traditionnelle. Une des conséquences de cet nouvel apport économique a été la baisse des captures de pêche et donc une difficulté plus grande de trouver du poissons quotidiennement sur Ibo. Les restaurateurs touristiques tels que Janine ont été touchés par cette baisse de production, les plus belles prises étant de plus directement amenés à la direction de l'hôtel de luxe nouvellement construit.

Par ailleurs, le parc ne respecte pas l'environnement et à terme la situation pourrait être catastrophique. En effet, aucune étude de sol n'a été réalisée dans l'étude d'impact environnemental de la construction de l'hôtel de luxe et l'on sait que la lentille d'eau douce de l'île reste peu importante. Comment l'hôtel conçoit-il la gestion de l'eau sans avoir analysé la capacité de réserve au préalable ? Janine parle de scandale environnementale, l'hôtel entretient des pelouses vertes arrosées plusieurs fois par jour sans aucun système de récupération des eaux. « Nous sommes dans une situation de gaspillage et ceux qui sont touchés sont les résidents de l'île ». En fin de saison sèche il n'y a presque plus d'eau sur l'île, et alors que les puits sont à sec, l'hôtel continue d'arroser son *green*. Concernant le problème de l'eau, le parc a généré de nouvelles préoccupations concernant la pollution des eaux souterraines. En effet, une des premières mesures du parc a été de faire arrêter les gens de déféquer sur la plage en les incitant à construire des latrines sur leur terrain. Or, a terme l'infiltration des eaux usées dans le sol à proximité du forage pollue l'eau du puit qui devient

alors non potable. Dans ce cas, on peut dire que le gouvernement favorise donc la présence des touristes sur un site plutôt que la bonne santé de sa population.

De plus, l'interdiction aux vieilles femmes et aux enfants de ramasser les huîtres et coquillages à marée basse a favorisé la surpopulation de ces espèces et il est aujourd'hui impossible de se balader en bord de mer sans se couper les pieds. Pour elle, cette mesure n'a aucun intérêt, ni écologique, encore moins touristique puisque se baigner représente désormais un danger, et socialement parlant c'est une vraie perte économique et alimentaire pour une certaine partie de la population qui exploitait ce commerce.

Mais comment le parc marin est-il rentré en vigueur dans la vie de la communauté ?

Janine parle de manipulation de la communauté pour faire adopter la réglementation du parc. L'ancien directeur américain Peter affirme que les pêcheurs ont demandé la création du parc et des sanctuaires, soucieux de leur environnement. Janine appelle au mensonge, la communauté n'a pu demander cela sachant qu'elle n'avait aucune idée de ce que pouvait être le concept et l'utilité d'un parc marin. En fait, ce directeur aurait tout simplement organisé une grande fête pour la population où il aurait à cette occasion influencé tout le monde à adhérer à son parc. « Il a acheté les mentalités en sacrifiant un zébu pour manger ».

Que pensez vous des actions menées par les ONG dans le parc des Quirimbas ?

Aga Khan, l'ONG la plus présente dans les Quirimbas a voulu développer l'activité de pêche auprès des communautés en donnant du matériel et des instruments. Mais dans leur projet d'aide à la communauté, ils n'ont pas pensé à développer des sites de vente (ex : marché), les pêcheurs capturant des quantités de produits qui au final ne peuvent être vendues faute de lieu. Il n'y a pas d'équilibre dans ce système, c'est pourquoi un tel projet reste inutile ! Il manque des liens de communications entre les différents acteurs de la pêche, ce que normalement selon leur vocation les ONG locales devraient réussir à palier.

ANNEXE VII

ENTREVUES A IBO (Recueillies entre les mois de janvier et mars 2007)

□ **Récit de vie de Bacari Hassani, 80 ans, kimwani, ancien pêcheur (recueilli le 10/01/07)**

Bacari est une des personnes les plus âgées d'Ibo, c'est pourquoi nous sommes allés l'interroger sur sa vie passée et sur son regard par rapport à l'évolution du climat socio-économique de l'île.

C'est en 1954 qu'il commence à pêcher, suite à une crise économique frappant l'archipel. Son père lui a appris les techniques de pêche très jeune, notamment l'utilisation du filet. A l'époque de son père, on pratiquait la pêche de troc, c'est-à-dire que les captures étaient échangées contre des choses de nécessité, comme le manioc sec, le mapira.

Puis, certains pêcheurs se sont rendus sur le continent pour vendre le poisson et c'est ainsi que la monnaie apparaît sur Ibo et que les communautés commencent à appréhender son utilité.

Avant l'indépendance, beaucoup de gens avaient du travail à Ibo, qui connaissait alors une période administrative prospère. Suite à la libéralisation coloniale, les autorités ont fuit les Quirimbas et la population s'est retrouvée désœuvrée. C'est suite à ce changement de climat politico-économique d'Ibo que l'activité de pêche est devenue primordiale pour les communautés de l'île. Comme beaucoup se sont retrouvés sans rien, leur seul recours fut donc de partir à la pêche. Depuis l'indépendance jusqu'à l'entrée en vigueur du parc marin, la seule activité économique productrice d'Ibo fut la pêche. « Les gens se sont concentrés sur le pêche au point qu'aujourd'hui il n'y a plus rien à pêcher ».

Concernant le parc marin, Bacari ne pense pas que le parc peut contribuer à faire revenir les poissons. Pour lui le problème concerne les vieux pêcheurs comme lui, qui normalement pêchent dans les sites faciles (mangrove, marée basse). Mais comme le parc a interdit l'accès aux mangroves en créant un sanctuaire de protection, les vieux n'ont plus d'autre choix que d'aller pêcher en haute mer. Hors, cette pratique est réservée aux hommes forts et non aux vieux pêcheurs. Aujourd'hui Bacari ne pêche plus depuis que le parc a vu le jour, il a faim.

Par rapport au tourisme, son avis est favorable au développement de cette activité. En effet, il pense que ça amène des avantages notables pour l'île, notamment la réhabilitation des ruines coloniales, ce qui donne du travail à la population résidente. En terme d'impact négatif, il ne croit pas que ça changera quelque chose, en tous cas pour l'instant il y a très peu de touristes et rien n'a changé.

Beaucoup de pêcheurs ont déjà trépassé sur ce site, c'est pourquoi il est autant respecté par les communautés. Pour Bacari, ces dires ne sont pas des légendes, tout le monde connaît ces récits, d'autres en sont revenus pour témoigner. Quand je lui demande ce qu'il pense des touristes qui vont la-bas pour pêcher, il me dit qu'il a peur pour eux, « qu'ils ne savent rien ».

□ **Entrevue avec Carlos, 27 ans, kimwani, travailleur à l'hôtel de Matemo (du 10/01/07)**

Originaire de Mocimboa da Praia, il était pêcheur avant de travailler à l'hôtel sur l'île de Matemo. Il dit que la plupart des employés viennent de la province de Cabo Delgado, d'autres de Maputo ou du Zimbabwe. Il est content d'avoir saisi cette opportunité à Matemo et d'avoir arrêté la pêche. Concernant le parc marin, il pense que c'est une bonne chose. Quand au sujet de l'exploitation pétrolière dans la région des Quirimbas, il n'y voit pas d'inconvénients.

- Entrevue avec Senhor Jean Baptiste, 79 ans, kimwani, historien, surnommé le *jovem velho* (du 10/01/07)

Né en 1927 à Ibo dans le bairro Cimento, il est certainement un des plus savants des résidents de l'île. Après des études sur le continent, il revient à Ibo et devient le seul fonctionnaire du cadre administratif de l'époque colonial. Aujourd'hui il assure des fonctions de guide touristique. Jean –Baptiste est passionné d'histoire et connaît celle d'Ibo très bien. Il se bat pour la restauration des vieux bâtiments coloniaux dont le patrimoine culturel est d'intérêt commun : « Je fus le premier à demander au gouvernement de réhabiliter la forteresse parce qu'ils étaient déjà dégradés ».

Pour lui, la communauté est contente de l'ouverture touristique, ça peut apporter de l'aide. « Les capitalistes viennent pour racheter et rénover les maisons coloniales en ruine ». Par exemple, le marché bazar actuel va être réhabilité comme monument historique et un autre va être construit pour la population.

Au sujet du parc marin, il nous explique que les dirigeants ont fait des réunions mais n'ont appelé que les personnes importantes de la communauté. Il pense que dire que ce sont les gens d'ici qui ont souhaité la création d'une zone de conservation, comme l'annonce le WWF, est un mensonge. « Jusqu'à maintenant, le parc n'a rien fait, tout le monde se demande où est l'argent des taxes d'entrée du parc ». L'ancien directeur américain Peter est mis en cause, « il a promis beaucoup de choses, mais n'a au final rien fait à part profiter ».

- Entrevue avec Hassan, 35 ans, kimwani, entrepreneur dans la pêche (du 14/01/07)

Propriétaire d'un bateau et capitaine de 10 pêcheurs a sa charge, Hassan mène une entreprise productrice sur Ibo. Il n'a aucun problème concernant la gestion du parc, car il a toujours pêché en haute mer et donc les restrictions n'interagissent pas dans son espace maritime. Il pense que c'est bénéfique pour eux, il a d'ailleurs déjà été invité à deux réunions officielles du WWF. Même si le stock de poissons n'a pas faibli en haute mer, il reconnaît que proche d'Ibo la situation est différente et que le parc peut donc avoir un intérêt positif dans le renouvellement des espèces marines. Au niveau du tourisme, il est conscient que c'est une opportunité de travail supplémentaire pour les résidents, qui à part la pêche, n'exercent pas de profession. Au sujet des projets pétroliers, il n'a jamais entendu parler de ça et n'en connaît absolument pas les conséquences écologiques.

Concernant les traditions et rituels de pêche, il n'a jamais pratiqué de telles choses mais en a déjà entendu parler. Son équipage, en tout cas, n'est soumis à aucune obligation spirituelle.

- Entrevue avec Rubat Nassik, 40 ans, kimwani , pêcheur (du 14/01/07)

Originaire de Quissanga, il est arrivé à Ibo il y a 7 mois pour travailler dans la construction de l'hôtel Bella Vista. Au bout de quelques temps, il a démissionné de l'hôtel car il payait trop mal (600 mtc = 20 euros par mois) pour le travail qu'il faisait chaque jour, c'est-à-dire d'aller charger du ciment à Pemba et de revenir jusqu'à Ibo (entre 2 et 5 jours de voyage en *dhow* selon les saisons). Au final il s'est senti vexé des conditions de travail que lui a infligé Kevin, le propriétaire de l'hôtel. Malgré tout, il pense que le tourisme est bon pour l'économie et que le parc agit dans un sens qui est de l'intérêt de tous. « Le parc est une bonne chose, il permet aux petites poissons d'entrer dans les zones fermées et de grandir ».

- Entrevue avec Senhor Lirga Fak, 65 ans, kimwani , pêcheur (du 14/01/07)

Débarqué à 15 ans sur Ibo dans le service de la pêche, il se marie par la suite et s'installe définitivement sur l'île. Il vante les mérites du tourisme avec la création du Beach Hotel de Matemo. En effet, avant personne n'avait de travail sur l'île de Matemo et l'arrivée de cette nouvelle activité a considérablement amélioré le niveau de vie des familles grâce aux individus qui ont trouvé un emploi dans le projet. De plus, certains en ont tiré d'autres types de bénéfices comme parler portugais, anglais, lire, écrire ou alors ont acquis un savoir-faire qu'ils n'avaient pas auparavant. Pour lui c'est une marque d'avancement et de progrès pour les communautés qui n'avaient rien avant. Quand la population locale veut quelque chose (lait, puit, etc), le tourisme appuie et vient en aide. « Ici à Ibo, le patron Kevin n'est pas bon, il licencie les gens facilement et négocie en permanence le prix du poisson. Les gens en ont marre de lui. »

« Aujourd'hui, l'heure est à la qualité. Et s'il est facile de restaurer un hôtel, de réorganiser un village de vacances ou d'embellir la façade d'un club, il est plus ardu de changer la mentalité d'un directeur ou d'un grand responsable du tourisme, si la personne n'est pas apte à l'auto-évolution et n'est pas ouverte au dialogue.

Par ailleurs, il y a lieu de croire qu'en plus d'une formation adéquate, le professionnel du tourisme se doit d'avoir une prédisposition socioculturelle où la persévérance et la tolérance, l'adaptation et l'ambition, la créativité et l'humanisme constitueraient l'essentiel des principes qui devraient régir sa démarche et sa gestion. »⁴³

L'auteur décrit bien la situation touristique présente au Mozambique, où les promoteurs sud-africains imbus de leur personne, reproduisent des comportements qu'ils ont eu l'habitude d'avoir dans leur pays d'origine.

- Entrevue avec Zinedine, 19 ans, kimwani, Travailleur sur chantier de construction, pêcheur, étudiant (du 14/01/07)

Il approuve le tourisme parce qu'avant il n'y avait rien à faire ici. A partir de 2005, l'île s'est vraiment modifiée avec l'arrivée de l'électricité centrale, des boutiques avec des produits divers à acheter, une discothèque. Il souhaite que le tourisme se développe plus et qu'il y ait ainsi plus d'emplois. Un doute concernant la religion émane pourtant de lui. « Kevin a interdit aux travailleurs d'aller à la mosquée le vendredi », à terme nos croyances et notre mode de vie traditionnel seront peut être moins respectés.

Concernant le parc il a déjà participé à des réunions, avant il pêchait des crabes dans la mangrove, aujourd'hui il ne le fait plus car il a compris le sens de l'action du parc marin.

De façon anecdotique, il nous raconte qu'une fois un navire espagnole est venu dans l'archipel pour acheter des produits de la mer (poissons, crabes, crevettes, poulpes, etc) auprès des communautés résidentes, et que tous les pêcheurs se sont alors précipités pour vendre tout ce qu'ils pouvaient pêcher. Le parc leur a alors interdit de continuer à vendre et sont rentrés en conflit avec les pêcheurs en colère car ils gagnaient beaucoup d'argent rapidement. Suite à cela, il n'y avait plus rien à manger ni à acheter dans les îles alentour pendant un temps.

- Entrevue avec Senhor Atibo Biche, 77 ans, kimwani, ancien pêcheur (du 16/01/07)

⁴³ Hillali, 2003, op cit, p.184

Il assura divers professions au cours de sa vie (pêcheur, vendeur, footballeur, transporteur) mais aujourd'hui trop âgé il vit de sa famille et d'une subvention du gouvernement (60 mtc=2 euros). « Je vis avec Dieu ». Au sujet du parc, pour lui il n'y a pas d'avantage, car avant il avait son gamboa planté devant chez Janine et aujourd'hui ça lui est interdit. Il reste donc chez lui, improductif avec un sentiment d'inutilité. Les pêcheurs doivent désormais traverser à marée basse beaucoup plus loin pour planter les gamboas. Suite au parc, beaucoup de pêcheurs ont laissé la pêche pour travailler les champs ou migrer sur le continent. Il regrette le temps colonial où il y avait beaucoup de choses à faire sur l'île. « Autrefois il y avait 12 entreprises de bateaux, après la décolonisation tout est parti, mais les gens sont restés, nous.. »

« Grâce à Dieu l'argent revient avec le tourisme, les blancs aussi, les avions également. Au temps colonial il y avait des avions tous les jours ! » Il aime que Ibo se développe à nouveau, ce qui manque pour lui ce sont des magasins de commerce.

Au sujet des cérémonies de pêche, il nous parle de *Galawa*, nom donné à la cérémonie d'entrée d'un nouveau bateau en mer. Tous les gens s'habillent bien pour l'occasion, seuls les hommes poussent le bateau à l'eau. Après, ils organisent une fête de célébration.

□ Entrevue avec Senhor Salimo Yacob, 67 ans, kimwani, chef du bairro Kuamemba, ancien pêcheur

Auparavant pêcheur réputé, Salimo assure aujourd'hui des fonctions plus sociales puisqu'il est chef de bairro et fiscal communautaire pour le parc. Il travaille également la terre avec sa famille car la pêche est trop fatigante pour son âge.

Selon ses dires, la communauté est satisfaite du développement touristique car ça amène des emplois et de l'argent. L'opinion semble générale puisque personne jusqu'à maintenant n'est venue se plaindre à lui. De plus, le tourisme favorise le transport entre les îles et le continent, ce qui plaît à la population locale. En effet, les conditions de transport locales pour rejoindre les Quirimbas sont très rudes et les touristes qui viennent en pick up depuis Pemba permettent souvent aux locaux de partager leur véhicule.

En terme d'impact culturel, il n'a pas remarqué pour l'instant de changement évident. Il n'a pas peur de voir l'activité se développer, au contraire il souhaite la construction de nouveaux hôtels sur l'île et la visite de nombreux étrangers. Pour lui l'importance est avant tout économique, il prend l'exemple de l'hôtel de Matemo pour se justifier. Les gens de la-bas ont pu s'enrichir grâce au tourisme, il existe aujourd'hui de nombreuses baracas à Matemo. Salimo aimerait que Ibo connaisse le même essor.

Concernant le parc marin, il a déjà participé aux réunions organisées. La première fois que les étrangers sont venus (il mentionne Peter) pour parler du parc, il a été le premier à manifester son mécontentement face au projet. Puis, peu à peu, toute la communauté a été invitée à débattre sur le sujet et a fini par accepter les conditions de conservation imposées par le WWF. Il pense que toute la communauté a bien compris l'intérêt de la création du parc, à l'exception de quelques voleurs récidivistes.

En tant que chef de bairro, ce qui manque à la communauté en priorité, c'est un médecin résident à Ibo. Malgré la présence d'un hôpital public qui fonctionne, il n'y a pas de médecin traitant, juste des aides soignantes. En cas de problème grave, les gens de l'archipel doivent se rendre à Pemba, mais tout le monde n'ayant pas de famille pour se loger en ville, seuls les plus favorisés ont accès au soin au final.

Concernant la scolarité des enfants qui reste souvent un problème dans les îles isolées, la situation est en train de s'améliorer puisque l'école d'Ibo a été rénovée à neuf et une nouvelle classe de 8^{ème} a ouvert. S'il y a des demandes, peu à peu, ils ouvriront la classe jusqu'en 10^{ème}. L'ouverture de ces classes dans l'île est une formidable avancée pour tous les enfants de l'archipel qui devaient quitter leur famille pour aller sur le continent si ils voulaient

continuer l'école. Il y a donc du progrès social à ce niveau et cela grâce au tourisme puisque ce sont les fonds étrangers qui ont permis de refaire l'école (coopération espagnole).

En tant que chef communautaire je l'interroge sur les légendes et histoires mystiques locales. Il nous parle de deux sites connus de la population comme sacrés.

Le premier est un site marquée par la présence d'une pierre magique nommée *Mwenhe*, qui veut dire « mon mari » en kimwani, la langue locale. Il se situe dans le nord de l'île à travers les cultures de manioc. Quand on emprunte ce chemin et qu'on passe près de la pierre, on doit jeter une feuille dessus ou à proximité pour ne pas se perdre. En effet, si on oublie de la faire, un esprit appelé *Guira* rentre en toi et te fait perdre la tête. Cela peut être très dangereux, plusieurs personnes en sont d'ailleurs mortes car ils perdent la conscience des lieux et des choses. Mais cela n'est pas fréquent, ça arrive parfois. Salimo nous dit que jusqu'à maintenant ce petit rituel de passage est respecté par les gens. Poussé par la curiosité de l'histoire, nous avons donc voulu savoir si ce lieu existait vraiment. Nous avons donc enquêté pour retrouver ce lieu perdu dans la brousse. Après une longue marche on est finalement tombé dessus, et effectivement à côté de la pierre se trouvait un gros tas de feuilles sèches mais aussi fraîches, ce qui prouve bien que cette croyance est toujours d'actualité. Nous avons bien sur laissé une feuille aussi et pris une photo souvenir.

L'intérêt de connaître l'existence de tels lieux est pour nous primordiale dans un contexte de développement touristique où les étrangers rachètent de nombreuses parcelles de terrain. En effet, l'usage des sols n'est pas recensé partout dans l'île et la cartographie reste très pauvre encore à l'heure actuelle. Le but est donc de compléter les cartes existantes par des apports personnels d'information culturelle, afin d'éviter si possible des situations conflictuelles entre tous les acteurs du développement.

□ Entrevue avec Senhor Abdul, 27 ans, kimwani, pêcheur (du 18/01/07)

Il pratique plusieurs types de pêche et les captures sont vendues majoritairement à la communauté, parfois à Bella Vista quand il fait de belles prises.

Pour lui le tourisme est bénéfique à la communauté. Parfois il croise des touristes, leur montre des choses et gagne ainsi quelque chose. Ca lui permet aussi d'apprendre l'anglais. Il pense que chacun peut y trouver un bénéfice.

Il n'a aucun problème avec le parc, il a très bien compris le rôle qu'il joue sur les écosystèmes marins.

□ Entrevue avec Senhor Ijah, 42 ans, kimwani, travailleur chez Janine

Ijah est une des personnes que nous avons le plus fréquenté sur Ibo. Il nous a livré de nombreuses informations sur la culture, le mode de vie, la façon de pensée des gens de l'île. Il nous a également aidé à localiser les sites sacrés notamment le *lamba odi* (en kimawani : *lamba/baobab et odi/s'il vous plait*). Comme le montre la photo ci-dessous, c'est un baobab majestueux, qui est vénéré comme un dieu. Autrefois c'était un lieu de réunion, puis au cours du temps les gens ont fini par s'y rendre pour faire des invocations quand il manquait quelque chose. Par exemple, on y réalisait la cérémonie d'invocation de la pluie. Tous les gens habillés de blanc tournaient autour du baobab avec des encens en jetant du mapira (genre de riz). Seuls les gens liés à la magie (féticheurs) pratiquaient ce rituel, pas la communauté entière. Aujourd'hui, la pratique tend à s'essouffler, mais il semblerait quand même que le site soit encore fréquenté par des gens de magie.

□ Entrevue avec Senhor Mario Adamo, 53 ans, kimwani, chef do bairro Cimento (du 18/01/07)

Autrefois pêcheur, Mr Adamo cultive aujourd'hui des terres avec sa famille.

De son point de vue, le tourisme apporte à la communauté. Mais il voudrait plus d'appui en terme de pêche. « Nous n'avons plus de droit de pêcher à proximité, or personne n'a de bateau à moteur plus aller plus loin ». Sinon, il n'a pas conscience de la notion d'impact et n'envisage pas donc pas que le tourisme pourrait être à l'origine d'un changement des traditions locales ou du mode de vie. Au contraire, il voudrait plus d'hôtels encore.

Concernant le parc, il n'a toujours pas vu le retour des bénéfiques à la communauté, mais il a bien compris l'objectif. Pour l'instant ils n'ont rien, mais bientôt les poissons seront en quantité. « La communauté est pauvre, n'importe quoi nous prendrons ».

Au sujet des projets pétroliers, il pense en avoir déjà entendu parlé, mais ne connaît pas du tout en quels seraient les conséquences. Il se verrait pourtant accepter.

ENTREVUES A QUIRIMBA

- Entrevue avec Senhor Fausto Costa Vahassa, 53 ans, chef du poste administratif (21/01/07)

Il aimerait que le tourisme se développe aussi sur Quirimba. Pour le moment des projets sont en cours, comme celui de réhabiliter l'église d'époque coloniale. Le gouvernement s'est aussi engagé dans des projets de développement social, comme la rénovation des écoles ainsi que la plantation d'arbres fruitiers.

Le projet du parc s'est bien implanté dans cette île sur la base d'un fonctionnement cyclique avec des phases d'ouverture et d'autres de fermeture totale (appelé le sanctuaire) ou partielle. Malgré les structures existantes, le gouvernement n'arrive tout de même pas à contrôler l'activité de pêche, dans sa production et ses conséquences écologiques.

Au sujet des traditions locales, il mentionne la cérémonie appelée *Khuzingula*, qui sert à demander la pluie. Les gens font le tour de l'île en priant. Par ailleurs, il nous indique l'emplacement d'une tombe qui serait un lieu de culte. En effet, Sharifo avait le pouvoir de divination de son vivant et à sa mort les gens l'ont enterré et ont commencé à se rendre sur sa tombe pour effectuer des demandes personnelles. Autrefois, le site était très fréquenté, mais aujourd'hui les jeunes n'y croient plus et la pratique se fait de plus en plus rare. De plus, un projet de développement d'un sentier à travers la mangrove menacerait l'emplacement de la tombe.

- Entrevue avec 3 femmes de 25 à 30 ans, vendeuse de beignets

Elles attendent que le tourisme se développe sur l'île pour postuler dans les hôtels. Avoir un travail fixe leur permettrait d'économiser de l'argent pour ensuite aller sur le continent acheter des choses, les ramener et les vendre ici. Cette réponse est particulièrement intéressante à analyser pour comprendre la mentalité locale. En effet, la conception même du travail reste floue pour ces femmes. Pour elles, travailler est vu comme une activité momentané qui permet de récolter de l'argent qui sera ensuite réinvesti dans un négoce personnel. Elles n'ont aucune idée de la notion de contrat ou d'engagement envers une entreprise. A terme, ces divergences de conception de la réalité entre la population locale issue d'une culture africaine traditionnelle et l'activité touristique engendrée par le capitalisme occidental favorisent les conflits et le manque de communication.

Au sujet du parc, elles remarquent que les pêcheurs ramènent de nouveau des poissons de grande taille qui avaient auparavant disparus. La population va en tirer bénéfice.

□ Entrevue collective à la mosquée avec un groupe de 7 leaders religieux

Les personnes interrogées sont toutes d'anciens pêcheurs. Trop âgé désormais, ils s'occupent de la vie religieuse et spirituelle des habitants de Quirimba.

Concernant le tourisme, ils s'accordent tous sur le fait qu'ils voudraient que l'activité se développe ici aussi, comme à Ibo et à Quilaléa. Ainsi, la pêche diminuerait nettement et les services et commerces pourraient s'implanter également. Ils aimeraient que ce soit immédiat car ils sont las d'attendre. Le gouvernement est déjà venu plusieurs fois pour concerter les gens sur le sujet mais ils ne voient toujours rien venir. En terme d'impact négatif du tourisme ils mentionnent la nudité des touristes blancs. Ils n'aiment pas ça du tout et les enfants pourraient être influencés par ce type de comportement. Ils refuseraient donc que les touristes se baladent à moitié nu dans l'île.

Au sujet du parc, ils en sont très fiers et disent qu'il s'est fait à travers eux. Sans eux, il n'y aurait pas de parc. Les pêcheurs d'ici prennent le coran et font des prières pour que la pêche soit bonne. Ils pratiquent aussi la cérémonie d'entrée d'un nouveau bateau en mer, appelée *Duhàa* (en kimwani veut dire : qui demande à Dieu)

□ Entrevue avec Ibinica Suedique, 41 ans, garde du parc, pêcheur réputé

Personnage important de la communauté de Quirimba, Mr Suedique est un pêcheur confirmé et reconnu, pratiquant tout type de pêche. Il assure aussi les fonctions de garde au sein du parc marin (fiscal communautaire). Il connaît très bien les problèmes de la communauté liés à la pêche notamment.

Auparavant les captures de pêche étaient très abondantes, mais la pêche au filet moustiquaire a en peu de temps épuiser les ressources. Les vieux accusent les jeunes de ces pratiques qui apparemment ne comprennent pas la notion de surexploitation de la mer. Un conflit de génération aurait donc éclaté au sein de la communauté.

Au sujet du tourisme, il n'est pas contre le développement des hôtels. Mais pour lui la situation n'est pas claire, particulièrement au niveau de la taxe reversée à la communauté. Il aimerait que quelqu'un de l'île recueille l'argent sur un compte plutôt que ce soit le parc qui contrôle. Par exemple, la communauté a choisi de construire une maternité avec l'argent du parc mais quelque temps après le début des travaux, le chantier est déjà arrêté et l'on ne sait pas vraiment pourquoi.

Même si il travaille pour le parc, il ne comprend toujours pas quel est vraiment son rôle parfois. En effet, il aidé à élaborer une carte de plage de ponte de tortues marines avec un étudiant portugais qui était là pour quelques mois et le WWF l'aurait par la suite réquisitionné. Sans outil de travail, comment peut-il travailler ? Pour lui la situation reste douteuse sur de nombreux points. Il s'est senti très vexé que le parc lui ait promis de lui remettre une copie de sa carte et qu'au final ce ne soit jamais respecté.

□ Entrevue avec Cheia Ali, 23 ans, garde du parc

Très engagé dans la lutte contre le braconnage, ce jeune garde nous a fait part des défauts de gestion du parc selon lui. Le problème majeur est le manque d'embarcation, il n'y en a même pas une sur Quirimba alors que 2 bateaux restent à Ibo en permanence. De plus, il n'y a même pas de case de rassemblement pour les gardes. Il n'y a aucun moyen mis en place sur Quirimba pour assurer le contrôle du respect des lois du parc. Comme il n'y a pas de bateau

disponible ils ne peuvent pas assurer de surveillance en mer et poursuivent ainsi les pêcheurs en infraction, comme ceux qui pêchent la nuit ou avec des filets moustiquaires. De plus, le braconnage des tortues ne cesse pas alors que l'île est intégrée dans un programme de conservation du WWF.

□ Entrevue avec le propriétaire de l'ancien bar « take away », 44 ans

Son objectif est de recréer un bar pour les gens locaux. Il ne semble pas motivé pour développer une affaire touristique, d'après lui il n'aura jamais de licence. De plus, il ne veut pas vendre de bières car il est musulman, même si il a beaucoup de demande. Il est conscient que faire un bar touristique sans vendre de l'alcool n'est pas possible, d'où son manque d'ambition.

□ Entrevue avec le leader communautaire, Senhor Amisse Tuaibo, 49 ans, pêcheur

Concernant la pêche, il remercie le parc d'avoir fait revenir des espèces disparues. Certains pêcheurs viennent lui faire des réclamations, particulièrement des jeunes. Le problème est que certains pêcheurs viennent d'ailleurs (Angoche, Nacala), poussés par la raréfaction des ressources marines de leur territoire. Ils viennent donc dans les Quirimbas pour exploiter les zones marines sans respect des normes de pêche locales, ce qui contribue à créer des tensions entre les différents groupes de pêcheurs. Ce sont eux qui braconnent encore les tortues de mer malgré leur statut protégé internationalement et localement par le WWF. La solution serait d'avoir une embarcation pour sanctionner les contrevenants au parc.

Au sujet du tourisme, il donnerait son appui au projet de développement de structures hôtelières sur l'île. Il préférerait un tourisme de luxe car il génère plus d'emplois pour les résidents locaux, comme à Matemo par exemple. La communauté aimerait tirer le même bénéfice que celui que les gens de Matemo ont connu. Sur Quirimba la situation n'est pas bien définie par rapport au reversement de l'argent gagné par le parc. La maternité n'est toujours pas en fonction, pire le chantier a été arrêté. L'argent est géré par l'administrateur de Ibo, ce qui représente un problème à ses yeux puisque les communautés de deux îles ont toujours été en mauvais terme. « En effet, les gens d'Ibo considèrent les gens de Quirimba comme stupides et analphabètes ». Le pouvoir décisionnel reposant à Ibo, le manque de gestion de l'île de Quirimba découlerait donc de ces inimitiés entre communautés.

□ Entrevue collective avec 11 pêcheurs de 19 à 30 ans

Ces informations ont été recueillies sur le site de pêche très isolé du reste de la communauté, nommé Kumilamba, où vivent temporairement une vingtaine de pêcheurs.

Ils commencent à voir l'intérêt de la création du parc marin, car ils pêchent de nouveau de poissons de qualité. Ils vont les vendre à l'hôtel de Quilaléa, petite île au large de Quirimba, car l'hôtel n'a pas de pêcheurs attirés.

Ils préféreraient travailler dans le tourisme et laisser l'activité de pêche trop fatigante et contraignante. Ainsi ils pourraient apprendre à parler anglais et saisir de ce fait plus d'opportunités d'embauche.

□ Entrevue avec Senhor Nacir Sahaia, 57 ans, mécanicien du défunt allemand résidant de Quirimba

Il pense que le tourisme représente une remarquable opportunité pour les gens des Quirimbas car il apporte la civilisation. Il permet de laisser les anciennes idées et d'adopter une manière de vie adaptée au monde d'aujourd'hui. « Notre culture n'est pas normale, les enfants ne vont pas à l'école, il n'y a pas d'hôpital ». Il pense que la présence des hôtels favorise les conditions de vie des communautés locales, comme à Matemo souligne-t-il. Par ailleurs, il reconnaît l'existence de tensions entre les dirigeants des structures touristiques et la population locale, notamment à Ibo, où le comportement de Kevin le patron de Bella Vista a fait grand vent dans les îles de l'archipel. En effet, celui-ci engagea des zimbabwéens pour réaliser tous les travaux de construction de qualité (comme la charpenterie, maçonnerie), alors qu'il y avait des gens qualifiés pour le faire à Ibo. Au final, les travailleurs issus de l'île sont employés comme domestiques. Pour la communauté cela a été pris comme un manque de confiance et une forme de discrimination du savoir-faire mozambicain.

Concernant le parc marin, son action est bénéfique car la plage est le lien de tout. Il aimerait voir les conditions de pêche augmenter en terme de qualité.

ANNEXE VIII

LEXIQUE DES TECHNIQUES ET INSTRUMENTS DE PECHE

TRAINE ou SENNE DE PLAG (*cavogo*): art de pêche qui consiste en un filet d'environ 100 m tiré par au moins 7 hommes, formé par une poche ou un sac de petites mailles, prolongé par deux grandes anses de maille relativement plus grande et qui possèdent des amarres à son extrémité (longues cordes) pour tirer le filet. Cette technique est utilisée sur les plages maritimes et fluviales, le filet est lancé à l'eau depuis une petite embarcation étant poussée postérieurement par les pêcheurs positionnés à terre pour ramener le poisson.



Photo : pratique de la senne de plage à Vilanculo, mars 2007 (CLAQUIN B)

PIROGUE MONOXYLE (Canoa en portugais): embarcation construite d'un seul tronc de bois. Les bords conservent généralement la courbe naturelle du tronc. La proue et la poupe sont arrondies. L'intérieur est creusé et la coque est ouverte.

CENTRE DE PECHE: n'importe quel site permanent ou temporaire où les unités de pêche sont régulièrement gardés et où la capture est débarquée.



photo : le centre de pêche de Paquite à Pemba avec débarquement des captures, fev 2007 (CLAQUIN B.)

UNITE DE PECHE : embarcation avec son équipage et ses instruments de pêche .

MAILLE DE FOND: art de pêche constitué par un pan de maille de filet rectangulaire, de hauteur et largeur variées, posé dans le fond de la mer grâce à l'action de petits poids de plomb. Le poisson est retenu par les nageoires en tentant de traverser les mailles.

MAILLE DE SUPERFICIE: même type que pour la maille de fond sauf que le filet est maintenu à la superficie de l'eau par des petites bouées.



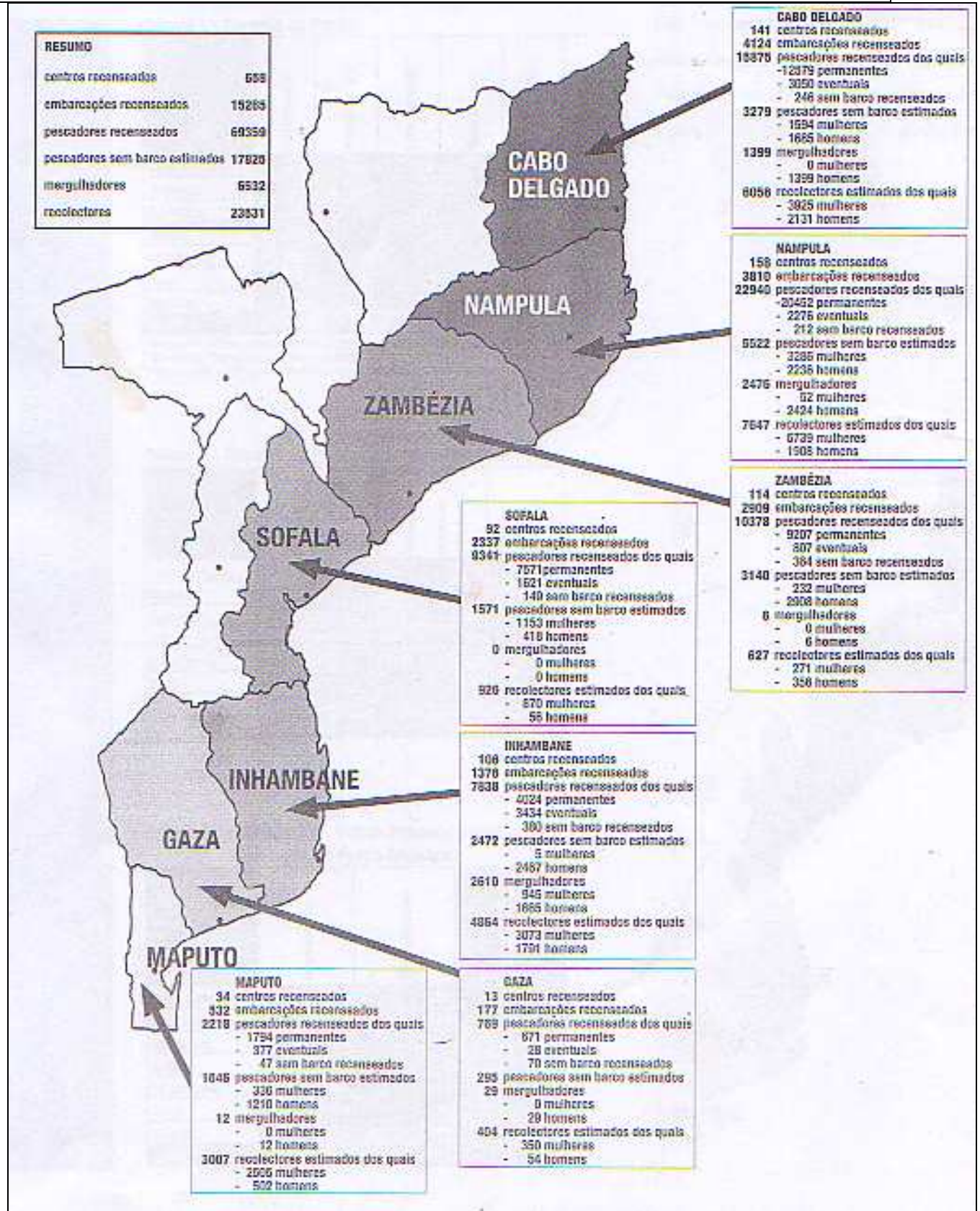
photo : pêcheur réputé dans un travail de réparation des filets, île de Quirimba, Janvier 2007 (CLAQUIN B.)

GAIOLA (cage): piège de construction de dimension et forme diverses (cylindrique, régulière..) avec une ouverture (bouche) d'un côté par laquelle s'introduit la proie, restant après dans l'impossibilité de fuir mais continuant à évoluer dans son milieu aquatique normal. Les gaiolas peuvent être construites de cannisse, de corde ou autre. Elles sont déposées dans les fleuves ou plages maritimes pour la capture de poissons, crabes ou autres crustacés.



photo : Gaiola rangée sur le haut de plage, île de Praslin (Seychelles), Nov 2007 (CLAQUIN B.)

ANNEXE IX : carte de recensement de la pêche artisanale en 2002 (d'après l'IDPPE)



Résumé

Dans les pays du Sud, le tourisme est généralement une activité valorisée par les institutions gouvernementales du fait de son essor international actuel. Les zones côtières sont particulièrement convoitées par cette activité de part l'attractivité que représentent les plages et les écosystèmes marins notamment.

Les zones côtières du Mozambique qui représentent plus de 2700 km où la qualité environnementale des plages constitue une des plus importantes attractivités touristiques du pays, sont sollicitées par les entrepreneurs étrangers. Traditionnellement exploitées par des communautés de pêcheurs dont les ressources de pêche sont le principal moyen de subsistance, les zones côtières du Mozambique sont aujourd'hui au cœur des plans d'aménagement et de développement impulsés par les différents secteurs d'activités présents sur le littoral tels que le tourisme, la pêche et plus récemment la prospection pétrolière. Comment le gouvernement parvient-il alors à concilier les intérêts de chaque secteur économique ainsi que ceux des communautés locales existantes ?

A travers les exemples de cas des archipels de Bazaruto et des Quirimbas, nous montrerons l'identité originale des sociétés côtières par rapport à la formation de l'Etat-Nation du Mozambique, en apportant des connaissances sur leurs pratiques traditionnelles de pêche liées à la gestion communautaire des ressources naturelles. Nous établirons les effets de la mise en tourisme des îles associée à la mise en conservation des écosystèmes marins pour les communautés locales, en évaluant l'impact sur leur organisation sociale et leur représentation culturelle.

MOTS CLES : Mozambique ; îles ; Bazaruto, Quirimbas, communautés de pêcheurs ; tourisme ; parcs marins ; prospection pétrolière.

Summary

Cultural approach of traditional fishing communities and tourism setting in Mozambique's islands : research studies in the Archipelagos of Bazaruto and Quirimbas

In the Southern developing countries, tourism is generally an activity valorised by the governmental institutions due to current international rise.

Coastal areas are particularly sought after by tourism for the attractiveness represented by the beaches and the marine ecosystems among others. Coastal areas of Mozambique (more than 2700km) where environmental quality of the beaches constitutes one of the major potential tourist attractions of the country are selected by foreign undertakers. Traditionally used by fishing communities, coastal areas of Mozambique are nowadays inside a lot of management and development plans created by the different sectors of activity which are existing on the coast such as tourism, fish and more recently petroleum offshore surveys. How the government succeeds to conciliate the interests of the economic sectors and those of the local communities? With the case of the Archipelagos of Bazaruto and Quirimbas, we will show the original identity of the coastal community in comparison with Nation-State of Mozambique, giving information of the traditional fishing practices relate to the community's management of natural resources. We will see the effects of setting tourism in the islands, evaluating the impact on the social organisation and on the cultural representation.

KEYS WORDS: Mozambique; islands; Bazaruto; Quirimbas; fishing communities; tourism; marine parks; petroleum exploitation

Contact mail : bclaquin@hotmail.com

Résumé

Dans les pays du Sud, le tourisme est généralement une activité valorisée par les institutions gouvernementales du fait de son essor international actuel. Les zones côtières sont particulièrement convoitées par cette activité de part l'attractivité que représentent les plages et les écosystèmes marins notamment.

Les zones côtières du Mozambique qui représentent plus de 2700 km où la qualité environnementale des plages constitue une des plus importantes attractivités touristiques du pays, sont sollicitées par les entrepreneurs étrangers. Traditionnellement exploitées par des communautés de pêcheurs dont les ressources de pêche sont le principal moyen de subsistance, les zones côtières du Mozambique sont aujourd'hui au cœur des plans d'aménagement et de développement impulsés par les différents secteurs d'activités présents sur le littoral tels que le tourisme, la pêche et plus récemment la prospection pétrolière. Comment le gouvernement parvient-il alors à concilier les intérêts de chaque secteur économique ainsi que ceux des communautés locales existantes ?

A travers les exemples de cas des archipels de Bazaruto et des Quirimbas, nous montrerons l'identité originale des sociétés côtières par rapport à la formation de l'Etat-Nation du Mozambique, en apportant des connaissances sur leurs pratiques traditionnelles de pêche liées à la gestion communautaire des ressources naturelles. Nous établirons les effets de la mise en tourisme des îles associée à la mise en conservation des écosystèmes marins pour les communautés locales, en évaluant l'impact sur leur organisation sociale et leur représentation culturelle.

MOTS CLES : Mozambique ; îles ; Bazaruto, Quirimbas, communautés de pêcheurs ; tourisme ; parcs marins ; prospection pétrolière.

Summary

Cultural approach of traditional fishing communities and tourism setting in Mozambique's islands : research studies in the Archipelagos of Bazaruto and Quirimbas

In the Southern developing countries, tourism is generally an activity valorised by the governmental institutions due to current international rise.

Coastal areas are particularly sought after by tourism for the attractiveness represented by the beaches and the marine ecosystems among others. Coastal areas of Mozambique (more than 2700km) where environmental quality of the beaches constitutes one of the major potential tourist attractions of the country are selected by foreign undertakers. Traditionally used by fishing communities, coastal areas of Mozambique are nowadays inside a lot of management and development plans created by the different sectors of activity which are existing on the coast such as tourism, fish and more recently petroleum offshore surveys. How the government succeeds to conciliate the interests of the economic sectors and those of the local communities? With the case of the Archipelagos of Bazaruto and Quirimbas, we will show the original identity of the coastal community in comparison with Nation-State of Mozambique, giving information of the traditional fishing practices relate to the community's management of natural resources. We will see the effects of setting tourism in the islands, evaluating the impact on the social organisation and on the cultural representation.

KEYS WORDS: Mozambique; islands; Bazaruto; Quirimbas; fishing communities; tourism; marine parks; petroleum exploitation

Contact mail : bclaquin@hotmail.com